



HAL
open science

L'Esprit de la révolte. Archives et actualité des révolutions arabes

Leyla Dakhli, Amin Allal, Kmar Bendana, Mohamed Slim Benyoussef, Youssef El Chazli, Elena Chiti, Simon Dubois, Giulia Fabbiano, Samer Frangieh, Mélanie Henry, et al.

► **To cite this version:**

Leyla Dakhli, Amin Allal, Kmar Bendana, Mohamed Slim Benyoussef, Youssef El Chazli, et al.. L'Esprit de la révolte. Archives et actualité des révolutions arabes. 2020, 978-2-02-145986-9. hal-03036935

HAL Id: hal-03036935

<https://hal.science/hal-03036935>

Submitted on 6 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Esprit de la révolte

ISBN 978-2-02-145986-9

fig-001
LOGO_ERC-FLAG_EU_.jpg

Sous la direction de Leyla Dakhli

contributeurs ▶ Amin Allal ▶ Kmar Bendana ▶ Mohamed Slim Ben Youssef ▶ Youssef el Chazli
Elena Chiti ▶ Simon Dubois ▶ Giulia Fabbiano ▶ Samer Frangieh ▶ Mélanie Henry ▶ Loulouwa
Al-Rachid

L'Esprit de la revolte

Archives et actualité des révolutions arabes

Seuil

9782021459869
01

Introduction

À qui le tour ? disaient les murs, ceux des villes comme ceux des pages des réseaux sociaux, au printemps 2011. On voyait tomber les dictateurs les uns après les autres, Zine el-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak, Mouammar Kadhafi, Ali Abdallah Saleh dont les portraits couvraient les paysages en Tunisie, en Égypte, en Libye ou au Yémen depuis des décennies. La liste des suivants était encore longue dans l'esprit des peuples, lesquels avaient envahi en masse les rues et les toiles, pour la première fois depuis des années, et réclamaient, toujours avec plus de vigueur, la « chute du système ». D'emblée, la liste était prête, on savait bien qui pouvait prétendre à être le suivant sur la liste : Bachar al-Assad en premier lieu, lui, le dictateur fils de dictateur, le rejeton d'une dynastie fondée sur le règne d'un parti unique mis au service d'une clientèle et d'une parentèle restreinte, corrompue et hyperviolente ; les monarques marocain et jordanien, secoués par leurs sujets mais maintenus en place par une combinaison de négociation et de répression ciblée ; les monarchies du Golfe Persique, où le moindre sursaut était étouffé, et où la révolte massive de Bahreïn, matée par les forces conjointes du royaume et du puissant voisin saoudien, ne devait surtout pas servir d'exemple.

On le sait à présent, la chute du dictateur n'a pas toujours fait place à la fin de la dictature, et les espoirs de transformation se sont parfois envolés dans la fumée des guerres jusqu'à la prochaine révolte. Néanmoins, on sait aussi que ces révolutions arabes ont inspiré d'autres mouvements, ailleurs dans le monde, du parc Gezi à Istanbul aux différents mouvements d'occupation des places en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest ou de l'Est. On sait surtout que la liste a été reprise, et que les Algérien·ne·s ont tenu la rue pendant plus d'un an et ont fait partir la marionnette mourante qui leur servait de président ; que les Soudanais·es ont réussi à changer le cours de leur destin, que les Libanais·es et les Irakien·ne·s, enfermé·e·s dans un système clientéliste et confessionnaliste qui les prive des protections et des biens minimaux dus à des citoyen·ne·s, se sont révolté·e·s à

l'automne 2019, ouvrant un champ des possibles contre un « système » qui voudrait que le Moyen-Orient puisse se gouverner sans souci de l'État, sans justice sociale et environnementale, toujours au bord de la guerre civile. Cette lisière de la guerre civile est l'horizon du monde arabe depuis près de dix ans. Prendre le risque de la guerre civile, est-ce bien ce qu'ont fait les peuples arabes depuis 2010 ? En un certain sens, oui ; et cela mérite d'être compris. Car cette menace de la guerre civile est venue peser comme une leçon *a posteriori*, justifiant toutes les lectures téléologiques possibles. Et si les femmes et les hommes qui se soulevaient savaient toujours – au moins un peu – qu'elles et ils prenaient le risque de la guerre ? Et si c'était justement cela qui faisait un peuple en révolution ?

Pour prendre la mesure de ce risque, point n'est besoin de comprendre les soulèvements par leur fin, il suffit parfois de revenir à leurs origines, à ce qui les détermine et les fait exister, aux traces qu'ils ont laissées, à leurs archives en somme. Il suffit de faire parler les archives pour comprendre à quel point la révolte a transformé toutes les assises sociales. Ces soulèvements ont transformé les mondes et, malgré les contre-révolutions, il n'y a pas de retour en arrière possible.

Que s'est-il passé il y a près de dix ans dans le monde arabe ? S'il y a eu des soulèvements dans plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient, quasi simultanément à partir du 17 décembre 2010, cela signifie-t-il qu'il s'y est partout passé la même chose ? Ce que l'on a appelé « les révolutions arabes » a été l'objet d'une production abondante, sur le plan de la recherche scientifique, mais aussi et surtout dans toutes les sphères de l'expertise politique et économique. Le phénomène de boule de neige s'apparentant à ce qui s'était passé au moment de l'effondrement des anciennes républiques socialistes à partir de 1989, on a assisté à une nouvelle mobilisation des instances de gouvernance mondiale pour diagnostiquer, analyser et construire des politiques, pour « faire face » à ce qui submergeait le sud et l'est du bassin méditerranéen. Comme en 1989, il fallait se mobiliser face au monde qui changeait.

Sur le moment, les discours transitologiques ont fleuri, avec leurs recommandations, leurs expériences partagées, et les nouvelles normes de ce que devait être une transition « réussie ¹ ». Toute cette normativité est parfois – souvent – venue s'écraser sur la complexité de ce que vivaient les États et leurs sociétés, sur les retours autoritaires (en Égypte), les risques sécuritaires et géopolitiques (en Libye ou au Yémen), l'acharnement sanglant de certains régimes à attiser la guerre civile (en Syrie), et parfois contre un mélange de tout cela, que l'on peut définir comme une contre-révolution, si l'on comprend bien que la contre-révolution est toujours déjà là².

Beaucoup de choses ont alors été écrites pour tenter de comprendre les causes de ces soulèvements, et leur simultanéité. Les discours transitologiques étant souvent soutenus par une croyance dans une forme d'inéluctabilité d'un passage à la démocratie, on parlait de nouvelle vague, qui venait, en quelque sorte naturellement, rejoindre le monde libre. On parlait alors de la fin de « l'exception arabe ». Ces pays qui avaient, pour toute une série de raisons, « résisté » à la vague de démocratisation succédant à la chute du Mur, rejoignaient avec vingt ans de retard le mouvement.

Certain·e·s expliquaient ce phénomène comme un effet retard de la globalisation et de l'intégration des économies du sud et de l'est de la Méditerranée dans les échanges mondiaux. Face à la « guerre des civilisations » ouverte dans les suites du 11 septembre 2001, les peuples arabes avaient trouvé une voie nouvelle, barrant la route à la fois à leurs dictateurs et aux sirènes de la guerre globale³. Pour d'autres, ce n'était qu'un épisode de plus dans la guerre des mondes qui prolongeait la guerre froide, ou bien en était-ce l'épilogue.

Dans l'ensemble, le refrain tournait autour de l'idée de révolutions démocratiques, ou de soulèvements pour la liberté. Les révoltes de 2011 étaient une divine surprise parce qu'elles énonçaient clairement le besoin de liberté politique dans des régions où, la plupart du temps, la libéralisation des marchés était accomplie depuis longtemps. Ces pays avaient tous adopté dans les années ou les décennies précédentes des « politiques d'ouverture », pour reprendre la terminologie égyptienne, qui avaient intégré fortement leurs économies à l'économie mondiale et les avaient dans le même temps rendues plus fortement dépendantes. Selon le sens commun libéral et les analyses des institutions internationales, la libéralisation s'étant accomplie dans presque tous ces pays depuis le début des années 1980⁴, elle devait s'accompagner d'une libéralisation politique.

¹ Pour une généalogie de cette question, cf. Michel Camau, « La transitologie à l'épreuve du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1999, t. 38, 2002, p. 3-9.

² Jean-Pierre Filiu, *Généraux, gangsters et jihadistes. Histoire de la contre-révolution arabe*, Paris, La Découverte, 2018.

³ Nevzat Soguk, « Uprisings in “Arab Streets”, Revolutions in “Arab Minds” ! », *Globalization*, vol. 8, t. 5, 2011.

⁴ Il y a deux exceptions, deux décalages importants : la Libye sous embargo jusqu'en 2004-2005 et la Syrie qui a maintenu un protectionnisme fort jusqu'à l'arrivée de Bachar al-Assad en 2000, moment où certains ont pu croire à un Printemps de Damas qui irait au-delà de la libéralisation du marché (au profit de l'entourage présidentiel) et de l'ouverture – relative – du réseau téléphonique et Internet.

De manière assez paradoxale, certains ont pu attribuer à l'invasion de l'Irak en 2003 par les États-Unis le rôle de déclencheur des soulèvements populaires arabes. La question technologique a souvent été surévaluée, comme en témoigne la réification de ce qu'on a pu appeler les « révolutions 2.0 », une même croyance magique créditant l'ouverture des réseaux médiatiques d'un pouvoir naturel de subversion et de transformation de la sphère publique⁵.

D'autres analyses mettent au centre la question sociale et la question de la subsistance. Elles élaborent, ce faisant, une chronologie qui trouve l'origine des soulèvements dans les politiques néolibérales qui ont fragilisé les populations, amené à des crises de subsistance graves, détruit les équilibres sociaux sur lesquels reposait le pacte postcolonial⁶. L'accroissement du prix des denrées alimentaires à partir de 2008 a eu des conséquences déterminantes sur la vie concrète des gens, tout comme la fermeture des frontières et la crise économique en Europe qui ont privé des familles entières des débouchés issus des revenus de l'émigration. Les nombreux facteurs économiques et sociaux doivent être combinés pour comprendre la situation de blocage dans laquelle se sont trouvées des franges entières des sociétés, notamment les plus pauvres, mais aussi toute une partie de la classe moyenne.

On peut penser dès lors à la théorie du « chômeur-diplômé » qui, même si elle s'est révélée fautive pour caractériser le profil de l'étincelle de la révolution tunisienne Mohamed Bouazizi, dit quelque chose des écarts entre ambitions personnelles et débouchés dans des sociétés où le libéralisme économique couplé avec l'autoritarisme politique et la corruption assigne à chacun des places de plus en plus difficiles à transformer, et où les pauvres restent pauvres, voire ne cessent de s'appauvrir⁷. Elle permet d'entrouvrir la porte de l'analyse sur les questions de places sociales et de déclassement⁸. Elle met aussi l'accent sur les questions générationnelles, qui ne recoupent pas forcément les questions démographiques, là aussi très présentes dans les analyses les plus courantes, notamment à travers l'usage de la catégorie de « jeune » comme déterminante dans l'analyse des révolutions du Sud, et des révolutions arabes en particulier. Constaté qu'il y avait des jeunes gens dans les rues lors des soulèvements relève d'une observation assez évidente (même si on peut la discuter). En faire un facteur explicatif, voire un élément déterminant de la compréhension de ces mêmes soulèvements pose un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, parce que les révolutions – si on limite leur définition à une succession de manifestations et d'émeutes – sont souvent menées, en tout cas dans la rue, par les franges les plus jeunes de la population, prêtes à aller à l'affrontement. Ensuite, car cette explication a eu tendance à mettre en avant un acteur en particulier, le jeune homme, devenu dans le même temps le facteur de changement et le représentant de la nouvelle « classe dangereuse » de ces espaces. Le jeune révolutionnaire est le miroir inversé du jeune chômeur désœuvré, du jeune candidat à l'émigration, voire du jeune jihadiste en puissance. Une réduction des représentations a fait dès lors des jeunes hommes arabes les détenteurs d'une puissance de transformation démesurée. Tout le reste devient alors exception ou anomalie, que l'on s'étonne de l'âge avancé des personnalités politiques qui façonnent les transitions démocratiques, ou que l'on constate le rôle important joué par les femmes, jeunes ou plus âgées, dans les révolutions.

Toutes ces analyses se sont vite surimposées et ont fini par remplacer le fil des événements qui se sont succédé à partir du 17 décembre 2010, jour de l'immolation en place publique de Mohamed Bouazizi dans la petite ville de Sidi Bouzid, en Tunisie.

Ce livre ambitionne de faire retour sur le moment révolutionnaire arabe. Il ne s'agit pas de revenir sur les mécanismes qui sous-tendent les révolutions comme cherche à les éclairer Charles Tilly⁹, ni de les distinguer des situations révolutionnaires, ni même de déterminer les « issues révolutionnaires » telles qu'elles peuvent être débattues au sein des sciences sociales¹⁰.

Considérant la masse des commentaires et la rareté encore trop grande des analyses locales, il nous a semblé qu'il pouvait être temps de s'appuyer sur des archives pour faire place à une restitution momentanée mais raisonnée de l'événement à travers ses multiples incarnations, ses formes hétérogènes. Pour ce faire, il nous est apparu important de ne pas nous limiter à l'observation ni à la consignation du temps court des épisodes révolutionnaires, mais bien de combiner les traces de ces épisodes avec d'autres, issues de répertoires

⁵ Pour une critique de ce paradigme médiatique à propos de la Syrie, cf. Roschanack Shaery-Eisenlohr, « From Subjects to Citizens ? Civil Society and the Internet in Syria », *Middle East Critique*, 2011.

⁶ Pour ce qui concerne le monde rural et agricole, cf. Habib Ayeb and Ray Bush, *Food Insecurity and Revolution in the Middle East and North Africa. Agrarian Questions in Egypt and Tunisia*, Londres, Anthem Press, 2019.

⁷ Mehdi Mabrouk, « A Revolution for Dignity and Freedom : Preliminary Observations on the Social and Cultural Background to the Tunisian Revolution », *The Journal of North African Studies*, 2011.

⁸ Amin Allal et Youssef el Chazli, « Figures du déclassement et passage au politique dans les situations révolutionnaires égyptienne et tunisienne », dans Ivan Sainsaulieu et Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 321-336.

⁹ Charles Tilly, *Les Révolutions européennes 1492-1992*, Paris, Seuil, 1993.

¹⁰ Choukri Hmed, « Le peuple veut la chute du régime. Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 211-212, 2016, p. 73-91.

protestataires plus anciens et moins visibles. Saisir les révolutions comme des moments permet de les étirer et de leur rendre leur dimension d'emblée plus complexe, en strates ¹¹. Nous avons eu le souci ici de partir des faits, de leur documentation sous forme d'archive pour « en dire plus » sur les révolutions arabes. Ce souci n'est pas à comprendre comme un refus de la théorie ou une méfiance vis-à-vis des synthèses à visées plus larges mais comme une volonté de restituer l'incertitude des acteurs et des actrices quant au sens de ce qui se passe au moment où ils et elles le vivent. Les archives, comme le dit Boris Gobille, permettent aussi d'accéder à « l'ensemble du *travail symbolique* des acteurs plongés dans la crise ». Ainsi, comme pour les tracts et les matériaux produits pendant l'événement Mai 68, les nombreuses vidéos, les articles, les *posts*, les graffitis, les chansons et les déclarations produits pendant les révolutions arabes sont pour nous des « énonciations de l'événement par ceux qui sont en train de le vivre » et en tant que telles sont « constitutives de l'événement lui-même ¹² ». Les historien-ne-s peuvent s'y hasarder, comme on chinerait à l'intérieur d'un marché abondant de vieilles traces, à établir des concordances, à découvrir des liens parfois insoupçonnés entre les espaces et entre les temps.

Ces archives ne sont pas seulement des traces et des témoins, elles jouent dans le temps des révolutions un rôle déterminant dans la manière dont les acteurs et actrices agissent. Les interprétations et les réceptions de ces signes permettent d'anticiper, d'agir, de fonder aussi un rapport de force. Comprendre l'incertitude, c'est alors se plonger dans l'expérience des acteurs et actrices, autant que faire se peut. Comme l'écrit encore Boris Gobille reprenant les analyses devenues classiques de Timothy Tackett ¹³, pendant l'événement, « nous savons qu'il se passe quelque chose, mais nous ne savons pas exactement ce qui se passe, nous ne pouvons pas vraiment qualifier l'événement ». S'il est difficile si tôt de déterminer comment les peuples arabes sont devenus révolutionnaires, il est possible de restituer par les archives une partie de leur « intelligence politique ¹⁴ », c'est-à-dire le réservoir dans lequel ils puisaient et continuent peut-être de puiser aujourd'hui, leurs archives permettant aussi d'éclairer leur(s) actualité(s).

Car nous avons bien conscience que les révolutions arabes ne sont pas terminées. Le temps révolutionnaire qui apparaît au fil de cette excursion dans leurs archives est élastique. Il comprend des moments de mobilisation très dense (temps des places, temps des manifestations) et d'autres plus diffus, après la chute du dictateur, pendant les temps de la contre-révolution ou même dans des moments qui précèdent l'explosion révolutionnaire et que nous avons intégrés dans notre panier, comme nous avons intégré des mobilisations dans des espaces qui n'ont pas (encore) connu de soulèvement que l'on pourrait qualifier de révolutionnaire mais dont les protestations mobilisent le répertoire révolutionnaire arabe. Nous considérons que l'ensemble des peuples arabes (et peut-être au-delà) fait « l'expérience historique » des révolutions arabes, et que se croisent dès lors au cœur des situations des dynamiques individuelles et collectives ¹⁵.

La recherche que nous menons ici ne cherche pas à trouver la théorie ou le schéma explicatif qui permettrait de cerner les révolutions arabes. Elle vise plutôt à les caractériser par la matière qu'elles ont produite, et à retracer, autant que faire se peut, la circulation de cette matière. Il s'agit de faire en quelque sorte un état de la « laisse révolutionnaire », comme on parle de la laisse sur les rivages, et du souvenir de ces objets. Notre collecte s'est faite à partir de nos recherches et de nos vies observantes et participantes. Nous avons rassemblé ce que nous avons d'abord appelé des objets, c'est-à-dire une foule d'archives hétérogènes.

De même que nous avons été confronté·e·s à l'hétérogénéité de la matière archivistique, nous avons conclu que la question de la représentativité de ces documents était difficile à établir. La circulation massive d'un document n'est en rien un indice valable de sa capacité à faire écho à des émotions, à susciter, à prolonger ou au contraire à mettre fin à un engagement. Si certains textes apparaissent ici comme des « passages obligés » ou certains personnages comme des « icônes », ils ont été choisis parmi d'autres et insérés dans l'économie générale de l'ouvrage. Certains de ces objets sont donc des « monuments » des révolutions – mais tous les monuments ne s'y trouvent pas –, d'autres sont de simples documents ou des voix inaperçues, ou peu connues. La collecte telle que nous l'avons arrêtée a été une manière de faire parler l'archive sans attendre qu'elle fasse monde, qu'elle s'organise comme un système de sens bien compris, jalonné et arpenté. L'initiative met en son cœur ce que l'on peut appeler archive, mais elle trace aussi des éléments de possibilité et de compréhension d'une histoire sociale du politique.

¹¹ Leyla Dakhli, « L'ordre des choses et le sens de l'histoire », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, vol. 1, p. 117-130.

¹² Boris Gobille, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 2008, vol. 2, p. 321-349.

¹³ Timothy Tackett, « *Par la volonté du peuple* ». *Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

¹⁴ Sophie Wahnich, *L'Intelligence politique de la révolution française. Documents commentés*, Paris, Textuel, « Petite encyclopédie critique », 2013.

¹⁵ Reinhart Koselleck, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997.

Dans ces objets, il y a de l'hétérogénéité et des typologies. Les révolutions s'y donnent à voir sous la forme de notions ou concepts, de répertoires d'action, elles s'incarnent dans des figures singulières, elles se déploient dans des moments. Tous ces éléments sont saisis par des traces documentaires, et abordés par des récits. Mais tous aussi sont conçus comme des points de départ pour une histoire plus vaste. Ils forment des hypothèses pour une circulation à l'intérieur des mondes révolutionnaires. Les objets qui constituent chacune des notices de l'ouvrage ne sont pas simplement le prétexte à une description ou à un récit, ils sont cernés en fonction de ce qu'ils nous disent : moments tournants ou critiques, qui permettent de penser les temporalités à l'œuvre dans les révolutions ; figures qui incarnent certains aspects de ces moments, ou qui nous disent par leur parcours même la manière dont les individualités rejoignent les mouvements, dont ils finissent par les incarner ; les objets sont aussi des témoins des répertoires mobilisés dans le combat révolutionnaire ou dans l'élaboration d'alternatives sociales, culturelles et politiques ; enfin, certains objets sont des notions ou des concepts politiques qui émergent dans le temps révolutionnaire comme des références communes et dont la définition se forge dans ce temps même. C'est pour toutes ces raisons que nous avons fait en sorte que les notices qui constituent ce livre incluent les mouvements révolutionnaires qui se sont déclenchés en 2019 en Algérie, au Soudan, en Irak et au Liban. L'expérience révolutionnaire arabe s'étend et déborde des limites qui étaient les siennes il y a dix ans. Les échos et les comparaisons que nous avons identifiés font émerger ou remettent en jeu des affinités entre les lieux et les temps. Ces comparaisons et ces phénomènes d'écho dépassent largement, encore aujourd'hui, les frontières du monde arabe, et nous espérons que nos lectrices et lecteurs pourront voir ce qui se raconte ici en creux des places européennes, des rues sud-américaines et d'une aspiration globale à « changer de système ».

Ce travail est une œuvre collective, construite et enrichie par les contributions et les expertises de chacune et chacun des autrices et auteurs de ce volume. Qu'elles et ils soient remerciés ici pour le travail fourni, pour leur générosité et l'engagement scientifique et humain qui a été le leur. Il a été mis en œuvre dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'European Research Council que j'ai l'honneur de diriger, et qui permet à cette *dream team* de poursuivre ses investigations et de tester en liberté des hypothèses de recherche ambitieuses et créatives¹⁶. Enfin, l'essentiel de la richesse de ce que vous allez lire est à attribuer à ces femmes et à ces hommes qui se sont risqué·e·s à dire tout haut leur désir d'une vie nouvelle, à celles et ceux qui les ont écouté·e·s et soutenu·e·s, à celles et ceux qui ont donné leurs vies et continuent à lutter pour un monde meilleur, pour elles-mêmes et eux-mêmes, ainsi que pour nous tous.

Leyla Dakhli

Berlin, juin 2020

¹⁶ Sur le carnet de recherche du projet, on trouve des compléments et des archives supplémentaires : <https://dream.hypotheses.org/>.

Changer (son) monde, se transformer soi-même

On reconnaît le temps révolutionnaire à cela qu'il bouleverse les normes auxquelles on était habitué-e-s. Ces changements interviennent d'abord dans l'ordre du politique, par le renversement du dictateur, les démissions ou les sécessions. Ils sont aussi des renversements dans un ordre des choses plus intime ; dans les familles, entre les générations, dans les rapports au divin.

Le dictateur d'abord doit quitter le champ, cesser de s'interposer entre soi et le monde, de pénétrer la vie de tous par son image omniprésente. S'il faut déboulonner les statues et arracher les portraits, c'est pour faire place nette, pour y voir clair. Mais, dans le cœur même du combat révolutionnaire, chacun-e change de place. Les vivants et les morts, les femmes et les enfants, les lieux et les appartenances peuvent et doivent être transformés pour agir, ou pour réagir face à la violence de la répression.

Les rapports entre les sexes sont d'emblée transformés, comme ceux qui régissent les générations. Les corps mêmes des révolutionnaires sont mis en jeu pour signifier ces transformations : ils se mettent en danger, prennent des risques. Ils se dévoilent dans le temps où « le mur de la peur tombe », comme le disent les slogans, ils découvrent leur puissance et se trouvent parfois bien vulnérables lorsqu'ils font face à la répression ou au retour des interdits. Ainsi le corps devient-il non seulement le lieu nécessaire de la bataille, mais aussi l'un des sujets centraux du politique. Si l'on a retenu des révolutions nombre des revendications, on trouve des traces importantes de la manière dont s'est construit un discours sur le corps, par le corps et avec le corps. Il est devenu, pour les femmes comme pour les hommes, le témoin d'une condition, le lieu d'une bataille multiforme. Les frontières entre le public et le privé, entre les espaces du sacré et du profane se déplacent. On fabrique alors de nouveaux territoires du politique. Ceux-ci peuvent être hérités ou réinterprétés. Les manifestations se préparent à la sortie des mosquées depuis les temps des combats anticoloniaux, mais ce sont les monuments de la modernité postcoloniale, voire l'urbanisme triomphant des régimes autoritaires qui sont investis, par des occupations où les banderoles, les tentes et les tréteaux sont envahis de nouveaux cris et chants. Les objets que nous avons rassemblés dans cette première partie parlent de ces transformations et de la manière dont les révolutionnaires constatent qu'ils ont changé, que le monde a changé, de la manière dont elles et ils œuvrent à se transformer elles-mêmes et eux-mêmes. Ils nous disent aussi les limites et les risques de ces transformations.

fig-003

Fig.1.01.jpg

Détournement et raccrochage de portraits de Hosni Moubarak : « Il règne encore ». Égypte, novembre 2011.
D.R.

La chute du dictateur

► Tunisie

14 janvier 2011. L'avenue centrale de Tunis, avec son allée plantée de ficus taillés en boule, l'axe du pouvoir depuis les temps coloniaux. À quelque cent mètres, sur le trottoir qui fait face au ministère de l'Intérieur, symbole du régime autoritaire et de ses pratiques les plus violentes, une partie du centre-ville est peuplée par « l'opposition » : tiennent là des lieux de résistance culturelle, de pratiques de convivialité anciennes, des bars et des cafés, des partis politiques et des associations de la résistance contre Ben Ali. Un homme est seul au milieu de « l'avenue ». Elle est presque complètement vide, c'est le soir, et c'est le couvre-feu.

C'est un homme entre deux âges, de taille moyenne, vêtu de manière ordinaire, avec un blouson sans manches de couleur claire sur un pull gris et un pantalon noir. Il porte des lunettes. Il a son téléphone à la main gauche, qu'il agite régulièrement en faisant de grands gestes, des moulinets avec les bras, tout en arpentant une petite zone de la rue qui fait face à l'hôtel Al-Hana, que la plupart des gens appellent encore de son ancien nom, l'International.

L'image est peu claire, la lumière un peu verte, les lampes des réverbères font comme des taches jaunes autour de lui. La voix est cassée et rauque mais puissante ; il scandé son texte, comme une adresse, une harangue et, par moments, une transe.

C'est un film, une vidéo captée par un téléphone portable, celui d'un homme qu'on ne voit pas, qui se tait, et dont on entend seulement brièvement le rire complice. 2 minutes 38.

Il y a une seconde trace de ce moment, une scène qui lui donne une autre perspective. Elle est prise par des femmes depuis un immeuble de l'avenue, dans un appartement d'un étage élevé. On n'y voit que très peu le protagoniste qui prend place dans un groupe de trois individus que l'on devine, et on y entend les habitantes qui commentent et réagissent. Elles pleurent, parfois s'amuse, partagent en appelant d'autres proches pour leur faire entendre ce qui se crie, pour témoigner.

Voici une restitution de cette scène, telle qu'elle peut être retracée à partir de ces deux films. Elle commence de manière abrupte, quand les femmes, les premières, commencent à filmer.

On a arraché notre liberté,

Le peuple tunisien a arraché sa liberté,

Le peuple tunisien a exigé sa liberté,

[« Comme il est courageux », dit une voix de dame d'un certain âge, en français.]

Le peuple tunisien est grand,

Vive le peuple tunisien,

Vive le peuple tunisien,

Vive la Tunisie libre,

Vive la Tunisie libre,

Vive les fils et les filles de Tunisie,

[« Comme il est courageux », répète la dame.]

Vive la Tunisie libre,

Vive la Tunisie grandiose,

Vous les libres de Tunisie,

Vous vous êtes libérés,

[On entend de légers pleurs dans l'appartement, à l'étage.]

Il n'y a plus d'assassin du nom de Ben Ali,

[Pleurs plus intenses.]

Ben Ali l'assassin s'est enfui,

Il s'est enfui devant le peuple tunisien,

Ben Ali le voleur,

Ben Ali le chien,

N'ayez plus peur, relevez la tête,

N'ayez plus peur de personne,

On s'est libérés,

Le peuple tunisien est libre,

Le peuple tunisien ne meurt pas,

Le peuple tunisien est grandiose,

Que vive la Tunisie libre,

Gloire aux martyrs,

Liberté pour les Tunisiens,

[La dame : « Bon Dieu, combien sont morts ! »]

Vous les Tunisiens, vous les Tunisiens qui avez dû émigrer,

Vous les Tunisiens qui avez été emprisonnés,

Vous les Tunisiens qui avez été torturés,

[Les pleurs se poursuivent, plus forts. On entend des personnes discuter et se demander ce que l'homme dit. Une plus jeune femme est au téléphone et dit : « Écoute, écoute, écoute » ; elle décrit : « Je te jure, il y a trois hommes qui sont sortis sur l'avenue Bourguiba vide, ça donne des frissons sur tout le corps et nous fait fondre en larmes. Il est content. Et c'est fort comme il parle de la façon dont il a été torturé, de ce qu'ils ont subi ! » La jeune femme en pleurs dit à nouveau : « Écoute, écoute : il raconte, tais-toi, tais-toi. » On entend de gros sanglots.]

Vous les Tunisiens qui avez été méprisés,

Vous les Tunisiens qui étiez enterrés vivants,

Vous les Tunisiens qui avez été volés,

Respirez la liberté, le peuple tunisien nous a offert la liberté,

Que vive le peuple tunisien,

Vive la grande Tunisie,

Vive la liberté,

Vive la liberté,
 Gloire aux martyrs,
 Tunisien·ne·s, il n'y a plus de peur,
 L'assassin a fui,
 L'assassin a fui,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui devant le peuple tunisien,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 L'assassin a fui,
 Le voleur a fui,
 Le bourreau, le tueur s'est enfui,
 Il a fui,
 Il s'est enfui en Libye¹⁷,
 C'est le peuple qui gouverne,
 Gloire au peuple,
 Gloire aux martyrs,
 Gloire à la noble Tunisie,
 Gloire au peuple tunisien immortel,
 Notre peuple, tu es glorieux,
 Notre peuple, tu es grand,
 Notre peuple chéri et précieux,
 Notre peuple, tu as donné tes enfants,
 Notre peuple, tu as donné [inaudible],
 Notre peuple, tu es bon,
 Notre peuple, tu es miséricordieux,
 Notre peuple, tu es grand,
 On s'est libérés,
 Et Ben Ali s'est enfui,
 Voyez, Ben Ali s'est enfui,
 Il s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 Ben Ali s'est enfui,
 La Tunisie sans Ben Ali,
 Ben Ali l'assassin s'est enfui,
 Ben Ali l'assassin a été arraché,
 Le peuple tunisien l'a arraché,
 Ben Ali, le peuple tunisien a arraché Ben Ali,
 Je suis maintenant sur l'Avenue,
 Vive le peuple,
 Vive la liberté,
 Vive la Tunisie libre,
 Vive notre grand peuple,
 Gloire aux martyrs, votre sang n'a pas, n'a pas été versé pour rien,
 Votre sang n'a pas été versé pour rien,
 [Ici, on suppose qu'il y a une partie qui n'a été saisie ni par la vidéo des compères, ni par celle des femmes.]
 Notre peuple, tu es bon,
 Notre peuple [inaudible],
 Notre peuple, tu es affectueux,
 On s'est libérés,
 Ben Ali s'est enfui,
 Grâce aux martyrs,
 Grâce à chaque goutte de sang d'hier et d'aujourd'hui,
 La Tunisie est libre,

¹⁷ Ce jour-là, la destination de l'avion présidentiel a fait l'objet de nombreuses conjectures.

Et les voitures et les youyous d'hier, achetés par Ben Ali, ils sont où ?

[« Elles sont où, les voitures de location ? » dit l'un des compères.]

Elles sont où, les voitures de location ?

[La dame à l'étage, en pleurs : « Il n'y en a pas ! »

« Elles sont où ? » disent la dame, le compère et notre protagoniste.

On entend les dames en chœur : « Regarde ! les policiers ! »]

Vive le peuple tunisien,

Vive la liberté,

Je suis à l'avenue, Abdelhamid

[Il s'adresse probablement à quelqu'un au téléphone, comme régulièrement depuis le début de la tirade],

Moi je fête la liberté !

[Les dames à l'étage : « Mabrouk », des youyous sont lancés et se répondent.

On ne perçoit plus la voix du protagoniste.

Une voix d'homme : « Tout le monde, fermez toutes les fenêtres. »

La femme la plus âgée : « Il a dit, toutes les fenêtres doivent être fermées. Allez, on obéit, arrête, on ferme, sérieux. » La plus jeune esquisse : « Puisque l'autre s'est envolé... »

La plus âgée interroge : « Tu as pris des photos ?

– Non, non, ce n'est pas une photo, c'est une vidéo. »

Elle continue à filmer, mais coupe le son. On voit les silhouettes des hommes sur l'avenue.]

Ces bribes du 14 janvier 2011 fonctionnent comme une sorte de puzzle vidéo. Le personnage central semble inviter les gens à descendre, celles et ceux de l'avenue comme celles et ceux qu'il a au téléphone en permanence pendant sa déclamation. Il est aussi le narrateur d'une histoire qui vient d'avoir lieu. Il raconte ce qu'il s'est passé, dans ce lieu qui quelques heures auparavant était encore envahi par une foule qui scandait des slogans révolutionnaires et appelait au départ du tyran.

Sa voix légèrement éraillée nous dit qu'il est passé des cris de l'après-midi à ceux du soir. Il fait la jonction, littéralement, entre le jour et la nuit, et il dit que tout a changé alors que tout semble normal. La nuit est tombée, et avec elle le couvre-feu. La ville est suspendue, bien plus vide que d'habitude. Cette silhouette surgit alors et brise le silence. Il délivre la signification de ce silence et de ce vide, et il dit la victoire. Il récapitule les étapes, dit les souffrances du peuple et ses victoires.

Cette scène vient remplacer la liesse révolutionnaire, que l'on imagine être celle des moments de la victoire. Mais ici, dans la Tunisie de janvier 2011, la prise du Palais d'hiver n'a pas donné lieu à des rassemblements. Il s'est vidé discrètement pendant que le peuple criait « dégage » dans les rues de la capitale. Ben Ali et son clan ont filé en douce, ils ont déserté le terrain de l'affrontement, et n'ont pas fait face au jugement du peuple en colère. Ce faisant, ils ont refusé d'accorder la victoire au peuple. La prise du Palais a dès lors été accompagnée par des rumeurs, des incertitudes. Pour beaucoup de ceux qui sont terrés chez eux et qui suivent fébrilement les informations, le départ du dictateur peut toujours ne pas être définitif, la situation semble confuse : « Il est en Libye », dit notre protagoniste, se faisant l'écho de l'une des rumeurs d'alors, qui ne fut pas des plus rassurantes. La tension est perceptible alors que le pays, du fait du couvre-feu, est invisible et silencieux.

Seul cet homme enivré par l'événement prend la parole, au cœur de la capitale.

Il fait la fête, il célèbre, il le dit. Il fait une fête qui n'a pas (encore) droit de cité. Ailleurs dans le pays, des rassemblements ont lieu, réunissant dans les quartiers les jeunes gens autour de barrages. Suivront les comités de quartier pour assurer la sécurité des personnes et des biens, mais, en ce 14 janvier 2011, le silence règne.

Par le cri « Ben Ali s'est enfui » est aussi inauguré le « 14 janvier », la date historique. Elle s'impose comme la fin d'un règne, et le début de quelque chose qui s'appellera « révolution tunisienne ». Ce document en est la trace quasi unique. Bien sûr, nous savons que le 14 janvier Ben Ali a quitté son poste, qu'il est monté avec toute sa famille dans un avion qui l'a emmené vers l'exil. Mais ce n'est pas cette fuite honteuse qui signe la date : c'est la victoire du peuple, qui est, elle, (quasi) invisible, et dont le cri sur l'avenue est le porte-voix. Dans la construction d'une histoire révolutionnaire, l'homme de l'avenue est un hors-champ dont on a la trace, puissante et magistrale.

Notre protagoniste s'appelle Abdel Nasser Laouini. Il est un militant de gauche et un avocat. Il est bien sûr possible de comprendre au fil de sa tirade à quel point les mots qu'il choisit, la reconnaissance dont il témoigne vis-à-vis des combats anciens, doivent à son militantisme. Il est aussi possible de dire la force de la présence des avocat·e·s dans la révolution tunisienne [► [La robe des avocats](#) • PAGE 47] et de convoquer le souvenir de leurs mobilisations, alors qu'ils et elles sont vêtu·e·s de leurs robes, puis d'évoquer le prix qu'ont payé certain·e·s d'entre elles et eux, comme Chokri Belaïd, dans la lutte du peuple tunisien, et bien après le 14 janvier 2011 [► [Enterrer, manifester](#) • PAGE 91].

Mais cette scène dépasse toutes ces interprétations factuelles, et elle circule, elle devient une partie du patrimoine révolutionnaire, se pose à côté des martyrs et des combats comme l'un des seuls témoins d'une victoire essoufflée, à la voix rauque, solitaire.

La vidéo, extraite du Net, est retransmise le soir même par une chaîne privée de télévision. La rédaction, au complet, décide de transposer ce matériau à la télévision malgré la pauvreté de sa qualité technique. Ce geste de transposition inaugure de nouvelles façons de faire. Alors que l'information était interdite dans le cahier des charges de la chaîne, ces tentatives ont guidé les premiers pas de la mise en place d'un premier journal télévisé. Dès le 14 juillet, des médias plus soucieux de « faire entrer le réel » et l'information se découvrent [► [Le-la citoyen-ne journaliste](#) • PAGE 257].

Alors, le 14 janvier est devenu une date historique pour la Tunisie, et la place qui ferme l'avenue, juste après le ministère de l'Intérieur, cette place sur laquelle Ben Ali avait fait installer une horloge-obélisque au lieu de la statue à cheval du leader de l'indépendance Habib Bourguiba, s'appelle dorénavant « place du 14-janvier-2011 ».

Entrant très rapidement dans le répertoire révolutionnaire, cette vidéo a accompagné l'annonce – une rumeur d'abord, avant d'être confirmée – de la fuite de l'ancien dictateur. Elle est un cri qui se répand, et qui vit des vies parallèles : elle est régulièrement postée pour se souvenir, en Tunisie comme chez les révolutionnaires égyptien-ne-s, où elle apparaît encore le 14 janvier 2020 sur les réseaux sociaux. Elle a aussi été détournée et réinterprétée par des artistes, tel le chorégraphe Radhouane El Meddeb, qui a construit une performance dansée sur le son ; elle a été mixée, détournée par des humoristes. Elle a aussi été commentée par Abdel Nasser Laouini lui-même sur les ondes et à la télévision, notamment en 2013 sur la radio Chams FM, où il reconnaît : « On dirait que c'était il y a vingt ans, tellement ça s'est éloigné, tellement on a rangé le rêve. »

fig-005

Fig.1.02.jpg

Immolation de Mohamed Bouazizi. Sidi Bouzid, Tunisie, le 17 décembre 2010.

Le suicide comme contestation sociale

► Égypte, Tunisie

Une femme tunisienne d'âge moyen, Manoubia Bouazizi, arbore un poster avec le portrait de son fils, entouré d'une bougie et du slogan « L'étincelle de la révolte de la dignité. Le martyr Mohamed Bouazizi ». L'expression est devenue formule : Bouazizi est commémoré comme « l'étincelle » du soulèvement tunisien de 2010-2011, qui a entraîné la fuite de Ben Ali. Les médias arabes s'approprient l'expression, en le reconnaissant comme celui qui a mis le feu aux rues arabes, jusqu'au Caire et à Damas. Les métaphores liées au feu, omniprésentes, soulignent la puissance d'un mouvement à la diffusion jugée aussi rapide qu'irrésistible, tout en rappelant, concrètement, la fin de Mohamed Bouazizi. Le jeune vendeur de rue de Sidi Bouzid, dans la Tunisie centrale, s'oppose ce 17 décembre 2010 à des policiers qui viennent lui confisquer sa marchandise. Il va protester auprès du siège du gouvernorat, où personne ne le reçoit. Exaspéré par le silence des autorités, il s'immole par le feu devant ce bâtiment. Les secours l'emmenent à l'hôpital, où il reste deux semaines entre la vie et la mort. Entre-temps, son geste a suscité des protestations qui, depuis Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa, ont touché la capitale et le reste du pays. Alors que le régime répond aux requêtes populaires en durcissant la répression, une photo montrant Ben Ali en visite à Mohamed Bouazizi dans son lit d'hôpital se diffuse. L'élégance du président en costume cravate sombre produit un contraste cinglant avec le vendeur de rue, couvert de bandes blanches et attaché à un respirateur. Quand il succombe à ses blessures, le 4 janvier 2011, Bouazizi est déjà un emblème de la contestation. Son suicide est vu désormais comme un sacrifice pour la dignité de tout un peuple : « Mon fils a donné tout ça pour la Tunisie, dit sa mère, il n'est plus l'enfant de la Tunisie, il est l'enfant du monde entier. » L'immolation dramatise l'impuissance : l'action sur son corps propre, la menace d'élimination de soi, apparaît comme le recours ultime pour faire connaître l'injustice dont il est victime. Celui qui s'immole accomplit l'acte ambitieux de porter à la connaissance de tous une souffrance méprisée. À l'image du martyr, il élève sa personne en faisant don de lui-même, mais il élève aussi sa cause. Les immolations qui dénoncent une impasse sociale, une vie qui ne peut plus être vécue dignement, subliment des drames individuels en leur conférant le statut de cause collective, si ce n'est politique. Ce qui était un simple corps, lieu de l'impuissance politique, exposé aux meurtrissures des relations de pouvoir, devient dans les flammes action politique. Ce geste fait écho à la pratique massive de l'immolation protestataire au Tibet, ou au geste historique de l'étudiant tchèque Jan Palach qui s'immola par le feu, en place publique, à la fin du printemps de Prague, en 1968. Mais contrairement à l'immolation de Palach qui venait dire la fin de l'espoir, celle de Bouazizi a marqué le début des mobilisations. Bouazizi est devenu chose publique, symbole des revendications sociales ignorées, portées par des pauvres, « mal exprimées », génératrices d'impureté. Son cas est celui d'une sublimation réussie, grâce à l'imposition, par

les mobilisations de masse qui ont suivi, d'un discours sur l'injustice sociale et l'indignité généralisée. Il est devenu porte-parole : un porte-parole silencieux et désincarné, telle une préfiguration de cette tendance de révolutions sans leaders.

Avant et après, en Tunisie et ailleurs, nombreux sont les suicides vindicatifs qui restent invisibles.

Dans le gouvernorat de Kasserine, limitrophe de Sidi Bouzid, au Centre-Ouest tunisien, la question sociale est au cœur des mouvements sociaux. Foyer de la contestation sociale, cette région est la moins développée de Tunisie, ses taux de chômage et de pauvreté sont les plus élevés du pays. Lors de la révolution de 2010-2011, plusieurs manifestant-e-s y ont été tué-e-s par la police. Depuis, des mouvements protestataires pour l'emploi prennent une ampleur accrue et visent le plus souvent les sièges du pouvoir. En janvier 2016, le jeune chômeur Ridha Yahyaoui meurt électrocuté après avoir escaladé un pylône en face du siège du gouvernorat. Son nom avait figuré sur une liste de recrutements dans l'administration publique créée en 2015, avant d'être retiré par le gouvernorat. Sa mort provoque un mouvement de protestation dans la ville de Kasserine, puis des mobilisations plus ou moins intenses éclatent dans plusieurs régions du pays. Plusieurs actions collectives organisées par des protestataires kasserinois s'établissent et durent dans plusieurs villes de la région, mais aussi au siège du ministère de l'Emploi à Tunis.

Les cas de suicides suivis de mouvements sociaux sont nombreux dans cette région. Toujours à Kasserine, Abderrazzak Zorgui, journaliste précaire, s'immole par le feu et meurt le 25 décembre 2018. Sa mort déclenche la colère populaire et elle est suivie par d'éphémères mobilisations dans tout le pays. Le journaliste expose les motivations de son suicide. Celles-ci ne sont pas réductibles au désespoir, mais expriment plutôt un sacrifice en vue de déclencher une révolte.

Sur la vidéo qu'il poste avant d'accomplir son geste, Abderrazzak Zorgui se filme, écouteurs à l'oreille. Il allume une cigarette, boit par intermittence des gorgées de son café. On devine qu'il est dans un café, quelque part dans la ville de Kasserine.

Salut, bonjour à tous les chômeurs. Faites-moi la faveur de partager ce que vous allez écouter maintenant. Partagez-le tous, partagez, faites-moi la faveur de le partager, tout le monde. Notre sujet ce matin, vous savez ce que c'est ? C'est que les gens de Kasserine, les chômeurs, les chômeurs, je parle des chômeurs, ceux qui n'ont pas de revenu. Ceux qui n'ont pas de quoi manger. Quand ils viennent ici pour protester, ça devient du « terrorisme ». Quand quelqu'un descend dans la rue pour revendiquer son droit à l'emploi, ils nous sortent le terrorisme. Une frappe par-ci, une frappe par-là, voilà, je ne sais pas quoi, ça veut dire « tais-toi », « ferme ta gueule », « croupis là-bas et meurs de faim ». Alors, appel aux chômeurs kasserinois. En ce qui me concerne, je vais faire une révolution tout seul. Et celui qui veut bien me soutenir est le bienvenu. Parce que là, je vais faire des protestations tout seul, je vais me mettre le feu tout seul, c'est-à-dire que je vais m'immoler par le feu. D'accord ? Et si quelqu'un arrive à travailler à cause de ce que je vais faire, que Dieu le soutienne. *Basta*. Huit ans, et toujours la même rengaine : « On vous trouvera du travail. » Le premier mois de janvier arriva, le troisième, le quatrième... Que des mensonges. Et en ce qui me concerne, je n'appartiens à aucun parti politique. Vous laissez les chômeurs, et vous faites travailler les gens qui ont, qui ont des revenus, qui peuvent se débrouiller. Il y a des gens qui n'ont rien, il y a des régions marginalisées, paupérisées. Qui n'ont pas un rond. Des gens morts, en vie mais morts. Vous savez qu'il y a des endroits à Kasserine qui ne savent pas ce que c'est, qui ne connaissent pas le nom du président ? Le nom du gouverneur, qui c'est ? Son nom, ils ne le connaissent pas. Même le cheikh, ils ne connaissent pas le nom du cheikh. Il y a des gens pour qui la souffrance est quotidienne. S'il vous plaît, partagez pour tout le monde. En ce qui me concerne, je vais la commencer, et je n'attendrai pas janvier, ni février, ni mars. Pourquoi attendrais-je janvier ? Il me reste vingt minutes pour m'immoler, je vais m'immoler avec de l'essence, de l'essence. Je vais m'immoler. D'accord ? Je vais m'immoler. Pourvu que l'État se tourne vers Kasserine. Kasserine, les gens sont morts de faim, les gens n'ont rien trouvé à se mettre sous la dent. On a demandé du travail, on ne nous en a pas donné. On a revendiqué du travail, on nous a donné du terrorisme. Tous les jours, la partition du terrorisme. « Terrorisme, Kasserine, c'est du terrorisme. » Pourquoi ? Ne sommes-nous pas humains ? Ne sommes-nous pas des gens ? Croupir au café pendant vingt-quatre heures... Donnez-nous de l'emploi et nous travaillerons ! En ce qui concerne les chômeurs, les gens de Kasserine, je parle des gens de Kasserine qui veulent revendiquer de l'emploi, vraiment. Les gens de Kasserine, les chômeurs, tous, qu'ils viennent à la place des martyrs. Il reste encore vingt minutes. Et revendiquez votre droit, cramez, détruisez, parce qu'on était corrects avec eux mais ils n'étaient pas à la hauteur. Cet État ne veut pas qu'on soit corrects. J'espère que mon message est arrivé à destination. En ce qui concerne l'essence, voici l'essence [il montre une bouteille d'essence]. Vingt minutes, et je m'immole. Et par la grâce du Seigneur, tous les chômeurs, descendez dans la rue, détruisez et cramez, cramez les pneus.

Les immolations sont souvent lues comme des expressions de désespoir individuel profond. Néanmoins, leur déroulement et leur publicisation montrent qu'elles relèvent de logiques autres. Ces suicides sont d'abord de plus en plus greffés à des contextes où d'autres modes d'action ont déjà été expérimentés, dans des espaces protestataires déjà existants. L'immolation est pensée comme un mode d'action contestataire efficace. Cet acte,

annoncé et public, est envisagé comme susceptible de produire une contestation sociale d'envergure, à la manière de l'étincelle Bouazizi.

La mise en récit de ces actes est un défi important pour le pouvoir. Après l'immolation d'Abderrazzak Zorgui, les autorités ont remis en question le récit suivant lequel un précaire se serait suicidé pour déclencher une révolte. La police avançait une autre version : payé par des gens qui « cherchent le chaos » en feignant de s'immoler, il se serait finalement « suicidé par accident ». Il s'agissait là de remettre en cause la dimension sacrificielle et « altruiste » de l'acte et de contribuer à discréditer le récit du suicidé pour contrôler les effets de la propagation protestataire.

Contrairement au combattant qui s'oriente probablement (ou certainement) vers le martyr au sein d'une structure politique ou militaire [► [Le martyr de la révolution](#) • PAGE 165], l'initiative individuelle de l'immolation, parce qu'elle est un acte d'impuissance, est entourée du doute, à l'image de la question sociale. Ce porte-parole autoproclamé n'était-il pas en fait déséquilibré mentalement ? Ces grévistes ne mènent-ils pas une lutte sectorielle, c'est-à-dire égoïste, par opposition à la lutte globale, altruiste ? L'immolation de Bouazizi elle-même n'est-elle pas qu'un accident dont les circonstances ont été rendues politiques par d'autres ?

Au sacrifice de Bouazizi, début d'un cycle, déclencheur d'une révolution, font écho les suicides de jeunes dont le nombre augmente au rythme des déceptions de la révolution. Si le phénomène est difficile à chiffrer avec précision, il apparaît régulièrement dans la presse et sur les fils d'actualités des réseaux sociaux. Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux a décidé depuis un certain nombre d'années d'en faire l'objet d'un suivi et d'une comptabilité, au même titre que d'autres modes de contestation sociale comme les grèves ou les manifestations.

Ailleurs, des suicides politiques deviennent des messages laissés pour d'autres, voire laissés pour d'autres temps. Parfois, ils signent la défaite. En novembre 2014, l'Égyptienne Zaynab al-Mahdi se suicide par pendaison et laisse ce message :

Aucune victoire ne vient, on se raconte des histoires pour continuer à vivre.

Ils peuvent aussi, par leur accumulation morbide, donner un sens à une défaite que l'on espère provisoire, rejoignant en cela l'acte de Jan Palach, ou les immolations des moines tibétains. En 2015, toujours en Égypte, la pendaison d'un homme à un panneau publicitaire marque les esprits. La même scène n'a de cesse de se répéter dans les années qui suivent : des corps qui pendent à des panneaux, accrochés à des objets de consommation qu'ils n'ont jamais pu s'offrir, à des infrastructures coûteuses qui ne les ont jamais concernés mais qui leur ont fait face leur vie durant. Les messages de ces panneaux se trouvent alors détournés de manière radicale. Au lieu d'être des invitations à l'évasion par la consommation, ils deviennent des potences, et ces suicides des auto-lynchages en place publique.

fig-007

Fig.1.03.jpg

Communiqué des habitants des douars de Hsibou, Rikki et Jdid, à Aïn Sebaâ, Maroc, le 24 septembre 2018.

Quitter son pays

► Maroc, Tunisie

Dès 2005, dans la ville de Bouarfa, dans l'est du Maroc, à quelque cinquante kilomètres de la frontière avec l'Algérie, fermée du fait du conflit sur la possession du Sahara occidental, les habitant·e·s d'un quartier populaire engagé·e·s dans un bras de fer avec le gouverneur de la région tentent un premier départ collectif vers le pays voisin. Le désaccord est lié aux critères de distribution de la farine donnée par des touristes venu·e·s du Golfe.

En mai 2008, à Redeyef dans le bassin minier du sud-ouest de la Tunisie, épuisées par cinq mois de protestations durement réprimées, plusieurs dizaines de personnes s'engagent à prendre la route à pied pour quitter leur ville encerclée par la police : « Pour la laisser à la police de Ben Ali. »

En février 2014, sept enseignants contractuels du primaire quittent la ville de Fernana, dans le nord-ouest de la Tunisie, et décident de traverser la frontière en direction de l'Algérie. Ils protestent ainsi contre la non-satisfaction, par le ministère de l'Éducation, de revendications qu'ils expriment depuis des années.

Des protestations collectives d'un genre particulier se multiplient et se diffusent. Elles mettent en scène une désaffiliation par rapport au pays. Ce sont des populations des marges sociales et souvent aussi des marges géographiques qui se mobilisent pour partir. Ces femmes et hommes peu doté·e·s en capital politique et social expriment par le verbe et par le geste une idée forte : « Si c'est ainsi, nous n'appartenons plus à ce pays. »

Ces actions collectives interviennent à la suite de périodes protestataires intenses avec leur lot de répression et de déceptions. Pris entre le marteau de la répression étatique et l'enclume d'un engagement de résistance coûteux et qui ne semble plus capable d'apporter des résultats, des citoyen-ne-s préfèrent partir ou menacer de le faire. Loin d'être simplement défensives, ces mobilisations révèlent une réelle détermination à « passer de l'autre côté ». C'est le cas à Casablanca en 2018. Dans la capitale économique du Maroc, une mobilisation pour le droit au logement s'organise fin septembre. Dans le douar de Sidi Hsibou, situé dans une zone industrielle et maritime et considéré comme un habitat insalubre, les autorités mettent les habitant-e-s face à des alternatives impossibles : un logement social pour le prix de 10 000 euros, ou un lot à 2 200 euros à vingt-cinq kilomètres de leur lieu de subsistance. Les populations demandent à être relogées dans le même arrondissement. Les habitant-e-s organisent alors une mobilisation collective, relayée sur les réseaux sociaux : ils menacent de partir en Espagne pour demander « l'asile humanitaire », afin de ne plus avoir à négocier avec des autorités qui les méprisent. Si le temps révolutionnaire proprement dit, dans son exaltation, montre plutôt un attachement fort aux symboles d'une nation en mouvement, ces épisodes de contestation montrent à quel point le lien à l'État postcolonial est devenu ténu. L'appartenance est mise en question par la dureté du pouvoir ; elle est surtout mise à l'épreuve par la rupture d'un pacte de protection et de reconnaissance : la sécession s'impose alors comme un pas de côté, un affranchissement qui permet de se libérer symboliquement, à défaut d'avoir la possibilité de partir réellement.

Communiqué à l'opinion publique nationale et internationale

1

Sujet : La migration d'asile humanitaire

1

Après avoir écrit à toutes les parties prenantes, dont le cabinet royal, sans avoir reçu aucune réponse, le refus des autorités locales du dialogue sur le dossier revendicatif en le remplaçant par des menaces, la démolition des douars de Zraba, Moumnia, El Ghalia et El Ouasti constatée par les habitants, la violence et l'exil forcé de milliers de personnes, l'atteinte à leur vie et à celle de leurs enfants, les habitants se sont réunis et ont décidé ce qui suit :

Pour éviter toute confrontation avec le makhzen [le pouvoir monarchique] et pour sauvegarder l'intégrité des citoyens et des citoyennes et aussi pour protéger les biens publics et privés, les habitants des douars de Sidi Hsibou, Riki et El Jedid ont décidé de se retirer totalement des douars, d'abandonner les baraques et de concéder ce qu'on appelle « avantages » alors qu'il s'agit en réalité d'un exil forcé, et de faire une migration collective publicisée vers l'Europe en allant directement à pied par les côtes vers la ville de Ceuta en tant que réfugiés. Car l'asile humanitaire est l'un des droits de l'Homme, garanti par des conventions internationales et qui relève du droit de chaque individu ou groupe qui ne voit plus son intégrité et celle de ses enfants garanties dans son territoire de résidence. Les habitants ont déterminé le jour du départ et ont choisi le dimanche prochain, 28 septembre 2018, immédiatement après la prière de l'aube.

Ainsi, les habitants des douars de Hsibou, Riki et El Jedid invitent tous les journalistes, les activistes et les défenseurs des causes du peuple et des droits de l'Homme qui veulent les appuyer et les soutenir à venir nombreux le jour du départ.

Que la paix de Dieu soit sur vous, ainsi que sa miséricorde et sa bénédiction.

Celui qui n'a pas de logement n'a pas de patrie.

1

Aïn Sebaâ, Casablanca.

1

Rédigé le 24 septembre 2018 à minuit, la publicité de ce communiqué a été décidée le mardi 25 septembre 2018 à minuit.

Dans le douar de Sidi Hsibou, à Bouarfa ou à Redeyef, les habitant-e-s ne vont pas jusqu'à revendiquer une autre nationalité et usent de la menace pour peser dans une négociation arrivée à un point critique. En revanche, c'est bien ce que font les supporters du club de football de première division nationale du Moghreb Athletic de Tétouan le 28 septembre 2018. Quelques jours plus tôt, la marine royale a tiré sur une embarcation partie non loin de la ville avec à son bord des dizaines de personnes qui voulaient rejoindre l'Espagne. Hayat Belkacem, une étudiante de la région, une vingtaine d'années tout juste, est tuée par une balle. Cette mort provoque une vague de protestations dans la ville, menées notamment par les ultras du club de football.

Dans plusieurs vidéos relayées sur les réseaux sociaux, des centaines de supporters sortent du stade. Le match a commencé par l'hymne national bruyamment sifflé par une partie du public. L'avenue est bien éclairée, on y voit des hommes, entre la vingtaine et la quarantaine, et quelques autres sensiblement plus âgés. Beaucoup parmi eux tiennent haut leurs téléphones portables avec la lampe torche allumée pour se rendre plus visibles [[► Les téléphones mobiles comme extension de la révolution • PAGE 251](#)]. Ils marchent et scandent des slogans : « Le peuple veut la renonciation à la nationalité ! » Puis : « Le peuple veut savoir qui a tué Hayat ! » Le seul drapeau que l'on aperçoit dans le cortège est celui de l'Espagne, brandi par un groupe compact de jeunes supporters. Un groupe de supporters crie encore : « Viva España ! »

Dix-neuf supporters âgés de quatorze à vingt-trois ans sont jugés pour « outrage au drapeau national », « manifestation non autorisée » et « destruction de biens publics et privés ». Soufiane Al-Nguad, activiste d'une trentaine d'années, est condamné à deux ans de prison en première instance pour « outrage au drapeau national », « propagation de la haine » et « appel à l'insurrection civile », après avoir appelé sur les réseaux sociaux à manifester et à porter des habits noirs de deuil.

En Tunisie, en janvier 2018, des protestations sociales éclatent un peu partout dans le pays. La contestation de la loi des finances votée par le parlement se joint à des demandes d'emploi. Dans les gouvernorats du Nord-Ouest et du Centre-Ouest limitrophes de l'Algérie, plusieurs *sit-in* réclamant des emplois et des investissements dans la région durent, depuis des mois, devant les sièges des autorités. C'est dans ce contexte que, dans la région de Gafsa, des centaines de Tunisiens quittent leur ville frontalière vers l'Algérie. Sur une vidéo, on les voit en marche vers la ville de Tebessa, le drapeau algérien à la main. Plutôt âgés, ils et elles filment leur traversée. On entend : « Déploie le drapeau ! » et aussi : « Voici le drapeau de l'État algérien... à cause du gouvernement qui nous méprise. Nous sommes des marginaux, une zone frontalière, ils ne nous reconnaissent pas du tout. On a tout dit ! » Une femme reprend : « Ils nous méprisent, ils nous méprisent, ils ne ressentent pas notre douleur ! » Plus loin, quelqu'un scande le célèbre slogan « *One, two, three, viva l'Algérie !* ».

L'homme qui tient le drapeau reprend : « Gouvernement, puisque vous ne vous occupez pas de nous, nous ferions mieux de nous adresser à l'Algérie ! On n'est pas Tunisien, on ne nous reconnaît pas... vive l'Algérie ! » Une femme encore : « Gouvernement, ressens notre douleur, on ferait mieux de voir Bouteflika ! » Un homme derrière elle : « Vive Bouteflika ! »

Que penser de ces stratégies, dans un contexte nord-africain où la détresse sociale se heurte aussi à l'impossibilité de « s'en sortir » ? Ces gestes de sécession sont d'abord à interpréter comme des stratégies de la dernière chance, mettant en scène le fait de ne plus rien revendiquer, de céder le terrain, pour établir un nouveau rapport de force. Mais il ne faut pas négliger la signification profonde de ces gestes répétés, la réponse en miroir de citoyen·ne·s vis-à-vis d'un État qui, le premier, les a abandonné·e·s.

Le renversement des affiliations joue ici un rôle particulier. Tout quitter, c'est adopter des mouvements de guerre en temps de paix, c'est jouer la frontière pour la dénoncer et la remettre en cause. C'est tout le lien au territoire qui est mis en jeu. Dans des territoires postcoloniaux, les habitant·e·s des marges réaffirment symboliquement que s'ils et elles sont aujourd'hui sis·es d'un côté de la frontière, ce n'est dû qu'à un hasard ou à une décision arbitraire. Des populations qui se sentent en « double souveraineté » depuis longtemps en jouent dès lors dans un rapport de force protestataire, sans se constituer en mouvement autonomiste ou séparatiste, contrairement aux accusations du pouvoir, mais en faisant vaciller la notion même de souveraineté nationale. On s'en remet aux autres gouvernants souverains : Ben Guerdane s'adresse à la Libye, Tétouan à l'Espagne, Gafsa à l'Algérie. Ces villes reconnaissent dès lors leur dépendance économique, l'histoire de liens primordiaux, et la proximité géographique, la continuité territoriale. Dès lors, ce que l'État définit comme illégal, comme de la contrebande, peut être signifié et mimé par une simple marche, un exode visible.

Même si l'on n'observe pas ce mode de protestation au Moyen-Orient, on peut en voir un prolongement dans le slogan clé des révolutionnaires irakiens qui disent : « Nous voulons un pays », demandant la mise en place d'un État qui soit une émanation de la volonté populaire, et surtout qui se soucie de ses citoyen·ne·s, s'attelle à leur procurer le minimum vital et les services publics de base. C'est aussi ce qui se joue au cœur de la mobilisation libanaise de l'automne 2019 : l'art de gouverner et d'appartenir à une nation. Les deux peuvent paraître disjoints, les manifestant·e·s relient ces deux exigences par l'affirmation de leur droit à dés-appartenir, et de leur choix d'une communauté de destin qu'ils et elles figurent par le drapeau [► [Le drapeau national](#) • PAGE 153], et nomment *révolution*.

fig-009

Fig.1.04.jpg

Pochoir représentant Sofiane Bakir Turki disant « *Yetmahaw ga'* », « Qu'ils dégagent tous ». Algérie. Photo : Hichem Bekhti.

« Dégage »

► Tous pays

Le 11 mars 2019, l'ancien président algérien Abdelaziz Bouteflika adresse une lettre à la population insurgée, qui depuis le 22 février s'oppose à sa candidature à un mandat supplémentaire, le cinquième. Il y annonce le report *sine die* de l'élection présidentielle et l'organisation en amont d'une conférence nationale. En fin de

journée des voitures commencent à défiler à Alger-centre. Sur la rue Didouche-Mourad, les conducteurs klaxonnent, vitres baissées, drapeaux au vent. Une journaliste de Sky News Arabia dépêchée sur les lieux commente l'événement. Elle décrit le bonheur de la rue algérienne fêtant la victoire, quand un jeune homme, Sofiane Bakir Turki, visiblement contrarié, s'approche. Entrant dans le champ visuel de la caméra, celui qui devient ensuite l'une des figures du *hirak* (ce terme désignant dans la région un mouvement social ou un soulèvement) contredit cette lecture et déclare qu'« ils ont remplacé un pion par un pion ». « Qu'ils s'arrachent tous ! » s'exclame-t-il en arabe algérien, mimant ce désir d'assainissement du milieu politique par un grand geste de la main [► [Le balai](#) • PAGE 85]. À la journaliste qui, à plusieurs reprises, lui demande de « s'exprimer en arabe », il répète « qu'ils s'arrachent tous ! », avant de conclure qu'il ne comprend pas l'arabe et que « ça, c'est notre dialectal (darja) ». En arrêtant le duplex, l'envoyée de la chaîne arabophone revient sur son propos, précisant qu'« il y a des gens qui ne sont pas convaincus et qui pensent qu'on a juste changé les visages mais que le système reste en place ». La vidéo de cet échange devient très rapidement virale. La formule ainsi que le mouvement de la main l'accompagnant s'imposent comme l'un des mots d'ordre du *hirak*, repris pendant les marches et iconisé sur différents supports : tags, badges, T-shirts, tasses, clips. Dans les jours qui suivent, les protestataires algérien·ne·s s'approprient le slogan. *Yetma7aw ga3* – ici récrit en « arabizi », c'est-à-dire en arabe écrit avec une combinaison d'alphabet latin et de chiffres – remplace progressivement l'initial « dégage », qui avait été scandé à Tunis le 14 janvier 2011 devant le ministère de l'Intérieur pour demander la chute de Ben Ali, slogan lui-même déjà accompagné d'un geste de la main. Le geste dit bien, partout et quelle que soit sa forme spécifique, qu'il faut faire de l'air.

La volonté d'en finir avec les figures honnies du pouvoir caractérise dans sa radicalité non négociable le moment révolutionnaire : elle se pose comme une condition préalable du devenir politique du soulèvement. Traversant les frontières nationales, elle se décline dans des formulations locales, qui prennent tout leur sens au sein d'imaginaires collectifs nationaux. Ainsi, en Syrie, ce sera « *irhal* », qui signifie simplement « pars ! » en arabe standard, et qu'on utilise aussi en Égypte. Au Yémen, on entend « *inqalla'* », qui signifie également « arracher » – on l'utilise pour les plantes, les arbres, ce qui a pris racine et qu'il faut arracher, les mauvaises herbes. Ce champ lexical de l'arrachage est aussi celui que les Irakien·ne·s ont choisi en 2019 : « *shala' gala'* » est une expression qui vient de l'univers des arracheurs... de dents, peut-être pour donner l'idée d'un arrachage plus violent et sanglant. L'expression libanaise « *Kullun ya'ni kullun* », qui signifie « tous, ça veut dire tous », évoque davantage le chant des Argentin·e·s de la révolte de 2001, « *Que se vayan todos* » (« Qu'ils s'en aillent tous »), y ajoutant une déclinaison qui permet de nommer un à un les individus qui composent le « système ».

En réalité, ce que ces formules nous disent depuis 2011, que ce soit dans leur déclinaison au singulier (dégage/*irhal*) ou au pluriel, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'abattre la tête ou de renverser le tyran. Lorsque les manifestant·e·s se rassemblent en Tunisie le 14 janvier 2011, c'est devant le ministère de l'Intérieur qu'elles et ils crient « Dégage ! », et l'on comprend bien que ce qui est visé, au-delà de Ben Ali, au-delà même de son clan, c'est l'ensemble du pouvoir policier et de ses pratiques. Seul·e·s les manifestant·e·s syrien·ne·s s'adressent à Bachar al-Assad directement (« *Yallah irhal ya Bachar* », « Allez, va-t'en, Bachar »), signifiant que la tête fait tenir l'ensemble. Le désir de rupture radicale par lequel passe la revendication de la dignité vise l'ensemble du pouvoir politique et la manière de gouverner, le « système » dans sa globalité, qu'il prenne la forme d'une « démocratie autoritaire », d'une dictature, d'une monarchie ou d'une démocratie confessionnelle et clanique.

L'usage de ces formules et de ces slogans exprime le désir de *table rase* porté par les exigences révolutionnaires. Le slogan soudanais « *Tasqut bass* » (« Que ça tombe et puis c'est tout ») dit, dans sa simplicité même, que le peuple rassemblé refuse toute négociation tant que le pouvoir ne reconnaît pas qu'il lui faut renoncer, se défaire de ce pouvoir même. La négociation ne peut pas commencer sans ce préalable. Il faut d'abord en finir avec un pouvoir. Après le « dégage » adressé à Ben Ali, en Tunisie, ce que l'on a nommé le « dédagisme » appelait à extirper les différentes chevilles qui lui avaient permis de tenir. Ces cris, interprétés dans les langues locales par les manifestant·e·s, caractérisent le moment révolutionnaire sans suffire à l'épuiser. Vus du dehors, ils ont pu être critiqués précisément parce qu'ils ne laissaient pas d'issue et contribuaient à radicaliser l'affrontement, et à le mettre en scène comme binaire, sans pour autant proposer une plateforme politique. Mais au sein du mouvement, ils contribuent à faire le peuple, à lui donner sa cohérence face à ceux qui font système. Ainsi s'opposent radicalement un « nous » et un « vous », où le *vous* n'est pas que la somme des personnes mais un fonctionnement, un système. Le slogan lancé contient une somme d'implicites que chacun reconnaît mais que personne n'éclaircit, au moins dans le temps du soulèvement. Et une partie du travail, après « la chute », consiste dans l'explicitation de ces implicites : jusqu'où aller dans le renouvellement de la classe politique ? dans l'épuration de l'appareil d'État et de l'administration ? quelles seront les priorités de la Constituante ? faut-il même changer la Constitution ou la réinterpréter ? etc. Après le départ de Bouteflika, les Algérien·ne·s résumèrent cela en une formule : « *Ndirou rayna* », « Nous ferons ce que nous déciderons ».

Ce moment populiste de la révolution ne doit pas être confondu avec l'idéologie du même nom, même si, bien entendu, il peut déboucher sur des propositions instrumentales et populistes. Ce geste, ce préalable de *table rase*, contient en lui-même toute la fragilité et les risques du moment révolutionnaire. Son caractère radical a une forte puissance d'entraînement. Souvent, il surgit progressivement et s'impose. Il ne remplace pas les autres slogans

qui peuvent être assignables à tel ou tel segment des protestataires. Les mots d'ordre peuvent aussi varier en fonction des moments particuliers de la mobilisation, désignant alors l'un des représentants du « système », ou une action en particulier (la mort d'un manifestant par exemple). Les variations sont nombreuses, elles précèdent et suivent le « dégage ».

Le geste de chasser les gouvernants et représentants du système n'est pas neutre. Il fait aussi référence à la possibilité – ou à l'impossibilité – de quitter le pays [► [Quitter son pays](#) • PAGE 35]. Il dit aussi que le pays appartient à ceux qui le font, c'est-à-dire au peuple. On peut lire cette signification particulière de la métaphore du déracinement, de l'arrachage, du départ lorsque l'on en suit les usages seconds. Ainsi, lorsque après le moment révolutionnaire, après la fuite du dictateur Ben Ali, des milliers de jeunes Tunisien·e·s sont monté·e·s dans des bateaux pour rejoindre l'Europe, ils et elles ont été qualifié·e·s dans la rue de « *sha'b dégage, dégage* », « le peuple qui dégage et dégage ». Par-delà la plaisanterie, l'expression caractérisait ces jeunes comme « mauvais révolutionnaires », accompagnant la fuite du système et profitant de la brèche pour faire sécession. Si les ennemis du peuple doivent partir, c'est pour que le peuple reprenne le terrain et reconquière sa souveraineté. Au Liban en 2019, c'est le pouvoir qui joue avec l'idée de répondre au « dédagisme » des manifestant·e·s. Le président Aoun s'adresse ainsi aux manifestant·e·s à la mi-octobre : « Si, au sein de l'État, il n'y a personne qui leur convient, qu'ils émigrent », provoquant un tollé et un regain de colère des manifestant·e·s.

En Syrie, alors que la violence se faisait tous les jours plus grande et que des centaines de milliers de personnes quittaient leurs maisons et le pays, on a pu entendre dans les rues une nouvelle version du slogan « *Yallah irhal ya Bachar* » (« Allez, va-t'en, Bachar »), qui disait « *Nahna bnirhal ya Bachar* » (« C'est nous qui partons, Bachar »). Ainsi se joue, dans le temps du soulèvement, une lutte pour désigner celui qui partira le premier, et donc celui à qui appartient en propre le pays, son occupant le plus légitime.

fig-011

Fig.1.05.jpg

Tunis, le 14 janvier 2011, devant le ministère de l'Intérieur ; au milieu, l'avocate Leila Ben Debba. Photo : Fethi Belaid.

La robe des avocats

► Algérie, Tunisie

De toutes les professions ayant participé aux soulèvements arabes (ouvriers, journalistes, enseignants, médecins), celle des avocat·e·s se distingue par sa présence dans les manifestations et par le fait de défiler en robe. En Tunisie en 2011 comme en Algérie en 2019, des avocat·e·s se prononcent très tôt en faveur de la protestation antiautoritaire et accompagnent différentes phases d'action.

À Tunis, le 22 décembre 2010, un premier *sit-in* d'une centaine d'avocat·e·s est improvisé devant le Palais de justice et la Maison de l'avocat, au centre de la ville. D'autres font le siège quotidien du bureau du bâtonnier de l'Ordre national des avocats de Tunisie, Abderrazak Kilani, pour le sommer de prendre officiellement position pour dénoncer la répression contre les populations de Sidi Bouzid et des autres centres urbains du Centre-Ouest. L'organisation par Abderrazak Kilani de « réunions de coordination et de consultation » dans les locaux de l'Ordre avec des avocats notables du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, le parti fondé par Ben Ali) suscite la désapprobation d'avocats qui viennent l'interpeller jusqu'à la porte de son bureau. Ces mêmes avocat·e·s militant·e·s organisent un deuxième *sit-in* au matin du 28 décembre devant le Palais de justice. Abdel Nasser Laouini [► [La chute du dictateur](#) • PAGE 21] prend la parole pour « envoyer un message, au régime, au président, à sa mafia et sa famille ». Il fait siens les slogans des manifestant·e·s de Sidi Bouzid pour le droit à une « vie digne » et contre la « bande de voleurs » qui gouverne et pille le pays.

Abdel Nasser Laouini – La Tunisie se révolte, Ben Ali. La Tunisie... La Tunisie...

La foule applaudit – *Tounès tounès horra horra wa Ben Ali 'ala barra. Ben Ali 'ala barra... Ben Ali 'ala barra* [slogan : « La Tunisie libre, et Ben Ali dehors »] [► « [Dégage](#) » • PAGE 41].

A. L. – La Tunisie a fait tomber le mur de la peur. La Tunisie a levé le rideau sur vous. La Tunisie et le peuple de Tunisie ont levé le rideau sur vous.

Une femme dans la foule – Tu étais finalement mieux, toi, le premier mari de ma mère [est-ce à dire Habib Bourguiba ? On entend des rires].

A. L. – La Tunisie vous a débarrassé d'un voile. Le peuple ne vous reconnaît pas comme État. Le peuple de Tunisie est en colère, en révolte. Il vous désigne comme une bande de voleurs. Il vous désigne comme une bande de voleurs.

La foule applaudit et répète cinq fois le slogan : « Le travail est un droit, bande de voleurs. »

A. L. – Tunisie... Tunisie...

Quelques heures plus tard, les avocats Abderraouf Ayadi et Chokri Belaïd sont arrêtés. La pression des avocat·e·s militant·e·s incite le bâtonnier à convoquer une « réunion publique d'information » pour le 29 décembre. Les deux avocats sont libérés dans la nuit, se rendent dans les locaux de la Maison de l'avocat, en face du Palais de justice où se tient la « réunion publique d'information ». Toutefois, le bâtonnier dénonce les sévices dont ont été victimes les deux avocats militants, mais déclare que « le barreau n'est pas un parti politique » et qu'il doit s'occuper de « 5 000 avocat·e·s mourant de faim ». Les avocats présents chargent le Conseil de l'Ordre d'adopter la position qu'il convient.

Déjà auparavant, on avait vu les avocat·e·s se réunir devant le Tribunal de première instance de Sidi Bouzid, le 18 décembre 2010, au lendemain de l'immolation par le feu de Bouazizi [► « **Le suicide comme contestation** » • PAGE 29]. Le 24 décembre, une trentaine d'entre eux quittent le Palais de justice pour manifester dans les rues de la ville de Sidi Bouzid. À Kasserine, le même jour, ils et elles étaient une quarantaine d'avocat·e·s qui appellent la section locale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, la principale centrale syndicale de Tunisie) à exprimer sa solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid.

La présence des avocat·e·s au cœur des mobilisations s'explique d'abord par l'engagement de cette corporation dans la défense des opposants au régime. Beaucoup d'entre elles et eux sont des militants des droits de l'Homme et certain·e·s ont défendu les islamistes lors des procès. Leur engagement aux côtés des révolté·e·s se matérialise très tôt par la nécessité du port de leur robe. Ils prétendent ainsi protéger les insurgé·e·s et leur donner voix. Dès le 28 décembre, l'avocat Abdel Nasser Aouini est le premier à prendre la parole devant le Palais de justice. L'histoire de cette profession prend un tournant avec les révolutions, s'opposant de plus en plus nettement à une hiérarchie jugée corrompue et vendue au pouvoir (notamment les juges).

En Algérie, depuis 2019, les avocat·e·s sont également très visibles dans les mobilisations. Ils et elles se rassemblent devant les tribunaux, font des marches, protestent en robe et s'organisent en collectifs pour défendre gratuitement les détenus. Le 26 juin 2019, les avocat·e·s de Bejaia bloquent le tribunal, et demandent la libération immédiate des détenu·e·s accusé·e·s d'avoir porté le drapeau berbère. Ils et elles multiplient les actions, de la grève ou la marche au boycott des plaidoiries.

C'est cette radicalité qui s'incarne aussi dans la figure de l'avocate Razan Zaytouneh en Syrie, qui prend très vite une place particulière dans le soulèvement qui se déclenche dans le pays. Elle s'attelle alors à décrire et à diffuser les violations des droits de l'Homme, jusqu'à son enlèvement le 9 décembre 2013. Elle fonde le Centre de documentation des violations en Syrie. Comme elle, certain·e·s des avocat·e·s deviennent des figures de la mobilisation, et des cibles du pouvoir ou des milices. On peut citer Chokri Belaïd en Tunisie, assassiné le 6 février 2013, ou Mostefa Bouchachi et Zoubida Assoul en Algérie, Mahienour el-Massry en Égypte [► « **Mahienour el-Massry** » • PAGE 50], incarcérée à plusieurs reprises et toujours en prison au moment où nous écrivons ces lignes.

Mahienour el-Massry

► Égypte

Quand on s'intéresse aux réseaux militants et révolutionnaires alexandrins, le nom de Mahienour el-Massry revient invariablement. Figure quasi mythique, ayant recruté ou joué un rôle dans le recrutement de nombreux de ses camarades, sa carrière militante permet de voir, en creux, les multiples vagues et transformations politiques des années 2000, des premières mobilisations de rue en soutien de l'Intifada palestinienne en 2000-2001 à la mobilisation contre Hosni Moubarak en janvier-février 2011, en passant par l'émergence du mouvement pro-démocratique *Kifaya* (le Mouvement égyptien pour le changement, en opposition au gouvernement de Hosni Moubarak), ou la vague des blogueurs et blogueuses, notamment.

Comme beaucoup d'autres de sa génération, elle a découvert la politique avec la Palestine. Encore adolescente, elle lance plusieurs actions dans son collège : des rassemblements, des collectes de dons et d'autres petits actes de solidarité avec les Palestiniens. Dès ce moment, la question palestinienne devient centrale dans son activisme, et une grille de lecture de l'injustice dans le monde. Elle prend part, ensuite, aux mobilisations du milieu des années 2000. Entourée d'intellectuel·le·s et d'opposant·e·s « historiques » au régime de Moubarak, elle n'est que lycéenne à l'époque.

Elle s'engage ensuite pour les sans-voix, les laissé·e·s-pour-compte, et, dans la deuxième moitié des années 2000, auprès de familles expulsées de leurs maisons dans un quartier excentré et populaire d'Alexandrie. C'est un fait divers récurrent des années 2000 – des représentants de l'État, des hommes d'affaires véreux et les forces

de police, liés entre eux par des accords douteux, se débarrassent *manu militari* d'habitants de quartiers sans défense (tant au sens propre que juridique) pour construire des lotissements de luxe et repousser toujours plus loin les populations « indésirables ». Ces pratiques se trouvaient bien cachées sous la novlangue polie « du développement, de la croissance et de l'investissement ».

La jeune militante joua un rôle central dans l'émergence, à Alexandrie, d'un milieu protestataire soudé, coordonné. Malgré son engagement dans une organisation politique fortement idéologisée et agonistique (trotskyste), son ouverture était frappante. Son milieu militant était d'abord constitué de ceux qui « faisaient les manifs », ceux qui résistaient, qu'ils soient des libéraux ou des marxistes purs et durs.

Début décembre 2013, Mahie, comme on l'appelle souvent, faisait partie de l'opposition montante contre les Frères musulmans et participait à une manifestation pacifique devant le tribunal où se tenait le procès des meurtriers du jeune Khaled Saïd [► « [Le martyr de la révolution](#) » • PAGE 165], affaire qui avait eu un retentissement important à la mi-2010, et autour de laquelle les groupes politiques de tous bords s'étaient coalisés. Trois années et une révolution plus tard, l'affaire était toujours au tribunal. La manifestation fut vite réprimée sous le couvert d'une récente loi criminalisant les rassemblements. Dans la suite de ces événements, des mandats d'arrêt furent lancés, notamment contre Mahienour el-Massry. En mai 2014, elle fut condamnée à deux ans de prison ferme, peine commuée en 6 mois, et fut graciée avant la fin de la peine (en septembre de la même année).

La prison est une miniature de la société. J'ai l'impression d'être en famille. Elles me conseillent toutes de me concentrer sur ma carrière et mon avenir quand je sortirai d'ici. Je leur réponds que le peuple égyptien mérite mieux, que justice n'a pas encore été faite, et que nous continuerons à essayer de construire un avenir meilleur. À ce moment, nous apprenons la condamnation de Hosni Moubarak à trois ans de prison pour corruption, détournement de fonds et fraude financière dans l'affaire des « palais présidentiels ». Rigolarde, je leur demande : « Quel genre d'avenir espérez-vous pour moi dans une société injuste, une société dans laquelle le régime pense que Umm Ahmed, qui est en prison depuis huit ans et en a encore six à passer, condamnée pour avoir signé un chèque sans provision, d'une valeur de 50 000 livres égyptiennes, est une criminelle plus dangereuse que Moubarak ? »

On le sait. Certain·e·s se souviendront de nous, prononceront nos noms de temps à autre, mentionnant avec fierté qu'ils nous connaissent. En revanche, ces femmes, qui méritent qu'on se souvienne d'elles fièrement, leurs noms ne seront prononcés, au mieux, que dans de petits rassemblements de proches. À bas la société de classe.

– Mahienour el-Massry, cellule 8, dortoir 1,
prison de Damanhur, 22 mai 2014.

Mahie fut condamnée à nouveau en février 2015. Elle avait été arrêtée par des membres de la confrérie des Frères musulmans et livrée, avec d'autres, à la police. Elle, qui avait fait partie de la coordination du 30 juin ayant organisé les manifestations contre les Frères musulmans à Alexandrie, fut condamnée à la prison ferme pour avoir manifesté contre ledit mouvement... plus d'un an et demi après que « le peuple » et « l'armée » (laquelle est depuis au pouvoir) avaient renversé le régime islamiste !

Début 2020, elle est encore une fois emprisonnée sans motif. À l'image de nombre de révolutionnaires ayant porté le rêve de 2011, elle paie le prix de cet engagement pour les plus démunis et en faveur de la liberté et de la justice sociale.

fig-014

Fig.1.06.jpg

Jeu de morpion représentant la victoire des « bataillons de défense aérienne » d'Alep. Graffiti en Syrie. Photo : Fars Khatab.

L'enfance révoltée

► Algérie, Égypte, Palestine, Syrie, Tunisie

Les enfants sont au cœur des récits sur le déclenchement du printemps syrien. Malgré la présence de plusieurs versions qui varient principalement dans leurs détails, il est courant de faire de l'arrestation d'enfants à Deraa, ville du sud de la Syrie devenue l'épicentre de la révolution, l'étincelle du soulèvement syrien. Fin février 2011, des écoliers et collégiens – ils ont, semble-t-il, entre dix et vingt ans – sont arrêtés dans la banlieue de la ville après avoir écrit sur les murs des slogans contre le régime, reproduisant ce qu'ils avaient vu à la télévision dans les autres pays gagnés par les mouvements révolutionnaires. Leurs familles se mobilisent pour les faire libérer et

tentent de rencontrer les pouvoirs locaux et le responsable de la Sûreté. En vain. Les familles en sortent humiliées. Les enfants sont interrogés et torturés avant d'être rendus à leurs proches. Le mécontentement des familles amorce les mobilisations dans la ville contre les pouvoirs locaux. La répression s'installe d'emblée. La violence exercée à l'encontre des enfants ne s'arrête pas à cet épisode déclencheur. Le régime l'emploie à de nombreuses reprises, et de façon systématique. Plusieurs figures de martyrs de la révolution syrienne sont en effet des mineurs symbolisant la barbarie du régime. Le plus célèbre est Hamza Ali al-Khatib, treize ans, arrêté dans la province de Deraa alors qu'il se rendait à une manifestation à la fin avril 2011. Un mois plus tard, son corps horriblement mutilé est restitué à la famille. De la vidéo de son corps meurtri, diffusée sur les réseaux sociaux, est tirée une photo de son visage livide souvent brandie à la face du monde lors des manifestations, comme un rappel de l'horreur de la répression. Il existe également de nombreuses représentations dessinées de l'enfant. Le vendredi de mobilisation du 3 juin 2011, qui suit de peu la restitution de son corps, porte le nom du « vendredi des enfants de la liberté » en son hommage [► [Les noms des vendredis](#) • PAGE 133]. Avec la militarisation de la Syrie, les figures d'enfants et de leur corps sans vie sont convoquées pour protester contre les bombardements aléatoires (mais parfois ciblés, aussi) d'écoles dans des zones civiles échappant au contrôle du régime. Parallèlement, de nombreuses campagnes apparaissent contre la militarisation des enfants, en particulier par des groupes radicaux.

Enfin, l'image du corps d'Alan Kurdi, trois ans, échoué sur une plage en Grèce le 2 septembre 2013, choque le monde entier. Elle illustre le désintérêt général face à l'exode désespéré de plus d'un cinquième de la population et à la tragédie syrienne. Elle confirme aussi le sort particulier qui est réservé aux plus vulnérables, aux enfants notamment, dans de telles situations.

Le 20 février 2018, Geert Cappelaere, directeur régional de l'Unicef pour le Moyen-Orient, publie un communiqué qui est une feuille blanche, portant ce seul titre –

Aucun mot ne rendra justice aux enfants tués, à leurs mères, à leurs pères et à leurs proches

– assorti de ce commentaire :

L'Unicef publie cette déclaration en blanc. Nous n'avons plus les mots pour décrire la souffrance des enfants et notre indignation. Ceux qui infligent cette souffrance ont-ils encore des mots pour justifier leurs actes barbares ?

Les mineur·e·s ne sont pas que des acteurs et actrices passifs des révolutions, dont l'image de pureté accentuerait, par effet de contraste, la sauvagerie de la répression. Ils sont des protagonistes recherché·e·s par et pour le politique. Il faut ainsi rappeler qu'en Syrie, l'autoritarisme s'appuie sur un endoctrinement qui s'exerce sur les enfants très jeunes. Les organisations de jeunesse comme « l'avant-garde du Baath » (le parti au pouvoir) ou « la jeunesse de la révolution » sont des passages obligatoires pour tous les écolier·ère·s syrien·ne·s. Ce sont ces mêmes organisations qui proposent les rares activités sportives et culturelles extrascolaires. La formation militaire intervient dès le collège avec des séjours en camps d'entraînement. Les images d'enfants se révoltant doivent donc être également lues comme des mises en cause de la figure paternaliste qu'aiment à se donner les autocrates. Les enfants sont régulièrement mis en scène dans la propagande antirévolutionnaire. Ainsi, dans une vidéo, un enfant d'environ huit ans est assis dans une maison et chante, accompagné d'adultes qu'on ne voit pas mais qu'on entend donner le rythme au tambourin. Après une première strophe ridiculisant et injuriant les habitant·e·s d'une localité insurgée, le jeune garçon enchaîne avec une deuxième qui dit invariablement : « On va la niquer cette révolution, toi et moi, la quatrième. » Il s'agit de la quatrième division blindée d'élite dirigée par le frère du dictateur, régulièrement déployée pour encercler et pilonner les zones révoltées. Cette vidéo s'insère dans un vaste ensemble de productions où des adultes emploient des enfants pour exposer leur position. On les retrouve aussi sur les réseaux sociaux dans la lutte que se livrent opposant·e·s et partisan·e·s du régime. Les enfants ajoutent souvent une touche humoristique ou permettant de ridiculiser l'adversaire. D'autres voix d'enfants deviennent célèbres dans les milieux révolutionnaires, comme celle d'Inana Shlash, chanteuse de Saraqeb, dans le nord de la Syrie, morte dans un bombardement, en 2015, à l'âge de dix-huit ans.

Que les adultes les assignent à un rôle ne fait pas pour autant des enfants des marionnettes. Directement touchés par la guerre sans pitié que mène le régime syrien contre les zones rebelles, les enfants se mobilisent. En 2016, les réseaux sociaux se font les relais des photos et des vidéos d'enfants alépins. Se désignant comme un « bataillon de défense aérienne », ceux-ci mettent le feu à des pneus usagés pour créer une épaisse fumée noire enveloppant la ville. Ils masquent de la sorte la vue du ciel et gênent les avions et hélicoptères qui pilonnent les zones de combats, alors que les rebelles mènent l'offensive pour briser l'encercllement de certaines zones de la ville par les forces du régime syrien.

Les enfants apparaissent comme des moteurs de la dynamique de contestation. Les images des enfants de la première Intifada en Palestine ont manifestement marqué les mémoires. Armés de pierres, les enfants s'attaquaient alors aux chars israéliens, franchissant ainsi les limites de l'action que leurs aînés s'étaient assignée et dévoilant au monde un courage sans bornes. De même, durant les premiers temps de la révolution égyptienne en 2011, les activistes sont frappés de voir arriver dans les différentes occupations du centre-ville du Caire ceux qu'ils qualifient d'enfants des rues. Extrêmement vulnérables, ils sont le symbole de l'injustice sociale et les victimes régulières de la violence policière. L'escalade répressive après la reprise en main autoritaire de l'Égypte

en 2013 les touche particulièrement. Ils deviennent une cible du ministère de l'Intérieur et sont arrêtés et enfermés dans des structures qui ne sont pas conçues pour leur âge : prisons, postes de police et de la Sûreté. D'autres enfants vivent aussi la révolution de plus loin. Plusieurs initiatives témoignent du souci de les considérer comme des témoins et de leur donner la parole, dévoilant un pan d'histoire orale. Dans *Pousses de printemps* (2014), la réalisatrice Intissar Belaïd filme des enfants âgés d'une dizaine d'années au plus, dans la région du Kef en Tunisie. Au printemps 2011, ils racontent ce qu'il s'est passé depuis décembre 2010 et ce qu'ils pensent de la révolution. Ces enfants n'ont pas été des témoins directs d'événements. Les nouvelles de la révolution leur sont parvenues par les adultes, par les médias, par les autres enfants. Ils se les sont appropriées, les ont transformées, en ont fusionné certaines, jusqu'à ce qu'elles forment une sorte de toile de fond sur laquelle se pose la vie quotidienne. Ces histoires lointaines sont illustrées par des séquences d'animation avec des personnages en pâte à modeler. Ils donnent à voir une petite fiction collective de la révolution. Ici, la politique est une pâte à modeler que les enfants malaxent avec leurs paroles, et qu'ils teintent d'un soupçon de vraisemblance susceptible de donner lieu à toutes les fictions.

Se projeter dans le regard des enfants permet aux adultes de décaler leur regard sur le réel, de bousculer les points de vue sur les représentations. C'est une manière de saisir, selon Widad Al-Hamawi, membre de Comics4Syria, « des moments qui ne peuvent pas être photographiés ou ne l'ont pas été, mais dont on sait qu'ils ont eu lieu ». Comics4Syria est un groupe de dessinateurs et dessinatrices qui illustrent la révolution en bandes dessinées. Avec le développement d'une presse alternative papier, notamment distribuée dans les zones échappant au contrôle du régime syrien, ils participent à plusieurs initiatives de magazines pour enfants. D'abord orientés vers le divertissement, ils sont le support pour la diffusion de campagnes de sensibilisation à une situation de guerre qui s'intensifie en Syrie. En juin 2014, le premier numéro du magazine *Teen Baal* (« Figue sauvage ») consacre une planche à expliquer qu'il ne faut pas jouer avec les munitions non explosées que l'on peut trouver par terre.

Les révolutions arabes impliquent les enfants de manière multiforme. Si les très jeunes garçons et filles se retrouvent souvent en première ligne, c'est parce qu'ils et elles sont d'abord au cœur de la précarité des vies sous la dictature, cibles premières de la propagande et des violences d'État vis-à-vis des populations appauvries ou précarisées. Ils et elles sont aussi les représentant·e·s d'un futur que chacun essaie de faire plier, de transformer, dans des pays où la croissance démographique est très importante. Si l'on a beaucoup parlé de la jeunesse qui a pris la rue (avec parfois en son sein des jeunes gens que l'on pourrait considérer comme des enfants, qui n'ont même pas seize ans), on a surtout parlé des enfants comme victimes, refusant de voir les nouveaux Gavroches, mais aussi tou·te·s celles et ceux qui sont né·e·s ou ont été élevé·e·s dans des temps de transformation globale qui les emportent.

fig-016

Fig.1.07.jpg

Une jeune femme pose devant un char. Alexandrie, Égypte, en décembre 2014. Photo : Isra.

Jouer avec les lignes rouges

► Algérie, Égypte, Maroc

2011. Le Caire. Un jeune homme pose à côté d'un panneau indiquant : « Zone militaire, interdit d'approcher et de prendre des photos ». Il ajoute, en légende de l'image postée sur son mur Facebook, une émoticône en forme de sourire. Ce portrait pourrait constituer un sous-genre photographique en soi : il témoigne du déplacement de la « ligne rouge ». La photo a été prise en Égypte où les zones militaires quadrillent le pays. Ces espaces interdits d'accès participent d'une mise en scène de la menace extérieure pesant sur le pays, contre laquelle l'ordre autoritaire se présente comme le seul garant. Regarder avec trop d'insistance ou prendre en photo ce genre d'endroit expose à des échanges pénibles, voire dangereux, avec militaires ou policiers. À l'heure de l'imagerie satellite, l'interdit évoque l'obsolescence si ce n'est l'anachronisme de cette rhétorique d'État. Cela dit, quel que soit le fondement militaire d'une telle pratique, il s'agit d'une « ligne rouge » connue de tous et toutes. Cette ligne rouge entoure l'institution militaire sous la présidence de Moubarak.

L'Égypte d'après Moubarak encore. Au centre de la photographie, une jeune femme pose devant un char d'assaut couleur sable. Elle a emprunté un béret rouge de la police militaire. Deux soldats se situent dans le quart de droite de l'image, sur le même plan que le char. L'un est nonchalamment appuyé contre le char, sans arme. On devine une arme en bandoulière sur l'épaule du second, lui aussi détendu. Nous sommes à Alexandrie en décembre 2014, la protagoniste saisit une opportunité d'impertinence à la volée.

Cette photo invoque les innombrables clichés de citoyens devant des chars, et en particulier de citoyennes. Celles qui se photographient ainsi laissent imaginer, au travers de leur cliché, une possible complicité avec le soldat. La jeune femme au centre de cette photo minaud. Sa posture corporelle, jusqu'au bout de son bras gauche, évoque une timidité feinte, encline à la séduction. Pourtant, au bout de son bras droit, la jeune femme dresse un doigt d'honneur, qui fait pendant à son visage hilare.

Cette mise en scène de la fraternisation entre l'armée et le peuple évoque les lendemains de la chute de Moubarak lorsque l'armée, ayant pris les commandes du pays, bénéficiait de l'aura d'une force désintéressée du pouvoir. Les chars militaires qui s'étaient déployés pendant les dix-huit jours de Tahrir n'ont pas assailli directement les manifestant·e·s, contrairement aux policiers. Pour remplacer ces derniers, ils étaient restés quelque temps dans les rues. On s'accordait alors largement sur le fait que l'armée constituait une « ligne rouge » : la critiquer mettrait en péril la nation.

Cette ligne rouge de la critique se délite au cours de l'année, au rythme des mises à l'épreuve du Conseil suprême des forces armées, en charge du gouvernement du pays, par les luttes sociales et politiques. La « ligne rouge » se déplace.

Au mois de novembre 2011, les manifestant·e·s demandent le départ du Conseil suprême des forces armées. Entre le 19 et le 25 novembre, supporters de foot « ultras », militant·e·s et émeutier·e·s assaillent le siège du ministère de l'Intérieur, rue Mohamed-Mahmoud et affrontent des soldats de l'armée. L'épisode fait quarante morts chez les manifestant·e·s, et de nombreux·ses blessé·e·s, parmi lesquel·le·s beaucoup sont éborgné·e·s [► [Perdre les yeux](#) • PAGE 239]. En réaction à cette menace révolutionnaire, l'armée édifie alors des murs autour des édifices gouvernementaux au centre-ville du Caire. Les limites de l'autorité de l'État ainsi matérialisées fournissent de nouvelles matières à jouer pour les manifestant·e·s qui, à plusieurs reprises, entreprennent de les défaire, pierre par pierre.

En 2019, lorsque les Algérien·ne·s scandent à leur tour la solidarité avec l'armée, au cri de « *Jaysh, sha'b khawa khawa* » (« L'armée et le peuple sont frères ») [► [Pacifique. Silmiyya](#) • PAGE 191], équivalent algérien de « *al-gish wa al-sha'b id wahda* » (« L'armée et le peuple sont la même main »), une phrase humoristique circule sur les réseaux sociaux, de révolutionnaire à révolutionnaire, d'Égyptien·ne à Algérien·ne : « Ne vous photographiez pas avec les chars ! »

Le plus souvent implicite, la ligne rouge apparaît au travers du respect qu'elle inspire et lorsqu'elle est contournée ou disputée. Au Maroc par exemple, où la personne du roi constitue une ligne rouge, les manifestant·e·s du mouvement du 20 février 2011 prennent l'habitude d'adresser leurs critiques au roi précédent, Hassan II, plutôt qu'au souverain régnant. Transgresser la « ligne rouge » est au fondement du moment de basculement : ce que les militant·e·s plus aguerris·es et rodés·es ont appris à ne pas faire pour maintenir la possibilité de leur intégrité physique et de leurs activités, des novices le franchissent sans hésiter.

Les clichés égyptiens tentent de confirmer que les relations entre le peuple et les autorités ne seront plus les mêmes. Le sujet s'est approché et il s'est photographié. L'acte de photographier pérennise le geste ; c'est un point de non-retour. Néanmoins, le sourire évoque une possible tension : la négociation de la ligne rouge ne va pas sans risque. Car, de manière générale, la « ligne rouge » est floue. Maintenir le flou sur ce qui expose aux forces de l'ordre constitue un mode de gouvernement : les règles du jeu, le tracé de la « ligne rouge », ne sont pas connues par toutes les parties. C'est ainsi qu'en Arabie Saoudite la réforme de la police religieuse (le Comité pour la promotion de la vertu et la prévention du vice) en 2016, que l'on peut interpréter comme le signe d'un affaiblissement du marquage officiel de la ligne rouge en matière de comportements des femmes notamment, s'est traduite dans le même temps par une extension des interdits et des condamnations.

La ligne rouge protège la souveraineté et, face au Conseil suprême des forces armées en Égypte, on scande : « À bas le pouvoir militaire, nous, le peuple, sommes la ligne rouge. » C'est aussi ce qu'on entend dans les rues jordaniennes en 2019 : « Nous sommes la ligne rouge », la ligne à ne pas franchir pour un pouvoir désormais sous le regard de ses citoyen·ne·s.

fig-018

Fig.1.08.jpg

« La femme est le lieu de la résistance ». Œuvre de Alaa Satir, Soudan, 23 avril 2019. D.R.

Femmes en luttes

► Tous pays

Une femme grimpe à la fenêtre, s'accroche aux barreaux de fer et commence à parler. Nous sommes le 8 janvier 2011. C'est un rassemblement de syndicalistes devant le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Sa voix monte, on entend des « chuut », sa voix passe par-dessus les slogans et les cris de la foule rassemblée.

Le citoyen tunisien meurt sous les balles dans son propre pays. Où est-elle, la liberté ? Où est-elle, la justice ? Où est-elle, la démocratie ?

Elle s'accroche à une banderole de l'UGTT, elle y est comme suspendue. Elle a une trentaine d'années, l'écharpe noire autour du cou est pendante, elle porte un pull mauve, un pantalon en jeans. La coupe de cheveux est courte, la silhouette frêle, la voix puissante. Les hommes du syndicat sont prêts, ils devaient prendre la parole mais c'est elle qui harangue la foule, qui prend à partie les policiers et leur dit : « Ton fils a faim, ton fils est nu, ton fils n'a pas de dignité. » La foule applaudit, et entonne les slogans « peuple, liberté, dignité nationale ». Après avoir nommé un à un les responsables au pouvoir, les voleurs et les assassins, elle attaque à son tour la hiérarchie du syndicat, les prises de parole au nom du peuple, l'usurpation de la cause des plus pauvres et des plus fragiles.

Kawthar Ayari est l'une de ces nombreuses femmes puissantes qui ont pris la parole pendant les journées révolutionnaires, dans les rues, de tous les âges et de toutes les conditions. Elles sont sorties, parfois aussi sorties de leurs gonds. Elles se hissent, parlent haut, crient parfois, chantent. Certains noms nous sont parvenus, d'autres sont restées des anonymes. L'héroïsme au féminin a beaucoup de caractéristiques communes avec l'héroïsme des hommes. Les femmes qui se le voient reconnaître sont souvent celles à qui on attribue de la puissance et de la virilité, des « qualités de révolutionnaires » qu'elles transforment, interprètent et parfois détournent.

La femme révolutionnaire est aussi l'une de ces travailleuses qui prennent la parole collectivement, ouvrières de la Société de filature et de tissage d'Égypte (Misr Spinning and Weaving Company) de Mahalla al-Kubra, à l'avant-garde du combat contre les inégalités et pour les droits, ou bien encore les ouvrières de la société Electro, en Tunisie, qui découvrent avec la révolution leur capacité d'action et la possibilité de l'autogestion. Les femmes s'organisent aussi collectivement dans les mondes ruraux, notamment pour remettre en cause des inégalités d'accès aux droits et à la propriété. C'est le cas de celles qu'on appelle les *Soulaliyates* au Maroc, qui protestent contre leur exclusion des listes d'ayants droit établies à chaque fois que des terres collectives sont réquisitionnées et que l'on distribue des compensations aux « chefs de famille ». Elles protestent contre les usages coutumiers qui les excluent, parce qu'elles sont femmes, du droit de jouissance sur ces terres.

Les femmes révolutionnaires prennent plusieurs visages de la puissance. D'abord et en majesté celui des mères et épouses de martyrs, visages éplorés mais aussi décidés à demander justice. Elles ne prennent pas forcément la parole, elles sont saluées et reconnues, notamment lors des funérailles. Elles se déchargent aussi de la force symbolique qui pèse sur elles, identifiée à la nation et à la continuité, elles surprennent en devenant des forces de rupture et en affichant leur situation de femmes, et les injustices dont elles sont les victimes, souvent en première ligne.

L'anthropologue Fadi Bardawil écrit ainsi, frappé par la puissance des premières manifestations libanaises et la présence des femmes en leur sein :

La révolution s'est nourrie des luttes qui l'ont précédée et leur a donné un nouvel élan. Elle a brisé ces images et métaphores qui emprisonnaient les mères, et les enfants ont politisé le lien maternel. [...] la révolution a promis à la défunte militante féministe Nadine Jouayni, privée de la garde de son fils après son divorce : « Pour toi, Nadine, on va faire tomber le régime. » [...] plusieurs manifestant·e·s ont brandi le slogan « je ne peux pas porter la nationalité de ma mère mais je peux défendre sa révolution ». Face aux balivernes de l'autorité sur la « dispersion [des Libanais à l'étranger] » et « le sens inné de l'aventure des Libanais », des banderoles pour toutes les larmes versées à l'aéroport ont été levées. Des expatrié·e·s diffusent des messages incitant les révolutionnaires à poursuivre « pour ma mère qui a vécu la guerre, qui a souffert, qui a élevé trois enfants désormais aux quatre coins du monde qu'elle ne peut voir qu'une fois par an ».

Ce sont aussi des mères qui ont marqué les premières mobilisations de rue en Libye en 2011. Le 15 février, les mères de milliers de prisonniers morts en détention sont venues se poster devant le tribunal de Benghazi avec les portraits de leurs fils, car le procès venait de s'ouvrir et Fethi Tril, l'un des avocats qui plaidaient leur cause, avait été arrêté la veille.

Partout, on voit les mères sortir des rôles qui leur sont assignés. Des femmes se mettent en première ligne et prennent à partie les soldats ou les policiers, les tancent avec une forme d'autorité maternelle, ou s'indignent de manière véhémement devant les caméras. Leur présence dans la rue s'affiche comme la mesure même du scandale : elles sont là, c'est bien qu'il se passe quelque chose, tant elles sont l'antithèse du manifestant type, qui devrait être, à l'évidence, un jeune homme.

Toujours en se conformant à des rôles « féminins », mais en les transposant dans l'arène révolutionnaire, on voit des femmes tenir le rôle de cantinières pour le mouvement. Le long des cortèges en Algérie, elles se postent avec de petites choses à manger ou à boire pour les manifestant·e·s. Elles sont aussi très nombreuses à appartenir aux équipes de secouristes. Mais cela ne les met pas à l'abri de la violence, bien au contraire.

Si les attributions révolutionnaires de Zahra Ali Salman correspondent à une division sexuée des tâches, sa mort en martyre transforme son statut [► [Le martyr de la révolution](#) • PAGE 165]. La jeune étudiante de langue arabe à la faculté des lettres de Bagdad s'occupait, avec son père, de préparer des plats cuisinés pour les porter tous les jours aux manifestant·e·s qui occupent depuis le 25 octobre 2019 la place Tahrir, épice de la contestation dans la capitale irakienne. Le corps de Zahra a été jeté non loin de la maison familiale, atrocement déformé. « À l'hôpital où on l'a transportée, le médecin légiste a établi qu'elle avait subi des décharges électriques et reçu des coups avec des objets métalliques qui lui ont brisé les os », dit son père. Deux jours avant sa mort, une jeune secouriste était tombée sous les tirs des forces de l'ordre à Nasiriyya, dans le sud du pays. Saba Mahdawi, une médecin secouriste a quant à elle été enlevée. Une campagne est lancée pour la retrouver, dans toute la place des écrivains sont suspendus portant le simple message : « Où est Saba ? » Elle est heureusement libérée saine et sauve dix jours plus tard. Les femmes sont ciblées particulièrement, les forces de l'ordre cherchent à les dissuader de participer [► [Le soutien-gorge bleu](#) • PAGE 181].

C'est d'autant plus important pour elles d'arriver à retourner la violence qui leur est faite pour tenir leur place. De toute façon, leur participation aux manifestations a fait tomber un certain nombre de barrières de genre. Elles poursuivent ce travail. D'abord en se défendant, en trouvant leur puissance, y compris physique. L'image de cette jeune femme libanaise qui a donné un coup de pied à un policier a fait le tour des réseaux sociaux et a été transformée en image iconique de la révolte, venant rejoindre la silhouette élancée de la Soudanaise Alaa Salah [► [Alaa Salah](#) • PAGE 254], ou celle de la jeune femme dont les cheveux s'étaient soulevés dans la confrontation avec les forces de l'ordre munies de gazeuses au parc Gezi d'Istanbul. Toutes incarnent des manières de tenir tête. On se souvient de ces femmes de Bahreïn qui, vêtues de leur hijab, renvoyaient les balles et lançaient des projectiles sur les forces de l'ordre. Elles savaient que leur pacifisme comme leurs habits ne les protégeraient pas contre la violence d'État. Enfin, les combattantes kurdes du Rojava ont bien évidemment une place à part dans cette histoire des luttes révolutionnaires féministes, dans la mesure où elles se mobilisent dans un cadre déjà institué et préparé pour la lutte armée, et dans un espace féminin et féministe intégré à la lutte pour le territoire et pour la reconnaissance d'un modèle social et politique.

Toutes ces femmes par leur force, leur voix ou leur charisme adressent un message spécifique à l'ordre patriarcal, et font de ce message une composante de plus en plus forte des révolutions. En 2011, dès les premières semaines de soulèvement s'organise un mouvement transnational appelant à la révolution des femmes dans le monde arabe (« *Intifadat al-mar'a fi al-'alam al-'arabi* », c'est-à-dire « La révolte des femmes dans le monde arabe » [► [Le post](#) • PAGE 245]). Conçu comme une plateforme Internet, le mouvement rassemble vite des centaines de témoignages et de revendications. Là peuvent se lire les rêves d'émancipation et les désirs de changement dans l'ordre des sexes. Ce mouvement et d'autres qui lui ont succédé, donnant forme à une nouvelle vague féministe radicale, consciente que les révolutions ne sont rien si elles ne changent pas la vie des femmes, se traduit aujourd'hui dans le slogan « Révolte-toi [au féminin], car la révolution est au féminin » (« *thûrî, fa-l-thawra untha* ») qu'on entend en Irak et que l'on voit écrit sur les murs au Liban. Si les femmes portent toujours un message de pacifisme radical – notamment face à l'ordre viriliste des milices –, elles n'hésitent pas à exercer une violence légitime, celle qui leur permet de prendre leur place dans le combat.

Tawakkol Karmân

Un Prix Nobel de la paix pour les insurgées

► Yémen

En 2011, Tawakkol Karmân, militante pour la liberté d'expression et les droits des femmes, organise des rassemblements d'étudiants à Sanaa, au Yémen, pour protester contre le régime d'Ali Abdallah Saleh. Elle est arrêtée, puis mise en liberté conditionnelle le 24 janvier 2011. Cela ne l'empêche pas de prendre la tête d'un nouveau rassemblement et d'appeler à un « jour de colère », le 3 février 2011. Figure des protestataires issu·e·s des mondes associatifs et de la société civile, elle est lauréate du prix Nobel de la paix en 2011. Elle prononce à Oslo un discours qui est une véritable ode au printemps des peuples arabes, dans sa dimension inclusive et radicalement pacifiste.

2

Discours de Tawakkol Karmân,
Oslo, 10 décembre 2011

1

(*extrait de la dernière partie*)

2

Mesdames et Messieurs,

2

Quand j'ai appris que j'avais reçu le prix Nobel de la paix, j'étais dans ma tente sur la place du Changement à Sanaa [► **Occuper des places** • PAGE 111]. J'étais l'une des millions de jeunes révolutionnaires. Là, nous étions même incapables de nous mettre à l'abri de la répression et de l'oppression du régime d'Ali Abdallah Saleh. À ce moment, j'ai envisagé la différence entre les significations de la paix célébrée par le prix Nobel et la tragédie de l'agression menée par Ali Abdallah Saleh contre les forces du changement pacifique. Cependant, notre joie d'être du bon côté de l'histoire nous a permis de mieux supporter cette ironie dévastatrice.

Des millions de Yéménites, hommes et femmes, enfants, jeunes et vieux, sont descendus dans les rues de dix-huit provinces pour réclamer leur droit à la liberté, à la justice et à la dignité, en utilisant des moyens non violents mais efficaces pour satisfaire à leurs revendications. Nous avons réussi à maintenir une révolution pacifique [► **Pacifique. Silmiyya** • PAGE 191] de manière efficace et efficiente, malgré le fait que cette grande nation possède plus de soixante-dix millions d'armes à feu de différents types. C'est là que réside la philosophie de la révolution, qui a persuadé des millions de personnes de laisser leurs armes chez elles et de se joindre à la marche pacifique contre la machine étatique du meurtre et de la violence, juste avec des fleurs et des poitrines nues, et remplies de rêves, d'amour et de paix. Nous étions très heureux, car nous avons compris, à cette époque, que le prix Nobel n'était pas seulement un prix personnel pour Tawakkol Abdel-Salam Karmân, mais une déclaration et une reconnaissance du monde entier pour le triomphe de la révolution pacifique du Yémen et une appréciation des sacrifices de son grand peuple pacifique.

Et me voici maintenant devant vous, en cette cérémonie internationale et solennelle. Me voici, en ce moment unique, l'un des moments les plus importants de l'histoire de l'humanité, venant de la terre de l'Orient arabe, venant de la terre du Yémen, le Yémen de la sagesse et des anciennes civilisations, le Yémen de plus de cinq mille ans de longue histoire, le grand Royaume de Saba, le Yémen des deux reines Bilqis et Arwa, le Yémen qui connaît actuellement la plus grande, la plus puissante éruption du printemps des révolutions arabes, la révolution de millions de personnes dans toute la patrie, qui fait encore rage et s'intensifie aujourd'hui. Cette révolution achèvera bientôt sa première année depuis son lancement en tant que révolution pacifique et populaire de la jeunesse, avec une seule exigence : le changement pacifique et la poursuite d'une vie libre et digne dans un État démocratique et civil régi par l'État de droit. Cet État sera construit sur les ruines du régime d'une police familiale répressive, militarisée, corrompue et arriérée, qui a constamment mené le Yémen au bord de l'échec et de l'effondrement au cours des trente-trois dernières années.

Notre révolution pacifique et populaire de la jeunesse n'est pas isolée ou coupée des révolutions du printemps arabe. Cependant, avec tous les regrets et la tristesse, je dois noter qu'elle n'a pas obtenu la compréhension, le soutien, ou l'attention internationale des autres révolutions de la région. Cela devrait hanter la conscience du monde car cela remet en cause l'idée même d'équité et de justice.

Mesdames et Messieurs, grâce à vous et à votre grand forum universel, nous envoyons au monde un message clair et éloquent dans lequel nous mettons l'accent sur ces points :

– Notre révolution de la jeunesse est pacifique et populaire, et elle est soutenue par le peuple. Elle rêve d'une patrie libre et démocratique qui ne laisse aucune place à la tyrannie, à la dictature, à la corruption ou à l'échec. Au nom de la jeunesse révolutionnaire, je promets à tous les peuples du monde que nous sommes engagés dans la lutte pacifique comme une option stratégique, sans déviation ni recul, quels que soient les sacrifices et l'ampleur de la répression, des meurtres et de la violence d'État.

– Notre révolution de la jeunesse est pacifique et populaire, elle est motivée par une cause juste, elle a des exigences justes et des objectifs légitimes, qui répondent pleinement à toutes les lois divines, aux conventions séculières et aux chartes des droits de l'Homme internationaux. Notre révolution est déterminée à changer complètement les pratiques corrompues et à assurer une vie libre et digne, indépendamment des sacrifices et des souffrances amères, jusqu'à l'établissement d'un État civil démocratique, un État où prévalent l'État de droit, l'égalité et un transfert pacifique du pouvoir.

– Notre révolution populaire pacifique de la jeunesse a réussi à attirer dans ses rangs et à faire défiler des centaines de milliers de femmes qui ont joué et jouent encore un rôle majeur, visible et efficace dans ses activités, et à diriger ses manifestations jusque dans les moindres détails. Ce ne sont pas des dizaines, mais des centaines de ces femmes qui sont tombées en martyres ou ont été blessées au nom de la victoire de la révolution.

– En raison de la révolution populaire pacifique de la jeunesse, la voix et la marche tonitruante des jeunes ont dominé et la voix de la terreur et des ceintures d'explosifs, qui étaient utilisées par Ali Saleh pour justifier son règne, s'est éteinte. La culture de la paix s'étend et se répand, et elle trouve dans chaque quartier et dans chaque rue un endroit où ces jeunes marchent en réclamant un changement pacifique et la démocratie.

– Notre révolution populaire pacifique de la jeunesse a démontré que les valeurs et les objectifs de liberté, de démocratie, de droits de l'Homme, de liberté d'expression et de presse, de paix, de coexistence humaine, de lutte contre la corruption et le crime organisé, de guerre contre le terrorisme et de résistance à la violence, à l'extrémisme et à la dictature, sont des valeurs, des idéaux, des exigences et des objectifs d'intérêt humain

commun, et sont chéris par l'ensemble de la communauté internationale. Elles ne sont pas sujettes à division, sélectivité ou annulation sous prétexte de différences de caractéristiques humaines ou d'exigences de souveraineté de quelque manière que ce soit.

1

Mesdames et Messieurs, je tiens à souligner que les révolutions du printemps arabe ont vu le jour dans le but de répondre aux besoins des peuples de la région en matière de citoyenneté et d'État de droit. Elles sont l'expression du mécontentement des populations face à la corruption, au népotisme et aux pratiques de corruption. Ces révolutions ont été déclenchées par de jeunes hommes et de jeunes femmes qui aspirent à la liberté et à la dignité. Ils savent que leurs révolutions passent par quatre étapes qui ne peuvent être contournées :

- Renverser le dictateur et sa famille [► [La chute du dictateur](#) • PAGE 21].
- Renverser ses services de sécurité et militaires [► [Miliciens et autres agents civils du pouvoir](#) • PAGE 177] et ses réseaux de népotisme.
- Mettre en place les institutions de l'État transitoire [► [Comités de la révolution](#) • PAGE 125].
- Progresser vers la légitimité constitutionnelle et établir l'État, civil et démocratique, moderne [► [Pouvoir civil](#) • PAGE 269].

Ainsi, les révolutions du printemps arabe se poursuivront grâce à l'effort de la jeunesse, qui est prête et disposée à lancer chaque étape et à atteindre pleinement ses objectifs. Aujourd'hui, le monde devrait être prêt et disposé à soutenir le jeune printemps arabe dans toutes les étapes de sa lutte pour la liberté et la dignité. Le monde civilisé devrait, immédiatement après le déclenchement des révolutions de la jeunesse, commencer à détenir et à geler les avoirs des figures du régime et de ses responsables de la sécurité et de l'armée. En fait, cela n'est pas suffisant, car ces personnes devraient être traduites en justice devant la Cour pénale internationale. Il ne devrait pas y avoir d'immunité pour les tueurs qui volent la nourriture du peuple.

Le monde démocratique, qui nous a beaucoup parlé des vertus de la démocratie et de la bonne gouvernance, ne devrait pas être indifférent à ce qui se passe au Yémen et en Syrie, et à ce qu'il s'est passé avant cela en Tunisie, en Égypte et en Libye, et à ce qu'il se passe dans tous les pays arabes et non arabes qui aspirent à la liberté. Tout cela n'est qu'un dur labeur pendant la naissance de la démocratie qui nécessite soutien et assistance, et non pas peur et prudence.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de partager ma conviction que la paix restera à jamais l'espoir de l'humanité et que le meilleur espoir d'un avenir meilleur pour l'humanité nous poussera toujours à prononcer de nobles paroles et à accomplir de nobles actes. Ensemble, nous pousserons les horizons, l'un après l'autre, vers un monde de véritable perfection humaine.

Enfin, je m'interroge devant vous, à l'occasion de ce moment d'accomplissement et de reconnaissance que tout homme et toute femme désire et aspire à atteindre. Ce faisant, je vois le grand nombre de femmes arabes, sans lesquelles je ne serais pas là, en raison de leurs luttes acharnées et de leur quête pour gagner leurs droits dans une société dominée par la suprématie des hommes. Cette suprématie a causé beaucoup d'injustices aux hommes et aux femmes. À toutes ces femmes, que l'histoire et la sévérité des systèmes de gouvernement ont rendues invisibles, à toutes les femmes qui ont fait des sacrifices pour le bien d'une société saine avec des relations justes entre les femmes et les hommes, à toutes ces femmes qui continuent à trébucher sur le chemin de la liberté dans des pays sans justice sociale ni égalité des chances, je dis : Merci. Ce jour ne serait pas arrivé sans vous.

La paix soit avec vous.

figp76

Fig.1.09.jpg

Drapeau des fiertés. Tunisie, mobilisation pour l'abrogation de l'article 230 du Code pénal. Campagne de l'association Mawjoudin. Photo : Ali Bousselmi.

Homosexualités et révolution

► Liban, Maroc, Tunisie

La question homosexuelle, ou LGBTQI+ pour être plus précis et reprendre le langage contemporain des luttes pour les identités sexuelles et de genre, n'est pas d'emblée au centre des revendications des révolutions arabes. Elle s'était développée dans les années 2000 par des initiatives le plus souvent éditoriales (blogs, revues), liées à des associations de défense des droits. On le sait, la situation des personnes homosexuelles était – et reste – particulièrement sensible dans la plupart des pays de la région. Des magazines, comme *Bekhsoos*, sous-titré *Feminist, Queer, Arab*, fondé au Liban par une communauté de lesbiennes en 2008 et gardant un rythme de

publication plus ou moins régulier jusqu'en 2012-2013, jouent des rôles importants pour le développement d'un langage, ou comme points de repère pour les communautés gay et lesbienne, et pour la dénonciation des violences qui leur sont faites. Dans le même temps, on a vu la répression se développer, en particulier dans certains pays comme l'Égypte, où l'on se souvient de « l'affaire du *Queen Boat* » : en mai 2001, cinquante-deux hommes avaient été arrêtés à bord d'une discothèque gay flottante du Caire, le *Queen Boat*, et accusés de « débauche invétérée », de « comportement obscène » et de « mépris de la religion ». Cet épisode spectaculaire n'est que l'une des nombreuses occurrences de l'homophobie d'État présente et armée par le droit dans l'ensemble des pays de la région.

La communauté LGBTQI+ organisée, très urbaine, plutôt bourgeoise et cultivée et de toute façon relativement restreinte, rejoint assez naturellement les manifestations et contestations de l'hiver 2010-2011 et les suivantes, sans pour autant y faire figurer d'emblée des revendications spécifiques. Mais les révolutions permettent de rendre visible cette question, et débouchent sur un certain nombre d'évolutions. D'abord, suivant un mouvement mondial de *coming out* en ligne, des personnes gays, lesbiennes ou transgenres font usage de ces technologies dans un but parfois très militant, médiatisant cette action, postant des témoignages sur des blogs ou des réseaux sociaux. Cette somme d'actions individuelles s'articule avec le développement ou la reconstitution de réseaux et d'associations qui, à la faveur des révolutions, cherchent à étendre leur rayonnement et leur influence, jusqu'à parfois apparaître dans des manifestations. Au carré féministe on voit parfois timidement s'adjoindre un carré arc-en-ciel. En Tunisie, un certain nombre d'associations et de manifestations sont sorties de l'ombre, comme l'association Shams (« Soleil »), ou Damj (« Intégrer »), Chouf (« Regarde »), Mawjoudine (« Nous existons »), ou bien le festival Shoufouhonna (« Regardez-les, elles et eux »). L'association tunisienne Shams, qui est reconnue depuis 2015 mais continue à lutter pour sa survie, est peut-être celle qui a réussi à développer le plus d'actions : le tournage d'un documentaire, *Au pays de la démocratie naissante*, décrivant la situation précaire des minorités sexuelles en Tunisie, la création d'un magazine en ligne, Shams mag, d'une webradio, Shams rad. En Algérie, un travail de sensibilisation est fait chaque 10 octobre, dit « Ten-ten », où l'on allume des bougies pour mettre en lumière les LGBTQI+. L'association Aswat, au Maroc, lance en 2013 une campagne intitulée « L'amour pour tous », puis en 2015, sur Twitter, la campagne « L'amour n'est pas un crime », pour la dépénalisation de l'homosexualité et l'abrogation des articles 489 et 490 du Code pénal marocain.

Un véritable renversement a parfois lieu. Face à ceux qui utilisent leur homophobie pour s'en prendre aux mouvements révolutionnaires, la révolution s'approprie les revendications des communautés homosexuelles. Dans la bouche et l'imaginaire des dirigeants, la révolution est caractérisée comme moment de promiscuité sexuelle, et les révolutionnaires comme des « dépravés ». Ainsi le ministre de l'Intérieur algérien, Salaheddine Dahmoune, accuse-t-il le *hirak* d'être fomenté par « les traîtres, les pervers et les homosexuels ». En retour, l'étendard des luttes LGBTQI+ devient une manière de dire une aspiration à des sociétés plus tolérantes et plus libres, y compris en dehors de la communauté elle-même. Les féministes, longtemps confinées dans des luttes pour les droits des femmes *stricto sensu*, se trouvent portées vers des luttes qui concernent plus ouvertement les questions de genre et les questions d'identité sexuelle [► [Le soutien-gorge bleu](#) • PAGE 181]. Des féministes de la nouvelle génération ont pu faire ce lien à travers des initiatives comme le « *wikigender* » en arabe, ou l'affichage de leur solidarité avec des femmes ou des personnes transgenres victimes de discrimination. Cette solidarité se fonde aussi sur les violences dont sont victimes les femmes et les homosexuel·le·s, qui justifie une union pour lutter.

Le rôle de certaines personnalités ouvertement homosexuelles dans ces mouvements a été déterminant dans leur évolution. Au-delà des associations de lutte pour les droits des LGBTQI+, un certain nombre de personnalités sont devenues les porte-voix de la cause. Un groupe de rock libanais, Mashrou' Leila, dont le leader Hamed Sinno ne cache pas ses orientations sexuelles, est ainsi devenu la cible privilégiée des conservateurs de tout bord. Mais ses concerts dans le monde arabe, lorsqu'ils sont autorisés, sont aussi devenus des lieux de ralliement des communautés, donnant une ampleur nouvelle et une dimension culturelle et existentielle à la vague de revendication. C'est lors de l'un de ces concerts, au Caire, en 2017, que deux drapeaux arc-en-ciel furent brandis en place publique. L'une des porteuses de drapeau, photographiée alors qu'elle l'arborait avec une joie et une fierté évidente, était Sarah Hegazi. Cette jeune femme, lesbienne et militante socialiste, est arrêtée après cette action. Elle est mise en prison et torturée pendant trois mois. Elle ne se remettra jamais de cette expérience ; elle se donne la mort en juin 2020, dans son refuge canadien, et laisse une lettre où elle déclare ne plus avoir la force de tenir. Le parcours de cette femme, issue d'un milieu populaire, passée d'une religiosité affichée par le port du voile jusqu'en 2016 à une puissante exposition de son homosexualité et de son engagement, est symptomatique de ce qui s'est produit ces dernières années, entre brèches militantes et retours de bâton. Sa mort a été l'occasion de rassemblements et de veillées un peu partout dans le monde arabe et la diaspora. Sa mort sonne aussi comme le signe que le moment d'ouverture des années 2010 est en train de se clore, et qu'il faut désormais retourner à la clandestinité, ou mieux à l'anonymat qui permet d'agir et de survivre, comme l'écrit Hamed Sinno dans un texte paru à la mort de Sarah Hegazi, et intitulé « *Pride and Mourning in the Middle East* » (« Fierté et deuil au Moyen-Orient ») :

L'anonymat est un espace restreint de potentialité *queer*, entre l'invisibilité que nous devons supporter pour survivre, et la visibilité dont nous avons besoin pour vivre. C'est là que nous nous trouvons, nous guérissons et nous aimons comme nos ancêtres l'ont fait depuis des générations. Si le monde ne raconte pas nos histoires, nous devons les raconter nous-mêmes, même derrière des portes closes. Dehors, le message est écrit sur le mur : nous sommes ici. Nous avons toujours été là. Les *queers* vont gagner le monde.

fig-021

Fig.1.10.jpg

Extrait d'une vidéo tournée dans un appartement privé. Damas, Syrie, le 30 mai 2011.

Manifester dans sa maison

► Syrie

La vidéo commence par un gros plan sur une pancarte qui exige la chute du régime. Le silence règne. Une voix de femme demande une minute de silence pour les martyr·e·s de Syrie. La caméra recule et des femmes, le visage couvert, apparaissent dans un lieu manifestement privé, probablement le salon d'un appartement. Chacune d'entre elles brandit un papier avec un slogan ou la photo d'un·e martyr·e. La minute de silence finie, les femmes entonnent l'hymne national syrien *a mezza voce*. La caméra balaye le champ, passant d'une pancarte à l'autre, avant de se fixer sur une télévision au fond de la pièce. La vidéo se termine sur cette scène où l'on peut lire : « Damas, le 30 mai 2011 ».

La veille, une première vidéo montrait le même scénario. Les femmes sont debout, leurs visages sont masqués par les drapeaux syriens de la révolution. La première pancarte porte le visage de Hamza Ali al-Khatib, l'enfant-martyr [► [Le martyr de la révolution](#) • PAGE 165 / ► [L'enfance révoltée](#) • PAGE 55]. Ensuite, pendant la minute de silence, on lit : « Nous manifestons chez nous, parce que nous avons peur de mourir pour nos enfants et nos familles. » Lors de la récitation de l'hymne national, chacune retourne la pancarte qu'elle tient à la main. On voit successivement : un dessin d'enfant du drapeau avec l'inscription « Nous sommes tous Hamza » ; « Oui à un État civil » [► [Pouvoir civil](#) • PAGE 269], la photo d'une banderole brandie par un jeune homme et qui parle de Hamza Ali al-Khatib, mort sous la torture du régime d'Assad ; une photo de Hamza sur laquelle est écrit « Nous t'aimons » ; une autre avec « Non à la mort, oui à la vie » ; puis « Nous sommes des femmes syriennes, damascènes, nous appartenons à la Syrie » ; « Non à l'intervention étrangère » ; « Non à la violence, non au meurtre » ; « Liberté » ; « La Syrie appelle ses enfants » ; « Un, un, un, le peuple syrien est un » [► [Enterrement, manifester](#) • PAGE 91 / ► [Fadwa Souleimane](#) • PAGE 143] ; « Nous sommes toutes les mères de Hamza » ; « Nous jugerons tous les criminels » ; « Nous ne sommes pas des salafistes, nous ne sommes pas des infiltrées ». Se dessine une manifestation avec son répertoire propre : des slogans féminisés, des plus classiques aux plus spécifiques, certains plus contextuels, faisant mention d'événements récents (la mort de Hamza Ali al-Khatib, en particulier) ou répondant à la propagande du régime (le vocabulaire des infiltré·e·s), d'autres plus généraux (l'appel à un État civil, ou à la liberté), des appels à l'union.

Ces vidéos ne sont pas uniques. Pendant les premières années de la révolution, plus d'une cinquantaine de vidéos mettant en scène des femmes dans des maisons privées ont été diffusées sur les réseaux sociaux, commençant une pratique de *sit-in* à domicile, spécifique à la révolution syrienne. Elles sont toujours filmées entre quatre murs, souvent dans un salon réaménagé pour l'occasion, et se déroulent toutes de la même manière : un groupe de femmes masquées, silencieuses ou chantant l'hymne national, déroulant des pancartes avec des slogans révolutionnaires. Le calme enveloppant cette scène tranche fortement avec les autres scènes de la révolution syrienne qui montrent des manifestations de rue ou des bombardements. La lumière tamisée, les voix basses pour ne pas alerter les voisins et le mouvement lent de la caméra communiquent une impression de sérénité et de calme qui ne font qu'amplifier la charge subversive ou révolutionnaire.

Pragmatisme et impératifs sécuritaires sont pour beaucoup dans l'invention de cette pratique protestataire. Grâce aux nouvelles techniques de communication, des femmes voulant garder l'anonymat, et n'ayant pas nécessairement accès à l'espace public, transforment ainsi leur intérieur en espace politique et révolutionnaire. Ce geste subvertit également bon nombre des normes qui régulaient le champ politique syrien avant la révolution.

La distinction qui sépare l'espace privé de l'espace public ne tient plus. Si l'engagement révolutionnaire est un acte public, peut-être même l'acte public par excellence, ces vidéos amorcent un processus de politisation de l'espace privé. Loin des arènes de confrontation et de leur tumulte, les révolutions s'introduisent aussi dans le for

intérieur des individus pour repenser les structures profondes de la société. Ce n'est pas seulement la colonisation du privé par le champ politique, mais plutôt l'apparition d'un contrechamp politique qui, accompagnant la dynamique révolutionnaire, questionne les relations de voisinage et de proximité, le rôle des femmes, les formes d'engagement et de communication politiques, la prise de parole publique.

Les femmes que l'on voit dans ces vidéos ne sont ni les femmes au foyer traditionnelles, ni les femmes politiquement engagées dans l'arène publique, mais des femmes qui articulent une identité politique différente, en un entre-deux [[► Femmes en lutte](#) • PAGE 65].

De manière plus générale, les vidéos de *sit-in* de femmes dans des espaces privés sont un sous-genre de vidéos mises en scène dont « l'expressivité » l'emporte sur « la mise en scène du nombre », comme le montre Cécile Boëx dans son chapitre « La vidéo comme outil de publicisation et de coordination de l'action collective et de la lutte armée dans la révolte en Syrie » (2014). Il s'agit bien là de scénographies protestataires, très soigneusement suivies et répétées. Elles ont pu par la suite se décliner en vidéos de rassemblements de combattants sous une tente ou dans un espace clos, dans lesquels on peut les voir chanter, ou danser. Toujours à partir d'espaces privés, des militant·e·s ou de simples citoyen·ne·s font usage de leurs caméras ou de leurs téléphones pour témoigner sur Internet, selon d'autres scénographies [[► Les téléphones mobiles comme extension de la révolution](#) • PAGE 251]. On voit ainsi circuler de nombreuses vidéos face-caméra montrant des manifestant·e·s racontant leur journée, ou des personnes commentant tel ou tel épisode, offrant leur version des faits. Cette forme hybride entre la manifestation filmée et le reportage se développe sur les pages des réseaux sociaux, circule sous la forme de *posts* [[► Le·la citoyen·ne journaliste](#) • PAGE 257]. Elle contribue à la propagation de l'action révolutionnaire.

fig-023

Fig.1.11.jpg

La femme au balai. Alger, le 24 mai 2019 (14^e vendredi). Photo : Khadidja Markemal.

Le Balai Faire place nette

► Algérie, Égypte, Liban, Tunisie, Yémen

Au lendemain du départ de Hosni Moubarak, une des images qui circulent le plus dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux est celle des Égyptien·ne·s en train de passer le balai et de nettoyer la place Tahrir, mais aussi les rues du pays. Ainsi, le journal *Libération* titre l'un de ses articles, daté du 14 février 2011, « Place Tahrir, une révolution de balais ». Les jeunes Cairotes, armé·e·s de balais, revendiquent leur acte : « D'abord nettoyer les rues avant de nettoyer le régime. »

Le mouvement ne se limite pas au Caire. À Alexandrie par exemple, des centaines de jeunes et de moins jeunes passent le balai sur l'avenue de la Corniche et d'autres s'occupent de repeindre les balises des trottoirs. Avant la révolution, repeindre les trottoirs (et les réverbères) annonçait la visite imminente de Moubarak. Cette fois-ci, le même acte vient joyeusement marquer son départ définitif.

Le balayage des rues et le nettoyage ont été accueillis avec beaucoup de sarcasme de la part des militant·e·s les plus aguerris·e·s. Et il n'est pas faux d'affirmer que ce sont plutôt des personnes des classes supérieures qui se sont mobilisées pour faire cela, parfois même des personnes n'ayant pas participé aux mobilisations protestataires des dix-huit jours. Mais disqualifier complètement cet acte reviendrait à passer à côté de son intérêt principal. Pour les personnes n'ayant pas l'expérience de ces militant·e·s aguerris·e·s, justement, pour les personnes n'ayant pas eu de socialisation politique et ne détenant pas les codes nécessaires pour agir politiquement à l'issue d'une révolution, les petits actes symboliques font partie du répertoire d'actions. La charge émotionnelle des événements révolutionnaires met l'ingénuité en son centre. Les premiers instants de la victoire sont peuplés d'actes poétiques, sincères, joués et rejoués, qui minimisent les différences et mettent en valeur une vision idéalisée du vivre ensemble. Dans ce contexte, la réappropriation de l'espace par son nettoyage fait parfaitement sens. Elle est un acte politique symbolique à bas coût.

Contrairement à l'Égypte où la thématique du « ménage » n'apparaît qu'au lendemain du départ de Moubarak, et où elle ne s'attache qu'à la fin d'une occupation au long cours, en Tunisie ou au Yémen, elle se montre au cœur même de l'occupation.

En Tunisie, les mobilisations de Kasbah 1 et 2 [[► Occuper des places](#) • PAGE 111] ont donné à voir des pratiques de nettoyage de l'espace protestataire. Le matin, les manifestant·e·s se lèvent tôt. Les premier·e·s debout réveillent vigoureusement celles et ceux qui dorment encore dans les tentes ou sur les matelas en plein air. Ce

n'est pas encore le moment de scander des slogans, de parler politique et de reprendre les mobilisations collectives. Pourtant tout le monde se réveille et s'active pour nettoyer la place. Les manifestant·e·s, des hommes pour l'écrasante majorité, se répartissent les tâches. Ils et elles apportent des balais et de gros sacs en plastique, collectent les déchets et les trient, balayent la place. Ils et elles discutent entre eux, avec les passant·e·s, les journalistes, les curieux·ses. En s'adressant à ceux-ci, elles et ils contredisent la figure de « crasseux » qui leur est étiquetée par des adversaires politiques.

Nettoyer la place s'inscrit ainsi dans la routine de son occupation. Il s'agit néanmoins d'un acte qui revêt des significations diverses. Outre l'entretien de l'espace protestataire et des conditions matérielles de la vie dans la place, il s'inscrit aussi dans une configuration politique et symbolique. Pour ces protestataires venant des régions déshéritées du pays, cette action de nettoyage apparaît comme une stratégie de dé-stigmatisation. En effet, dans un contexte où les manifestant·e·s sont décrié·e·s pour leur engagement politique contre le gouvernement Ghannouchi, les stigmates sont réactivés par les soutiens de celui-ci. Les occupant·e·s de la place sont ainsi confronté·e·s à des violences qui remettent en cause la légitimité de leur présence et leur reprochent la dégradation de la place. Ils et elles sont tout le temps sommé·e·s de quitter la place, appelé·e·s « revanchard·e·s » ou « aventurier·e·s », et étiqueté·e·s comme sales et crasseux·ses. « Rentrez chez vous » est devenu le maître mot de ces agressions répétées. Dans ce contexte, nettoyer l'espace protestataire revêt une dimension politique et symbolique importante. Il contribue à légitimer l'occupation de la place et à discréditer le camp adverse.

À Sanaa, au Yémen, le nettoyage collectif se développe dans le cadre des comités [► **Comités de la révolution** • PAGE 125] mis en place sur la place du Changement, qui vont jusqu'à nettoyer collectivement les lieux des affrontements. En décembre 2011, les membres du comité organisent ainsi une « opération propreté » vers le carrefour Kentucky où les manifestant·e·s ont été attaqué·e·s par les milices du régime. L'effacement des traces se fait lors de la lutte, il s'insère dans une forme d'hygiène, quasi quotidienne, qui doit encadrer la révolution. C'est cet héritage que portent d'emblée les mouvements de 2019. En Algérie, la pratique du nettoyage est présente dès le premier rassemblement du 22 février 2019. À la fin de la marche, des hommes ramassent les ordures et les bouteilles d'eau vides laissées sur la chaussée dans de grands sacs-poubelles prévus à cet effet. À l'instar du soulèvement lui-même, cette attention pour l'espace public surprend positivement la population, qui, encouragée par une dynamique de revalorisation collective, l'investit comme un des traits caractéristiques de la mobilisation. Elle n'est pas pour autant totalement inédite. Face à la mauvaise gestion du ramassage des ordures dans le pays depuis plusieurs années, des opérations de nettoyage des plages et des forêts sont menées par des groupes de jeunes qui utilisent les réseaux sociaux pour rendre l'action visible, et sensibiliser la population à la lutte pour un environnement propre et protégé.

Largement mise en avant par journalistes, chroniqueur·se·s, intellectuel·le·s et activistes, le nettoyage des rues devient, avec la mise en place d'un système de bénévoles secouristes pour encadrer la marche, l'une des déclinaisons du mot d'ordre « *hadhariyya* » (« civilisée ») qui s'affirme parallèlement à « *silmiyya* » (« pacifique ») [► **Pacifique. Silmiyya** • PAGE 191]. La pratique s'affine de vendredi en vendredi : à Alger, de grands sacs-poubelles sont accrochés dès le matin aux arbres, le long du trajet, tandis qu'à leurs pieds sont déposées des bouteilles d'eau disponibles gratuitement pour la population. En tant que marqueur du bon déroulement des manifestations, le souci de l'environnement traduit aussi le rapport renouvelé à l'espace public, lequel devient, du moins pendant le temps des marches, « chose commune ». Dans une logique d'émulation, les organisateurs et organisatrices des rassemblements de soutien à Paris, place de la République, ont incité les manifestant·e·s à suivre le bon exemple des compatriotes au pays, passant dans la foule pour collecter les déchets et distribuant du matériel de nettoyage (des sacs et des gants).

Ces dimensions politique et pragmatique du « faire ménage » en situation révolutionnaire s'accompagnent d'un troisième aspect davantage symbolique : elles se veulent aussi une incitation au grand ménage des gouvernants et du « système » dans son ensemble. Dès le mois de mars, des pancartes figurent des bennes à ordures ou de grands sacs-poubelles avec les têtes des principaux hommes politiques et membres du gouvernement, dont le Premier ministre de l'époque, Ahmed Ouyahia, affublées de la mention « Nettoyage général. Non recyclables ». D'autres manifestant·e·s défilent un balai à la main pour signifier l'urgence d'assainir à la fois la gestion politique et ses représentants. Le cinquième vendredi, un manifestant joint à l'outil le message : « Sortez, on va balancer de l'eau de Javel. » Le 11 avril 2019, pendant le rassemblement contre la nomination du nouveau président par intérim Abdelkader Bensalah, une vieille dame vêtue du traditionnel *haïk* blanc, le drapeau national noué au cou, agite un balai au long manche en bois devant une camionnette blindée de la police, avant que des hommes ne l'éloignent pour la protéger. Identifiée depuis comme « la femme au balai », elle devient l'une des figures emblématiques du *hirak*, respectée pour son courage et sa détermination.

Cette pratique se retrouve dans les manifestations de 2019 au Liban, faisant écho autant aux pratiques cumulées des révoltes arabes qu'à une mobilisation précédente contre l'incurie du gouvernement dans la gestion des déchets. On se souvient que le pays, et particulièrement la ville de Beyrouth, s'était retrouvé noyé sous les ordures ménagères après la fermeture de la principale décharge du pays, à l'été 2015. Cette crise des ordures, où l'on avait petit à petit découvert l'ampleur des scandales qui entouraient la gestion des déchets, avait donné lieu à des protestations qui très vite prirent un tour politique radical, rassemblant les manifestant·e·s derrière le slogan

« *Teli'at rihetkum* » (« Vous puez »), adressé aux politicien·ne·s de tout bord. Si quelques années séparent cette mobilisation et les mouvements de l'automne 2019, l'affaire des ordures reste un moment fort de la mise en accusation d'un État dysfonctionnel et rongé par la corruption, qui est à nouveau mis au banc des accusés, en octobre 2019, alors qu'il cherche à masquer son incurie en faisant adopter une taxe sur les moyens de communication sans jamais s'engager à prendre soin des infrastructures ou des conditions de vie des citoyen·ne·s. Sur les campements révolutionnaires d'octobre, les poubelles sont ramassées et triées, prises en charge par les militant·e·s. Le mouvement dans son ensemble prend très vite une dimension écologiste forte avec des revendications qui portent aussi sur la préservation de la nature et notamment des forêts, touchées quelques jours plus tôt par des incendies spectaculaires que le gouvernement s'était révélé incapable de stopper. C'est alors autour de la question des services publics et de l'environnement que se cristallise une bonne partie du mécontentement populaire, ciblant les compagnies nationales de traitement des eaux, de l'électricité autant que les banques et les hommes politiques jugés responsables à la fois de l'état de délabrement des services et de l'endettement catastrophique du pays.

fig-025

Fig.1.12.jpg

Enterrement de Lina Ben Mhenni. Tunis, le 28 janvier 2020. D.R.

Enterrement, manifester

► Bahreïn, Irak, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie

La répression féroce qui s'abat sur les mouvements révolutionnaires tue régulièrement. Si l'icône des martyrs devient centrale dans les mobilisations [► **Le martyr de la révolution** • PAGE 165], leur enterrement se transforme en de véritables manifestations et performances contestataires. En Syrie, les funérailles deviennent des espaces de prise de parole pour des figures emblématiques de la révolution. Le 17 juillet 2011, dans une tente installée dans la rue du défunt, une table fait face à la foule qui scande : « Le peuple veut la chute du régime. » Nous sommes au sixième vendredi de mobilisation consécutif. Une veillée mortuaire se déroule traditionnellement durant trois jours au cours desquels le quartier vient présenter ses condoléances aux proches du défunt. Sur les murs en tissu, des portraits de jeunes hommes originaires de Qaboun. Cette banlieue proche de Damas a connu des mobilisations depuis la fin mars. Le 22 avril, un cortège s'ébranle en direction d'une place de la capitale. La police ouvre le feu et tue cinq personnes, les cinq premiers martyrs de Qaboun. De nombreux portraits de défunts ornent les murs de cette tente mortuaire en hommage à ceux qui sont tombés. Sur l'estrade est assis Muhammad Al Rashi, célèbre comédien. Après l'avoir présenté comme un artiste « libre », ce dont témoigne sa seule présence en ces lieux, on lui tend le micro. L'acteur, visiblement surpris, prononce quelques mots sur les martyrs puis fait lever les bras de l'audience, main dans la main, en scandant : « Un, un, un, le peuple syrien est un » [► **Manifester dans sa maison** • PAGE 81]. L'écho est assourdissant. L'acteur demande ensuite le silence, remercie la foule en lui souhaitant de la force. Il conclut un discours à moitié inaudible en expliquant : « Je veux juste dire quelque chose de simple pour nos martyrs... Je veux dire... Que vive la Syrie et que tombe Bachar al-Assad... » La foule exulte, hurle et scande des slogans. Les jeunes entourent l'acteur et continuent avec : « Hé, allez, on ne s'agenouille que devant Dieu. Hé, allez, on ne s'agenouille que devant Dieu... » Une telle scène s'est produite et se produira des centaines de fois, à mesure que s'élève la violence des affrontements. Ce type de manifestation mortuaire devient tristement routinier dans la révolution syrienne. Parfois, le cortège se forme spontanément après l'enterrement ou les condoléances ; le cercueil ou le linceul est porté en tête comme une bannière. Une photo du défunt est souvent présente, ainsi que des mots d'ordre tels « Celui qui tue son peuple est un traître », ou « Il n'y a de dieu que Dieu, le martyr est chéri de Dieu » (cette formule ne traduisant pas une injonction au martyr, mais plutôt un geste d'apaisement pour que le martyr aille au paradis).

En Égypte, la mise en scène d'obsèques « à distance » intègre le répertoire d'actions militantes. En mai 2011, des manifestant·e·s portent sur la place Tahrir des cercueils vides, plusieurs pancartes avec des photos sont brandies, avec des drapeaux de Syrie, d'Égypte et de Palestine. Les manifestant·e·s entonnent « L'Égypte, la Syrie sont une seule main », après le traditionnel « Le peuple veut la chute du régime ». La forme funéraire représente ici un moyen d'afficher une solidarité transfrontalière avec d'autres pays connaissant des mouvements contestataires. Les images de cercueils portés dans les rues par une foule composée exclusivement – ou essentiellement – d'hommes font partie des images récurrentes de la lutte palestinienne, que ce soit à Gaza ou en

Cisjordanie. Ce rituel politico-religieux participe de l'engagement de l'ensemble des citoyen·ne·s dans la célébration des martyrs et dans la continuation du combat.

D'autres formes de défilés agissent également comme des injonctions à l'action. À la suite du massacre d'une soixantaine de manifestant·e·s à Nassiriyya, dans le sud de l'Irak, à la fin de septembre 2019, des obsèques collectives sont organisées dans la ville. Les cercueils recouverts du drapeau irakien défilent en rang, donnant à voir la multitude de victimes de la répression.

Dans le contexte révolutionnaire, il s'agit aussi pour les compagnons de protéger les morts, d'éviter leur disparition et leur prise en charge par les autorités. Ainsi voit-on de jeunes gens se regrouper avec des véhicules pour récupérer les corps de « martyrs inconnus » tombés lors d'un épisode contestataire et dont les corps n'ont pas été réclamés par la famille. Dans le doute, la cérémonie organisée pour ces morts regroupe un imam et un prêtre.

Enfin, il s'agit de prendre appui sur les mort·e·s, de les faire entrer dans la communauté et de constituer la communauté avec eux. La révolution égyptienne commence en quelque sorte par un enterrement, celui de Khaled Saïd [[► Le martyr de la révolution • PAGE 165](#)]. Un rassemblement s'organise alors autour d'un cercueil vide, représentant celui qui vient d'être tué par la police, et celui dans lequel chacune et chacun se reconnaît, victime avérée ou potentielle de la violence d'État. Ce cérémonial se reproduit régulièrement par l'intégration dans le répertoire protestataire de la prière de l'absent, récitée en Islam en l'honneur d'un·e mort·e, dorénavant récitée avant le déclenchement d'une manifestation. Ce rituel, fréquent dans les mobilisations des Frères musulmans, souvent pratiqué en l'honneur des martyrs de la cause palestinienne, est régulièrement repris, en 2011, par les manifestant·e·s égyptien·ne·s.

Bien plus, les enterrements sont des points critiques de la mobilisation dans de nombreux cas, redoublant la violence des forces de l'ordre lorsque celles-ci, non contentes d'être responsables de la mort du martyr, attaquent de surcroît les cortèges funéraires. Plusieurs enregistrements montrent ces cortèges se faisant arroser de balles par les forces de la répression. Le 30 juin 2012, dans la localité de Zamalka en Syrie, une puissante explosion retentit aux funérailles de l'activiste Abdelhadi al-Halabi, assassiné la veille par les *shabbiha* [[► Miliciens et autres agents civils du pouvoir • PAGE 177](#)]. Elle fait soixante-dix morts et des centaines de blessés. C'est l'événement le plus meurtrier depuis le début de la révolution. Dans le contexte syrien, mais aussi ailleurs, l'enterrement devient alors à son tour producteur de martyrs. Ces défilés funéraires fonctionnent comme des extensions à la mobilisation, le vendredi étant jour de manifestation, alors que les enterrements interviennent le samedi, jour chômé pour une partie des Syriens.

La foule se retrouve dans la peine. Dans la région marocaine du Rif, les manifestations s'organisent à partir des funérailles, et c'est aussi lors des enterrements que le régime procède à des arrestations de militant·e·s. C'est d'abord autour des funérailles de Mohcine Fikri, mort broyé dans une benne à ordures, que se cristallise le mouvement de protestation, avant de devenir une rébellion plus globale. Le 30 octobre 2016, des milliers de personnes, une véritable marée humaine, envahissent les rues de la ville de Hoceïma pour accompagner la dépouille du petit vendeur de poisson.

Lors de l'enterrement de Abdel-Basset al-Sarout, en Syrie [[► Abdel-Basset al-Sarout • PAGE 96](#)], son linceul est déposé au centre de la mosquée, et beaucoup de combattants l'entourent. Après les quatre formules rituelles « Dieu est grand » de la prière mortuaire, le corps est soulevé. On se bouscule pour le porter, on le touche comme on toucherait un saint, pour s'imprégner de son aura, on le prend en photo, on le filme. Sur la route pour charger le défunt dans le véhicule qui fait office de corbillard, des salves de mitraillettes sont tirées en l'air. Un cortège de voitures et de motos l'accompagne. Au cimetière, les gens pleurent et entonnent les chants les plus célèbres de Sarout.

C'est dans un contexte différent que se déroule l'enterrement de Chokri Belaïd, figure de l'opposition tunisienne et acteur majeur de la révolution. Cet avocat, engagé radicalement contre la mainmise des islamistes sur l'État tunisien depuis 2011, est assassiné devant son domicile le 6 février 2013. Sa mort brutale accélère la chute du gouvernement et met au jour les tensions et violences qui agitent la Tunisie après le départ de Ben Ali. Pour son enterrement, une grève générale est décrétée par le syndicat de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) [[► La robe des avocats • PAGE 47](#)] sur l'ensemble du territoire et des dizaines de milliers de personnes se rassemblent pour l'accompagner dans sa dernière demeure. En d'autres lieux du pays, des rassemblements spontanés tournent souvent à l'affrontement, les protestataires accusant le gouvernement d'être responsable de la mort de l'avocat. La phrase « Qui a tué Chokri ? » se répand sur les réseaux sociaux, s'écrit sur les murs et jusque sur les billets de banque. Au cimetière du Jellaz, Chokri Belaïd rejoint les combattants du mouvement national dans le carré des martyrs. Sa femme et ses filles s'imposent au milieu de la foule, suivant le cercueil, rompant avec la tradition musulmane sunnite qui fait de ce cérémonial une affaire d'hommes.

L'appropriation révolutionnaire de ces moments semble avoir dans de nombreux cas permis ou développé la présence féminine. Au Bahreïn, dans le monde chiite, les femmes sont nombreuses aux enterrements comme aux manifestations, formant une ligne parallèle à celle des hommes. Dans les mobilisations de 2019 en Irak, on remarque aussi une présence très forte des femmes qui, lors des cérémonies d'hommage aux défunt·e·s, se frappent et se lacèrent le visage, alors que les hommes lacèrent leurs habits. La jeune militante tunisienne Lina

Ben Mhenni, auteure du blog « A Tunisian Girl » [[► Le-la citoyen-ne journaliste • PAGE 257](#)] documentant les révoltes sur le territoire tunisien à partir de décembre 2010, meurt le 27 janvier 2020. Son cercueil est porté par des femmes, il est littéralement arraché aux hommes, comme un dernier hommage féministe et un pied de nez aux rituels. C'est encore une femme qui prend la parole au cimetière pour un dernier hommage. Ce moment participe à diffuser l'émotion extrême, la passion même qui entoure la perte d'une vie, et particulièrement celle d'une vie offerte pour la cause commune. Chacune de ces cérémonies rejoue le rituel, ostensiblement piétiné par le pouvoir, de manière répétée.

Abdel-Basset al-Sarout Le footballeur qui chantait

► Syrie

La figure de Abdel-Basset al-Sarout s'impose rapidement comme une véritable star du mouvement révolutionnaire syrien. Ancien gardien de but d'une équipe de Homs, il connaissait une première renommée du fait de débuts sportifs prometteurs lorsque la révolution s'est déclenchée. Son jeune visage – il est né en 1992, il a donc alors dix-neuf ans – apparaît lors des manifestations qu'il mène dans différents quartiers de la ville, notamment à Bayyada. Ce quartier dans lequel il a grandi fait partie des zones de Homs qui se mobilisent dès mars 2011. Sarout est d'abord visible sur les épaules de manifestants en train de scander les slogans contre le régime. Son visage souriant, sa manière de s'exprimer simplement, sans ambages et dans une langue populaire en font rapidement une idole des manifestant-e-s, et une cible du régime. Il est accusé dès l'été 2011 d'avoir été mandaté pour créer un émirat salafiste à Homs et sa tête est mise à prix. Il est radié à vie de l'union sportive nationale. Il est rapidement contraint à la clandestinité, échappe à plusieurs tentatives d'assassinat et perd des membres de sa famille. Cet acharnement à son encontre contribue sûrement en retour à sa célébrité. Il devient particulièrement célèbre comme chanteur, l'un de ceux qui lancent les airs que l'ensemble de la manifestation reprend avec entrain. L'une des premières vidéos du gardien en train de chanter « Oh mon pays, Oh mon cher » date du 4 juin 2011. Il apparaît également à plusieurs reprises dans des manifestations à Khalidiyyeh, un des quartiers insurgés de Homs, aux côtés de l'actrice Fadwa Souleimane [[► Fadwa Souleimane • PAGE 143](#)], une des premières icônes de la télévision syrienne à avoir publiquement rejoint la contestation. Sa liste de chansons s'enrichit pour atteindre plus d'une dizaine de titres dont certains sont de véritables « tubes », comme son adaptation de la chanson nationaliste « Paradis, paradis, paradis, notre pays est un paradis » [[► Chants révolutionnaires • PAGE 137](#)]. La multiplication des victimes de la répression et la mise en place d'une martyrologie influencent son répertoire qui s'étoffe de chants en hommage aux martyr-e-s. La mère dont le fils s'est sacrifié pour la révolution en devient une figure récurrente. Sarout chante en public mais aussi en privé notamment lors de soirées avec des combattant-e-s rebelles alors que la révolution s'arme. Il en existe un très grand nombre d'enregistrements. Les armes apparaissent alors dans la scénographie et encadrent les chants comme les danses. Il devient l'un des personnages principaux du documentaire *The Return to Homs*, du réalisateur Talal Derki (2013). Les épisodes de sièges militaires de la ville marquent le début de l'engagement armé de Sarout, saisi par la caméra dans la désespérance des rues et immeubles devenus fantomatiques. Devenu combattant, il reste une figure idéal-typique du jeune révolutionnaire syrien qui se radicalise dans le combat armé. Des rumeurs autour de son allégeance à l'État islamique circulent un temps, mais il ne bascule vraisemblablement pas dans le jihadisme. Gravement blessé dans un combat dans le nord de la région de Hama, il décède à Idlib le 8 juin 2019.

Produire un corps politique

Tout est bouleversé, et tout, pourtant, prend sens. Les moments révolutionnaires sont des moments où se joue et s'exprime une unité. Cette unité fait le peuple, le constitue. En 2010-2011, le peuple est d'abord une entité

collective dressée contre le pouvoir, il se libère d'un langage figé qui faisait de lui un étendard pour des idéologies mortes, et se donne un nouveau sens. Un autre peuple émerge, qui n'est pas celui des régimes autoritaires. C'est comme s'il était « décolonisé » une deuxième fois, ainsi qu'on a pu l'entendre de plusieurs manières dans les rues des villes de la région, et en particulier dans les rues algériennes à partir de février 2019. Les soulèvements, dans cette perspective, peuvent être vus comme une étape de plus dans l'achèvement des indépendances.

Le corps politique qui se constitue alors refuse partout, radicalement, les médiations avec les détenteurs du pouvoir. On constate très vite dans les manifestations de 2011 que les affichages partitaires ou les appartenances syndicales sont remisés au second plan alors que les drapeaux nationaux et les signes de reconnaissance horizontaux sont tenus haut. Mais personne ne représente ce peuple en marche, sinon peut-être ses mort·e·s. Ainsi, lorsque le gouvernement irakien demande aux révolutionnaires de lui envoyer une délégation pour négocier une sortie de crise, ces dernier·e·s envoient une liste de noms, celle des martyrs de la répression. Le refus de la représentation peut se comprendre comme une peur de la cooptation et une méfiance générale face aux politicien·ne·s, au mieux accusé·e·s d'impuissance, au pire de corruption endémique. De la part des mouvements, l'absence de leader identifié·e tient au caractère même des mobilisations qui, même si elles laissent apparaître des figures charismatiques, voire iconiques, font circuler les types de prises de parole et de mise en jeu des corps. Mais surtout, en ce temps où se construit une libération, les vieilles notabilités, les corps constitués n'ont plus leur mot à dire.

Cette partie cherche à rassembler les indices de ces constructions en cours, ou interrompues, et les promesses et potentialités qu'elles contiennent. Elle vise aussi à documenter les mécanismes qui forgent la production du commun, qui passent aussi par la répression, et par l'usage de la force de la part des révolutionnaires, qu'elle se dise sous la forme de la protection ou sous celle de la riposte.

fig-028

Fig.2.01.jpg

Signalétique détournée : « Propriété du peuple », Kelibia, Nabeul, Tunisie, le 4 juillet 2019. Photo : Noureddine Ahmed.

« Lorsqu'un jour le peuple veut vivre »

► Tous pays

Au cours des mobilisations de 2010-2011, les Tunisien·ne·s se sont souvent mis·es à réciter ou à chanter à l'unisson, en arabe littéral :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,

Le destin se doit de répondre.

C'est l'ouverture du poème *Volonté de vivre*, devenue l'une des devises les plus célèbres des protestations à travers sa formulation de la volonté du peuple (le peuple veut). Le poète Abû l-Qâsim al-Shabbî (1909-1934) l'a écrit en 1933, à l'époque de l'occupation française de la Tunisie. Avec l'indépendance de 1956, le début du poème a été ajouté à l'hymne national, en devenant son dernier couplet. Shabbî, mort en 1934, est désormais une voix emblématique de la Tunisie post-coloniale, canonisé dans les manuels scolaires et célébré par nombre d'initiatives institutionnelles. En 2010-2011, le couplet de Shabbî est au centre de l'apprentissage révolutionnaire, marquant la réappropriation de l'héritage national et de l'espace public, ainsi que le sens de l'appartenance à une collectivité. Ce poème scande la lutte contre un pouvoir tunisien que la rapacité rend semblable à une occupation étrangère, car incapable de servir les intérêts des citoyen·ne·s qu'il est censé représenter. Après la fuite de Ben Ali, le 14 janvier 2011, un slogan exprime l'aspiration à se débarrasser du système de pouvoir qu'il a mis en place et qui l'a soutenu. Il fait écho au texte de Shabbî en soulignant, en arabe littéral, la volonté du peuple : « *Al-sha'b yurîd isqât al-nizâm* », « Le peuple veut la chute du régime ». Dans ce moment d'enthousiasme, tout semble possible et la victoire tunisienne est montrée en exemple dans le monde arabe. En se réappropriant le mot « peuple », les révolutionnaires retournent un stigmat. Car les idéologies et les pratiques des pouvoirs autoritaires faisaient du peuple une entité subalterne, ignare, sous-développée, sale, à éduquer, à civiliser. La plupart des régimes avaient une attitude au mieux paternaliste lorsqu'ils s'adressaient au peuple. En attendant de le débarrasser de ses archaïsmes, ils le mettaient sous tutelle, ils se posaient comme son Guide. Kadhafi, Bourguiba ou Saddam Hussein s'adressaient au peuple pour le sermonner, lui faire la leçon. Saddam Hussein donnait des leçons d'hygiène corporelle aux Irakiens qu'il jugeait défaillants de ce point de vue.

Dans ces régimes, le peuple ne posait pas problème : il était considéré comme passif, acquis, mobilisable à toute heure au service du culte de la personnalité.

C'est tout cet appareil, auquel une bonne partie de la société (et notamment ses élites) avait fini par adhérer, qui est renversé.

Dans les jours qui suivent, les activistes égyptien-ne-s appellent aussi à la mobilisation contre le régime de Moubarak, pour le 25 janvier 2011. Même les sceptiques reprennent Shabbî, en le détournant : « Selon les prévisions, l'Égypte serait la suivante dans le jeu de dominos des révoltes populaires. Or, ce sont des prévisions erronées. Le Shabbî égyptien, ou le peuple égyptien, a décidé de mourir politiquement pour rester en vie. Et le destin a répondu », comme mentionne Amr Isma'îl dans son article paru le 16 janvier 2011 dans *Al-Hiwâr al-mutadammin* sous le titre : « Lorsque le peuple un jour veut la mort, le destin se doit de répondre ».

Il y a alors des voix qui s'élèvent pour inviter les Égyptien-ne-s à laisser tomber les expert-e-s pour écouter les poètes, dans le sillage de la Tunisie. Plus tard, les manifestant-e-s égyptien-ne-s s'approprient enfin le slogan « *al-sha'b yurîd isqât al-nizâm* ». Et l'un d'entre eux de s'exclamer : « Tu vois, ces Tunisiens ? Ils nous font chanter en arabe littéral ! » Le 16 février 2011, le poète égyptien Amin Haddad célèbre la démission de Moubarak par un poème intitulé « Le peuple veut », qui revisite ce moment de grâce :

Le peuple veut les fleurs dans les jardins
Les fleurs veulent le peuple dans les rues
Le soleil va illuminer les années à venir
L'aube se réjouit de la victoire des victorieux
L'amour est une lettre des Égyptiens au monde
L'Égypte est l'hymne que les Égyptiens chantent

En 2011, on « fait du Shabbî » même en Syrie, car le poète figure dans les manuels scolaires du monde arabe et l'exemple tunisien, et ensuite égyptien, traversent les frontières. Quand le régime de Damas étouffe dans la violence les premières manifestations pacifiques, les demandes de réforme sont remplacées par les appels à la chute du régime et le slogan « *al-sha'b yurîd isqât al-nizâm* » est adopté. En mars 2012, pour célébrer la première année de mobilisation, des activistes organisent des expositions de dessins d'enfants syriens. L'un d'entre eux représente la liberté qui s'envole au-dessus des chaînes, avec la citation des vers de Shabbî.

Dans un poème en prose de 2011, intitulé *Le peuple veut toucher le ciel*, le poète syrien Moundhir al-Masrî illustre sa prise de conscience de la volonté populaire, qui donne au succès individuel un goût d'inachevé face aux aspirations collectives :

Moi je ne veux rien, je n'ai besoin de rien, j'ai réalisé dans ma vie toutes mes ambitions, j'ai aimé, me suis marié et j'ai eu des enfants, j'ai travaillé pendant trente ans pour l'État, j'ai peint et écrit tout ce qui me passait par la tête, souvent des pensées anodines, de grandes pensées parfois, j'ai publié assez de livres et me suis reposé. Qu'est-ce que je peux donc vouloir de plus ? Moi je ne veux que ce que veut le peuple, et le peuple je l'ai entendu de mes oreilles, crier de toute sa voix : le peuple veut toucher le ciel.

L'adhésion de l'individu au collectif, qui redéfinit l'échelle des valeurs, semble s'appuyer sur la foi en la puissance de ce collectif, consolidée par des victoires qui semblaient jusque-là hors de portée. « “Le peuple veut” : la formule peut-elle conserver son caractère magique à l'infini ? » demande l'historienne Kmar Bendana en 2013.

Une fois passé le moment de stupeur face à la matérialisation de la volonté populaire, avec les démissions de Ben Ali en Tunisie, puis de Moubarak en Égypte, l'enthousiasme révolutionnaire s'estompe. Pourtant, même dans des phases de restauration autoritaire, l'impertinence démocratique ne semble pas s'essouffler. L'attention renouvelée à l'actualité se traduit par un exercice de la critique aussi ponctuelle que créative. On assiste à une prolifération des blagues irrévérencieuses, visant les institutions et leurs représentant-e-s, mais aussi la société dans son ensemble. De nombreuses reprises des couplets de Shabbî s'inscrivent dans ce contexte.

C'est le cas d'un bref texte du poète égyptien Ahmad Fouad Negm, considéré comme une voix de la lutte contre l'autoritarisme depuis les années 1970, et encore capable de galvaniser la foule en 2011, de par sa présence ou ses compositions qui ont largement circulé sur la place Tahrir [[► Cheikh Imam et Ahmad Fouad Negm • PAGE 202](#)].

Lorsqu'un jour le chien veut aboyer,
Le Qatar se doit de répondre,
Puisque Al-Jazeera est un refuge de chiens,
Un nid de vipères au visage d'hommes.

Farouchement opposé aux Frères musulmans, Negm se saisit du texte de Shabbî pour dénoncer le rapprochement entre l'Égypte et le Qatar sous la présidence de Morsi entre 2012 et 2013. Il fait allusion à une ingérence étrangère dans les affaires égyptiennes, qui serait favorisée par l'influence de la chaîne qatarie Al-Jazeera, dont il conteste l'indépendance. Célèbre pour sa production dialectale, Negm conserve dans ce poème l'arabe littéral, en utilisant des références classiques de l'invective, tels les « chiens » et les « vipères ». Il conserve la même métrique, tout en jouant sur les assonances pour remplacer le terme « *sha'b* » (« peuple ») par « *kalb* » (« chien »), et « *qadar* » (« destin ») par « Qatar ». Tweeté le 9 mars 2013, ce petit poème a eu du succès. Il est considéré

comme la dernière création artistique de Negm, mort en décembre 2013, et s'est imposé comme un texte autonome, qu'on peut citer pour sa force polémique sans forcément nommer son auteur. Une variante de cette formule, reprise dans plusieurs pays arabes, implique le Qatar tout en restant plus proche du texte de Shabbî :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,
Le Qatar se doit de répondre.

Une caricature d'Ihâb se penche sur les tensions que vit l'Égypte entre le 30 juin 2013, après les manifestations massives contre le président Morsi, et le 3 juillet, quand l'armée le renverse et prend le pouvoir. Elle documente l'intervalle entre ces dates, avec son lot d'incertitudes. Il représente le citoyen à l'écoute de la radio tombant sur ces couplets :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre
Il se doit de recourir au mensonge.
Cairodar, 1^{er} juillet 2013

Après la prise de pouvoir de l'armée, on scande aussi une version modifiée des couplets de Shabbî, dont l'ironie se fait plus amère quand le régime militaire s'installe dans la durée :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre
L'armée se doit de répondre.

Le désenchantement est palpable pour la Syrie, notamment après 2013, avec la recrudescence de la répression et de la guerre qui poussent presque une moitié des Syrien·ne·s à abandonner leurs maisons, et à devenir des déplacé·e·s ou des réfugié·e·s. Sur sa page Facebook, le poète Lukman Derki, en France depuis 2014, revisite ainsi les premiers vers de *Volonté de vivre* :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre, le canot se doit de répondre
« Migranteries », Facebook, 18 mars 2016

Lukman Derki garde l'arabe littéral de Shabbî quasiment jusqu'au bout, en lui opposant une clôture marquée par le dialecte, avec le néologisme *nafariyyât* (« migranteries »), ainsi que le mot « *balam* » pour canot. Nombre de parodies sont construites sur la même logique, en faisant de l'émigration la seule fin possible aux aspirations du peuple. Un tweet issu du compte du poète satirique égyptien Galal Amer, probablement une de ses anciennes productions, est repris en 2016 par le caricaturiste jordanien Naser al-Jafari :

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,
Il se doit d'émigrer aussitôt.
Facebook, 26 mai 2016

Cette version se moque de *Volonté de vivre* tout en usant de la haute langue et de l'arabe littéral, qui ajoutent de la solennité au dénouement amer qu'elle préconise. Entourée d'un bord dentelé comme un timbre postal, la caricature d'al-Jafari parodie aussi la monumentalisation de Shabbî, que la Tunisie a célébré avec plusieurs timbres. Dans ce timbre de l'émigration, la réponse à l'espoir du peuple est un coup de pied dans le dos, dont on voit clairement la marque sur le blouson du migrant agitant son pouce pour héler une voiture et portant une maigre valise.

Mais les vers de Shabbî réapparaissent en 2019, lors des manifestations des Algériens contre le cinquième mandat de Bouteflika à la présidence de la république. À l'annonce de son renoncement, le 11 mars 2019, *Volonté de vivre* est repris. Le caricaturiste palestinien Alaa al-Laqta représente la volonté du peuple algérien comme une fleur capable de fissurer la pierre, sous le couplet : « Lorsqu'un jour le peuple veut vivre ».

On y retrouve aussi le slogan « Lorsqu'un jour le peuple veut vivre / L'armée se doit de répondre ». À la différence de l'Égypte de 2013, il ne salue pas, de façon plus ou moins ironique, une intervention de l'armée, mais il demande son retrait. Il souligne que les Algériens ne refusent pas seulement Bouteflika, mais tous les généraux qui ont partagé le pouvoir pendant deux décennies. L'armée est appelée à respecter la volonté populaire et à céder la place à un gouvernement civil. On a des pancartes telles que « Gaïd Salah tu es contre la volonté du peuple », et des slogans comme « Le peuple ne veut pas Gaïd Salah et Saïd ». Le peuple continue d'être indiqué comme « la source de toute décision », alors que sa volonté est exprimée par « *jurîd* », « il veut » en arabe littéral, le verbe employé dans le texte même de Shabbî.

À partir de 2011, le peuple surgit par effraction, et s'incarne dans le peuple révolutionnaire, cherchant à advenir comme source de souveraineté. Le pouvoir le découvre et est surpris. « Qui êtes-vous ? » s'indigne Kadhafi face à celles et ceux qui lui font face. Lui comme d'autres cherchent à le caractériser, à le stigmatiser. Durant les semaines de soulèvement, ce mot de peuple prend des formes nouvelles, se déprend des usages paternalistes. Pendant un moment, on vit dans l'illusion que les différences s'effacent : les femmes deviennent visibles, les stigmatisé·e·s d'hier sont réhabilité·e·s, réintégré·e·s dans le corps national. C'est ce que signifient slogans et manifestations, du geste de compassion et de reconnaissance envers le petit vendeur de rue Mohamed Bouazizi en 2010 à la gloire des tuk-tuk irakiens en 2019. De manière parfois très spectaculaire, les révolutionnaires sont invité·e·s à se débarrasser de leurs signes de reconnaissance sociale pour rejoindre le peuple uni : au Yémen, les hommes issus des zones tribales doivent faire le geste de déposer leurs armes avant d'entrer sur la place du Changement. Pendant le temps révolutionnaire, on joue à abolir les stratifications, les hiérarchies sociales. Ce peuple révolutionnaire, dans le langage, se dit « peuple » (*sha'b*), et non « *thuwwâr* » (révolutionnaires actifs). Et

paradoxalement, il en est même parfois le contraire. Si les révolutionnaires (« *thuwwâr* ») sont reconnu·e·s comme combattant·e·s et honoré·e·s pour cela, ils et elles ne recouvrent pas la même réalité que le peuple auquel sont fortement associées les notions de dignité – celle des classes laborieuses, des gens de peu – et de pacifisme [► **Pacifique. Silmiiyya** • PAGE 191]. Ces deux notions peuvent entrer en conflit dans les discours et dans les moments de négociation politique, ou se superposer par des comparaisons historiques (ainsi en Algérie le peuple se confond-il avec la résistance à la colonisation, et prend-il à la fois des formes pacifiques et combattantes).

fig-030

Fig.2.02.jpg

Destruction du monument de la Perle, sur la place de la Perle à Manama, Bahreïn, le 18 mars 2012. Photo : Lewa'a Alnasr.

Occuper des places

► Bahreïn, Égypte, Tunisie, Yémen

L'occupation de la place de la Kasbah à Tunis commence le 24 janvier 2011, une dizaine de jours après la fuite du président Ben Ali. Les organisateurs de cette mobilisation arrivent dans les « caravanes de la liberté » parties des villes du Centre-Ouest, de Regueb et de Menzel Bouzaïene, le 23 janvier. L'occupation fait suite aux multiples manifestations qui ont pris pour cible, un peu partout dans le pays, le gouvernement de Mohamed Ghannouchi, Premier ministre de Ben Ali. Des centaines de personnes venues des quatre coins du pays rejoignent par la suite les premiers manifestants, tous des hommes, qui occupent la place du gouvernement à la Kasbah, à un moment où le contrôle policier s'est relâché. Ils réussissent à s'installer sur la place après discussion avec l'armée. Chaleureusement accueillis, les organisateurs des caravanes de la liberté sont aidés et soutenus par des militant·e·s de gauche de la capitale qui leur fournissent de la nourriture, des tentes, des couvertures. Le 27 janvier, le gouvernement Ghannouchi est remanié, plusieurs ministres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) y figurant. Le 28 janvier, la mobilisation continue mais la police tente de disperser les manifestant·e·s en faisant usage de gaz lacrymogène. L'UGTT, principale organisation syndicale du pays, publie un communiqué pour soutenir les manifestant·e·s et dénoncer l'usage de la force par la police. La place est finalement évacuée, les manifestant·e·s sont dispersé·e·s. Rétrospectivement, on appelle cet épisode protestataire « Kasbah 1 ».

Le 20 février, le mouvement reprend de l'ampleur. Des centaines de manifestant·e·s affluent vers la place du gouvernement et demandent la démission du gouvernement de Ghannouchi et la tenue d'un scrutin pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante. C'est le début du *sit-in* dit « Kasbah 2 ». Des tentes sont installées, des slogans sont scandés et des débats permanents animent l'espace du *sit-in*. On écrit des slogans sur les murs, on parle, les plus politisés font des discours enflammés. Les tentes sont réparties en fonction de l'appartenance régionale et la quasi-totalité des sensibilités politiques et partisans y sont représentées. Les tentes des villes du Centre-Ouest, notamment Menzel Bouzaïene, sont les plus animées et attirent beaucoup de personnes. L'UGTT fournit des tentes, de la nourriture, et un soutien logistique. D'autres groupes et militant·e·s politiques s'en occupent également, des citoyen·ne·s de la capitale fraternisent avec les manifestant·e·s venu·e·s de loin et apportent nourriture et couvertures pour les aider à supporter le froid. Des militant·e·s se rencontrent, créent des collectifs sur place, discutent du processus de transition, des options du mouvement, des modes d'action. Les manifestant·e·s veillent à nettoyer la place chaque matin.

De son côté, la police harcèle, utilise des infiltrés plus ou moins délinquants pour déstabiliser les manifestant·e·s, intervient parfois en marge de l'espace du *sit-in* pour tenter de mettre fin à la mobilisation. Elle repère les manifestant·e·s dans les environs, les isole, les arrête et souvent les maltraite. Mais au même moment, de grandes manifestations parcourent les rues de plusieurs villes du pays pour soutenir les revendications du *sit-in*. Après des journées d'intensification des mobilisations, des affrontements ont lieu entre les manifestant·e·s et les policiers autour de la place de la Kasbah et au centre-ville de Tunis. Les heurts font 5 morts et 12 blessé·e·s du côté des manifestant·e·s, et 21 blessé·e·s de celui de la police. Le lendemain, le mouvement obtient gain de cause : Mohamed Ghannouchi démissionne et Béji Caïd Essebsi le remplace pour mener la première phase de la transition. La majeure partie des manifestant·e·s quitte alors la place, d'autres préfèrent rester pour continuer la mobilisation, mais sont violemment dispersé·e·s par la police.

Quatre jours après le début de l'occupation de la Kasbah, c'est au tour des Égyptiens d'occuper la place Tahrir, au centre du Caire. Si une première tentative a lieu dès le 25 janvier, les forces de police réussissent toutefois à chasser les manifestant·e·s aux alentours de minuit. Occuper la place devient alors l'objectif ultime de la journée

du 28 janvier, nommée « vendredi de la colère » [Les noms des vendredis • PAGE 133] et dont l'issue fait basculer le pays dans une situation révolutionnaire. Après une bataille meurtrière de plusieurs heures au niveau des points d'accès à la place, notamment sur le pont Qasr El Nil, les manifestant·e·s réussissent à mettre en échec les Forces de sécurité centrale (police de gestion des foules), dont conscrits et officiers abandonnent les armes et fuient. Les foules arrivant enfin sur la place, on commence à s'installer, à monter des tentes dans le petit espace vert au centre de Tahrir, et à dresser des barricades aux différents points d'accès. Celles-ci permettent d'isoler, symboliquement et physiquement, Tahrir du reste du pays. Durant les jours qui suivent, la place est construite comme l'épicentre de la révolution. En effet, elle s'établit, *de facto*, comme l'espace de rassemblement des révolutionnaires appelant à la chute du régime. Les « marches du million », qui se déroulent les mardis et vendredis à partir du 1^{er} février, ont toutes pour destination la place Tahrir. En outre, durant certaines journées décisives, comme pendant la « bataille du chameau », le 2 février 2011, l'enjeu pour les protestataires est de maintenir l'occupation de Tahrir, alors que les « pro-régime » tentent de les déloger. On compte alors de nombreuses victimes.

Mais la place n'est pas uniquement le théâtre d'affrontements violents. À vrai dire, la majeure partie du temps passé sur place est du temps « froid ». L'attente et l'incertitude qui caractérisent l'occupation de Tahrir rendent possible un ensemble de pratiques : on s'y socialise, on y parle politique, on y découvre les autres, bref, on tue le temps. On s'y projette aussi beaucoup dans la mise en scène de ce que l'on voudrait être l'Égypte. Les différences partisans ou religieuses sont mises en sourdine. Les rapports sociaux de sexe sont apaisés. L'union du peuple réuni sur la place est jouée et rejouée. Du reste, Tahrir prend rapidement un caractère métonymique ; la place devient la révolution égyptienne. Tahrir parle, revendique, annonce, refuse. On guette ses réactions et ses prises de position. Dans les semaines et les mois qui suivent le départ de Moubarak, Tahrir est le lieu de nombreuses commémorations, mais aussi un enjeu de luttes entre les différents acteurs politiques, à tel point que dans la décennie qui a suivi 2011, et plus précisément après le tournant autoritaire du régime égyptien, sécuriser Tahrir et en désamorcer toute portée contestataire devient une préoccupation majeure des autorités.

La protestation publique a une longue histoire et revêt des formes différentes selon les pays et les périodes historiques. Dans certains pays, c'est plutôt la forme statique des rassemblements collectifs qui a pu prévaloir : *sit-in*, *stand-in*, halte protestataire, dans la rue ou sur les marches d'un syndicat, du siège d'un parti ou d'un tribunal. Dans d'autres cas, c'est la manifestation ou la marche que l'on retrouve. Ces modes d'action sont ainsi plus ou moins tolérés selon les contextes. L'Égypte comme le Maroc connaissent par exemple un développement de l'action collective protestataire dans l'espace public durant les années 2000, mais qui reste tout de même fortement quadrillée par le régime. La situation est à l'époque assez différente dans d'autres contextes, comme la Tunisie, la Libye ou la Syrie, où les protestations publiques sont particulièrement réprimées, et par conséquent le plus souvent inexistantes. En tout état de cause, occuper un espace public, comme la Kasbah ou la place Tahrir, demeure assez rare.

En effet, dans les régimes autoritaires, le contrôle de l'espace fait partie intégrante du répertoire de gouvernement des populations. C'est en cela que reprendre l'espace, l'occuper, en subvertir les codes et les usages est un acte politique contestataire particulièrement révolutionnaire. Par ailleurs l'occupation d'espaces publics rend possible un ensemble de choses. Tout d'abord, elle permet le blocage de la vie quotidienne, ce qui contribue à renforcer le caractère ressenti comme extraordinaire de l'événement en cours. La protestation publique permet par ailleurs de rassembler des groupes d'individus hétérogènes. Contrairement à d'autres types d'actions protestataires, comme l'occupation du lieu de travail ou d'étude (les usines et les universités), protester dans des espaces publics met en relation des groupes sociaux plus divers et autorise de ce fait un brassage social important. C'est dans la rencontre avec des « autres » sociaux qu'une montée en généralité s'avère possible, et qu'une identité collective peut se stabiliser face au régime. Cela est d'autant plus vrai lorsque ce dernier tente par divers moyens de reprendre la place aux manifestant·e·s. La territorialisation qui découle de l'acte d'occupation se renforce par des pratiques comme le campement ou l'érection de barrières à son entrée permettant les fouilles des nouvelles et nouveaux entrant·e·s sur la place. Elle facilite la construction d'un esprit de corps et d'une appartenance commune autour de la défense de ce territoire. Toute incursion des forces de police est alors vue comme une atteinte à un espace vital qu'il faut défendre à tout prix.

Dans un certain sens, après les occupations tunisienne et égyptienne, l'occupation de l'espace public devient le signe même de la révolte. À Sanaa, au Yémen, la place du Changement est occupée à partir de février 2011 de manière ininterrompue par celles et ceux qui s'auto-proclament « Jeunesse révolutionnaire », qui regroupe des étudiant·e·s, des hommes des tribus, des femmes et des enfants, des représentant·e·s des ONG, et toutes celles et ceux qui souhaitent les rejoindre. On s'y retrouve pour les rituels quotidiens du qat (feuille narcotique que l'on mâche généralement en compagnie pendant de longues heures). Se mêlent alors des sociabilités diverses sur le lieu de l'occupation. On y organise également, comme à Tahrir, des espaces bien définis figurés par des banderoles, ainsi que des règles précises destinées à protéger la communauté et à éviter les infiltrations. Des tentes sont montées. On y trouve aussi une structuration politique avec des comités spécialisés (sécurité, médias, organisation des actions), qui se développent jusqu'à devenir un véritable laboratoire du changement politique et

social, puisque l'occupation se maintient plus d'une année, bien au-delà de l'éloignement concerté du pouvoir d'Ali Abdallah Saleh, puis son éviction en février 2012.

Le cas de la place de la Perle à Manama, au Bahreïn, est intéressant à cet égard. En réalité, c'est la convergence vers le carrefour central de la ville qui transforme la dénomination même du lieu, simplement désigné auparavant par son nom de « rond-point du Conseil-de-l'Entraide », avec en son centre le monument commémorant la tenue du troisième congrès du Conseil de coopération du Golfe, cette tour de la Perle monumentale devenue le symbole de la modernité bahreïnie. Cet endroit est devenu une place (« *midan* ») dans la bouche des commentateurs puis dans celle des militant·e·s lorsque les révolutionnaires sont venu·e·s l'occuper, et ainsi le transformer. La place, rendez-vous civique et militant, devient aussi au fil de la violente répression le lieu d'expression de la colère et du deuil, baptisée parfois « place des martyrs ». Mais c'est peut-être le dernier acte qui met en scène de la manière la plus spectaculaire la transformation de ce rond-point en place. Lorsque le pouvoir bahreïni, aidé par les blindés saoudiens, déloge par la force extrême les manifestant·e·s à la mi-mars, les chars ne s'arrêtent pas à la destruction des tentes, c'est l'ensemble monumental lui-même qui est détruit le 18 mars, et avec lui toutes ses représentations, bannies des cartes postales et des images de la ville de Manama, comme une forme de *damnatio memoriae* contemporaine. Le ministre des Affaires étrangères, Sheikh Khalid ben Ahmad al-Khalifa, explique alors que le monument évoque de « mauvais souvenirs ». Cette entreprise d'éradication contribue néanmoins à faire vivre le souvenir de la place et de son monument de manière mythologique. Si le pouvoir tente de maintenir l'ostracisme, les vies ultérieures de ce symbole se poursuivent, faisant du bâtiment détruit lui-même un martyr de la liberté et une projection de toutes les nostalgies et des combats perdus.

L'occupation d'un espace public sur un temps plus ou moins long permet aussi un processus intense de politisation des individus. Les novices y vivent des émotions extraordinaires, mais ils y sont également exposés à un ensemble de discours et de pratiques qui rompent avec la vie de tous les jours. La colonisation du temps ordinaire par la contestation qu'autorisent les occupations de places permet alors une diffusion des discours contestataires à d'autres sphères sociales.

Le déploiement dans l'espace durant une occupation permet d'exposer et de rendre visibles dans un même lieu une gamme étendue de griefs et de revendications, individuels et collectifs, pour différents publics. Ainsi, des revendications d'emploi et de développement régional en Tunisie, exprimées par plusieurs groupes de manifestant·e·s, convergent avec l'enjeu principal de contester le gouvernement. Au Yémen, les cérémonies du qat comme les débats et discussions, ou les fêtes, permettent à des segments très différents de la société de se rencontrer, voire de se confronter pour aboutir à des consensus construits et poursuivre sur le long terme la lutte. C'est aussi ce que l'on peut voir pendant l'occupation de la place des Martyrs à Beyrouth en 2019, la juxtaposition des tentes valant union – provisoire – d'une foule de groupements, partis, ONG.

La place publique peut aussi devenir un espace de positionnement et d'investissement militant pour des « professionnel·le·s de la politique ». Ils et elles organisent la foule, distribuent des tracts, font des discours, discutent avec les gens, recrutent, inventent des slogans, s'occupent de la logistique. L'occupation devient ainsi un moment d'investissement et d'accumulation de capitaux militants pour les plus politisé·e·s. Mais on y trouve aussi recyclées d'autres capacités, comme celles de petit·e·s commerçant·e·s urbain·e·s qui peuvent être chargé·e·s du ravitaillement, ou de technicien·ne·s qui vont y installer des structures de communication.

Ramy Essam La voix de la révolution

► Égypte

Dans un pays où la musique occupe une place de choix dans la culture populaire et contribue fortement à forger les consciences politiques, il n'était pas étonnant que la chanson contestataire investisse la place Tahrir dès les premiers jours de la révolution égyptienne.

Rien ne prédisposait Ramy Essam, jeune guitariste de vingt-trois ans, inconnu et de surcroît originaire d'une lointaine ville de province (Mansourah, dans le delta du Nil) à devenir le « chanteur de la révolution » ; il avait commencé sa carrière musicale en composant des chansons à l'eau de rose diffusées sur Internet et qu'il était critiqué pour sa voix jugée peu expressive et incapable de conduire le public à l'extase musicale, condition canonique du *tarab*.

Il est pourtant l'un des premiers chanteurs à descendre avec sa guitare sur la place Tahrir. Les paroles de ses chansons galvanisent les manifestant·e·s rassemblé·e·s jour et nuit et leur redonnent des forces et de l'espoir dans

les moments de découragement ; elles reprennent souvent les slogans scandés (par exemple, « *Kullina id wahda, watalabna haga wahda, irhal, irhal, irhal* », « Tous unis, nous demandons à l'unisson : dégage, dégage, dégage ! »). Cet engagement politique le propulse au rang d'idole pour des millions d'Égyptien·ne·s. En mars 2011, il est arrêté et envoyé quelques jours au Musée égyptien, près de la place Tahrir, transformé par les forces de l'ordre en centre de détention des manifestant·e·s ; il y est battu, recevant plusieurs décharges électriques sur son corps, et en ressort les cheveux coupés à ras par les militaires.

Il ne déchant pas pour autant et revient sur la place la tête bandée. En janvier 2012, alors que de nouveaux heurts sanglants éclatent près de Tahrir, Ramy Essam décide d'en finir une bonne fois pour toutes avec le mythe d'une armée aux côtés du peuple. Il compose alors une chanson qui s'en prend au Conseil supérieur des forces armées (CSFA) et qui s'intitule : « À bas le régime militaire ».

Peu après, il sort *Al-Midan* (« La place »), un album qui regroupe toutes les chansons qui ont électrisé la jeunesse de la place Tahrir, et dont le succès s'était d'abord imposé sur YouTube durant les mois de mobilisation révolutionnaire. Il est réfugié en Suède depuis 2014. Pour le quatrième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du maréchal Sissi, Ramy Essam compose une chanson intitulée « Balaha » – il s'agit d'un surnom qui fait référence à un personnage de film réputé être un menteur compulsif. Cette chanson se diffuse sur YouTube et met des mots sur l'extrême lassitude d'une partie des Égyptien·ne·s face au pouvoir des militaires. La réponse ne tarde pas. Shady Habash, le jeune réalisateur du clip, est emprisonné pour « appartenance à un groupe terroriste » et « diffusion de fausses nouvelles ». Shady Habash meurt en prison en mai 2020, à l'âge de vingt-quatre ans.

fig-033

Fig.2.03-1.jpg

Tract imprimé et distribué (sur Internet et dans la rue) par les Jeunes du 6-Avril, à Alexandrie, à la veille du 25 janvier 2011.

fig-034

Fig.2.03-2.jpg

Tract imprimé et distribué (sur Internet et dans la rue) par les Jeunes du 6-Avril, à Alexandrie, à la veille du 28 janvier 2011.

Sortir manifester Les tracts de janvier 2011

► Égypte

Quelques jours avant le 25 janvier 2011, un tract fait son apparition dans les rues d'Alexandrie, en Égypte, et sur les réseaux sociaux. Créé par un militant des Jeunes du 6-Avril – une organisation lancée au printemps 2008 par des jeunes activistes se recrutant à travers les réseaux sociaux pour soutenir les ouvriers de Mahalla al-Kubra qui préparaient une grève pour le 6 avril –, le tract appelle les Égyptien·ne·s à participer aux mobilisations du 25 janvier en listant un ensemble de problèmes sociaux sous la forme de questions adressées au lecteur. Le style est simple et personnel ; il s'éloigne des grandes déclarations politiques habituelles des mouvements d'opposition. Toutes les questions se terminent par : « Pourquoi te tais-tu ? » Il marque le fait qu'il est à présent temps, pour chacun, d'exprimer son désaccord et de revendiquer ses droits. Ceux-ci sont listés en bas du tract et sont suivis de numéros de téléphone portable. Il est notable que le tract ne donne aucune indication sur le lieu ou l'heure du rassemblement. On y trouve simplement un appel à participer, sans autre précision. Cela découle d'une conviction des activistes, qu'il faut aller chercher les « gens » chez eux plutôt que d'appeler à un rassemblement devant un lieu symbolique. Durant leurs différentes sorties « sur le terrain », les activistes incitent ainsi leurs interlocuteurs et interlocutrices à participer à la révolte du 25, même si cela se résume à sortir devant son immeuble ou à brandir un drapeau égyptien sur son balcon. On y trouve aussi une iconographie qui vient directement à l'appui de cette stratégie, avec un doigt tendu appelant à la mobilisation.

En haut à gauche (au-dessus et en dessous de l'index pointé) :

Es-tu prêt ? Pourquoi es-tu silencieux face à tous ces Égyptiens qui s'immolent par le feu ?

En haut à droite :

Je sors le 25 janvier demander mes droits.

Avec les prix qui tous les jours doublent, pourquoi te tais-tu ?

Avec ton fils qui n'arrive plus à faire des études qui puissent lui servir, pourquoi te tais-tu ?

Avec ta fille qui a eu un prétendant, mais que tu n'arrives pas à « préparer » [la « préparation » renvoie à un ensemble de charges matérielles qui incombent à la famille de la mariée lors des transactions matrimoniales] ni à marier, pourquoi te tais-tu ?

Avec ton frère qui a fini ses études universitaires, mais qui ne trouve pas de travail, pourquoi te tais-tu ?

Avec ta société qui a été privatisée et l'investisseur qui t'a dit « au revoir », pourquoi te tais-tu ?

Avec la Sécurité qui nous tue et qui échoue à nous protéger, pourquoi te tais-tu ?

Avec le trucage des élections, l'injustice, le meurtre, l'humiliation, pourquoi te tais-tu ?

En dessous de la liste, dans le bandeau noir :

Nous voulons la baisse des prix, nous voulons être traités comme des êtres humains, sans torture et que le ministre démissionne, nous voulons un salaire minimum de 1 200 livres égyptiennes, nous voulons de la liberté, nous voulons une allocation-chômage de 500 livres égyptiennes, nous voulons des élections libres, nous voulons de la justice et de la démocratie.

En bas à droite :

Sors et participe, sois positif. Le 25 janvier est le début, pas la fin.

En bas à gauche : le logo des Jeunes du 6-Avril.

1

Entre le 25 et le 28 janvier, un nouveau tract est lancé. La consigne et les mots d'ordre sont on ne peut plus simples. Le tract se termine ainsi :

Va prier dans ta mosquée habituelle puis rends-toi à la place la plus proche et fais-toi entendre. Je veux vivre. Nous ne quitterons pas les rues. Victorieux ou détenus ou morts, nous ne nous rendrons pas. Nous vaincrons.

Le ton a clairement changé par rapport au tract rédigé par les mêmes militant·e·s quelques jours plus tôt, appelant à la manifestation du 25 janvier 2011. Un seuil a été franchi. De haut en bas :

28 janvier. Vendredi des martyrs, vendredi de la colère,

À cause des prix qui tous les jours doublent,

Pour ton fils qui n'arrive plus à faire des études qui puissent lui servir,

Pour ta fille qui a eu un prétendant, mais que tu n'arrives pas à « préparer » ni à marier,

Pour ton frère qui a fini ses études universitaires, mais ne trouve pas de travail,

À cause de ta société qui a été privatisée et de l'investisseur qui t'a dit « au revoir »,

À cause du trucage des élections, de l'injustice, de l'humiliation,

Pour que tu trouves un bout de pain mangeable. Pour que tu trouves un endroit où te faire soigner,

Fais la prière dans ta mosquée et rends-toi à la place la plus proche, et fais-toi entendre. Je veux vivre.

Nous ne quitterons les rues que victorieux, ou détenus, ou morts. Nous ne nous rendrons pas. Nous vaincrons.

fig-036

Fig.2.04.jpg

Texte des comités de coordination, publié le 12 juin 2011.

Comités de la révolution

► Syrie

La vision des comités locaux de coordination pour l'avenir politique de la Syrie
12 juin 2011, 21:06

1

Coordination locale des comités de Syrie,
Local Coordination Committees of Syria,

1

[...] Premièrement, comme l'a déjà confirmé le Comité de coordination locale dans ses deux premiers communiqués, il faut immédiatement :

1. L'arrêt des tueries, de la violence et du ciblage des manifestant·e·s par les appareils de la Sécurité ainsi que les milices et *shabbiha* [► **Miliciens et autres agents civils du pouvoir** • PAGE 177] qui lui sont rattachées.

2. La libération immédiate de tous les prisonniers politiques qu'ils soient anciens ou nouveaux. L'arrêt des arrestations et des poursuites à l'encontre des activistes de la révolution et de l'opposition.

3. L'arrêt de la propagande médiatique contre les manifestant·e·s et l'autorisation d'entrée dans le pays aux médias arabes et internationaux pour constater la vérité des faits.

La révolution continuera, les manifestations ne s'arrêteront pas et n'auront pas besoin de permission car elles sont l'arme du peuple pour défendre ses droits.

Deuxièmement, nous soutenons l'idée de convoquer un congrès national avec un seul sujet, celui de la transformation vers un régime démocratique pluraliste, qui repose sur les libertés fondamentales, l'égalité des droits et l'égalité politique entre les Syriens.

1. La tâche du congrès est d'assurer un retrait pacifique et sécurisé pour le régime en place et cela dans l'objectif d'éviter au pays de s'effondrer violemment. Il s'agit également de créer un consensus autour d'un nouveau régime s'appuyant sur la liberté, l'égalité et le droit, qui puisse éviter le chaos et les entreprises de vengeance.

2. Ce congrès déterminera une période de transition qui ne dépassera pas les six mois. Le pouvoir sera confié à un conseil transitoire composé de civils et de militaires. Pendant cette période les médias publics seront ouverts à la société et à son expression politique, les services de sécurité seront dissous, l'armée prendra en charge temporairement la sécurité nationale, le parti sera séparé de l'État, les « organisations populaires » seront dissoutes, l'activité politique et syndicale sera autorisée ainsi que le droit à la manifestation pacifique.

3. Durant cette période sera élue une Assemblée constituante en charge d'une Constitution nouvelle pour le pays qui déterminera les pouvoirs du président de la République et réduira la durée de ses mandats à deux ans au lieu de quatre. Elle mettra fin au bannissement des autres idéologies et des partis qui composent le tissu populaire syrien.

Des hommes politiques liés au régime participeront au congrès. Ils devront ne pas avoir trempé dans le sang des Syriens ni dans le vol de leur argent. Des représentants de l'opposition intérieure et extérieure ainsi que des représentants des activistes civils et non civils de la révolution prendront part au conseil. Des médias indépendants et représentants de la société civile mondiale surveilleront son bon déroulement.

Troisièmement, les principes qui régiront notre vie publique sont :

1. La Syrie est une république et un État civil [► **Pouvoir civil** • PAGE 269], détenue par les Syriens et non par un individu, une famille ou un parti. Elle ne s'hérite pas de père en fils.

2. Les Syriens forment un seul peuple, ses individus sont égaux en droits et devoirs. Aucun ne bénéficiera de privilèges ou ne sera amputé de ses droits en raison de son origine religieuse, de ses doctrines ou de son appartenance ethnique.

3. Tous les groupements nationaux, culturels et religieux composant la société syrienne seront respectés dans la nouvelle Syrie sur la base de la citoyenneté ; aucun d'eux ne bénéficiera de privilèges particuliers dans l'État. Chacun possédera des droits et des devoirs à égalité avec les autres. Partant de là, il semble obligatoire et impératif qu'à l'avenir l'État syrien dépasse complètement son passé autoritaire et qu'il se débarrasse de cet héritage tyrannique envers les Kurdes et les autres groupes à travers une série de mesures politiques, juridiques et symboliques qui fassent de lui l'État de tous ses citoyens.

4. Justice et pardon, pas de talion ni de vengeance. Ce seront les deux pistes pour régler tous les différends entre Syriens. Faire disparaître les effets de l'injustice nationale et l'oppression qui se sont accumulées durant des décennies de politiques du Baath.

5. Aucune impunité qui puisse placer au-dessus des lois. La responsabilité est un principe général sans exception.

6. Les ressources nationales sont la propriété de tous les Syriens. Les profits du développement devront être employés à élever les capacités et niveaux de vie des catégories et milieux les plus démunis.

7. La nouvelle Syrie sera libre et indépendante dans ses décisions. Elle sera engagée dans ses accords avec la communauté internationale qui garantissent ses droits nationaux.

8. Les intérêts légitimes des partis en présence aujourd'hui ne seront pas lésés. Il n'est pas admis que l'État défende des situations politiques et économiques préférentielles et injustes.

Quatrièmement, la révolution populaire est la source de la légitimité politique dans le pays. Elle se poursuit jusqu'à la réalisation des objectifs du peuple syrien vers la liberté, l'égalité et la dignité.

Paix à nos martyrs courageux et victoire à notre révolution qui combat pour une Syrie libre et démocratique.

Le Comité de coordination nationale en Syrie, le 11 juin 2011.

Au début de la révolution syrienne, des comités locaux de coordination se sont formés dans plusieurs villes et régions pour organiser les manifestations, leur couverture médiatique et dans le but de documenter les exactions du régime. Avec l'approfondissement de la révolution et la chute de plusieurs régions aux mains de l'opposition, ces comités ont commencé à jouer un rôle social plus important. À Zabadani, une banlieue de Damas, se forme un des premiers comités locaux de coordination, après le retrait du régime de cette région. D'autres régions suivent l'exemple, comme Barzeh, Darayya et Douma, pour atteindre à un moment un total de plus de quatre cents comités sur tout le territoire syrien. Des structures se mettent en place pour organiser la formation et la coordination entre les différents comités, avec des relations variables, et souvent tendues, avec les instances de représentation politiques de la révolution.

Le Comité de coordination locale en Syrie est créé notamment par la journaliste et avocate Razan Zeytouneh – disparue depuis décembre 2013 avec ses compagnons Waël Hamada, Samira El-Khalil et Nazem El-Hamadi –, et Omar Idrissi, qui en est le porte-parole officiel. Ce comité semble avoir émergé très tôt, probablement dès le printemps 2011. On trouve des communiqués datés de mai 2011 signés par une quinzaine de comités locaux (il y en a jusqu'à près de soixante-dix). Le 11 juin 2011, le comité publie le document ici traduit dans lequel il détaille sa vision du futur de la Syrie.

L'Union des coordinations de la révolution syrienne est créée en juin 2011. Ce groupe revendique soixante-dix-sept comités locaux. Son site, qui reste accessible, décrit son organisation interne et théorique avec des entrées numérotées détaillant sa position. Il semble être actif désormais dans l'organisation d'élections locales dans ce qu'il reste des zones libérées. Cette organisation est à l'origine du réseau médiatique indépendant Sham News [[► Le·la citoyen·ne journaliste • PAGE 257](#)] et responsable de la page Facebook « La révolution syrienne contre Bachar al-Assad », la première page révolutionnaire à avoir été créée.

Enfin, le Secrétariat de la révolution syrienne est quant à lui créé le 18 août 2011 face à la division et la multiplication des instances révolutionnaires. Il s'appuie plutôt sur une logique de centralisation, prônant une fusion des comités locaux, contre l'option plus décentralisée au fondement de l'idée de coalition portée par les deux initiatives précédentes. À sa fondation, trois des comités composant le Comité de coordination locale en Syrie et une grande partie de l'Union des coordinations de la révolution syrienne intègrent le nouvel organisme (sans forcément rompre avec leur appartenance précédente).

La question organisationnelle a souvent été considérée comme absente dans les révolutions arabes, qui seraient restées pour beaucoup des objets pré-politiques exprimant un malaise social et politique sans vraiment offrir de réponses politiques ou d'idées nouvelles. Ce constat d'échec organisationnel ou de sécheresse théorique a dominé les études sur le monde arabe et ses révolutions. Il est pourtant démenti par certaines expériences qui contredisent l'idée de révolutions comme explosions spontanées d'une colère populaire et qui montrent leur richesse théorique et politique. Les tentatives de former des structures d'autogouvernance en Syrie, les comités locaux de coordination, en sont l'un des exemples les plus concrets : elles allient la pensée à l'action, et offrent des ressources pour repenser globalement la question organisationnelle.

Les comités locaux de coordination sont devenus une alternative aux structures gouvernementales, qui étaient soit absentes, soit utilisées par le régime dans son système de répression. Organisés sur des bases géographiques, ils offraient non seulement un système décentralisé de services et d'organisation de la vie quotidienne, mais aussi un modèle politique différent et une autre façon d'imaginer l'aménagement du territoire et de la vie commune en Syrie.

À leur apogée, les comités locaux de coordination sont l'une des institutions principales pour les services publics, comme la distribution de l'eau et de l'électricité, les aides humanitaires et les soins médicaux ou le maintien de la sécurité dans les régions contrôlées par les rebelles syriens. En d'autres termes, ces comités deviennent la structure principale pour l'administration et l'organisation de la vie commune dans les régions libérées. Ils sont la branche civile de la révolution [[► Pouvoir civil • PAGE 269](#)]. Les circonstances particulières de chaque comité imposent une inflexion différente à chaque expérience. Certains comités sont formés par des élections, d'autres suivent des processus moins transparents de sélection. Dans certaines régions, les comités sont contrôlés par les forces militaires et politiques présentes, et dans d'autres, ils sont plus autonomes. De même, les relations avec le Conseil national syrien – l'organe de représentation à l'échelle internationale – diffèrent. D'autres questions sont liées aux politiques de financement, aux opportunités administratives, et aux besoins des régions.

Une certaine idée politique se trouve à leur fondement : une alternative démocratique au système autoritaire d'Assad. Et c'est probablement dans les écrits d'Omar Aziz, l'un des fondateurs des premiers comités de coordination, mort sous la torture dans les prisons syriennes en 2013, qu'on saisit le mieux leur portée politique :

L'association de la vie et de la révolution est la condition nécessaire à la poursuite de la révolution jusqu'à sa victoire, ce qui implique que la société s'organise de manière souple, sur la base de l'activation d'un processus qui coordonne révolution et vie quotidienne de la population, au moyen de ce qu'on va nommer ici le « comité local ».

Les comités locaux sont pensés par Aziz comme des instances de coordination de la vie quotidienne et de la révolution, et de leurs temporalités différentes. Ce sont les structures qui permettent d'organiser la vie quotidienne autour de la rupture, temporelle et géographique, que la révolution a créée. Mais ce sont aussi les structures qui permettent de révolutionner la vie quotidienne, en instaurant une autre manière d'« être ensemble ».

Les comités locaux de coordination sont un geste politique, qui incarne, pendant un moment, un imaginaire politique. Contre la centralisation étatique du régime, ils offrent une conception du territoire fondée sur des organisations locales qui s'organisent en réseaux décentralisés. Contre le système autoritaire du régime, c'est une forme de démocratie participative et directe que ces comités tentent de mettre en pratique, une démocratie qui prend des formes différentes, pas seulement électorales. C'est également une autre temporalité politique que ces comités tentent d'articuler, une temporalité qui englobe le temps de la révolution et celui de la vie quotidienne, et

qui ne pense pas la transition politique comme une série d'étapes mais comme l'application du futur dans le présent même.

L'expérience des comités locaux de coordination ne dure pas très longtemps, du fait du manque de financement ou d'expertise, des divisions internes à l'opposition syrienne et de la domination des acteurs militaires sur le terrain, ou encore de l'absence d'institutions démocratiques. Mais l'obstacle principal reste le régime et sa répression brutale. Les comités sont l'une des cibles privilégiées des attaques aériennes, syriennes puis russes, et les activistes qui leur sont associés sont ciblés par la répression. Dans ces circonstances, peu d'organisations peuvent survivre.

Pourtant la fin de cette expérience ne signifie pas toujours sa fin comme idée. La possibilité même d'une expérience organisationnelle de cette envergure contredit la thèse des révolutions comme objets pré-politiques. Elle trouve aussi des origines et des échos dans d'autres expérimentations insurrectionnelles ou révolutionnaires. On peut penser au précédent du « printemps kabyle ». En 2001, le mouvement contestataire qui explose en Kabylie s'appuie sur une organisation traditionnelle de la société : les *âarsh*. Ce sont, dans le mouvement protestataire, des comités qui regroupent les habitants d'un ensemble géographique homogène. Ainsi ce mouvement, qui se démarque des structures partisans, réinvestit-il des structures traditionnelles. Les revendications portées dans ce cadre se placent dans une modernité et une citoyenneté démocratique. En définitive, sans que les comités de coordination locale qui émergent avec le printemps syrien se définissent vis-à-vis du printemps kabyle ou établissent une filiation, ces modes d'organisation à l'échelle du quartier, de la commune ou de la ville semblent caractériser les mouvements de révolte sans leader ou cadre partisan. Mais elles sont aussi présentes dans des formes plus structurées, comme, dans le nord-est de la Syrie, la commune autonome de Rojava. Le préambule de la constitution du Rojava, appelé « Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord », précise bien cette organisation sous la forme de comités locaux. Cette structuration s'oppose au pouvoir centralisateur et éradicateur des États-nations pour proposer une organisation multiethnique et multiconfessionnelle.

Nous, peuples du Rojava-Syrie du Nord, incluant Kurdes, Arabes, Assyriens, Chaldéens, Turkmènes, Arméniens, Tchétchènes, Tcherkesses, musulmans, chrétiens, Yézidis et différentes doctrines confessionnelles, considérons que l'État-nation a fait du Kurdistan, de la Mésopotamie et de la Syrie le cœur du chaos contemporain au Moyen-Orient, et qu'il est à l'origine de terribles crises et de tragédies pour nos peuples. Injuste avec les différentes composantes du peuple syrien, le régime tyrannique de l'État-nation a conduit à la destruction et à la fragmentation de la société. Pour mettre fin à ce chaos et faire face aux enjeux à la fois historiques, sociaux et nationaux en Syrie, le système fédéral démocratique est une solution optimale. La Fédération démocratique de la Syrie du Nord est fondée sur un principe géographique et une décentralisation politique et administrative ; elle fait partie de la Fédération de la Syrie démocratique unie. Le système fédéral démocratique consensuel garantit la participation égalitaire de tous les individus et de tous les groupes sociaux à la discussion, à la décision et à la gestion collectives. Sur la base des principes de coexistence mutuelle et de fraternité entre les peuples, le système fédéral démocratique prend en considération les différences ethniques et religieuses de chaque groupe. Il garantit l'égalité de tous les peuples en droits et devoirs, respecte les chartes des droits de l'Homme et préserve la paix nationale et internationale. Au sein du système fédéral démocratique consensuel, toutes les catégories du peuple, en particulier les femmes et les jeunes, formeront leurs organisations et leurs institutions démocratiques. Le système fédéral démocratique garantit la libre pratique de toutes les activités politiques, culturelles et sociales et il permet à tous de jouir des bienfaits d'une vie libre et égale. La Fédération démocratique de la Syrie du Nord adopte dans son contrat social les valeurs spirituelles et matérielles de la civilisation démocratique du Moyen-Orient. Ce document est approuvé par la libre volonté de toutes les composantes de la Syrie du Nord, et il est en accord avec les principes de la nation démocratique.

Cette déclaration et les articles qui la suivent ont été adoptés en janvier 2014.

18/03/2011	vendredi de la dignité
25/03/2011	vendredi de la fierté
01/04/2011	vendredi des martyrs
08/04/2011	vendredi de l'endurance
15/04/2011	vendredi de la détermination
22/04/2011	vendredi saint (en arabe, le Grand vendredi)
29/04/2011	vendredi de la colère
06/05/2011	vendredi du défi
13/05/2011	vendredi des citoyennes libres de Syrie
20/05/2011	vendredi « <i>Azadi</i> » (« liberté », en kurde)
27/05/2011	vendredi « Gardiens des demeures » ¹
03/06/2011	vendredi « Enfants de la liberté »
10/06/2011	vendredi des tribus
17/06/2011	vendredi des hommes d'honneur

24/06/2011 [redacted] vendredi « Ta légitimité est tombée »

01/07/2011 [redacted] vendredi « Dégage ! »

08/07/2011 [redacted] vendredi « Non au dialogue »

15/07/2011 [redacted] vendredi « Prisonniers de la liberté »

22/07/2011 [redacted] vendredi « Descendants de Khaled Ibn Walid »²

29/07/2011 [redacted] vendredi « Votre silence nous tue »

05/08/2011 [redacted] vendredi « Dieu est avec nous »

12/08/2011 [redacted] vendredi « Nous ne nous soumettrons qu'à Dieu »

19/08/2011 [redacted] vendredi « Prémisses de la victoire »

26/08/2011 [redacted] vendredi « Patience et constance »

02/09/2011 [redacted] vendredi « Plutôt la mort que l'humiliation »

09/09/2011 [redacted] vendredi « Protection internationale »

16/09/2011 [redacted] vendredi « Nous irons jusqu'à la chute du régime »

23/09/2011 [redacted] vendredi « Unité de l'opposition »

30/09/2011 [redacted] vendredi « Victoire pour notre Cham³ et notre Yémen »

07/10/2011 [redacted] vendredi « Le Conseil National Syrien me représente »

14/10/2011 [redacted] vendredi « Hommes libres de l'armée »

21/10/2011 [redacted] vendredi « Martyrs du délai de la Ligue arabe »

28/10/2011 [redacted] vendredi « Zone d'exclusion aérienne »

04/11/2011 [redacted] vendredi « Dieu est plus grand que tous les tyrans »

11/11/2011 [redacted] vendredi « Suspendez la Syrie en tant que membre [redacted] de la Ligue arabe »

18/11/2011 [redacted] vendredi « Renvoyez les ambassadeurs »

25/11/2011 [redacted] vendredi « L'Armée Libre me protège »

02/12/2011 [redacted] vendredi « Nous demandons une zone tampon »

09/12/2011 [redacted] vendredi « Grève de la dignité »

16/12/2011 [redacted] vendredi « La Ligue arabe nous tue »

23/12/2011 [redacted] vendredi « Le protocole de la mort »

30/12/2011 [redacted] vendredi « Tous sur les places de la liberté »

06/01/2012 [redacted] vendredi « Si vous aidez Dieu, il vous secourra [redacted] et il affermira vos pas » (Coran, sourate [redacted] Muhammad, verset 7, traduction Denise Masson)

13/01/2012 [redacted] vendredi « Nous soutenons l'Armée Syrienne Libre »

20/01/2012 [redacted] vendredi « Détenus de la révolution »

27/01/2012 [redacted] vendredi « Droit à la légitime défense »

03/02/2012 [redacted] vendredi « Pardon Hama, pardonne-nous » [redacted] (Commémoration du massacre de Hama en 1982)

10/02/2012 [redacted] vendredi « La Russie tue nos enfants »

17/02/2012 [redacted] vendredi « Résistance populaire »

24/02/2012 [redacted] vendredi « Baba Amr, nous nous soulèverons pour toi »

02/03/2012 [redacted] vendredi « Il faut armer l'ASL »

09/03/2012 [redacted] vendredi « Fidélité au soulèvement kurde » [redacted] (Allusion au soulèvement kurde de mars 2004)

16/03/2012 [redacted] vendredi « Intervention militaire immédiate »

23/03/2012 [redacted] vendredi « Damas, nous venons à toi »

30/03/2012 [redacted] vendredi « Les Arabes et les musulmans nous ont [redacted] abandonnés »

06/04/2012 [redacted] vendredi « Celui qui prépare un conquérant [redacted] participe lui-même à la conquête » (Hadith du [redacted] Prophète)

13/04/2012 [redacted] vendredi « Révolution pour tous les Syriens »

20/04/2012 [redacted] vendredi « Nous vaincrons Assad »

27/04/2012 [redacted] vendredi « L'ordre de Dieu arrive ! Ne cherchez [redacted] pas à hâter sa venue » (Coran, sourate Les abeilles, [redacted] verset 1, traduction Denise Masson)

04/05/2012 [redacted] vendredi « Nous ne nous sauverons que par notre [redacted] abnégation »

11/05/2012 [redacted] vendredi « Un secours venant de Dieu et une [redacted] prompte victoire » (Coran, sourate Le rang, [redacted] verset 13, traduction Denise Masson)

18/05/2012 [redacted] vendredi « Héros de l'université d'Alep »

25/05/2012 [redacted] vendredi « Damas, notre rendez-vous est proche »

01/06/2012 [redacted] vendredi « Enfants de Houleh, flambeaux de la [redacted] victoire »

08/06/2012 [redacted] vendredi « Révolutionnaires et commerçants, main [redacted] dans la main vers la victoire » (Salut à la grève des [redacted] commerçants suite au massacre de Houleh)

15/06/2012 [redacted] vendredi « Prêts pour la mobilisation générale »

22/06/2012 [redacted] vendredi « Les gouvernants nous abandonnent. [redacted] Où sont les peuples ? »

29/06/2012 vendredi « Confiants en la victoire de Dieu »

06/07/2012 vendredi « Guerre de libération populaire »

13/07/2012 vendredi « Démission de Kofi Annan, laquais [redacted] d'Assad et de l'Iran »

20/07/2012 vendredi « Le Ramadan de la victoire s'écrira à Damas »

27/07/2012 vendredi « Soulèvement des deux capitales » (Damas [redacted] et Alep)

03/08/2012 vendredi « Deir Ezzor, la victoire arrive par l'est »

10/08/2012 vendredi « Nous voulons une défense anti-aérienne »

17/08/2012 vendredi « La victoire se réalisera par l'unité de [redacted] notre Armée Libre »

24/08/2012 vendredi « Deraa, ne t'attriste pas, Dieu est avec nous »

31/08/2012 vendredi « Fidélité à Tripoli et aux hommes libres [redacted] du Liban »

07/09/2012 vendredi « Homs assiégée vous appelle »

14/09/2012 vendredi « Idlib, cimetièrre des avions, symbole des [redacted] victoires »

21/09/2012 vendredi « Les aimés du Prophète sont tués en Syrie »

28/09/2012 vendredi « Unifiez les bataillons de l'Armée Syrienne [redacted] Libre »

05/10/2012 vendredi « Nous voulons des armes, pas des [redacted] déclarations »

12/10/2012 vendredi « Les hommes libres du littoral œuvrent à [redacted] la victoire »

19/10/2012 vendredi « Amérique, n'as-tu pas assez bu de notre [redacted] san ? »

26/10/2012 vendredi « Allah est grand, il secourt ses serviteurs, [redacted] fortifie ses soldats, défait seul les tribus ennemies » [redacted] (Hadith du Prophète récité pendant les prières de l'Aïd)

02/11/2012 vendredi « Dareya, fraternité de raisin et de sang »

09/11/2012 vendredi « Il est temps de marcher sur Damas »

16/11/2012 vendredi « Nous soutenons la Coalition Nationale [redacted] Syrienne »

23/11/2012 vendredi « L'heure de la victoire approche »

30/11/2012 vendredi « Faubourgs de Damas, refermez sur le [redacted] palais⁴ votre poing victorieux »

07/12/2012 vendredi « Non aux forces de maintien de la paix [redacted] sur le territoire syrien »

14/12/2012 vendredi « Pas de terrorisme en Syrie sinon celui [redacted] d'Assad »

21/12/2012 vendredi « Alep, la victoire s'écrit à tes portes »

28/12/2012 vendredi « Pain de sang » (Allusion aux bombardements [redacted] des fours à pain)

04/01/2013 vendredi « Homs appelle les hommes libres à briser [redacted] le siège »

11/01/2013 vendredi « Les camps de réfugiés sont des camps de [redacted] la mort »

18/01/2013 vendredi « Université de la révolution, architecture [redacted] du martyr » (Allusion au bombardement de la [redacted] faculté d'architecture à Alep)

25/01/2013 vendredi « Notre guide éternel, le Prophète [redacted] Muhammad » (Déformation du slogan : « Notre [redacted] guide éternel, le fiable Hafez al-Assad »)

01/02/2013 vendredi « La communauté internationale est [redacted] complice des massacres d'Assad »

08/02/2013 vendredi « Attachez-vous tous, fortement, au [redacted] pacte de Dieu, ne vous divisez pas » (Coran, sourate [redacted] La famille de 'Imran, verset 103, traduction Denise [redacted] Masson)

15/02/2013 vendredi « Dieu suffit comme défenseur » (Coran, [redacted] sourate Les femmes, verset 45, traduction Denise [redacted] Masson)

22/02/2013 vendredi « La fière Raqqa est sur la route de la [redacted] liberté »

01/03/2013 vendredi « Une seule communauté, une seule [redacted] bannière, une seule guerre »

08/03/2013 vendredi « Votre État confessionnel ne passera pas »

15/03/2013 vendredi « Deux ans de lutte, la victoire de notre [redacted] révolution est à l'horizon »

22/03/2013 vendredi « Vos armes chimiques n'empêcheront [redacted] pas la liberté de se propager »

29/03/2013 vendredi « Annonce la bonne nouvelle à ceux qui [redacted] sont patients » (Coran, sourate La vache, verset 156, [redacted] traduction Denise Masson)

05/04/2013 vendredi « Nous sommes des réfugiés, notre adresse [redacted] est l'honneur et la dignité »

12/04/2013 vendredi « La Syrie est trop forte pour être divisée »

19/04/2013 vendredi « L'Iran et le Hezbollah seront défaits avec [redacted] Assad »

26/04/2013 vendredi « Protégez la majorité » (Le régime syrien [redacted] massacre la majorité (sunnite) de la population au [redacted] nom de la protection des minorités)

30/05/2013 vendredi « Vos lignes rouges n'empêchent pas les [redacted] massacres en Syrie » (référence aux lignes rouges [redacted] annoncées et non respectée par Barack Obama)

10/05/2013 vendredi « Baniyas : un génocide confessionnel [redacted] couvert par les Nations Unies »

17/05/2013 vendredi « Les Syriens doivent avoir une [redacted] indépendance de décision »

24/05/2013 vendredi « Au charlatan de la résistance (Hassan [redacted] Nasrallah, leader du Hezbollah libanais) : Jérusalem [redacted] n'est pas à Homs »

31/05/2013 vendredi « Les principes de la révolution sont nos [redacted] lignes rouges »

07/06/2013 vendredi « À Qousseyr et dans la Ghouta, une [redacted] volonté qui ne se brise pas »

14/06/2013 [redacted] vendredi « Le projet safavide, menace pour la [redacted] Oumma » (l'islam sunnite décrit péjorativement [redacted] l'Iran chiite comme safavide, du nom d'une [redacted] ancienne dynastie persane)

21/06/2013 [redacted] vendredi « Aider la Syrie par les actes, non par la [redacted] parole »

28/06/2013 [redacted] vendredi « Révolution intrépide, opposition invalide »

05/07/2013 [redacted] vendredi « Bataillons, éveillez-vous! »

12/07/2013 [redacted] vendredi « Changer ce qui est en nous-même » [redacted] (inspiré du verset coranique : « Dieu ne modifie [redacted] rien en un peuple, avant que celui-ci ne change ce [redacted] qui est en lui », sourate Le tonnerre, verset 11, [redacted] traduction Denise Masson)

19/07/2013 [redacted] vendredi « Ramadan, mois de la victoire et des [redacted] conquêtes »

26/07/2013 [redacted] vendredi « Le Sabre dégainé d'Allah » (surnom de [redacted] Khaled Ibn Walid)

02/08/2013 [redacted] vendredi « Si Dieu vous secourt, nul ne l'emportera [redacted] sur vous » (Coran, sourate La famille de 'Imran, [redacted] verset 160, traduction Denise Masson)

09/08/2013 [redacted] vendredi « Les héros du littoral arrivent »

16/08/2013 [redacted] vendredi « Soutenons les révolutionnaires du [redacted] littoral »

23/08/2013 [redacted] vendredi « Le terroriste Bachar tue les civils et le [redacted] monde est spectateur »

30/08/2013 [redacted] vendredi « Il n'y a pas de victoire, si ce n'est auprès [redacted] de Dieu » (Coran, sourate Le butin, verset 10, [redacted] traduction Denise Masson)

06/09/2013 [redacted] vendredi « Assad ne tue pas nos enfants qu'avec [redacted] des armes chimiques »

13/09/2013 [redacted] vendredi « Le tueur est protégé par la communauté [redacted] internationale »

20/09/2013 [redacted] vendredi « Seuls les Syriens libéreront la Syrie »

27/09/2013 [redacted] vendredi « Prisonnières pures comme le jasmin »

04/10/2013 [redacted] vendredi « Merci à la Turquie »

11/10/2013 [redacted] vendredi « Nos armes doivent se tourner vers les [redacted] fronts, pas vers les zones libérées »

18/10/2013 [redacted] vendredi « Sauvez Mou'adhamiyeh et le Sud de [redacted] Damas »

25/10/2013 [redacted] vendredi « La solution est à La Haye, pas à Genève »

01/11/2013 [redacted] vendredi « Le siège est un génocide permanent »

08/11/2013 [redacted] vendredi « Non à l'occupation de la Syrie par [redacted] l'Iran »

15/11/2013 [redacted] vendredi « Légers ou lourds, élancez-vous au [redacted] combat » (Coran, sourate L'immunité, verset 41, [redacted] traduction Denise Masson)

22/11/2013 [redacted] vendredi « Le sang des martyrs nous unit »

29/11/2013 [redacted] vendredi « La main de Dieu est avec le groupe » [redacted] (Hadith du prophète sur le secours que Dieu apporte [redacted] aux croyants)

06/12/2013 [redacted] vendredi « Brisez le siège »

13/12/2013 [redacted] vendredi « La bataille doit se déplacer vers les zones [redacted] occupées par Assad »

20/12/2013 [redacted] vendredi « La colère est un secours pour Alep »

17/12/2013 [redacted] vendredi « Les barils de la mort ont la licence de la [redacted] communauté internationale »

03/01/2014 [redacted] vendredi « Le martyr Abou Rayan, victime de la [redacted] trahison »

10/01/2014 [redacted] vendredi « La clique de Bachar est notre premier [redacted] ennemi »

17/01/2014 [redacted] vendredi « Palestiniens et Syriens meurent de faim »

24/01/2014 [redacted] vendredi « Onze mille crimes de guerre »

31/01/2014 [redacted] vendredi « Il faut lever le siège, pas évacuer les [redacted] assiégés »

07/02/2014 [redacted] vendredi « Nos enfants sont tués par les barils et [redacted] les voitures piégées » (Assad bombarde aux barils [redacted] d'explosifs, l'État islamique et d'autres formations [redacted] islamistes commettent des attentats à la voiture [redacted] piégée)

14/02/2014 [redacted] vendredi « La Russie est partenaire dans le crime, [redacted] non pas intermédiaire en vue de la paix »

21/02/2014 [redacted] vendredi « La solution est d'ouvrir un front sur le [redacted] littoral »

28/02/2014 [redacted] vendredi « *Halech* (nom péjoratif désignant le [redacted] Hezbollah), criminels de l'Iran en Syrie et au Liban »

07/03/2014 [redacted] vendredi « Alep vous appelle, répondez-lui »

14/03/2014 [redacted] vendredi « C'est une révolution populaire, pas une [redacted] guerre civile »

21/03/2014 [redacted] vendredi « Démission du président de la coalition »

28/03/2014 [redacted] vendredi « Mobilisation pour libérer le littoral »

04/04/2014 [redacted] vendredi « Parachevez les victoires du littoral »

11/04/2014 [redacted] vendredi « Sauvez Alep »

18/04/2014 [redacted] vendredi « Sauvez Homs avant qu'elle ne soit livrée [redacted] à l'ennemi »

25/04/2014 [redacted] vendredi « Nettoyez Raqqa des hommes de [redacted] Baghdadi »

02/05/2014 [redacted] vendredi « Front du littoral : endurance et [redacted] constance »

16/05/2014 vendredi « Sanglantes élections »(Allusion à la réélection de Bachar al-Assad)
 23/05/2014 vendredi « Le pacte d'honneur révolutionnaire nous représente »
 30/05/2014 vendredi « Deraa, porte de la victoire à venir »
 06/06/2014 vendredi « Mascarade sur une mer de sang »
 13/06/2014 vendredi « Deir Ezzor appelle au secours »
 20/06/2014 vendredi « La Ghouta résiste, soutenons-la »
 27/06/2014 vendredi « Le PYD est criminel comme le Baath »
 04/07/2014 vendredi « L'Irak et le Levant poignardés par Daech »
 11/07/2014 vendredi « Pour reprendre en main la révolution, il faut une armée unifiée »
 18/07/2014 vendredi « Merci à tous ceux qui reçoivent les Syriens dans leur pays »
 25/07/2014 vendredi « La Coalition trahit le sang des martyrs »
 01/08/2014 vendredi « La Syrie blessée est solidaire de Gaza »
 08/08/2014 vendredi « Halech, couvert par l'armée, assassine Ersal »
 15/08/2014 vendredi « Les Chabbihis au tombeau et Bachar au château »
 22/08/2014 vendredi « Respirer la mort » (commémoration de l'attaque chimique du 21/08/2013)

Liste des noms des vendredis de la révolution syrienne établie par Creative Memory of the syrian Revolution.

1. Hymne national syrien. Les « Gardiens des demeures » sont les soldats de l'armée. Les manifestants appellent l'armée à être solidaire du peuple.
2. Général et compagnon du Prophète, Khaled Ibn Walid est connu pour n'avoir perdu aucune bataille. C'est l'une des figures héroïques de l'islam sunnite.
3. Historiquement, « Bilad al-Cham » désigne depuis l'époque médiévale une vaste région comprise entre la Méditerranée à l'ouest, Palmyre à l'est, le mont Taurus au nord, et la Palestine au sud. Cham désigne surtout aujourd'hui la Syrie et même, dans la langue parlée, Damas.
4. Le palais présidentiel.

Les noms des vendredis

► Égypte, Syrie, Yémen

Le baptême des vendredis de manifestation est récurrent dans plusieurs pays des révolutions arabes. Il faut d'abord rappeler que le vendredi est le principal jour chômé dans les pays du Moyen-Orient. Les premières manifestations démarrent à la sortie des mosquées, après la grande prière de la mi-journée. Cela ne signifie pourtant pas que la mobilisation s'inscrit dans un cadre strictement religieux. En effet, avec les dictatures, qui ont éradiqué tout espace de réunion véritable, la mosquée représente un lieu de convergence naturel. L'Égypte est vraisemblablement une des premières attestations d'une telle pratique. Le 28 janvier 2011 est nommé « vendredi de la colère » ; les manifestant·e·s convergent place Tahrir au Caire, mais aussi dans d'autres villes, comme à Alexandrie ou à Suez. La répression y est meurtrière. Le 4 février est le « vendredi du départ », durant lequel les manifestant·e·s réclament la chute du régime. Ces dénominations reflètent l'état d'esprit militant et fonctionnent comme caisse de résonance pour les revendications. La révolution au Yémen nomme également ses vendredis de manifestation, mais de manière moins systématique qu'en Syrie. Après une première journée de mobilisation le jeudi 3 février 2011, « le jour de la colère », le cycle des vendredis commence par « le vendredi du début » (18 février 2011) puis « le vendredi du défi » (25 février 2011). En Algérie, les vendredis sont numérotés ; ils servent à compter les semaines du soulèvement commencé le vendredi 22 février 2019. Si en Syrie les premiers vendredis ne portent pas de noms, ils sont nommés *a posteriori*. On décide de donner au vendredi 18 mars 2011, jour de la première mobilisation dans tout le pays, le nom de « vendredi de la dignité ». À partir d'avril et mai 2011, sur chaque vidéo de manifestation, les médias activistes inscrivent le lieu, la date de l'événement, ainsi que le slogan du jour. Très tôt, à cette même période, la désignation devient systématique. Un recensement dénombre 249 noms jusqu'à la fin de l'année 2015. À cette date, les possibilités de rassemblement et de manifestation sont très réduites en raison de la logique guerrière qui s'est installée dans le pays. Le choix du nom de chaque vendredi s'effectue par un vote chaque semaine sur la page Facebook de « La révolution syrienne contre Bachar al-Assad ». Les activistes et les comités de coordination font les propositions. Un incident en septembre 2018 permet de prendre la mesure du changement de paradigme de la contestation syrienne. En effet, lors de la reprise des manifestations, après quasiment trois années d'impossibilité, deux noms différents sont donnés au même vendredi. Le 14 septembre 2018 est appelé « Pas d'alternative à la chute du régime », ou « La révolution est notre espoir et les Turcs sont nos frères ». Les militant·e·s et activistes se

désolent de cette divergence qui rend visible l'absence d'unité. Mais force est de constater que le sentiment d'union qui pouvait traverser les premières années de la révolution semble désormais bien loin, chaque région s'inscrit dans une temporalité et une situation politique qui lui est propre.

Les noms des vendredis font allusion à des étapes décisives dans l'organisation de l'opposition, comme le vendredi « Le Conseil national me représente » (7 octobre 2011), ou bien « Nous soutenons la Coalition nationale syrienne » (16 novembre 2012). Ces noms correspondent alors à la période où l'opposition de l'intérieur structurée par un ensemble de coordinations locales reconnaît la représentativité d'une opposition de « l'extérieur » [[► Comités de la révolution • PAGE 125](#)]. Les différentes étapes d'alliance et de rupture entre les instances de l'opposition sont visibles. Ainsi le vendredi 21 mars 2014 est-il baptisé « Démission du président de la coalition ». Ces noms peuvent aussi être lus comme des prises de position et la voix majoritaire des comités locaux.

Le basculement vers la lutte armée est bien visible à travers les appellations : « Droit à la légitime défense » (27 janvier 2012), « Il faut armer l'ASL » (2 mars 2012), « Guerre de libération populaire » (6 juillet 2012). On peut y lire dorénavant les victoires et les défaites. Le vendredi 13 janvier 2012 porte le nom de « vendredi de soutien à l'Armée syrienne libre ». Il renvoie à un épisode militaire à Zabadani, une ville au nord-ouest de Damas, non loin de la frontière libanaise, qui était alors encerclée par les forces du régime. L'Armée syrienne libre (ASL), composée d'habitants de la ville, riposte militairement. Elle parvient à arracher une trêve et le retrait de l'armée régulière en échange d'un arrêt des attaques rebelles contre ses positions. Si cette trêve est rapidement violée, elle représente une première victoire pour la stratégie militaire révolutionnaire. On peut lire également à travers ces slogans des vendredis les limites et défis que pose la logique guerrière : « Unifiez les bataillons de l'ASL » (28 septembre 2012), « Nos armes doivent se tourner vers les fronts, pas vers les zones libérées » (11 octobre 2012), « La bataille doit se déplacer vers les zones occupées par Assad » (13 décembre 2013).

À la différence de ces appellations qui s'adressent à l'intérieur, d'autres s'adressent à la communauté internationale ou à des acteurs politiques étrangers présents en Syrie. « Zone d'exclusion aérienne » (28 octobre 2011) inaugure une série de vendredis réclamant une intervention militaire étrangère ou, au contraire, son refus – « Non aux forces de maintien de la paix sur le territoire syrien » (7 décembre 2012). Les échecs des missions d'observateurs de la Ligue arabe puis de l'Organisation des Nations unies sont notables. « Renvoyez les ambassadeurs [de la ligue arabe] » (18 novembre 2011) suit « Suspendez la Syrie en tant que membre de la Ligue arabe », une semaine plus tôt (11 novembre 2011). « Démission de Kofi Annan, laquais d'Assad et de l'Iran » (13 juillet 2012) marque la fin de la tentative onusienne d'arbitrage, ainsi que « Baniyas : un génocide confessionnel couvert par les Nations unies » (10 mai 2013).

Une stratégie de solidarité est également lisible à travers ces vendredis. D'abord à destination des différentes communautés ethniques et confessionnelles qui composent la Syrie, comme les chrétiens (ainsi le « Vendredi saint », du 22 avril 2011), ou les Kurdes (« *Azadi* », « Liberté », du 20 mai 2011). Beaucoup rendent hommage aux villes insurgées qui endurent ou ont enduré une répression terrifiante, comme Homs, Hama, Alep, Qusayr ou Houleh. « Pardon Hama, pardonne-nous » (3 février 2012) et « Fidélité au soulèvement kurde » (9 mars 2012) font référence à la destruction de Hama en 1982, et à la mort d'au moins 20 000 de ses habitants, puis au soulèvement kurde de 2004 dans le nord-ouest de la Syrie, maté dans le silence. En plus de la reconnaissance des souffrances passées d'une partie de la population, la révolution syrienne s'inscrit ainsi dans une continuité qui lui donne une légitimité. Le choix de ces noms est aussi un outil qui permet aux révolutionnaires de se relier entre eux, dans un espace toujours plus éclaté, et avec leur passé, jamais transmis par les informations et les programmes scolaires officiels.

L'État Islamique revient à plusieurs reprises dans les appellations comme ennemi de la révolution. Le vendredi « Daech finira quand Assad tombera » (19 septembre 2014) sonne comme un rappel à la communauté internationale, qui passe sous silence la question syrienne en se focalisant sur l'entité jihadiste. Les noms peuvent faire référence à Dieu, comme le « Nous ne nous soumettrons qu'à Dieu » (18 août 2011) qui reprend un slogan célèbre de manifestation et auquel fait écho le « Dieu est plus grand que tous les tyrans » (4 novembre 2011). Certains vendredis portent même le nom de sourates du Coran qui correspondent à la situation.

Peu à peu, les vendredis se détachent des manifestations, lesquelles deviennent plus rares avec l'enlisement de la guerre. Ils deviennent un moyen d'égrainer cette conjoncture longue qui s'installe en Syrie. Les journalistes de la presse libre locale utilisent simplement ces dénominations dans les rapports et reportages qu'ils font des mobilisations dans le pays.

Chants révolutionnaires

► Algérie, Liban, Syrie

Tous les chanteurs s'appellent Qashoush... Ibrahim Qashoush est une icône de la révolution syrienne. Une semaine après avoir chanté le fameux « Yallah irhal ya Bachar ! » (« Allez, dégage Bachar ! ») à Hama, le 27 juin 2011, il est retrouvé mort, les cordes vocales arrachées. Pourtant, en 2016, un autre chanteur affirme être l'interprète de la chanson du 27 juin et avoir créé de toutes pièces cette figure à partir d'un dénommé Qashoush, tombé en martyr. Par-delà les différentes versions, le récit du martyr provoque la multiplication de chanteurs révolutionnaires, tous « nouveaux Qashoush ». On trouve alors des Qashoush un peu partout en Syrie, comme le Qashoush de Jarjanaz, ville du nord du pays, ou le Qashoush de Harasta, en banlieue de Damas. Ils déclament ce qu'on a vite appelé des « *qashoushiyyât* », c'est-à-dire des chansons « à la manière de Qashoush ». L'appellation « rossignol » fait également référence à ce type de figures qui interprètent un répertoire musical révolutionnaire. Chaque ville et village insurgé possède son chanteur-leader. Abdel-Basset al-Sarout est peut-être leur représentant le plus connu [► **Abdel-Basset al-Sarout** • PAGE 96]. Car en Syrie, la révolution est très chantée. Les slogans sont rythmés et replacés sur des airs populaires. Certaines chansons sont issues d'un répertoire traditionnel local ou régional, qui ont pu être remises à la mode dans des versions plus « pop », ou qui ressurgissent telles qu'elles sont chantées dans les fêtes et les rassemblements. Abdel-Basset al-Sarout a ainsi imposé une interprétation d'une chanson traditionnelle irakienne, « Paradis, paradis », avec quelques variations, qui se répand comme hymne révolutionnaire et nationaliste, assez tôt. D'après les militant·e·s de Daraya, selon Delphine Minoui dans *Les Passeurs de livres de Daraya*, la chanson « Janna, Janna » (« Paradis, paradis ») avait déjà été transformée en hymne révolutionnaire pendant les contestations sociales des années 1990, et elle aurait été transmise par des militant·e·s plus âgé·e·s aux plus jeunes. Elle n'est pas la plus enjouée, ni même la plus directement politique des chansons de la révolte, mais elle mobilise un répertoire patriotique et sentimental, ainsi que les valeurs de sacrifice pour le bien commun. L'adaptation syrienne permet de mentionner les villes et régions soulevées (un classique des chants révolutionnaires en Syrie), de rappeler des épisodes de la lutte du peuple pour sa liberté (notamment ici les événements de Hama, en 1982). L'adaptation de la chanson est aussi un moyen de mobiliser les références religieuses liées au martyr [► **Le martyr de la révolution** • PAGE 165], tout en associant les membres des confessions non sunnites – ici par la référence aux « hommes libres de la côte » et donc aux Alaouites qui seraient du côté du peuple ou par la mention de la ville de Qamishli, ville en grande partie peuplée de Kurdes.

Paradis, paradis, paradis

Je jure, ô mon pays (notre pays est un paradis),

Ô nation, ô bien aimée, ô toi à la terre fertile,

Même ton enfer est un paradis,

De ta terre on s'est abreuvé, dans tes bras on s'est désaltérés,

De ta terre on se languit et ton passé glorieux nous a élevés,

Jusqu'au sommet on est arrivés, en haut on est arrivés,

Révolte-toi, Daraa, dans notre obscurité tu es une bougie (qui nous guide),

Une femme de Homs crie : « À l'aide ! Soutenez-nous ! »

Homs, mère de l'arabité, tu n'auras plus peur (elle a juré ne plus avoir peur),

On ne craint pas la difficulté, et on ne connaît pas la difficulté,

Nous sommes des héros, renseigne-toi ! Nous sommes des habitants de Homs, renseigne-toi,

Alep, ô mère des hommes généreux, la Syrie t'appelle,

Allez, à la guerre sainte, ne déçois pas notre patrie,

Tu as déjà tellement déçu nos proches,

Ô Hama, pardonne-nous, je jure que nous avons eu tort,

Tu fais partie de nous, notre espoir est maintenant en Dieu,

Dieu ne nous abandonnera jamais,

Jisr al-Shugur et Rastan ont chanté l'air du martyr,

Quel que soit celui que tu exécutes et celui que tu enterres, ce sont des villes entières que tu ensevelis,

Ô Dieu nous aurons le paradis,

Notre martyr, non, n'est pas mort, les filles, faites-lui des youyous,

[Il aura au paradis] Des servantes et des nymphes,

Par la permission de Dieu, il ira au paradis,

De Raqqa à Qamishli, le sang de la bravoure bouillonne,

Il [Bachar al-Assad] tue des gens et prie,

Ô le Sordide dégage,

Même les hommes libres de la côte approuvent fermement ton départ,

Je jure que ton régime est pourri, injuste, et tes services de sécurité sont aussi pourris,

Ô le Sordide dégage,

Tournez, tournez, tournez, ô mouettes tournez,

Ô martyr de mon pays, ô jasmin, ô rose de Damas,
Priez, ô nos parents.

Les révolutions arabes mobilisent partout un répertoire varié, local et transnational, dans les formes qu'elles adoptent et dans le vocabulaire qu'elles transportent. Les chants en sont en partie le reflet. Si en Tunisie l'hymne national et en particulier sa dernière partie sont réinvestis de leur potentiel révolutionnaire, ailleurs ce sont d'autres chants qui en constituent le socle et le ciment [► « **Lorsqu'un jour le peuple veut vivre** » • PAGE 103]. Les hymnes nationaux sont parfois redécouverts ou réinterprétés. En Égypte, par exemple, quelques semaines avant le 25 janvier 2011, des manifestant·e·s terminent leur *sit-in* par un hymne national quelque peu retouché. Au lieu de : « Mon pays, mon pays, mon pays, tu as mon amour et mon cœur », on entend crier : « Mon pays, mon pays, mon pays, tu as besoin d'une révolution, ô mon pays » (« *Bilâdî, bilâdî, bilâdî, 'ayza thawra yâ bilâdî* »).

Dans la diaspora algérienne, la mobilisation dans le cadre du *hirak* a permis depuis le 22 février 2019 la redécouverte de l'hymne, chanté dans les manifestations avec beaucoup d'émotion. Dans les rues d'Algérie, l'actualisation de répertoires anciens inclut la reprise de « pouvoir assassin » du chanteur Oulahlou, véritable hymne du printemps noir de Kabylie de 2001, mais aussi celle des chants de la guerre de libération contre la colonisation française, ou des chansons féministes.

Au Soudan, on voit les chants et les musicien·ne·s de manière plus générale prendre une place très centrale dans les rassemblements de 2019. Les musicien·ne·s ne sont pas forcément mis·es en valeur sur une scène – comme sur la place Tahrir en Égypte en 2011 – ou porté·e·s sur les épaules – comme souvent en Syrie –, mais sont au centre d'un cercle et rassemblent par leur musique les gens autour d'elles et eux. C'est tout l'univers sonore du pays qui est transformé par ces performances de rue, faisant redécouvrir des chants, comme ce classique d'Ibrahim al-Kashif, datant de 1958, et disant : « Je suis africain, je suis soudanais ». Sur certaines images, on peut voir des musicien·ne·s (violons, instruments à vent ou percussions) qui avancent, accompagné·e·s par la foule qui chante.

Bien entendu, l'occupation des places permet aussi aux musicien·ne·s de manifester directement leur solidarité et certains chanteurs et chanteuses se sont fait connaître de cette manière. Pensons à cette nouvelle figure du combat révolutionnaire, celle du DJ, apparue au Liban et en particulier dans la ville de Tripoli, avec Madi K (Mahdi Karimeh), donnant le rythme, plutôt que les chants, de la révolution. La révolution se transforme alors très vite en une gigantesque fête.

D'autres composent des chants pour accompagner directement les revendications des révolutions. La chanteuse soudanaise Zozita chante « Sallim mafâtiḥ al-balad » (« Rends les clés du pays »), où, s'adressant naturellement à lui, elle prend à partie Omar al-Bashir. Elle y répète à de nombreuses reprises : « Où vas-tu t'enfuir ? », l'appelant à la raison, et donc à céder le pouvoir. On peut penser encore à la chanson « Sout El-Horeya » (« Voix de la liberté »), de Hany Adel et Amir Eid, dont le clip fut mis en ligne la veille du départ de Moubarak, et où l'on voit des images filmées sur la place Tahrir à partir du 29 janvier : « Dans chaque rue de mon pays, la voix de la liberté appelle ». Le même Amir Eid, avec son groupe Cairokee, sort avec la chanteuse Aida El-Ayoubi le tube « Ya al-Midan » (« Vous, ceux de la place »), s'adressant au peuple égyptien et l'interrogeant sur sa longue absence.

Une forme de participation musicale à l'action révolutionnaire peut s'observer dans le développement de montages sonores à partir de chants protestataires et de slogans, postés sur Internet pour servir de supports pour les marches. Le musicien soudanais Sammany Hajo, en exil au Qatar, crée ainsi des morceaux samplés pour soutenir le mouvement populaire. Mais la manière la plus populaire et la plus commune de transmettre et de faire circuler la « musique révolutionnaire » est celle qui consiste à réaliser des clips à partir d'images de manifestations. Dès 2011, des montages musicaux circulent sur les réseaux sociaux, en particulier sur les sites de partage de vidéos. Cela va de la vidéo la plus simple, montrant des manifestant·e·s chantant un air ou reprenant une chanson, à des montages plus complexes. Ainsi en Tunisie a-t-on pu voir les jeunes de Menzel Bouzaïene chanter en pleurant le premier martyr [► **La chanson du premier mort** • PAGE 216], mais aussi des clips-montages avec pour musique de fond la chanson d'Emel Mathlouthi, « Kelmti horra » (« Ma parole est libre »), que la chanteuse est allée chanter à Oslo pour la réception du prix Nobel de la paix, décerné en 2015 au Quartet tunisien pour le dialogue : « Je suis la voix des opprimés. Je suis ceux qui sont libres et qui n'ont pas peur. Je suis libre et ma parole est libre. N'oublie pas le prix du pain. » On voit alterner des images de la chanteuse et des images iconiques de la révolution tunisienne, puis, enfin, un plan de la chanteuse parmi les manifestant·e·s, emportée par la joie de la révolte.

Un autre sous-genre est né depuis les dernières vagues révolutionnaires qui reprend l'esthétique des chansons humanitaires pour les mettre au service des révolutions. De telles chansons, à la suite du tube mondial « USA for Africa », enregistré au moment de la crise alimentaire en Éthiopie, en 1986, ont été popularisées dans le monde arabe par la question panarabe. Elles mobilisent en 1996 puis en 2007 les plus grandes stars pour entonner ensemble un refrain consensuel sur le « rêve arabe », dont le clip alterne des plans sur les chanteuses et chanteurs, et des images violentes des catastrophes qui s'abattent sur la région. On retrouve la même esthétique

dans la chanson « Libérez l'Algérie », enregistrée par des artistes algériens dès les premières semaines du *hirak*, manifestant par leur présence et par leur voix la solidarité au peuple et leur soutien.

Enfin, la musique révolutionnaire vient se nourrir d'autres lieux de chants collectifs, et en particulier des stades. Les chants de supporters ont une place particulière dans les circulations musicales. La « Casa del Mouradia » est passée en février 2019 du cercle restreint et spécifique des supporters du club USM d'Alger à celui de la nation. Elle est chantée dès la première manifestation par les jeunes qui voulaient remonter vers le palais présidentiel, et s'impose comme le véritable hymne. Les premiers mois, les Algérien·ne·s la chantent ou la sifflotent, seul·e·s ou en groupe, dans des voitures ou dans des magasins, et on l'entend en boucle. En voici quelques extraits.

C'est l'aube et le sommeil ne vient pas,
Je me consume à petit feu,
Quelle en est la raison ?
Qui dois-je blâmer ?
On est las de cette vie,
[...] Le premier [mandat], on va dire qu'il est passé,
Ils nous ont eus avec la décennie [noire],
Au deuxième, l'histoire est devenue claire...
La *Casa d'El Mouradia* [quartier où se trouve le palais présidentiel],
Au troisième, le pays s'est amaigri,
La faute aux intérêts personnels,
Au quatrième, la poupée [Bouteflika] est morte et l'affaire suit son cours...
[...] Et le cinquième [mandat] va suivre,
Entre eux l'affaire est conclue,
Et le passé a archivé
La voix de la liberté.

Les chants et les répliques sont élaborés le plus souvent par les groupes de jeunes des quartiers populaires. On les chante comme au stade, suivant le modèle du *dialogue*, où deux groupes se répondent. En Égypte, les ultras des deux plus grands clubs du pays, al-Ahly et Zamalek, jouent un rôle central dans les mobilisations révolutionnaires. Leurs chants deviennent également vite des hymnes. Connus pour leur dynamisme et leur sens de l'entrée en scène (dans un virage de stade, mais aussi dans les manifestations), les ultras écrivent souvent des chansons prenant les forces de police pour cible, comme cette chanson des ultras d'al-Ahly, « Toi le corbeau », adressée aux forces de police :

Toi le corbeau qui se niche
Dans nos maisons,
Pourquoi veux-tu détruire
La passion de notre vie,
On ne marchera pas selon tes désirs.

La désinvolture des paroles, chantées avant les matchs et dans les rues devant les contingents des Forces de sécurité centrale, trouve sans doute un écho profond chez toute une génération d'Égyptien·ne·s ayant souffert du quadrillage policier.

Fadwa Souleimane

► Syrie

Fadwa Souleimane est l'une des figures féminines de la révolution syrienne. Actrice, née en 1972 en Syrie, elle est diplômée de l'Institut supérieur d'arts dramatiques de Damas en 1997. Elle joue dans plusieurs séries télévisées et pièces de théâtre. Dès les premières semaines de manifestations en Syrie elle rejoint les rangs des insurgés à Damas et s'affiche publiquement en leur faveur. Une vidéo du 7 juillet 2011 la montre en train de manifester à Qaboun, un quartier de Damas. Elle harangue la foule et hurle : « Un, un, un, le peuple syrien est un », qui résonne particulièrement fort contre la propagande officielle.

Face aux accusations de sectarisme adressées aux manifestant·e·s, Fadwa Souleimane s'affiche en tant qu'Alaouite, la communauté minoritaire du clan au pouvoir. Désireuse de ne pas employer la rhétorique du pouvoir, elle emploie le terme des « gens de la côte » (comme dans la chanson reprise par les révolutionnaires, « Janna, Janna » [► [Chants révolutionnaires](#) • PAGE 137]) et récuse le caractère communautaire du peuple syrien. Elle défile à plusieurs reprises avec des militantes de confessions minoritaires dans différents quartiers de Damas. Fadwa incarne le pacifisme des manifestations et leur non-communautarisation. Elle n'a de cesse

d'inciter les habitants des quartiers alaouites des villes côtières de Tartous et de Lattaquié à rejoindre la révolution contre Bachar al-Assad.

En octobre 2011, elle s'installe à Homs dans les quartiers insurgés de Bayyada et Khaldiyyeh. Elle apparaît plusieurs fois en train de scander des slogans, accompagnée d'Abdel-Basset al-Sarout. Fadwa Souleimane vit l'encerclement par l'armée des quartiers homsiotes dès novembre 2011. En janvier 2012, recherchée activement par les forces du régime, elle quitte Homs et se cache dans la banlieue de Damas. En mars 2012, toujours plus en danger, elle passe clandestinement la frontière avec la Jordanie dans le sud de la Syrie. L'ambassade de France lui délivre rapidement un visa, et elle atterrit le même mois à Paris. La militante ne se remet jamais vraiment de ce départ imposé. À Paris où elle est reçue en grande pompe à l'Hôtel de Ville, elle continue de militer mais sombre dans la dépression devant l'inaction de la communauté internationale en Syrie et son impuissance. Elle rencontre des groupes de militant·e·s et s'implique notamment dans le mouvement Nuit debout. Souffrant d'un cancer, elle décède le 17 août 2017 à Paris, où elle est enterrée.

Son parcours est à la fois très exceptionnel de par sa notoriété, et très banal, tant il est devenu celui de nombre de militant·e·s révolutionnaires sincères acculé·e·s à l'exil et réduit·e·s à l'impuissance à partir de 2012-2013.

fig-039

Fig.2.06.jpg

Un homme défie les forces de l'ordre sur l'avenue Bourguiba avec une baguette de pain. Tunis, le 14 janvier 2011. D.R.

Le pain

► Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie

Février 2018. Des manifestant·e·s envahissent les rues de la capitale jordanienne, Amman. Certain·e·s brandissent des pains, les galettes traditionnelles de farine blanche que l'on mange dans la région. Sur ces pains, on peut lire : « Corruption = faim ». Ce n'est pas la première fois que, dans ce pays, la rue se soulève pour protester contre la hausse des prix et les politiques d'ajustement structurel qui sont imposées régulièrement par le Fonds monétaire international (FMI). Les « émeutes du pain » se succèdent et semblent se ressembler. Comment ne pas alors brandir le symbole même d'un pouvoir qui affame ses citoyen·ne·s ?

Le pain, comme attribut de révolte, ne doit pas tromper par son apparente simplicité. Celles et ceux qui le brandissent ne sont pas forcément mu·e·s par la faim, mais parlent en réalité d'un certain socle minimal indispensable à la survie, dont le pain est la métonymie. Le pain est présent comme cause centrale de manifestation lorsqu'il y a un conflit sur les farines subventionnées par l'État. Ce type de soulèvements est récurrent depuis la mise en place des plans d'ajustement structurel qui obligent les pays à renoncer aux subventions sur les produits de première nécessité.

Le pain est aussi présent sous la forme d'un mot d'ordre, inséré dans des slogans récurrents en 2011 : « Pain, liberté, dignité », ou « Pain, liberté, justice sociale ». En Tunisie, la terre remplace parfois le pain : « Terre, liberté, dignité ». L'un comme l'autre symbolise alors la base, ce socle minimal sans lequel aucune élaboration ne peut exister, qu'elle soit politique, économique ou morale.

Le pain matérialise l'idée d'un seuil, dans les conditions de vie quotidienne, au-delà duquel il y a atteinte à la dignité des personnes. Le pain, c'est ainsi la « vie normale », celle que l'on est en droit d'attendre. Cet objet du quotidien ponctue les journées de tout un chacun : acheter le pain, faire la queue pour le pain, cuisiner, rapporter du pain à la maison.

Lorsqu'il est brandi dans une manifestation comme lorsqu'il est mis au centre des conversations comme mesure du bien-être, c'est toute la vie quotidienne qui devient un enjeu politique : l'eau, l'électricité, le gaz, la farine ou encore les télécommunications (à l'origine du déclenchement de la révolte libanaise de 2019) sont un problème entre gouvernants et gouvernés.

Le pain est un symbole multiforme, chargé de significations aussi bien spirituelles que matérielles, qui finit par médiatiser un rapport aux autorités. Il renvoie aussi à la vie simple, à l'humilité. Avec le slogan « Pain, eau, Ben Ali non », les protestataires tunisiens disent être prêts à se contenter du minimum vital en échange du départ de leur président. Le pain est ce que l'on a lorsque l'on n'a rien : c'est toute la force de l'image de l'homme tirant avec sa baguette sur la police tunisienne. Il n'a rien, mais il l'oppose, et là réside sa puissance. Le geste de brandir le pain est alors une affirmation de fierté, que l'on retrouve à de nombreuses occasions dans les rassemblements et protestations.

Symbole de protestation, le pain est aussi, de par sa fonction primordiale dans l'alimentation, un élément stratégique. En 2012 en Syrie, l'armée du régime a ciblé directement des boulangeries dans l'optique d'affamer la population. Les révolutionnaires rendirent ce geste visible en baptisant le vendredi du 28 décembre 2012 « Vendredi du pain de sang » [[► Les noms des vendredis • PAGE 133](#)]. Dans le Liban de début 2020, embrasé par la révolte, le problème de l'approvisionnement en farine constitue un enjeu : son manque pourrait faire basculer la mobilisation dans une autre dimension. Ici, ce ne sont pas des bombardements qui privent la population des moyens de sa subsistance, mais bel et bien la faillite de l'État et l'inflation.

À travers l'invocation du pain, c'est l'incapacité des gouvernements à protéger la population en maintenant un socle minimal pour des vies simples qui est régulièrement mise en cause. Le pain renvoie – en particulier en Égypte, en Tunisie, en Jordanie, au Soudan, qui connaissent et ont connu des soulèvements liés à l'augmentation du prix des denrées de base depuis le milieu des années 1970 – au problème fondamental de l'instabilité des prix. C'est toute la vie matérielle qui est bousculée par ces fluctuations. L'instabilité de la composition interne des budgets des familles oblige à des ajustements permanents et maintient dans une incertitude vis-à-vis de l'avenir. Le pain porte l'ambivalence de la question sociale : tantôt spécifique et illégitime, tantôt révolutionnaire. Le peuple est d'ailleurs parfois caractérisé comme le « parti du pain » (expression utilisée par des manifestant-e-s lors des émeutes du pain de janvier 1984 en Tunisie).

Les gouvernants nationaux sont pointés comme les premiers coupables de cette situation. Les bénéficiaires nationaux des réformes libérales qui s'enrichissent avec les réformes des services publics, l'ouverture de marchés et la mobilité des capitaux sont mis en accusation. Depuis la fin des années 1970 et le début des réformes néolibérales, la question des prix est associée à celle de la corruption. Les manifestant-e-s s'adressent peu aux institutions financières internationales. Leur intervention dans la politique nationale, au même titre que celle de bailleurs d'autres États, constitue un manquement de l'État national, levier sur lequel les protestataires agissent.

Dans les révolutions de 2011, on mobilise peu la filiation avec les « révoltes du pain » des années 1970-1980, pourtant motivées par une défense comparable d'un socle commun : le soulèvement de 1977 en Égypte contre la diminution des subventions sur la farine, ou les émeutes de 1984 en Tunisie. Comme si, pour les révoltes des années 1980, le pain évoquait la faim des classes dangereuses. Les révolutions de 2011 et celles qui les suivent semblent se distinguer de ces révoltes-là, plus souvent qualifiées d'émeutes, par leur dimension interclassiste, figurant l'unité populaire. C'est ce qui a pu laisser penser à certains observateurs pressés qu'elles n'étaient que des révolutions démocratiques, bien loin de revendications d'ordre social. Pourtant, elles possèdent toutes une dimension de crise sociale.

C'est peut-être au Soudan, en décembre 2018, que le lien entre la question des prix et le soulèvement est le plus apparent. Les protestations ont en effet été provoquées par le triplement du prix du pain dans le cadre d'une « politique de rigueur ». Ces protestations du pain sont alors un palier vers une contestation de l'ordre politique et social. Car avec le pain viennent toute une série d'autres carences : l'argent dans les banques, l'essence dans les stations-service, les transports publics, les prix de l'ensemble des denrées de base et des médicaments, tout devient inaccessible au plus grand nombre.

La présence du pain dans les manifestations des années 2010, en réalité bien visible, est le signe que ces révolutions ne sont pas uniquement des révolutions pour la liberté et la démocratie. L'effet des politiques néolibérales, et notamment l'augmentation des prix depuis 2008, a eu un effet direct sur les sociétés, sur les plus pauvres comme sur la petite classe moyenne. Le pain est la figure d'une question sociale qui ne se formule pas, ou se formule autrement : la corruption, visée directement par l'ensemble des mouvements, est pointée comme l'une des causes de la rareté du pain pour les plus modestes. Les émeutes du pain ne sont en ce sens pas des émeutes de la faim, mais bien des manières de figurer une aspiration à un partage plus équitable des ressources – et donc du pain que l'on peut partager. Le slogan écrit sur le pain rond et plat – « Corruption = faim » – résume cette analyse complexe de manière on ne peut plus claire. En cela, la faim n'est pas vécue comme une calamité sans cause, elle est la conséquence logique d'un dérèglement autoritaire des missions. L'État, auquel on pouvait concéder des formes d'autoritarisme tant qu'il remplissait sa mission de subvenir aux besoins du plus grand nombre, rompt le pacte lorsque le pain manque.

Si l'on peut considérer que les conflits autour de la sécurité alimentaire sont les conflits structurants au Moyen-Orient, c'est certainement parce qu'ils contiennent plus que la question alimentaire, et mettent en jeu la possibilité même d'un vivre ensemble, et donc des enjeux démocratiques fondamentaux.

fig-041

Fig.2.07.jpg

Des manifestants égyptiens brandissent des drapeaux des nations arabes sur la place Tahrir, au Caire, le 13 mai 2011. Photo : Khaled Desouki / AFP / Getty Images.

Le drapeau national

► Tous pays

Le 4 novembre 2011, lors de la manifestation du vendredi nommé « Allah est grand » [► [Les noms des vendredis](#) • PAGE 133], les révolutionnaires de la ville de Homs hissent l'ancien drapeau syrien constitué de trois bandes horizontales, verte, blanche et noire, frappées de trois étoiles rouges à cinq branches. Ils s'alignent ainsi sur le Conseil national syrien, l'instance de transition formée à Istanbul par les opposants au régime. Ce retour à l'emblème national d'avant le coup d'État de 1963, qui a porté le parti Baath puis la famille Assad au pouvoir, est perçu comme un acte fondateur du nouvel ordre politique et de l'identité nationale en cours de construction. Sans être inédits dans les États arabes depuis l'ère des indépendances, les changements de drapeau et les controverses qu'ils engendrent à chaque fois sont un bon indicateur des dissensions internes à propos de l'histoire et de l'identité nationales comme des luttes de pouvoir dans chaque pays.

Le cas syrien rappelle le libyen. En août 2011, le drapeau uniformément vert imposé par Kadhafi lorsqu'il instaure en 1977 la Grande Jamahiriyya libyenne, est remplacé par celui de l'époque monarchique, datant de l'Indépendance, de 1951. En tant que marqueur identitaire et fétiche de l'appartenance nationale, le drapeau renvoie éminemment à la structuration et à l'historicité de l'État, sa nature et son imaginaire collectif. Il atteste du récit collectif sous-jacent au « faire-nation », en même temps qu'il l'entretient et le met en scène. En cela, il n'est pas seulement un lieu de mémoire, mais également un puissant symbole du lien national ainsi que de sa légitimation. Cette articulation entre emblème et pouvoir explique pourquoi, en Syrie et en Libye, au moment des soulèvements de 2011, la contestation du drapeau s'inscrit dans la protestation tandis que sa substitution devient un acte révolutionnaire. Dans ces deux cas, hisser un nouveau drapeau ne revient pas seulement à décréter un temps nouveau marqué par la chute, réelle ou souhaitée, de l'ancien régime autoritaire. Cela revient aussi à « proposer notre propre définition de la patrie », comme l'explique un activiste à Homs en novembre 2011. Le choix du drapeau et l'agencement de ses composantes témoignent des orientations idéologiques au fondement même de cette définition. De la même manière, les manifestant·e·s irakien·ne·s ont souhaité très vite restaurer le drapeau irakien d'avant les années 1990 en supprimant le « *Allah akbar* » ajouté en son cœur par Saddam Hussein [► « [Allah akbar](#) » • PAGE 159].

Le 7 mars 2012, lors de l'occupation de la faculté des lettres de la Manouba à Tunis, un étudiant salafiste monte sur le toit du bâtiment et y remplace le drapeau national par celui de l'État islamique. Il est immédiatement suivi par une étudiante, Khaoula Rashidi, qui s'interpose pour protéger le drapeau national. Le bref corps à corps qui s'ensuit et qui s'achève par la restauration du drapeau national est filmé et diffusé largement. La scène a une forte charge héroïque et vaut à la jeune étudiante, louée pour son courage physique et moral, une certaine notoriété. L'association entre la femme et le drapeau national trouve dans cet affrontement spectaculaire une illustration épique, en même temps qu'elle symbolise la résistance ultime face aux islamistes. Cette association entre les femmes tunisiennes et leur drapeau se renouvelle à de nombreuses reprises, notamment lorsqu'elles défilent le 13 août 2012 (jour de la fête de la femme et de la famille, célébrant la promulgation du Code du statut personnel de 1956) dans des robes taillées dans le drapeau rouge et blanc. On est ici bien entendu dans l'ordre du symbolique, mais il joue un rôle important pour la définition des positions dans la Tunisie révolutionnaire, les partisans d'Ennahdha faisant dès lors usage du répertoire patriotique pour signifier leur « conversion » au cadre national. C'est le drapeau qui devient depuis l'emblème commun. Depuis la destitution de Ben Ali et la destruction de ses portraits, le drapeau encadré remplace l'effigie officielle des présidents et devient le seul symbole national dans les administrations publiques.

Le changement de drapeau est un acte révolutionnaire par excellence. Il est souvent le préalable à l'instauration d'un ordre politique nouveau. Dans les pays où l'emblème national n'est aucunement sujet à dissensions, le temps révolutionnaire l'investit, néanmoins, d'une symbolique renouvelée. Lors du *hirak* algérien et de la *thawra* libanaise de 2019, les manifestant·e·s se réapproprient avec force et fierté le drapeau national. Elles et ils le brandissent, s'en drapent, y taillent des costumes traditionnels ou des accessoires de mode (sacs à main, foulards, etc.). En Algérie, des drapeaux géants de plusieurs mètres de long ont été confectionnés à l'image de celui composé de quarante-huit unités cousues ensemble pour symboliser les quarante-huit régions du pays. Alors qu'il était devenu le simple adjuvant d'un populisme et d'un patriotisme creux au service des régimes en place, suscitant au mieux indifférence ou au pire une certaine révolusion [► [Quitter son pays](#) • PAGE 35], retrouvant périodiquement la faveur des foules lors d'événements sportifs ou dans des cadres contestataires, le drapeau signifie de nouveau, dans l'effervescence collective, la possibilité d'une unité, d'un « nous, le peuple » [► « [Lorsqu'un jour le peuple veut vivre](#) » • PAGE 103] transcendant toutes les divisions. On a vu fleurir sur les réseaux sociaux en 2011 des images de drapeaux sur lesquels se juxtaposait un cercle formé par des mains jointes. En février 2019, les premiers appels anonymes à manifester contre la perspective d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika insistent sur la nécessité de se rassembler sous la même bannière qui est souvent juxtaposée, sans rivalité aucune, au drapeau amazigh, un emblème interdit par le pouvoir.

Force est de constater que réinvestir le drapeau dans le moment révolutionnaire confère à la lutte une dynamique de réaffirmation, si ce n'est de libération contre un régime ayant réduit le plus souvent la « nation » à un mot vidé de son sens. Le drapeau devient alors le lieu de la performance contestataire et l'enjeu de la contestation, car par métonymie c'est la nation elle-même qu'il incarne. Ce double processus de réconciliation collective et de fusion nationale, d'une part, et d'inscription dans le temps long de l'histoire, d'autre part, est particulièrement saillant en Algérie. On ressort les drapeaux de la guerre d'indépendance (1954-1962). « Le 5 juillet 1962, ma grand-mère a porté ce drapeau et c'est avec une immense fierté que je l'arbore à mon tour en ce jour historique », peut-on lire sur un mur virtuel le 8 mars 2019, au troisième vendredi du *hirak*. Ces « trésors de famille » sont sortis comme pour la reprise du combat des aîné·e·s en inscrivant le temps présent dans une continuité révolutionnaire.

Au-delà de sa charge politique et identitaire, le drapeau national suscite dans l'ensemble des pays une émotion qui est proche de la communion. Les drapeaux nationaux saturent l'espace des mobilisations. Une seule exception, celle du drapeau palestinien, qui se retrouve occasionnellement dans tous les pays, devenant parfois même un substitut pour le combat des peuples, comme la lutte pour la Palestine a été longtemps la lutte métaphorique pour l'émancipation dans les différentes régions du monde arabe. Mais à cette exception près, comme dans le passé, le drapeau national demeure au cœur de l'esthétique de la lutte.

fig-043

Fig.2.08.jpg

Les mots « Karama », une opération lancée en Libye en 2014 contre les milices islamiques, et « Misrati », du nom de la ville de Misrata d'où sont originaires les milices de Fajr Libya, sont barrés d'une croix rouge. En dessous, en rouge, est inscrit « Allah akbar ». Tripoli, Libye, 2014. Photo : Tom Wescott.

« Allah akbar »

► Tous pays

« *Allah akbar* », « Dieu est – plus – grand », est un cri que l'on entend souvent dans les manifestations dans le monde arabe et musulman. Ce sont des moments où l'on observe une déstabilisation du religieux et du politique, de différentes manières. L'usage de la formule « *Allah akbar* » est plus banal au Moyen-Orient qu'au Maghreb. Au Moyen-Orient, la locution est fréquemment utilisée pour témoigner d'une émotion, qu'elle soit un grand plaisir – par exemple à l'écoute d'une musique – ou un choc – l'annonce d'un décès par exemple. C'est cet usage banal que l'on retrouve le plus souvent dans les soulèvements. Lorsqu'un manifestant tombe sous les balles, qu'une bombe s'écrase ou lorsque l'on célèbre une victoire, une barrière qui cède, une avancée dans le cadre d'une bataille.

En dehors de cet usage banal, « *Allah akbar* » accompagne d'évidence des cérémonies religieuses qui peuvent se transformer, dans le cadre des révolutions, en événements politiques (notamment les enterrements). La foule accompagnant le corps et entourant la famille scandale alors des phrases religieuses comme « *Allah akbar* » ou la *Shahada* (« Il n'y a de dieu qu'Allah et Mohamed est son prophète »).

Une dimension « miraculeuse » peut accompagner cet usage de la grandeur divine. L'intervention divine, du côté des manifestant·e·s, est alors constatée ou demandée. Ainsi, le fait que la police recule peut être appréhendé comme un miracle. À l'inverse, l'accentuation de la répression se traduit, en Syrie, par : « Personne n'est avec nous sauf Dieu. » Des moments à forte connotation religieuse se politisent [► Enterrer, manifester • PAGE 91], alors que les prières de rue deviennent l'une des formes de l'action collective.

Entre ces deux usages, l'un complètement « sécularisé », l'autre lié directement à l'univers du religieux, se situe une pratique politique. Le *takbir* – c'est-à-dire le fait d'en appeler à Dieu en criant « *Allah akbar* » – dans le cadre de manifestations politiques n'est pas une évidence : il s'agit là de lancer le *takbir* comme un slogan. On peut l'observer sur une mobilisation de rue à Idlib en Syrie, le 12 janvier 2012. Les manifestant·e·s, aligné·e·s, chantent et sautent en portant des banderoles. Ils et elles crient « *Allah akbar* », tapent trois fois dans leurs mains, enchaînent d'autres slogans, puis le meneur, celui qui tient le micro ou le mégaphone, lance « *Takbir* », auquel répond, chanté par la foule, « *Allah akbar* ». Le meneur lance alors une salve d'insultes dirigées contre Bachar al-Assad : « Que ton grand-père soit maudit pour le discours que tu as prononcé. » Le texte de ces malédictions est accompagné par des percussions, et se transforme en chant lorsque la foule reprend « *hey, hey, hey* ».

Certains forment un cercle pour danser la dabkeh [► La dabkeh • PAGE 207]. On entend encore des paroles telles que « Prépare-toi, Bachar, tu viens après Kadhafi », ou « Saluez Idlib et ses révolutionnaires », « Saluez Homs et ses hommes libres », « Nous sommes dans l'ère des révolutions, donne-nous la victoire, mon Dieu », « Va-t'en,

Bachar, va-t'en, espèce de crétin ». Ici, le *takbir* est bien inséré dans le rituel protestataire. Il scande les différents moments et sert à « chauffer la foule » : le meneur peut ainsi lancer un *takbir*, et si on lui répond trop mollement à son goût, alors il criera à nouveau « *Takbir* », plusieurs fois, afin que la réponse arrive, massive et puissante. Il reprend alors les slogans sur un autre rythme et un autre air.

Il serait faux néanmoins de penser que le *takbir* n'a rien de religieux. Même si son usage en manifestation s'avère assez pragmatique et presque dénué de connotations religieuses dans le contexte proche-oriental, faisant plutôt appel à une routine langagière, sa scansion par la foule dans des contextes politiques fait écho à un passé. L'histoire de la mobilisation d'un répertoire religieux dans les manifestations de rue évoque d'emblée les manifestations de la révolution iranienne et les différents rituels politico-religieux des mondes chiites. En 1979, les révolutionnaires iraniens faisaient usage du *takbir* dans des manifestations nocturnes où chacun répondait depuis sa fenêtre à un « lanceur ». On peut faire l'hypothèse d'un emprunt aux cérémonies chiites et à leurs utilisations politiques (notamment via le Hezbollah libanais), qui sont des images fortes circulant dans cet espace, y compris pour des populations à très grande majorité sunnite. On sait également que la révolution iranienne est un réservoir et un système de référence pour les islamistes, qu'ils et elles soient sunnites ou chiites. Les références du répertoire séculier de l'usage du *takbir* sont nombreuses et anciennes, elles incluent les manifestations palestiniennes, ou de soutien à la cause palestinienne, mais aussi les manifestations anticoloniales. Cette histoire longue pourrait avoir démonétisé l'aspect religieux de la formule, lui donnant un caractère identitaire plus général.

Pourtant, depuis les années 1980, dans certains contextes, l'usage d'un répertoire religieux dans des manifestations politiques ne va pas de soi et devient un signe d'appartenance politique clair. Le *takbir* prend alors différents visages. S'il peut encore être lu comme une interjection spontanée au Levant, il faut, par exemple en Égypte, le décrypter en fonction du contexte. Comme cri d'alarme ou de surprise isolé, il ne pose pas véritablement question. Comme slogan d'encadrement, il est moins neutre et fait l'objet d'appropriations et de contestations. Il dit aussi parfois à quel point la socialisation politique, empêchée par la dictature, s'est drapée dans les habits du religieux. C'est vraisemblablement le cas en Syrie, où l'usage du *takbir*, extrêmement fréquent, ne veut pas forcément dire qu'on a affaire à une manifestation islamiste.

Dans le cadre des révolutions arabes, les répertoires sont bousculés. Les jeunes activistes tunisien·ne·s peuvent par exemple user du *takbir* en référence aux révolutionnaires syrien·ne·s en 2012-2013, appelant ainsi à la solidarité révolutionnaire en faisant usage de rites qu'ils et elles observent, et qui circulent. Ils et elles s'approprient alors dans le même temps le drapeau rebelle syrien et des manières de faire, sans forcément importer le référent religieux.

C'est ainsi que l'on peut interpréter, par exemple, le message du rappeur tunisien El General, lorsqu'il écrit la chanson « Allah akbar ». Il appelle à la mobilisation des Arabes et des musulmans contre les injustices, par des paroles guerrières très représentatives d'une certaine vulgate, dans laquelle on retrouve par exemple l'utilisation de la formule « les Juifs » pour désigner « les ennemis ». Il oppose « ceux qui nous gouvernent » et les Arabes et les musulmans qui doivent se réveiller, il en appelle à l'union des Arabes musulmans contre l'injustice. On voit là, chez un musicien qui n'a pas forcément été socialisé avec des références politiques identifiées, la reprise d'un répertoire religieux contestataire, dans lequel les martyrs ont une place particulière, assimilée à l'objectif de donner sa vie pour la révolution. La dimension transnationale de la révolution est ici essentielle, elle est aussi identitaire et masculiniste (« Arabe, musulman, j'ai le sang chaud », « *Arbî muslim dammi skhûn* »). On peut la lire comme une chanson de mobilisation, très représentative du contexte de 2012 où le caractère transnational, voire panarabe, de la rébellion était puissant.

Hey Yo

Arabe, musulman, j'ai le sang chaud.

Je suis le gardien de mon Dieu, du Coran et du Prophète.

Si tu es en train de vivre tranquille,

Je veux que tu n'oublies pas que d'autres sont dans une situation difficile.

Un Arabe musulman tout comme toi, qui vit dans l'humiliation,

Jusqu'à quand vas-tu continuer à te taire, à regarder l'injustice.

[refrain]

Allah akbar ! L'étendard de l'islam toujours en haut.

Allah akbar ! Tu ne m'arrêteras jamais même si j'en meurs.

Allah akbar ! Du fond de mon cœur je le dis tout fort :

Allah akbar ! *Allah akbar* !

À cela il faut ajouter de nouvelles strates. Les symboles religieux n'ont pas été introduits en politique uniquement par les islamistes. Leur diffusion par les pouvoirs pour accompagner leurs insignes a été assez générale, y compris pour les régimes souvent considérés comme laïques. Cela va de l'accentuation de la dimension religieuse transnationale du trône chérifien autant au Maroc qu'en Jordanie, à la création de la radio al-Zitouna par les membres du clan Ben Ali, à l'inscription de « *Allah akbar* » sur le drapeau irakien dans les années 1990. Cette inscription a été détournée par les manifestant·e·s, qui lui préférèrent une affirmation

nationaliste : « *al-Irak akbar* » (« L'Irak est le plus grand »), figurant par là que la politique avait un cadre, celui de l'État, et un territoire, le pays.

fig-045

Fig.2.09.jpg

Dessin représentant la mort de Mohcine Fikri. D.R.

Le martyr de la révolution

► Tous pays

Le 6 juin 2010, deux officiers de police enlèvent Khaled Saïd dans un café Internet d'Alexandrie, après avoir commencé à le battre. On retrouve le corps à la morgue, et la police explique qu'il serait mort suffoqué en avalant un paquet de cannabis qu'il voulait cacher. Selon des témoins, le cannabis appartenait aux policiers, que Khaled Saïd avait surpris en train de dealer. Les photos de son cadavre, défiguré par les marques de la torture, sont la preuve que la version institutionnelle est fautive. La page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd », ouverte par l'activiste Wael Ghonim, canalise pendant des mois l'indignation face aux abus policiers, avant de lancer un appel à la mobilisation pour le 25 janvier, jour de la fête de la police. La mère de Khaled Saïd lance aussi un appel sur YouTube, pour encourager la jeunesse à y participer. Elle porte un collier avec l'effigie de son fils. Elle parle calmement, mais avec fermeté : « On ne peut pas rester chez soi », dit-elle, en affirmant que chacun, fille ou garçon, a le devoir de défendre sa maison, sa famille et son droit contre l'oppression. Elle dénonce les lois d'urgence, qui font de tout jeune un potentiel martyr :

Ils prennent un jeune qui allait prier, qui sortait la nuit de sa prière de Ramadan, qui allait acheter quelque chose, tous ils peuvent les prendre dans la rue, les torturer et puis les jeter [...]. Mon fils serait-il le seul à avoir subi ça ?! Il y en a eu une douzaine après lui ! [...] Au lieu d'élever les jeunes, de les soigner s'ils sont malades, de les instruire s'ils sont ignorants, ils les tuent, pour qu'on n'ait plus de jeunes chez nous.

La polysémie du terme arabe « *shahîd* », qu'on fait correspondre à « martyr », complique son usage. La racine *sh-h-d* renvoie d'abord au « témoin », ce qui semble avoir été son sens premier dans le Coran.

Traditionnellement, l'islam distingue entre les « martyrs du champ de bataille » et ceux et celles qui sont mort·e·s, violemment ou prématurément, dans l'acte de servir Dieu, de défendre leur croyance ou leurs proches. Dans les deux cas, l'intention – non pas de donner sa vie, mais de se battre pour la justice – serait primordiale pour qualifier quelqu'un de martyr. Le terme « *shahîd* » a eu cours dans le débat public avec la guerre Iran-Irak (1980-1988) et la première Intifada palestinienne (1987-1993), qui l'ont porté à l'attention de la communauté internationale, sans toutefois démêler son ambiguïté.

Pour mettre de l'ordre dans cette nébuleuse, Hamit Bozarslan distingue, pour le cas kurde, quatre catégories de *shahîd* : les victimes non combattantes, les combattant·e·s, les combattant·e·s emblématiques (tels les héros de guerre ou les dirigeant·e·s renommé·e·s), et ceux des luttes intra-kurdes, dont la mémoire est liée à des factions. La distinction principale est encore une fois entre combattants et non-combattants : elle semble dresser une frontière idéale entre une mort engagée et une mort trouvée sans combat. Souvent, les non-combattant·e·s sont les victimes d'un massacre, qu'on commémore en tant que groupe. En revanche, les combattants sont commémorés en tant qu'individus, des hommes auxquels on associe un nom et un parcours. Ce sont des pères, des maris, des fils qui menaient, au-delà de leur action pour la cause nationale, des existences auxquelles on peut s'identifier. Cette distinction se rencontre également dans le sud du Liban, et dans le contexte du combat contre Israël.

Le traitement du *shahîd* au cours des révolutions arabes semble brouiller les pistes de cette catégorisation de guerre. La distinction entre combattant et non-combattant ne peut s'appliquer à des actes de violence contre des civils non armés, perpétrés non pas par un ennemi extérieur, mais par les autorités du pays dont ils sont les citoyens. Le collectif « Mémoire créative de la révolution syrienne » définit comme martyre « la première personne tuée durant les manifestations ou en détention, et dont la mort, dans de nombreux endroits, a précipité le cours des événements, faisant d'elle un symbole » [► [Le suicide comme contestation sociale](#) • PAGE 29]. Le martyr emblématique des révolutions arabes n'est donc pas un dirigeant ou un guerrier, mais un citoyen qui devient l'icône d'un peuple, car sa fin pouvait être celle de tout le monde sous un régime autoritaire. C'est ainsi qu'on peut lire l'importance accordée au « premier » mort, dont le modèle est le vendeur de légumes de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi.

En effet, un acte de violence du régime ne suffit pas, en soi, à pousser les citoyens à se révolter. Il faut qu'il soit porté à l'attention populaire par des proches, des ami·e·s et ensuite de simples citoyen·ne·s capables de défier le

silence ou le déni des institutions. En d'autres termes, il faut une histoire personnelle poignante et un réseau en mesure de la défendre. Les détails biographiques parviennent ainsi à sortir le martyr de l'anonymat de la statistique, où les victimes des dictatures ne figurent qu'en termes quantitatifs, souvent imprécis, car difficiles à élucider dans des États qui musellent l'information. La conservation de sa mémoire auprès d'un groupe de personnes l'ayant connu permet de construire un lien émotionnel et de susciter l'identification, à l'origine de l'indignation. Le rôle des mères des martyrs est donc capital : leur présence dans l'espace public ou sur la Toile, lors d'événements cruciaux pour l'avenir de la révolution, réveille la conscience collective des révolutionnaires. Ces gardiennes d'une mémoire familiale, qui portent des pancartes ou des colliers avec les photos de leurs enfants, deviennent les gardiennes du récit révolutionnaire, qui, en désignant les victimes et les bourreaux, rompt définitivement avec le récit institutionnel. La poétesse syrienne Hala Mohammad consacre une partie de son recueil *Le papillon a dit (Qâlat al-farâsha*, 2013) à ces « Mères ». Le poème pour la mère de Hamzah al-Khatib illustre bien cette guerre de mémoires.

L'infirmière qui pointe vers ta photo
à la télévision
dans le rapport du légiste
n'est pas ta mère.
Elle a de longs ongles rouges
et garde la photo du bout de ses doigts
manucurés
en essayant de ne pas se salir avec le sang de la photo
notre mort la dégoûte
notre sang l'effraie,
Hamza.
[...]
Tu n'es pas leur enfant, mon enfant.

La tension entre nom et anonymat s'accompagne souvent de la distinction entre le martyr dans la mobilisation et le martyr en détention. Le premier peut espérer être récupéré par ses compagnons de lutte, qui lui donneront une sépulture en défendant sa mémoire. Le second, enlevé par le régime, risque de disparaître sans laisser des traces, en ayant sa mémoire anéantie ou salie par le récit institutionnel. C'est ainsi qu'on peut interpréter des déclarations apparemment contradictoires comme « nous sommes tous Khaled Saïd » (au pluriel) et « je ne veux pas être un autre Khaled Saïd » (au singulier), que l'on peut voir ou entendre en Égypte jusqu'en janvier 2011. En se remémorant les dix-huit jours d'occupation de la place Tahrir, l'activiste Mona Seif décrit la marche des manifestant·e·s, qui constituent des fronts où l'on tombe, fauché·e·s par les snipers qui tirent des ponts ou des toits [► [Le tireur embusqué](#) • PAGE 171], avant que d'autres manifestant·e·s prennent la place des martyrs et continuent de marcher. Malgré leur nombre, ces martyrs du *midan* (de la « place ») ne sont pas destiné·e·s à l'oubli. Ils et elles peuvent donner du sens à leur sacrifice car ils et elles se savent entouré·e·s de gens dont ils et elles partagent les aspirations. La situation change quand on essaie de rejoindre la place encerclée par les forces du régime, ou quand celles-ci l'investissent de tout leur poids, comme le 2 février 2011, jour dit de la « bataille des chameaux ». Un tweet de Hossam al-Hamalawi prévient alors celles et ceux qui ne sont pas descendu·e·s dans la rue :

Vous irez récupérer nos cadavres dans les poubelles, si on ne gagne pas.

Cette tension entre nom et anonymat s'accompagne en effet de celle entre le tombeau et la fosse commune. Dans des endroits emblématiques de la contestation, des monuments aux martyrs sont dressés, souvent avec des matériaux de fortune, pour afficher les photos, les noms et les histoires de celles et ceux qui sont tombé·e·s dans la lutte. Le martyr dans la mobilisation est présenté comme plus désirable qu'une vie en dictature :

Je mourrai place Tahrir sans que tu me gouvernes, plutôt que de vivre dans l'humiliation... Tu vas dégager, Moubarak !

C'est une pierre qu'on apporte à l'édifice national : « C'est mon linceul pour l'Égypte » (« *Hadhâ kafnî min ajl Misr* »), lit-on sur des pancartes que portent des hommes drapés dans des suaires blancs. Le 6 février 2011, le poète Abd al-Rahmân al-Abnûdî fait circuler sur la place un long poème dont quelques vers illustrent bien ce retournement entre mort et vie.

Les jeunes prodigieux ont tourné l'automne en printemps
Ils ont accompli le miracle, réveillé le tué de son trépas
Tue-moi, me tuer ne ramènera pas ton État
J'écris une nouvelle vie pour ma patrie avec mon sang

La mort du martyr est donc célébrée comme une victoire morale, car elle oppose la grandeur de la victime à la petitesse de son bourreau, serviteur d'un régime fondé sur la violence. C'est tout un système de pouvoir qui est délégitimé à travers le martyr, comme on le lit dans un slogan qui vise Moubarak : « Ce n'est pas mon père, celui qui tue mon frère ». Cette délégitimation est encore plus accentuée dans le cas syrien, où la répression du régime atteint une ampleur et une brutalité sans bornes. La série *Top Goon. Journal d'un petit dictateur* du collectif

Massasit Matti [► **Humour, absurde et révolution** • PAGE 221] se clôt sur une représentation du Jugement dernier. Dans une sorte de tribunal idéal, Bachar al-Assad est appelé à répondre de ses actions par la voix d'un martyr. Un dialogue de sourds s'ensuit :

« Qui es-tu ?

– Tu m'as mis en prison et torturé. Tu me connais.

– Je n'ai torturé personne.

– Tu as donné l'ordre. »

à la suite des requêtes pressantes du dictateur, qui s'enquiert sur son identité, Hamza al-Khatib répond simplement : « Je suis Hamza. » Son prénom suffit à asseoir sa stature, alors que celui du dictateur est estropié en « Bichou », le « petit Bachar ».

fig-047

Fig.2.10.jpg

Capture d'écran du film *Still Recording*, documentaire réalisé par Ghiath Ayoub et Saeed al Batal en 2018, à partir d'images tournées en 2014 dans la Ghouta, près de Damas, Syrie.

Le tireur embusqué

► Égypte, Syrie, Tunisie

Véritable spectre des guerres civiles, dont la peur se diffuse avec les images des combats sanglants de Sarajevo des années 1990, le tireur embusqué ou sniper (« *qannâs* » en arabe) a plané sur les révolutions arabes. En Tunisie, « l'affaire des snipers » a éclaté au grand jour immédiatement après la séquence du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011. Dans les zones où les affrontements avec la police ont été les plus meurtriers, on évoque souvent ces agents encagoulés, postés sur les toits, qui tirent froidement sur les manifestant·e·s. Dans l'hôpital de Kasserine, les images des mort·e·s et blessé·e·s du 8 janvier ont notamment suscité un grand émoi. Une bonne partie de ces victimes auraient été, selon plusieurs témoignages, ciblées par des snipers.

Cet épisode dramatique, entouré de mystères, donne lieu à des récits contradictoires. Ainsi, Béji Caïd Essebsi, Premier ministre de mars à décembre 2011, a toujours catégoriquement nié l'existence de ces tireurs d'élite.

Dans une conférence de presse, sa phrase, devenue célèbre par la suite, est sans appel : « Que celui qui trouve un sniper me le ramène ! »

On eut pourtant bientôt la preuve du rôle joué par ces tireurs embusqués lors de la répression. L'enquête judiciaire ouverte par le tribunal militaire a montré que des hommes masqués avaient bel et bien tiré sur des manifestant·e·s depuis les toits, sans que l'on puisse vraiment savoir à quelle brigade ils appartenaient, ni qui leur en avait donné l'ordre.

Or, ces zones d'ombre nourrissent des interprétations multiples parmi les manifestant·e·s. Plusieurs se mettent alors à spéculer sur les snipers. Qui sont-ils ? Qui les a recrutés ? Pourquoi tirent-ils sur les gens ? Certains pensent qu'il s'agit de brigades étrangères auxquelles le régime de Ben Ali a fait appel pour semer la peur. D'autres soulignent le caractère injustifiable, voire contre-productif de ces actes du point de vue du pouvoir. D'où une version conspirationniste : ces snipers obéiraient à des clans dans l'État qui chercheraient à semer le chaos pour mettre fin au régime de Ben Ali. Une autre version, arguant de l'inexistence des munitions de fusil de précision chez les forces de sécurité, attribue ces épisodes meurtriers à une brigade militaire.

Ainsi, l'incertitude qui entoure cet épisode sanglant de la révolution tunisienne a produit des effets dans deux directions. Du côté des manifestant·e·s, elle a nourri une figure fantasmée du tireur d'élite en temps de révolte. S'ouvre alors un champ de discussion et de mise en récit, y compris sous une forme complotiste. Du côté du pouvoir, elle a forgé une justification fondée sur le recours à la raison d'État.

Le cas tunisien illustre bien l'ambivalence de la figure du sniper. Le tireur symbolise en premier lieu la dimension répressive pure, perçue comme une démonstration de force. Alors que les manifestant·e·s sont dans la rue, les snipers sont sur les toits, visibles seulement par le bout du canon qui dépasse. À l'inverse du policier qui tire dans la foule, le sniper n'hésite pas à cibler femmes et enfants, consciemment, dans le temps long de la visée. L'image des snipers israéliens tirant sur les jeunes frondeurs de la première Intifada est tristement célèbre, leurs balles en caoutchouc ont tué et éborgné. Lors des marches de la commémoration de la Nakba en 2018, plus d'une soixantaine de manifestant·e·s sont mort·e·s ainsi.

Le 29 janvier 2011, alors que les manifestant·e·s se rassemblent devant le bâtiment du ministère de l'Intérieur au Caire, des snipers, postés sur les toits et les fenêtres des rues alentour, ouvrent le feu. Ce genre de tireurs

prend part au massacre de la place Rabaa Al-Adawiyya, à la mi-août 2013, et fait des centaines de morts parmi les militant·e·s pro-Morsi venus protester contre le coup d'État des militaires.

En Syrie, dans l'un des premiers cas de désertion de conscrits à Deraa, des militaires refusent de protéger un sniper tirant sur la foule, et menacent d'exécuter leurs supérieurs.

La figure du tireur embusqué est au centre des récits sur l'envenimement des contestations. Il représente, en quelque sorte, le pendant militaire de l'image du casseur qui, lui, est plutôt associé à la police. Le sniper tire pour faire dégénérer des manifestations et légitimer le recours à la force. Le sniper devient ainsi un élément exogène, parfois qualifié de « mercenaire », un étranger payé par les pouvoirs en place. Ces récits reviennent en boucle dans les explications des premiers coups de feu tirés contre la police en Syrie. Alors que les policiers peuvent hésiter face aux manifestant·e·s, les tireurs des services de renseignement n'auraient pas ces scrupules.

Enfin, le sniper est également une figure fantasmée dans les phases guerrières de la révolution syrienne.

Solitaire, courageux et sans remords, un nombre incalculable de vidéos et montages, de différents camps politiques, le mettent en scène dans des duels avec d'autres snipers. *Still Recording*, un documentaire réalisé par Ghiath Ayoub et Saeed al Batal à partir d'images tournées en 2014 dans la Ghouta, zone de combats féroces, désacralise l'image du tireur d'élite. Le caméraman discute avec un sniper des forces de l'opposition. Celui-ci est installé à son poste et boit un thé chaud. Il explique, au son d'une chanson de la grande diva libanaise Fairouz, que le type d'en face doit sûrement être en train de le viser aussi.

La sonnerie de son téléphone interrompt la conversation. C'est sa mère. Il lui répond tout naturellement, tout en continuant à regarder dans le viseur, lui cachant cette activité en essayant de la rassurer sur son sort.

Shaima al-Sabagh Assassinée le 24 janvier 2015

► Égypte

L'image de Shaima al-Sabagh, déjà morte mais encore debout, s'est diffusée comme une traînée de poudre portant, bien au-delà des frontières égyptiennes, la nouvelle de son assassinat par la police lors du quatrième anniversaire de la révolution. En Égypte, son meurtre a lieu dans un contexte de défaites. Néanmoins, dans le partage du sentiment d'indignation en réaction à sa mort, se matérialise momentanément une communauté de révolutionnaires, éclatée par les événements qui se sont succédé depuis 2011, et *a fortiori* depuis le coup d'État de l'été 2013.

En 2014, les manifestations marquant l'anniversaire de la révolution avaient été violemment réprimées. En 2015, le Parti de l'alliance populaire socialiste auquel appartenait Shaima, décide donc de marquer l'anniversaire en se tenant à distance. La veille du 25 janvier, les militant·e·s se contentent ainsi de déposer des fleurs en hommage aux martyrs sur la place Tal'at-Harb au centre-ville du Caire, qu'ils substituent à la place Tahrir, plus exposée. La police disperse le petit groupe d'une dizaine de personnes déposant des fleurs. Ils usent de la force et Shaima reçoit un tir de grenaille. À huit mètres de distance, le tir est léthal. Son camarade la rattrape au vol ; il la maintient sur pied lorsque la photo est prise.

Le cliché, choquant, rend compte quasiment instantanément du drame de l'assassinat de cette jeune femme qui, en laissant son enfant de cinq ans ce matin-là, ne se dirigeait pas vers le martyr. Son appartenance au Parti de l'alliance populaire amplifie encore l'écho de sa mort, à l'image d'un autre martyr de l'organisation, Mina Daniel, jeune homme écrasé par un char de l'armée lors d'une occupation en octobre 2011. Très active dans son organisation mais aussi auprès des syndicats indépendants dont la construction s'était largement étendue après 2011, Shaima représentait d'une certaine manière l'avenir des anciens. Elle symbolisait la jeunesse pour son organisation, dont la mission était de rassembler les différentes tendances de la gauche égyptienne.

Anthropologue et marionnettiste, elle appartenait aux milieux culturels d'Alexandrie. Sa mort fit événement. En introduisant une rupture, elle put donner l'impression que quelque chose pourrait se passer. Paradoxalement, la communauté révolutionnaire dont la naissance avait reposé sur sa capacité d'action collective se renouait dans l'impuissance, dans un contexte de défaite face à la contre-révolution. Ses funérailles, massives et sans heurts, protégèrent des militant·e·s fugitif·ve·s qui purent diriger les chants contre le régime et pour la révolution. Dans les suites, aucun contre-récit ne vint véritablement entacher le consensus global quant à l'injustice de la mort de cette jeune mère vouée à son pays. Au contraire, le policier coupable du tir fit l'objet d'une condamnation à quinze ans de prison, fait exceptionnel en matière de violence policière. Son jugement fut néanmoins annulé quelque temps plus tard.

« Baniyas est le tombeau des *shabbiha* ». Inscription sur une épave de voiture à Baniyas, ville portuaire de Syrie où furent commis des massacres les 2 et 3 mai 2013 par les milices du régime syrien, les *shabbiha*. D.R.

Miliciens et autres agents civils du pouvoir Shabbiha, Baltageyya

► Égypte, Jordanie, Libye, Syrie

C'est un petit théâtre de marionnettes. Le personnage principal est tenu par un certain « Bichou », un personnage longiligne avec un cheveu sur la langue [► [Le martyr de la révolution](#) • PAGE 165]. Il est la représentation grotesque de Bachar al-Assad, héros sanguinaire et pleutre de la série *Top Goon. Journal d'un petit dictateur* [► [Humour, absurde et révolution](#) • PAGE 221]. Son domestique personnel est un *shabbih*. Quand Bichou se réveille effrayé au cœur de la nuit par les « cauchemars » de la révolution, le *shabbih* le reconforte :

Non, il n'y a pas de renversement du régime. Là il faut que vous retourniez dormir parce que demain c'est vendredi et on a beaucoup de travail.

Il berce aussi Bichou :

Dormez bien, dormez bien, on vous massacre le peuple syrien...

Dans les différents épisodes de *Top Goon*, Bichou est à la fois en contrôle et contrôlé par le *shabbih*, et son titre est « al-Shabbih al-Awwal », c'est-à-dire « le premier des *shabbiha* ».

Mais qui sont ces personnages étranges qui portent le nom de fantômes, et qui sont au cœur de la répression sanglante de la révolution syrienne ? L'histoire des *shabbiha* syriens n'est pas nouvelle. Le terme remonte en effet aux années 1980. La caravane de Jamil al-Assad, le frère de Hafez al-Assad, était composée de six Mercedes-Benz classe S aux vitres fumées, qui ne permettaient à personne de voir qui était à bord. C'est pour cela qu'on les appelait des fantômes (« *shabah* »). La rumeur disait qu'il les utilisait pour de la contrebande d'armes, de cannabis ou de cigarettes. Les Mercedes se lançaient tôt le matin de Qardaha à Alep et rentraient l'après-midi. Elles s'engageaient à toute vitesse sur les lacets de la route montagneuse et les habitants qui ne dégageaient pas assez vite la voie étaient éloignés par des coups de klaxon, des crachats, voire des tirs en l'air. C'est à partir de cette époque qu'on a fini par désigner les hommes de main du régime de ce nom de « *shabbiha* ».

L'existence de ces milices est attestée dans de nombreux pays de la région, mais on utilise des termes différents pour les caractériser. Il s'agit toujours de milices ou de voyous au service des régimes mais pas officiellement recrutés dans l'armée (sauf pour le cas de la Libye de Kadhafi) ; pourtant, même pour l'Égypte et la Syrie, les sources montrent un entraînement paramilitaire de plus en plus poussé et une intégration de plus en plus grande dans les forces du régime après les révolutions. En Libye, des histoires circulent selon lesquelles on aurait pris les « Tchadiens de Kadhafi » (« *murtaziqa* ») pour aller faire la « Zenga zenga » [► [Zenga zenga !](#) • PAGE 224] et massacrer les Libyens. On suppose alors que ces étrangers à la solde du régime n'ont pas d'attaches sur place et sont donc prêts à tout. Une théorie similaire fait des *shabbiha* syriens des étrangers dans leur propre pays, étant donné qu'ils seraient en majorité choisis parmi les alaouites, et seraient donc prêts à exterminer les sunnites. Si ces histoires d'origine nationale et communautaire ont du vrai, elles donnent lieu en même temps à des rumeurs. Ces figures touchent en effet au lien problématique entre loyauté nationale et loyauté envers le dictateur. Lors de rassemblements progouvernementaux à Damas et dans d'autres villes de Syrie, les *shabbiha* portent des banderoles avec les inscriptions suivantes : « Assad, nous sommes tes *shabbiha* pour toujours », et « Assad, ton nom est gravé à l'eau-forte sur nos AK-47 ». Le dictateur se pose pour ces milices en particulier comme le père de la nation. Le *shabbih*, en lui étant fidèle, se perçoit comme fidèle à la cause nationale qui aurait été brisée par les révolutionnaires.

Un autre terme sert à désigner les milices du régime, que l'on utilise en Égypte et parfois aussi en Afrique du nord ; celui de « *baltageyya* ». Il viendrait du terme « *balta* », la machette, désignant alors celui qui se sert de cet objet. Le « *baltagi* », comme le *shabbih*, a un culte de la force physique, qu'il exhibe volontiers. Il est reconnaissable par cela, il porte souvent des lunettes de soleil et des habits de style militaire.

L'écrivaine syrienne Samar Yazbek en fait une description saisissante dans *Feux croisés. Journal de la révolution syrienne*.

Les *shabbiha* de Shaalan se promenaient dans les magasins, regardant autour d'eux. Je remarquais comment les *shabbiha* de Shaalan étaient différents des *shabbiha* de Harasta, Douma et Al-Marjeh ; ils étaient plus élégants, plus propres, ils avaient des chaînes en or sur la poitrine, ils avaient l'air comme

sculptés, la taille fine et la poitrine gonflée, comme des personnages de dessins animés. Mais ils gardaient la barbe taillée de près. La chose qu'ils avaient en commun avec les autres *shabbiha* que j'avais eu l'occasion de voir dans d'autres villes, c'était les yeux ; le même regard, sec et froid. Pas de paupières, pas de cils. C'était ces gens qui frappaient un gars jusqu'à ce qu'il soit couvert de sang, même s'il s'avérait ensuite qu'il faisait partie des forces de sécurité. Ce sont ceux-là qui attaquaient les jeunes gens qui refusaient de les rejoindre pour frapper les manifestants. [...] Je cherchais à fuir Internet et les informations à la télévision, à fuir les tueries, mais tout ce que je trouvais dans les rues c'était des coups, des arrestations, et de la peur. Qu'est-ce que cette ville dans laquelle je vis maintenant ? À chaque pas que nous faisons, c'est de l'humiliation en magasin pour chacun d'entre nous.

Le *shabbih* fait usage d'armes blanches comme des couteaux, des machettes, ou des torches incendiaires. Il a une foi aveugle dans la dictature, souvent plus encore dans le dictateur lui-même. Cette fidélité est souvent récompensée par des positions de pouvoir, de l'argent, une certaine ascension sociale. Elle est confortée par le fait qu'une fois que l'on a choisi son camp, il est très difficile d'en changer. On ne peut pas se réinventer une identité sous un autre gouvernement après avoir été *shabbih* ou *baltagi*.

Les *shabbiha* et les *baltageyya* sont craints et traqués par les révolutionnaires. L'activiste égyptien Mohannad Galal a tenté de surmonter cette peur en cherchant à identifier ces personnages. Il a commencé à prendre des photos dans la rue au cours des manifestations pour dénicher les *baltageyya* ou collaborateurs du régime infiltrés dans les rangs de l'opposition. À partir de ces photos, il a créé une base de données, allant jusqu'à s'infiltrer lui-même auprès des milices pour réaliser son travail d'identification. Ces tentatives ne débouchent pas sur des condamnations ou des mesures de rétorsions, elles constituent au mieux une forme de « *Shame and name* » à destination des bourreaux, et des vendus, perçus de manière générale comme des traîtres.

fig-052

Fig.2.12.jpg

Une femme passe devant un graffiti représentant une scène qui s'est tenue le 17 décembre 2011, près de la place Tahrir, au Caire, où une jeune manifestante avait été déshabillée et frappée par les forces de sécurité. La scène avait fait le tour des réseaux sociaux. Photo : REUTERS / Amr Dalsh – stock.adobe.com.

Le soutien-gorge bleu Le corps des femmes cible de la répression

► Égypte, Irak, Tunisie

17 décembre 2011. Des images d'une rare violence se mettent à tourner en boucle : elles montrent des soldats antiémeutes passant à tabac une femme voilée et la traînant sur plusieurs mètres, non loin de la place Tahrir, au Caire, avant de la laisser inanimée sur le sol. Dans leur violence, les soldats arrachent l'*abaya* de cette femme, dénudant le haut de son corps et exposant ainsi aux regards son soutien-gorge bleu. Ils la dominent de toute leur stature et semblent contempler leur œuvre pour ajouter à la violence physique l'humiliation publique. Depuis, la « femme au soutien-gorge bleu », dont l'identité est restée inconnue, est devenue un symbole de la révolution célébré par de nombreux graffitis dans tout le pays, notamment par des soutiens-gorge bleus peints au pochoir sur les murs. Le fait qu'elle était voilée a, semble-t-il, donné plus de force encore au symbole. Début 2012, le groupe d'activistes Anonymous lance l'opération Blue Bra Girl en appelant les internautes du monde entier à se montrer solidaires des Égyptiennes en se photographiant avec un soutien-gorge bleu.

Le temps des révoltes arabes a été marqué par une exposition plus grande du corps des femmes dans l'espace public. Les images diffusées par les télévisions, nationales comme étrangères, ont fréquemment cherché à arrêter le regard sur les manifestantes. Comme si leur pleine participation aux bouleversements du paysage politique et social était une surprise dans des sociétés où le corps féminin habituellement couvert, caché, vierge, fécondable, est le réceptacle de tous les interdits et de toutes les obsessions masculines.

En Égypte, comme en Tunisie, l'iconographie révolutionnaire a fait la part belle aux femmes de tous âges descendues dans la rue et, pour certaines d'entre elles, au péril de leur vie. En 2010-2011, le corps des femmes arabes émerge comme un message, un étendard qu'elles brandissent, pour rappeler qu'elles existent à travers lui et que la révolution ne se fera pas sans elles. En 2019, encore, au Soudan, en Irak ou au Liban, les femmes entrent pleinement dans l'arène révolutionnaire, s'exposant fortement et volontairement. Elles ont par exemple une forte visibilité sur la place Tahrir de Bagdad à partir d'octobre, et leur contribution à l'effort révolutionnaire est valorisée en tant que porte-parole, secouristes, logisticiennes de la révolte et victimes de la répression. Mais elles jouent aussi beaucoup avec le contraste supposé entre leur « féminité » et leur présence dans les

mobilisations [► Femmes en luttes • PAGE 65]. Peut-on faire de cette présence le signe d'un changement de mœurs au sein des sociétés, d'un recul du patriarcat, ou d'une sécularisation ? Rien n'est moins sûr. La violence qui leur a été faite sans discrimination par les forces de l'ordre pendant le moment révolutionnaire ainsi que les réactions ambiguës qu'elle a provoquées au sein des sociétés arabes en disent long sur les difficultés à rendre visible leur corps.

Tout a commencé avec les tests de virginité pratiqués par l'armée égyptienne sur les manifestantes arrêtées. Cette pratique, inconnue jusque-là, et tue par de nombreuses femmes qui craignent l'opprobre social et la vindicte familiale, a été dénoncée par une manifestante, Samira Ibrahim. Le 9 mars 2011, moins d'un mois après la chute de Hosni Moubarak, elle est arrêtée avec dix-sept autres femmes, alors qu'elles manifestent place Tahrir. Elles sont emmenées dans un centre de détention de l'armée où elles sont divisées en deux groupes, un pour les « vierges », et un autre pour les « non-vierges ». Elles sont alors battues, électrocutées et forcées à se déshabiller tandis que des soldats les prennent en photo. Puis, elles doivent se soumettre à des « tests de virginité » pratiqués par des médecins.

En portant plainte devant un tribunal civil pour agression sexuelle et viol contre l'armée et en bénéficiant d'un élan de solidarité sur les réseaux sociaux en Égypte et dans d'autres pays arabes, Samira Ibrahim a contribué à faire prendre conscience d'une volonté délibérée d'intimider et d'humilier les femmes. Si Ahmed Adel, le médecin qui a pratiqué le test, a été acquitté en mars 2012, la pratique a fini par être officiellement interdite. Le Conseil suprême des Forces armées avait toutefois pris la peine de justifier ces pratiques devant les organisations de défense des droits de l'Homme en suggérant que les tests avaient été pratiqués simplement pour protéger les forces de l'ordre contre des accusations de viol en cours de détention, en déterminant qui parmi les prisonnières était vierge. La violence et la barbarie de ce discours n'étaient, semble-t-il, pas apparues immédiatement aux porte-parole du Conseil.

Au-delà de l'affaire des tests, c'est bien les agressions sexuelles contre les femmes qui sont au cœur du débat. La journaliste Mona al-Tahawy a choisi de le documenter et de le dénoncer après son arrestation, alors qu'elle couvre les manifestations en Égypte en novembre 2011. La police antiémeute lui casse les deux mains et la maintient en détention pendant douze heures. Elle publie ensuite dans le magazine *Foreign Policy* une analyse de la misogynie dans le monde musulman, intitulée « Pourquoi ils nous haïssent » (« *Why Do They Hate Us* »), et sous-titré « La véritable guerre contre les femmes au Moyen-Orient ». À partir de l'expérience de la violence contre les manifestantes, c'est la violence structurelle contre les femmes qui est dénoncée, et dont le signe est à la fois l'acquittement ou l'impunité des coupables, et les réactions de la société, toujours prompte à faire porter la responsabilité de l'agression plutôt par la femme que par les hommes.

Les agressions de Samira Ibrahim et de la femme au soutien-gorge bleu ont impulsé, en Égypte et ailleurs dans le monde arabe, une dynamique qui utilise le corps comme lieu de revendication de la liberté et de la dignité, en réponse à l'utilisation du corps des femmes par les forces de l'ordre comme lieu de la violence et de l'humiliation.

Le 8 mars 2012, la doyenne des féministes égyptiennes Nawal El Saadawi est à l'origine, avec sept autres femmes arabes, de *L'Appel des femmes arabes pour la dignité et l'égalité*. Elles mettent ainsi le doigt sur la nécessité de faire des femmes des actrices à part entière de la libération politique et sociale en cours.

Aujourd'hui que le monde arabe est en phase de construction démocratique pour la consolidation de l'État de droit et des droits humains, nous considérons que si l'égalité ne peut se réaliser sans la démocratie, la pleine jouissance de cette démocratie ne peut se réaliser sans une égalité totale entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi nous appelons les États, les partis politiques et la société civile dans ces pays à tout faire pour que la dignité des femmes et leur égalité avec les hommes ne soient pas une fois de plus sacrifiées au nom de prétendues priorités. Aucune démocratie en effet ne peut se construire au détriment de la moitié de la société. Ensemble nous avons fait notre présent, ensemble nous construirons un avenir meilleur.

D'autres femmes prennent le parti d'agir de manière moins classique et plus provocatrice pour la libération des femmes. Le 23 octobre 2011, une jeune étudiante en médias et communications de l'université américaine du Caire, Alia el-Mahdy, défraie la chronique en publiant sur son blog, intitulé *Journal d'une rebelle*, une photographie d'elle posant nue ainsi qu'une autre, également nue, avec son petit ami pensif et assis, tenant une guitare à la main. Les clichés dénotent un goût très « arty » : Alia el-Mahdy pose debout, de face, en collants et ballerines, un pied appuyé sur un tabouret, un chouchou dans les cheveux. Le cliché, en noir et blanc, est égayé par le rouge vif des ballerines et du chouchou, colorisés. Dans le court texte posté entre les deux photos, Alia regrette que les modèles nus aient été interdits à la faculté des beaux-arts, que les livres d'art soient désormais expurgés de toute nudité, que les statues antiques soient brisées. Dans un geste semblable, l'actrice tunisienne Nadia Boussetta s'est également servie de son corps pour revendiquer une liberté trop longtemps étouffée : elle a posé pour des magazines en dévoilant une partie de son corps. La révolution peut-elle tolérer que le corps et sa représentation se transforment en un territoire de combat et de conquête par les femmes du droit de disposer de leur corps et de leurs mouvements ?

C'est en Tunisie qu'Amina Sboui diffuse via les réseaux sociaux, durant le mouvement de protestation qui suit l'assassinat de Chokri Belaïd et la démission du gouvernement tunisien en 2013, une photographie d'elle-même avec la poitrine seulement revêtue de l'inscription « Mon corps m'appartient et n'est l'honneur de personne ». Cette action suscite une forte controverse dans le pays et au-delà. Menacée de mort, elle est enlevée puis séquestrée plus de trois semaines par sa famille avant de parvenir à s'enfuir.

Ces quelques épisodes montrent à quel point la vulnérabilité et l'exposition des corps féminins reste au cœur des combats. Ce qui apparaît, c'est qu'une lutte directe contre l'emprise des sociétés sur les corps des femmes est devenue l'un des aspects fondamentaux des révolutions arabes. Si l'autodéfense féminine était déjà devenue l'un des sports favoris d'une certaine bourgeoisie cairote, qui se vivait comme assiégée, elle a pris une autre forme dans son usage politique et symbolique par des actions individuelles et collectives. Des brigades anti-harcèlement sexuel se sont organisées dans les manifestations en Égypte à la suite des événements de l'année 2012 et, même si elles ont pu être critiquées pour leur aspect paternaliste, ou la stigmatisation d'une certaine jeunesse masculine souvent issue des classes populaires, elles ont contribué à diffuser un message de prévention et de responsabilisation.

Ces actions tentent de changer l'ordre du monde qui est incorporé, marqué dans les corps des femmes. Le groupe « Le soulèvement des femmes dans le monde arabe » (« *Intifada al-mar'a fi al-'alam al-'arabi* »), né pendant les révolutions, l'affirme. Voici son message du 8 mars 2015. En dessous du logo figurant la carte du monde arabe sous la forme de la belle chevelure d'une femme, on peut lire :

Tous nos vœux pour que notre corps ne soit pas tabou
Nos cheveux ne soient pas honte
Notre beauté ne soit pas scandale
Notre honneur ne soit pas hymen
Nos droits ne soient pas faveur
Notre place dans la société ne soit pas moitié

Apprendre la révolution

Dans le temps révolutionnaire, chacun-e apprend, transmet, répand des usages et des pratiques, mais aussi des connaissances. Il est difficile de comprendre quels voyages et quelles circulations sont opérées, mais les traces des mobilisations et des prises de parole nous permettent de faire ressurgir les réservoirs et les références qui sont mobilisées. La « culture (du/de la) révolutionnaire » se constitue de souvenirs locaux, disséminés sous la forme de poésies, de chansons, de mémoires populaires. Elle est souvent plutôt comprise dans des cadres nationaux, où les syndicats, les associations, les groupements politiques ont pu parfois tenir la mémoire des mots de la contestation et des pratiques de lutte. Et elle circule également sur le plan transnational, à travers les souvenirs des combats anticoloniaux et anti-impérialistes, puis dans la circulation via Internet d'images, de techniques, de discours.

Les (ré-)inventions que nous avons glanées ici empruntent au plus quotidien comme aux registres les plus élevés de la culture livresque. Ce sont des gestes, des formes qui viennent des guérillas sud-américaines, de Palestine ou d'Afrique du Sud ; ce sont des techniques de défense qui se réinventent chaque fois face aux fusils ou à la répression ; ce sont des chants qui se transmettent ; ce sont des usages du Net, des techniques pour comprendre les stratégies de l'État et les contourner.

La révolution est un affrontement, qui se situe d'abord dans la rue. Les foules mobilisées se retrouvent face aux forces armées ou à la police antiémeute. Elles développent des manières de *faire face*, et de soutenir ces épreuves. Les techniques de riposte, on l'a vu, sont parmi les savoirs qui se développent et se transmettent pendant les journées révolutionnaires. Elles sont transmises par les plus aguerris, qu'ils et elles soient des militants plus habitués aux confrontations ou des jeunes issus des quartiers populaires, des supporters et supportrices de football, rompus à l'exercice du face-à-face avec les forces dites « de l'ordre ».

Dans l'exercice révolutionnaire, ces moments de violence sont importants. Ils ne sont pas seulement le lieu d'un apprentissage, ils sont aussi le moment où se révèlent la nature de la force et celle du pouvoir. Chacun sait que diriger les projecteurs vers le lieu de la violence crue peut à la fois susciter la peur et faire monter l'indignation. Une dialectique de la violence s'enclenche alors, où chacun et chacune apprend à faire usage de ses forces, qu'elles soient un pacifisme radical ou un usage maîtrisé de sa puissance physique, de sa résistance.

Ici se disent les blessures et les coups, la torture et les massacres. Ici se voient et se lisent le mépris souverain pour la populace et le retournement par les peuples soulevés de ces stigmates, leurs tactiques de résistance et leurs souffrances. Cette section vient clore l'ouvrage et dit à nouveau les raisons de ces soulèvements, reprend par l'évocation de leur violence les fondements de la rage qui a saisi les peuples arabes à partir de 2010-2011, et qui est bien loin de les avoir quittés.

fig-054

Unknown.jpg

« *Silmiyya, silmiyya*, afin de profiter de la liberté. » Algérie, mai 2019.

Photo : Photo 12 / dpa – Picture Alliance / Farouk Batiche.

Pacifique Silmiyya

► Algérie, Égypte, Syrie

« *Silmiyya, silmiyya, silmiyya* », scandent les Égyptien-ne-s lorsqu'elles et ils s'approchent des camions des Forces de sécurité centrale, au Caire, durant la marche du 25 janvier. Et on retrouve cette même formule, que l'on traduirait par « pacifique », dans les autres villes du pays. « *Silmiyya, silmiyya* », rétorquent-elles et ils les jours suivants, chaque fois que les milices du pouvoir les chargent. « *Silmiyya, silmiyya* », répètent les insurgé-e-s syrien-ne-s lors des premiers rassemblements de 2011, dès le 15 mars à Damas. Le deuxième vendredi de mobilisation, dans le centre-ville de Lattaquié, centre portuaire du nord-ouest du pays, les tirs retentissent au dos des manifestant-e-s pendant qu'elles et ils avancent pacifiquement. Aux policiers qui restent positionnés sur le côté sans intervenir, elles et ils montrent leurs mains nues en criant : « *Silmiyya, silmiyya* [...]. Vous êtes des hommes ? [...] C'est notre Syrie, à nous ! » Le cri est de plus en plus étouffé par le bruit de la répression au milieu d'un mouvement de foule qui cherche à se protéger tout en portant secours aux blessé-e-s. « *Silmiyya, silmiyya* », adressent encore les femmes et les hommes descendu-e-s dans la rue le 22 février 2019 à Alger à des policiers en tenue antiémeute.

Déclaration d'intention, exhortation, modalité de défense face à la violence d'État, ce slogan a accompagné les soulèvements de 2011, jusqu'à devenir en 2019 l'un des noms donnés à la révolution algérienne. Il évoque un riche répertoire de protestations pacifiques, qui a fait de la non-violence, de la désobéissance civile et de la résistance non armée un mode d'action contestataire. L'esprit revendiqué par la formule, déjà employée au Maroc et en Égypte, s'inscrit dans une tradition militante à la fois propre à chaque pays et transcendant les frontières nationales. Son caractère spécifique, en relation avec les révoltes de 2011 et de 2019, réside plutôt dans sa systématisation comme mot d'ordre et performance révolutionnaire ; une systématisation qui atteindra son paroxysme en Algérie.

« *Silmiyya* » n'est pas un slogan comme les autres. Les slogans que l'on entend dans les rues, qu'ils soient des « inventions » du moment où des reprises de slogans plus classiques – la plupart sont un peu des deux –, expriment une volonté de changement radical de l'ordre politique, le passage d'un régime autoritaire à une démocratie civile où l'armée, la police ou les milices ne s'immiscent pas dans les affaires de l'État, la condamnation d'un certain nombre de pratiques ou de personnes, voire de l'ensemble du « système ».

« *Silmiyya* » met en place un mode d'emploi, instaure une ingénierie révolutionnaire. C'est un programme dont la temporalité est celle de la contestation. Il en dénote la nature et pose ainsi les conditions de possibilité d'énonciation de la volonté populaire et des mutations de société. En cela, par les mots et par la gestualité des mains levées en signe de paix qui signifient tout aussi bien le désarmement que la vulnérabilité des manifestants ; « *silmiyya* » est un acte performatif. Sa force réside dans la conviction partagée qu'il faut prévenir la confrontation violente afin d'éviter un rapport de force inégal, et nécessairement défavorable aux manifestant-e-s. Dans ce slogan se lit donc non seulement une référence idéologique mais aussi une pratique révolutionnaire qui fait du pacifisme, et de son corollaire, la fraternité, une posture de distinction face à un pouvoir criminel d'une part, et d'autre part une stratégie pour désamorcer la violence, à tel point disproportionnée qu'elle rendrait vaine toute forme de protestation. Cela explique, du moins en partie, pourquoi « *silmiyya* » s'est davantage imposé en Égypte, en Syrie ou encore en Algérie (où l'armée gouverne ouvertement) qu'en Tunisie.

« Armée du peuple, vous êtes nos frères », ou « Notre police, nos frères, nos frères », avec lesquels les manifestant-e-s interpellent les forces de l'ordre [► [Jouer avec les lignes rouges](#) • PAGE 61], relèvent du même registre que « *silmiyya* ». En appelant la fraternisation entre le peuple soulevé contre le régime et ceux qui sont

censés en assurer la protection, ces slogans réorganisent l'opposition entre « nous » et « eux » et désamorcent par conséquent les tensions sédimentées avec les forces de l'ordre, icônes par excellence de la violence étatique dans son double volet de répression physique et d'humiliation. Englober dans le « nous » les premiers échelons des corps de sécurité nationale revient à leur reconnaître un statut d'enfants du pays ou du peuple. Ce renouvellement révolutionnaire de l'imaginaire collectif est la clé pour comprendre les applaudissements, les youyous, les sourires vers les rangs d'agents en tenue antiémeute lors des premiers mois du *hirak* algérien. Dans le cas algérien, cette posture pacifiste s'est maintenue durant la première année de mobilisation. En effet, ni la répression qui s'est abattue sur les militant·e·s, en visant certain·e·s des plus aguerris·e·s, et d'autres parmi les plus jeunes, ni la colère des protestataires ne sont parvenues à faire tomber l'énergie de cette proclamation pacifiste. Cette « *silmiyya* » revendiquée devient alors la nature du soulèvement, en tout cas dans le discours des militant·e·s, prenant même parfois une connotation morale. Dans le contexte égyptien, où la violence policière dans sa brutalité première a été le prétexte de l'occupation des rues le jour de la fête de la police le 25 janvier, ce refus d'une opposition aux forces de l'ordre était difficile à maintenir. Il a reposé sur une opposition entre policiers et militaires, les seconds vus sous une lumière plus favorable, mais aussi sur la constitution d'un monde non violent et démocratique au cœur des places occupées et au sein des mobilisations, suivant les techniques et pratiques de la non-violence, telles que théorisées par les mouvements des droits civiques américains dans les années 1960.

Ce sont aussi celles que pratiquent les Palestinien·ne·s dans la guerre d'usure qui les oppose, village par village, aux colons israéliens depuis des décennies. Au travers de l'ensemble des conditions qu'ils traversent, ils ont développé un répertoire dans lequel le rapport à la violence est central. Que ce soient les enfants lançant des pierres aux soldats en 1987 ou les diverses visibilisations de l'usage disproportionné de la force, ou les actions non violentes radicales de réappropriation d'une terre, d'un droit de passage, ou d'une simple liberté d'habiter chez soi, ces répertoires se retrouvent dans les mobilisations arabes sous différentes formes, face à des forces de répression plus ou moins aguerries et habiles. Les nouvelles figures de la lutte palestinienne, venues compléter les icônes de la lutte armée et de la conquête des droits (que ce soit les combattants du Front populaire de libération de la Palestine, le FPLP, Yasser Arafat ou Leïla Khaled), sont la jeune Ahed Tamimi (et l'ensemble de sa famille), les marches non violentes de villageois, ou les « vendredis du retour » à Gaza.

Ce qui est en jeu, ce n'est donc pas seulement la montée en puissance de la répression, qui fait s'effondrer les volontés de maintenir un pacifisme extrême, mais bien aussi l'imposition possible d'une stratégie fondée sur la non-violence radicale, même si elle n'est en réalité que du théâtre. En Égypte et en Syrie, en 2011, le slogan commence à disparaître des manifestations avec l'amplification de la violence du régime et la systématisation des affrontements, mais la disproportion entre la violence d'État et les actions des révolutionnaires reste un argument politique fort. De nombreuses vidéos tournées au début de la révolte en Syrie montrent des manifestant·e·s avançant les mains en l'air, ou poitrine nue vers des soldats, mettant en scène par des actes de bravoure la dimension pacifiste des protestations.

Certain·e·s militant·e·s développent alors un outillage juridique pour accumuler des preuves de la répression et constituer des dossiers, laisser la trace du scandale d'un affrontement toujours inégal. Le collectif d'activistes et vidéastes égyptien·ne·s Mosireen a ainsi utilisé ses vidéos pour témoigner des cas de violence policière ou de harcèlement sexuel dans les manifestations [► [Le·la citoyen·ne journaliste](#) • PAGE 257].

En Algérie, où la répression au cours de l'année 2019 a pris d'autres formes sans aboutir à des heurts systématiques entre police et manifestant·e·s ou au recours aux armes à feu, le slogan « *silmiyya* » a progressivement changé d'usage. Il a certes été employé pour dissuader ou limiter l'intervention des agents et signifier la volonté de continuer à s'exprimer malgré l'important dispositif sécuritaire déployé, au même titre que la formule utilisée en 2001 au moment du printemps noir, « Ramenez la brigade, et aussi les commandos », ou encore celle, bien plus dérisoire, lancée par les étudiant·e·s au tout début du mois de mars 2019 face aux canons à eau : « Ajoutez-nous du shampoing et on sera bien. » Mais il est à remarquer que le caractère performatif du terme avait aussi un usage interne, à destination donc aussi des manifestant·e·s. Si comme en Égypte les appels qui circulent en amont sur les réseaux sociaux exhortent la population à rester pacifique et à ne pas céder aux provocations, en Algérie la question prend rapidement une grande ampleur et se charge d'une dimension de fierté nationale, jusqu'à devenir l'incarnation du mouvement. L'adjectif se substantialise : il n'est plus employé pour caractériser la contestation, comme par exemple au Yémen où la révolution est dite « révolution *pacifique* et populaire de la jeunesse » (« *at-thawra ash-shababiyya ash-sha'biyya as-silmiyya* »), ou encore en Égypte où on parle de « protestation *pacifique* » (« *al-Muzahara as-silmiyya* »), mais pour la désigner. La « *silmiyya* » devient l'un des noms du mouvement.

L'histoire récente du pays et la place qu'y occupe la violence comme mode de gouvernance, action politique ou encore représentation sociale expliquent cette volonté collective de faire du pacifisme un point d'honneur. Les messages publiés sur les réseaux sociaux le posent en véritable impératif révolutionnaire : les exhortations à ne pas déraiper, à ne pas prêter le flanc à la répression policière, ni à y répondre, bref, « à être exemplaires », le montrent bien. Garder une posture pacifique, rester « *silmiyya* », est le seul gage de la renaissance collective que la première marche du 22 février rend possible. La mémoire des émeutes de 1988 qui ont fait plusieurs centaines

de morts, de la guerre civile dont le bilan est aussi lourd que celle d'indépendance, du printemps noir de 2001, où la Kabylie a été mise à feu et à sang par le pouvoir, est encore vive. La violence est un spectre dont use le pouvoir pour étouffer la société. Preuve en est le discours du 28 février à l'Assemblée populaire nationale du Premier ministre Ahmed Ouyahia, mettant en garde la population contre un scénario syrien, là où « tout a commencé par une rose et s'est terminé par un bain de sang ». Dans ce rapport de force, « *silmiyya, silmiyya* » est plus qu'un slogan, c'est une revanche : la revanche du peuple sur ceux qui le gouvernement et plus encore sur lui-même. Contrairement aux intimidations répétées, le chaos ou la violence ne sont pas la seule issue, ni ne sont structurellement, voire culturellement, associés à la société algérienne, contrairement à ce qu'ont longtemps laissé entendre des observateurs et observatrices. De semaine en semaine, la dimension performative du pacifisme se meut en habitus contestataire : au bout d'un an de mobilisation aucune dégradation n'a eu lieu. « Être *silmiyya* » revient alors à être le ou la bon-ne manifestant-e et par extension le ou la bon-ne Algérien-ne. C'est en relation à ce rapport de force interne à la société et à l'imaginaire qui l'alimente que doit se lire la fortune du slogan, agissant comme un renversement du stigmat.

fig-075

Fig.1.09.jpg

Peinture murale représentant le jeune poète irakien assassiné : Safa al-Sarray, « *Ibn Thanwa* » (« fils de Thanwa », sa mère). Bagdad, Irak, 2019. D.R.

Le poète et la poétesse révolutionnaire

► Égypte, Irak, Palestine, Tunisie

Une figure a longtemps dominé le champ culturel arabe, celle du ou de la poète-sse engagé-e, souvent à l'extrême gauche de l'échiquier politique, incarnant une dissidence poético-politique sans compromissions avec la culture d'État et ses circuits de cooptation. Chantre de la nation accompagnant toutes les luttes pour l'indépendance, le poète engagé s'auto-investit par la suite d'une mission d'émancipation de la société qu'il entend débarrasser de ses archaïsmes et de ses pulsions obscurantistes. La religion est souvent son ennemi. Qu'elle se revendique comme frontalement politique (« *shi'r siyasi* ») ou d'exil (« *shi'r al-manfa* »), qu'elle se réfugie dans la langue vernaculaire et dans l'oralité, cette poésie engagée est un genre littéraire qui se veut hégémonique parce qu'il a pour devoir premier la révolution. Aussi, lors des moments d'effervescence, le poète s'impose naturellement comme une voix au-dessus de toutes les autres, ses vers circulent, ils sont chantés par les grandes divas arabes comme par les manifestants ou écrits sur les pancartes et sur les murs [► Cheikh Imam et Ahmad Fouad Negm • PAGE 202 / ► « *Lorsqu'un jour le peuple veut vivre* » • PAGE 103] quand il n'est pas lui-même au cœur de l'arène révolutionnaire à l'instar du poète tunisien Mohamed Sghair Aouled Ahmed. Ce dernier va jusqu'à penser, en 2010 et 2011, un « commandement poétique de la révolution » qui fait écho aux instances dirigeantes des putschistes et des partis politiques qui ont pris le pouvoir au lendemain des indépendances nationales.

Mais 2010-2011 est aussi un moment de transformation, sinon de rupture, dans la figure du poète révolutionnaire. Une jeune génération de poète-sse-s arabes émerge, se démarquant des aîné-e-s par leur refus radical du politique à l'ancienne : la révolution n'est pas un métier mais un esprit où l'exaltation du bouleversement le dispute à la dérision, à l'angoisse et à la lassitude. N'ayant que faire de la dignité de l'imprimé et de l'autorité du livre, ces derniers diffusent eux-mêmes leur production grâce aux réseaux sociaux. C'est le cas du jeune Égyptien Ezz Darwiesh dont la poésie se lit comme autant de bribes autobiographiques qui nous font pénétrer au plus près des journées révolutionnaires dont il est, d'abord, le témoin.

Les révolutionnaires ont par ailleurs souvent fait de la poésie le seul langage à même de rendre compte de leur expérience réelle. Elle s'oppose aux principes de réalité qui leur sont rappelés en permanence, et à la langue figée du politique. Qu'elle s'impose sous une forme musicale ou sur les murs, la langue poétique reprend nécessairement ses droits pour dire une transformation profonde en cours.

1

Mohamed Sghair Aouled Ahmed (1955-2016) a un long passé d'opposition au régime de Bourguiba (son premier recueil est interdit en 1984) puis à celui de Ben Ali (alors qu'il est censuré, il refuse une distinction officielle en 1991) et se dresse contre les islamistes dès leur arrivée au pouvoir. Après 2011, il devient un chantre des meetings et des mobilisations anti-islamistes en composant ou en récitant des poèmes contre l'obscurantisme et la tyrannie. Proche de la formation de gauche Front Populaire (il dit de lui-même qu'il est né de gauche), il siège au sein de la première instance provisoire (Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution)

pour participer à élaborer les mesures transitoires. Les médias contribuent à diffuser ses poèmes les plus mobilisateurs (« J'aime le pays comme personne ne peut l'aimer » ; « Les femmes de mon pays sont des femmes et demie »).

Dans ses poèmes, Aouled Ahmed s'exprime au nom de la révolution, qu'il identifie souvent à la Tunisie, à la fois mère et amante (« Tounès » est le prénom de sa mère). Il déclame sa *tunisianité* tout en affirmant la prééminence de l'individu et de la liberté, devant la patrie. Il considère la révolution tunisienne comme un poème en cours d'écriture. Son audience post-2011 conforte sa défense de la poésie comme une expression qui attire et agit sur le public ; il place poésie et politique dans le registre créatif.

En 2013, il publie un ouvrage intitulé *La Conduite poétique de la révolution tunisienne*, un ensemble de textes où il développe l'idée que la révolution est également un fait de langue. Pour lui, il y a une lutte à mener sur le plan des mots qui servent à sculpter le réel en train de se faire autant qu'à en rendre compte. La poésie est un travail militant, esthétique autant que contestataire ; il accuse alors les islamistes de tuer la capacité à comprendre la poésie.

1

Ezz Darwiesh est un artiste d'Alexandrie, au milieu de la vingtaine en 2011. Il incarne la rupture avec la figure ancienne du poète révolutionnaire. Dramaturge, primé pour ses pièces en 2007 et en 2017, et poète, il met des mots sur la révolution de 2011 comme expérience individuelle et charnelle.

Le 25 janvier 2011, il décide, comme tant d'autres, qu'il doit manifester et descend seul dans la rue. Par sa présence, opposant son simple corps, il participe activement aux dix-huit jours de mobilisation qui conduisent à la chute de Moubarak. Il partage régulièrement des poèmes avec son entourage, principalement via les réseaux sociaux. Par sa participation à la révolution comme par ses vers, il cherche à subvertir la politique. Ezz Darwiesh ne s'affilie pas à la famille des poètes révolutionnaires, il tue le père.

Ses vers témoignent d'un autre rapport à la révolution : faire la révolution c'est d'abord être présent, être traversé par elle, sans pour autant toucher au champ politique constitué. Ezz Darwiesh ne cherche pas à construire la révolution dans une approche militante.

Ce sont les jours qui se révoltent, les rêves, les âmes, les étoiles, les soleils, les êtres. Les nations quant à elles s'installent toujours sur le siège du spectateur. Elles attendent le vainqueur, de batailles pour la survie vides de rivalité. Il n'en reste personne.

Les nations attendent seulement. Jusqu'à s'ennuyer d'attendre. Ou à se déchirer d'ennui. Ou alors le destin et le hasard leur portent secours à l'aide de règles universelles, non constitutionnelles, et les guident vers une paix illusoire ou véritable, une paix d'après l'ennui.

Quant aux peuples, ils sont la majorité, et la majorité est souvent complément d'objet.

Zilâl Kawniyya, *Cosmic Shades* (Ombres cosmiques), recueil de poèmes non publié, 2015-2016, n° 15

Figure antithétique du communiste, il ne guide pas ses pairs dans l'action mais il témoigne du vécu :

La révolution n'est pas une idée, ni une manifestation, ni une personne, ni une action, ni une revanche, ni un chemin, ni un parti pris, ni une façon de vivre, ni une aventure, ni un ordre, ni un métier, ni un choix.

On ne peut pas la compter avec des chiffres et des dates.

On ne peut ni l'emprisonner, ni la posséder.

La révolution est un esprit rebelle, comme un djinn, ou une reine.

Elle touche ceux qu'elle veut toucher parmi les esprits, et les cœurs.

Alors tout ce qui l'a précédée débouche sur elle, comme un destin, de manière collective ou individuelle.

Elle ne prend pas fin avec la fin du corps qui la porte.

Au contraire, elle explose en sortant d'un corps.

Elle explose et se disperse, elle se déplace d'un corps à l'autre d'une âme à l'autre.

Mais les êtres humains, limités par leurs idées, leurs rêves et leurs imaginations bornées

Se trompent et ne la reconnaissent pas.

Ibid., 2015-2016, n° 13

À l'image de son engagement révolutionnaire, sa poésie tire sa puissance du simple fait d'exister et de se maintenir en dépit des avancées de la contre-révolution. Sa poésie rend réelle l'existence de ce moment vécu, « l'esprit révolté » des premiers temps de la révolution, avant que la lassitude ne s'installe. Parce qu'elle a été vécue, la révolution a existé ; ses vers en sont la preuve. La reconnaissance extérieure apparaît peu déterminante, au contraire son écriture et le mode de diffusion qu'il adopte tendent à souligner l'inanité des structures officielles d'évaluation de l'art.

Tout en détrônant le politique, il affirme être la révolution : il l'incarne au point d'en somatiser les déboires. On rencontre dans ses vers « ses anges et de ses démons », compagnons d'une vie quotidienne rythmée d'insomnies, de rêves et de sensations corporelles.

Cette mouture contemporaine de l'engagement par l'art fait écho au récit de la vie quotidienne par de jeunes poètes irakiens dans l'Irak sous embargo. Son intimité est un lieu dans lequel la révolution, une actrice à part entière, circule. À l'image d'une « épidémie », la révolution circule de proche en proche, sans que l'opinion de ses hôtes à son égard interfère : « ce n'est pas un choix ». « La révolution ne peut pas être calculée avec des

nombre ou des dates. » Ce n'est pas non plus une affaire de patries et de nations. C'est une expérience aussi fluide et fugace que totale.

Durant les onze jours entre la chute de Ben Ali et le début de la révolution égyptienne, les analystes politiques expliquaient que l'Égypte n'était pas la Tunisie, tandis que les activistes parlaient de rêve et de poésie et invoquaient les poètes arabes qui insistaient sur le pouvoir du peuple et le caractère inévitable de la révolution. Caractère explicatif de la poésie et pouvoir de celle-ci sur les affects : lyrisme des mots, descriptions imagées des rapports sociaux, capacité de faire se recueillir des foules et des individus, traduction d'épisodes en récits émouvants. La poésie accompagne l'action, la ferveur, l'effervescence révolutionnaire, se plie à l'instantanéité et au trop-plein des faits, construit et permet le partage des émotions. Après coup, la poésie peut consoler, aide à se remémorer, à faire revivre l'intensité révolutionnaire.

Cheikh Imam et Ahmad Fouad Negm

► Égypte

Le 21 septembre 2010, les forces de police encerclent un petit rassemblement protestataire à Alexandrie, Égypte, et arrêtent 36 des 50 personnes présentes. L'une d'entre elles est un novice du militantisme et connaît là sa première rencontre avec la police. Il est embarqué dans une fourgonnette. Ayant à peine rejoint ses camarades, il les entend entonner joyeusement un chant qui ne lui est pas très familier :

Les amants se sont retrouvés à la prison de la citadelle
Les amants se sont retrouvés à Bâb El-Khalq [...]
Les amants se sont retrouvés dans la cellule
Et malgré la captivité qui dure...
Malgré l'oppression
Et malgré la toute-puissance des geôliers
Qui pourra un jour emprisonner l'Égypte ?

Les paroles et l'enthousiasme de ses compagnons d'infortune apaisent quelque peu le jeune homme. Par la suite, il fréquente de plus en plus les milieux politiques et apprend à mieux connaître le répertoire musical de Cheikh Imam (1918-1995). Le célèbre chanteur et compositeur populaire a écrit de nombreuses chansons, créées en grande partie en collaboration avec le poète Ahmad Fouad Negm (1929-2013). Ces chansons constituent une part incontournable de la culture contestataire de gauche en Égypte. Pour toute une génération de militants, ainsi que pour leurs enfants, elles ont accompagné toutes les luttes et les grandes mobilisations. C'est grâce aux réseaux de gauche que le duo connaît une deuxième jeunesse avec la révolution de 2011. Dès lors, nombre des chansons phares du duo contestataire sont reprises et chantées lors des différentes occupations de la place Tahrir, mais aussi par de nouveaux groupes de musique et dans le cadre d'initiatives artistiques nées de la révolution – une génération arrivée en politique dans les années 1990 et 2000.

Or les hymnes contestataires de Imam et Negm, malgré leur ancrage fort dans la culture locale égyptienne et l'usage de l'arabe dialectal, ont connu un succès remarquable bien au-delà de l'Égypte. En Tunisie en particulier, les chansons de Cheikh Imam sont entrées dans la culture militante d'une grande partie de la gauche marxiste et panarabiste. Dans ces réseaux militants, ces chansons sont entonnées dans les cafés et bars, lors de manifestations, de concerts, et même lors de cérémonies de mariage. La chanson « Shayyed qousourak » (« Bâtis tes palais »), par exemple, revient fréquemment dans ces milieux. Dans un meeting du Front Populaire à la coupole d'El Menzah à Tunis, lors de la campagne électorale de 2014, des centaines de militant·e·s de cette coalition de gauche chantent d'une seule voix, à deux reprises et avec entrain :

Bâtis tes palais sur les fermes
De notre labeur et du travail de nos bras
Et les bars à côté des usines
Et la prison à la place du jardin
Et lâche tes chiens dans les rues
Et enferme-nous dans tes cellules
Et dérange notre sommeil dans les lits
Nous avons déjà dormi comme nous le voulions
Et fais-nous encore plus souffrir
Nous avons déjà assez souffert
Et nous savons qui est responsable de nos blessures
Et nous nous sommes connus et rencontrés

Travailleurs, paysans et étudiants
Notre heure a sonné et nous avons commencé
À emprunter un chemin sans retour
Et la victoire approche de nos yeux
À emprunter un chemin sans retour
Et la victoire approche de nos yeux
À emprunter un chemin sans retour
Et la victoire approche de nos yeux

Dans la coupole d'El Menzah, les militant·e·s scandent ensuite : « Révolutionnaires, révolutionnaires, et le Front Populaire continuera le chemin ». Les chansons de Cheikh Imam connaissent un regain d'intérêt et de visibilité en Tunisie à la faveur de la révolution depuis 2011. Certain·e·s (fils·filles de) militant·e·s de gauche ont ainsi contribué, par des pratiques ritualisées, à diffuser sa musique dans leurs réseaux et ancrages militants. Cette ritualisation du Cheikh Imam passe par l'institutionnalisation de rencontres où sont joués, régulièrement et collectivement, des titres phares du musicien. La création d'un « club des fans de Cheikh Imam », organisant des rencontres publiques tous les mercredis à Tunis, où se produisent des performances collectives des chansons du chanteur égyptien, en est l'illustration. Des militant·e·s et sympathisant·e·s de gauche de tous âges y assistent, quelques-un·e·s ne ratent plus aucune rencontre. Le festival Hammadi Ajimi pour la chanson engagée, créé en 2015, constitue également une occasion pour écouter des reprises du chanteur égyptien. Ces initiatives contribuent non seulement à faire entrer son héritage musical dans le patrimoine, mais aussi à l'ancrer davantage dans une culture militante de gauche et à renforcer les liens entre des réseaux et individus qui s'en revendiquent. Il faut entendre ici aussi quelque chose comme l'écho de révolutions anciennes, et les espoirs qu'elles ont transportés, notamment ceux qui ont accompagné le nassérisme dans ses premiers temps. Le répertoire des années 1950-1960, même s'il a pu être associé à une période aujourd'hui soumise à de vives critiques, porte encore en lui l'écho d'espérances passées. Dans l'avant-2011, les chansons et les airs qui étaient chantés dans les espaces publics parlaient de résistance, de justice sociale. Comme le note Alia Mossallam dans sa thèse *Hikâyat Sha'b. Stories of Peoplehood Nasserism, Popular Politics and Songs in Egypt, 1956-1973*, « pendant des années, les gens ont choisi les arts des années 1950 et 1960 comme le langage avec lequel ils pouvaient articuler des politiques de changement et de justice sociale ».

fig-076

Fig.3.02.jpg

Dabkeh lors de la manifestation du 15 mars 2013. Babila, banlieue de Damas, en Syrie. D.R.

La dabkeh Danser et manifester

► Liban, Palestine, Syrie

La dabkeh est une danse en ligne où les pieds tapent un rythme complexe en synchronie qui se pratique surtout dans l'est de la Méditerranée. Les participant·e·s se tiennent par la main (ou les épaules) emmené·e·s par un premier danseur (qu'on appelle « la tête », ou « le chef » de la danse) dont la main droite, libre, fait généralement tourner un chapelet. La tête de file alterne entre les pas prévus et des moments d'improvisation, pour systématiquement retomber sur la ritournelle initiale pendant que les autres danseurs et danseuses tiennent le rythme. Plusieurs rythmiques existent, différentes selon la région. Traditionnellement dansée durant les fêtes, la dabkeh est une expression de joie visible lors de rassemblements et occasions plus informelles.

On a quelques mentions de l'usage de la dabkeh comme symbole de la résistance à la colonisation dans les villages du Proche-Orient. Mais cette danse, comme d'autres aspects de la culture locale, a été très investie par les pouvoirs nationalistes comme outil de propagande folkloriste. L'attention des régimes baathistes, notamment, s'est fixée sur cette pratique en la codifiant et en la mettant en scène dans des spectacles de type « réaliste-socialiste ». La pratique a été encadrée et formalisée dans les écoles de danse, et les différentes variations régionales ont alors été codifiées. La dabkeh y a souvent perdu son caractère initiatique et solidaire, les danseurs et danseuses faisant montre d'une grande virtuosité individuelle, sans que l'on y retrouve le collectif.

Elle se maintient néanmoins comme une pratique de danse collective banale qui accompagne les événements festifs comme les mariages, et même des rassemblement plus fréquents (ainsi des danses lors d'un pique-nique, ou d'un dîner), en particulier dans les villages. Dans ses différents pays d'installation, cette danse représente un

marqueur identitaire fort, révélant une origine qui peut être rendue assez précise par les gestes eux-mêmes et la musique qui les accompagne.

La dabkeh semble alors entrer tout naturellement dans le répertoire révolutionnaire proche-oriental. L'une de ses formes les plus frappantes, qui s'éloigne de la pratique de la danse *stricto sensu*, est celle qui s'exprime dans les manifestations de rue en Syrie entre 2011 et 2012. Les manifestant·e·s se regroupent en lignes, et frappent leurs pas en répondant au chanteur/lanceur de slogans, ou en les scandant. On voit ainsi des dabkeh sur le rythme « *Yalla irhal ya Bachar* » (« Allez, dégage Bachar ») [► « Dégage » • PAGE 41]. Cette pratique fait réfléchir sur les héritages et les manières de réutiliser les pratiques collectives pour répondre à des besoins militants.

La formation des lignes de dabkeh renforce la solidarité au sein de la manifestation, et permet de maintenir ensemble les participant·e·s qui se tiennent par les épaules bras écartés. Elle fonctionne également comme un rituel de combat. Les gestes de la dabkeh sont renforcés par l'effet de masse, et les pieds frappant le sol à l'unisson donnent de l'énergie et électrisent l'ensemble de la foule. Le caractère entièrement masculin de cette pratique de la danse renforce encore son aspect rituel. Alors que tous avancent, sautent et tapent au même rythme, l'un d'entre eux, juché sur les épaules d'un autre, lance les slogans ou improvise les couplets du chant. Aux extrémités de chaque ligne se tient un premier danseur qui est à la fois le garant de sa partie de la manifestation et celui qui improvise éventuellement des variations plus complexes. Lorsque la foule arrive à trouver une harmonie dans le rituel, on peut voir les lignes de manifestants se mouvoir en quinconce – les premiers allant vers la gauche lorsque ceux qui les suivent vont vers la droite. Sur les vidéos, ces mouvements font comme une mer.

Par-delà cette pratique massive, la dabkeh est utilisée dans le cadre des mobilisations à différents moments. Elle est pratiquée en Syrie pour marquer la victoire dans les zones qui sont délivrées de la présence de l'armée loyaliste. Les combattants forment alors, plus classiquement, une ronde et se mettent à danser. Certaines images montrent même des combattants effectuant des dabkeh la mitrailleuse à la main, ce qui n'est pas d'une exécution très simple.

Elle peut être également mise en scène comme un défi au camp opposé, notamment lorsque le niveau de violence monte. Ainsi peut-on voir des militant·e·s de Gaza exécuter une chorégraphie de dabkeh lors de l'une des mobilisations des « marches du retour », campagne lancée en mars 2018 pour revendiquer le droit au retour des Palestiniens, alors que derrière eux montent les fumées des pneus et que l'on peut deviner des affrontements avec l'armée israélienne. Ici, le rituel semble préparé et organisé, la musique a été apportée sur place, le cadre est soigneusement choisi, la dabkeh participe d'une propagande militante venant concurrencer l'imagerie misérabiliste, ou donner du courage à d'autres qui ne seraient pas sortis manifester. Le texte qui accompagne la vidéo dit : « Profitant d'un moment de calme très relatif, visages couverts par un keffieh et lance-pierre à la main, des Palestiniens, dont une adolescente, ont exécuté en cercle la dabkeh, danse traditionnelle très populaire au Proche-Orient habituellement réservée aux mariages et autres occasions festives. » Le remplacement du chapelet par les lance-pierres des manifestants palestiniens est un détournement que la qualité de la vidéo ne permet malheureusement pas de vérifier. Dans le cadre palestinien, l'activation d'un répertoire traditionnel est bien entendu un auxiliaire du discours nationaliste et de lutte contre l'occupant.

Cette danse a également pu être utilisée dans sa formation classique (en ligne qui fait cercle) pour protéger un groupe particulier de manifestant·e·s, que ce soient les « leaders » ou des enfants. Si la dabkeh est issue du répertoire traditionnel et rural de la région, elle a aussi connu un retour intense ces dernières années, dans la région et dans les communautés de la diaspora. Le « dabkeh challenge » (#dabkechallenge) est ainsi venu concurrencer le « Harlem Shake » ou le « Gangnam Style » parmi les danses populaires mondialisées au tournant de l'été 2017 sous une forme très particulière, c'est-à-dire dansée dans un espace intérieur. Le dabkeh challenge consistait notamment à permettre au chef ou à la cheffe de file de grimper à l'horizontale sur un mur, soutenu·e par les autres participant·e·s, voire de danser au plafond. Cette vague, d'abord lancée dans les communautés des diasporas australienne et nord-américaine, a élargi la pratique de cette danse à l'échelle mondiale, pour en faire un rituel convivial et, souvent, cocasse.

Si la question des masculinités est au centre de la dabkeh traditionnelle, elle est alors devenue très largement une danse mixte, voire à majorité féminine. Cette nouvelle vague a ainsi permis un retour de la dabkeh dans les manifestations libanaises de 2019. L'un des signes de cette réinterprétation est la présence de femmes à la place du premier danseur dans les dabkeh de rue lors des rassemblements.

fig-077

Fig.3.03.jpg

« L'homme du blindé », avenue Al-Qasr al-'Eini, 25 janvier 2011. Photo : Tarek Waguih.

Défier l'autorité

L'homme face au blindé

► Égypte

25 janvier 2011. Cela fait plusieurs heures que les manifestant·e·s et les forces de police jouent au chat et à la souris dans les rues du centre-ville du Caire. Si dans les premières heures de la journée, rien ne semble indiquer qu'une mobilisation de masse est en train de prendre, les choses changent un peu en début d'après-midi. De plus en plus de manifestant·e·s prennent la rue, reculant toutefois souvent devant les contingents des Forces de sécurité centrale (FSC). Dans les alentours de la place Tahrir, les rues sont dans le chaos. Certain·e·s lancent des pierres et courent, pourchassé·e·s par des blindés et autres camions des FSC. Les premières images des heurts entre policiers et manifestant·e·s commencent à envahir Internet. Plusieurs vidéos, ainsi qu'une photo, reprenant la même scène à partir de plusieurs angles différents deviennent rapidement virales.

Nous sommes sur l'avenue Al-Qasr al-'Eini, où se trouve le Parlement et le siège de la primature, ainsi que de nombreuses institutions officielles. L'ambassade américaine est toute proche elle aussi. Les FSC forment un barrage compact au niveau du Parlement et avancent lentement alors qu'une foule éparsée recule de manière désorganisée. Le cordon des forces de sécurité laisse passer un blindé muni d'une lance à eau qui se dirige vers la foule et commence à arroser les manifestant·e·s. Sur la vidéo prise d'un des balcons surplombant l'avenue, la situation semble clairement tourner en faveur de la police.

Soudain, on voit apparaître en bas de l'image un jeune homme, vêtu d'un jean, d'un pull bleu marine et d'une écharpe. Il avance d'un pas presque nonchalant et vient se planter devant le blindé, les deux mains sur la taille, avec un air de défi. Le blindé s'arrête et on entend les cris de la foule monter. Des balcons où la vidéo est filmée, on entend dire, puis hurler : « Courageux, courageux, courageux ! COURAGEUX ! » ; puis de concert : « Quel homme ! Quel homme ! » Une femme crie : « Tenez bon ! Restez là ! » Trois manifestants le rejoignent, puis d'autres, et le blindé recule même un peu. Les jeunes hommes s'affairent à bloquer la lance à eau, la réorientant vers le haut. Du balcon où est filmée la scène, on entend un homme dire : « Regarde, la Sécurité les attaque. » D'autres manifestant·e·s se servent du véhicule comme abri pour lancer des pierres sur les forces de police qui continuent d'avancer. On entend, encore une fois, les gens hurler « Courageux ! », et « Quel homme ! ».

Le blindé se remet en route et les jeunes hommes tentent de l'entraver à mains nues, reculant et glissant sur le sol mouillé. S'ils n'arrivent évidemment pas à bloquer le véhicule, ils sont les protagonistes d'une scène du premier jour de la révolution égyptienne devenue culte : la photo puis la vidéo font le tour du pays.

Ce genre de scènes, et leur médiation par Internet, contribuent fortement à une démystification de l'image de toute-puissance des forces de police. L'acte héroïque existe parce qu'il est vu, revu, commenté ; il existe dans les cris et hurlements qui l'entourent, sans lesquels la vidéo serait bien moins émouvante. Mais il invite aussi au mimétisme, à la multiplication des petits actes héroïques, d'autant plus dans un contexte où tout acte est filmé et retransmis. Il fait aussi écho à d'autres actes iconisés, et très directement à l'image de l'étudiant de Tian'anmen qui marchait face aux blindés en 1989.

Cependant ces scènes d'un grand symbolisme ne finissent pas toujours de manière positive. Elles sont au contraire bien souvent tragiques. Il en est ainsi dans une autre vidéo de la révolution égyptienne, tristement célèbre, prise lors de la journée la plus meurtrière du soulèvement, le 28 janvier 2011, et mise en ligne le 6 février. Nous sommes à Alexandrie, une jeune femme et sa mère sont à leur balcon et filment un jeune homme qui marche dans une ruelle vide. On entend derrière le brouhaha de la foule en colère ; la manière dont la jeune femme filme laisse à penser que des affrontements durent depuis un moment dans le quartier ; elle semble essayer de ne pas être vue. La vidéo s'ouvre par une expression d'incompréhension de la jeune fille : « Je ne le comprends pas. » À la réponse inaudible de sa mère, la jeune fille ajoute : « Mais regarde, maman ! Regarde comment il marche, regarde celui qui marche. » On aperçoit le jeune homme avancer en levant les bras, en signe de trêve. La mère dit à sa fille : « Il leur dit de ne pas tirer. » En haut du cadre, on voit apparaître deux hommes, dont l'un au moins semble armé. Alors que le jeune manifestant se rapproche, l'homme armé se met en position de tir. Le jeune homme s'arrête alors à quelques mètres et fait glisser sa veste en bas de ses bras, laissant paraître son torse, comme pour bien montrer qu'il n'est pas armé. Au bout de quelques instants, le jeune homme commence à reculer, sa veste toujours ouverte, alors que le policier avance de quelques pas. Alors qu'on entend dans le fond des manifestant·e·s crier « Allah akbar » [► « Allah akbar » • PAGE 159], le coup de feu retentit et le jeune homme s'effondre. Les deux femmes éclatent en sanglots. On entend la mère crier : « Pourquoi ? pourquoi ? pourquoi, espèce d'animal ! Que Dieu vous maudisse ! »

Partout en Égypte des micro-actes de défi permettent dans des situations localisées de redéfinir les rapports de force entre protestataires et forces de police. Dans certains cas, quand les policiers ne réagissent pas, les manifestant·e·s y voient des preuves de soutien ou de faiblesse des autorités. Dans d'autres cas, la violence de la réaction a deux effets possibles : soit faire peur aux autres manifestant·e·s, soit renforcer la mobilisation.

Nasser Zefzafi

Un leader emprisonné

► Maroc

Le 28 octobre 2016, Mohcine Fikri, un vendeur de poisson de trente et un ans, se voit confisquer par un policier l'ensemble du poisson qu'il venait d'acheter au port de Hoceïma. Se rebellant contre ce geste, il monte sur un camion-benne qui s'active et le broie [qEnterrer, manifester • PAGE 91]. La scène de sa mort atroce fait le tour des réseaux sociaux et rappelle d'emblée l'humiliation et l'injustice subies par Mohamed Bouazizi en 2010 en Tunisie. Dans les jours qui suivent, on en apprend plus sur la situation de ce jeune homme qui avait tout fait pour se sortir de la misère et envisageait de monter sa petite entreprise de transport. Si l'enquête qui est ouverte quelques jours plus tard implique les employé·e·s de la compagnie de nettoyage ainsi que des fonctionnaires, la véritable réaction se déroule dans les rues de Hoceïma, capitale historique du Rif, située au centre du littoral de la région.

Le *hirak* du Rif trouve son origine dans cet épisode dramatique, il se prolonge dans une contestation qui dure plusieurs mois. Nasser Zefzafi est l'un des leaders de cette contestation globale. Il devient de jour en jour le porte-parole d'une colère qui mobilise des milliers de personnes pendant des mois. Le pouvoir, ayant d'abord cherché à répondre par des aménagements de façade, prend le parti de discréditer le mouvement en l'accusant d'être essentiellement manipulé par des séparatistes.

Zefzafi répond habilement à ces accusations. Il récuse la manipulation tout en rappelant l'histoire glorieuse de la région qui fut un temps à l'avant-garde de la lutte anticoloniale et en glorifiant la spécificité culturelle du Rif. Il justifie par l'élan révolutionnaire l'usage, dans certaines manifestations, du drapeau de l'ancienne république du Rif (proclamée par l'un de ses lointains ancêtres, Abdelkrim al-Khattabi, en 1921). Il prononce parfois ses discours en rifain (tamazight), mais il souligne aussi le caractère national du combat qui se joue au Rif, faisant le lien avec le mouvement du 20 février 2011, auquel il a participé, qui demandait la justice sociale et la dignité. C'est à la suite de l'un de ses coups d'éclat que Zefzafi est arrêté et emprisonné, le 29 mai 2017. Quelques jours plus tôt, il avait interrompu le prêche de l'imam en l'accusant d'être à la solde du makhzen (le pouvoir traditionnel du régime monarchique marocain). Il est accusé d'atteinte à la sécurité de l'État et est condamné à vingt ans de prison pour avoir organisé des manifestations dans la région du Rif.

Depuis sa prison, il continue à faire passer des messages, décrivant les tortures dont il est victime et les conditions indignes de détention, encourageant la poursuite de la lutte. Un enregistrement de plus d'une heure, diffusé sur Internet à la fin du mois d'octobre 2019, décrit dans le détail les traitements dégradants que les prisonniers ont eu à subir.

La lutte pour la justice sociale et la dignité se prolonge à Hoceïma et dans l'ensemble de la région du Rif par la revendication de la libération des détenu·e·s. Malgré la situation autoritaire mêlant censure et répression, le visage de Zefzafi est présent dans les rues lors de certaines manifestations au Maroc et de plus en plus dans d'autres pays de la région.

La chanson du premier mort

► Tunisie, Égypte

Acte I. Menzel Bouzaïene

1

Même à la veille de l'Aïd
Tu es méprisée Bouzid
Ton feu augmente chaque jour
L'étincelle a bien pris
On a entendu parler de vous mes frères
Depuis Menzel Bouzaïene
Alors on a tout brûlé
Écoutez ce qui s'est passé

Ils ont frappé Bouzid là-haut
On s'est réunis dans le quartier du souk
Et les voyous sont venus
Hamza, Sabri et Alaa
Du quartier Akrad
On a emmené sept gars
On s'est donné rendez-vous
Et on a tout brûlé.
Quand Bouzaïene a flambé
Et s'est couverte de fumée
L'odeur des lacrymogènes
Est arrivée jusqu'au ciel
C'est dommage ce qui se passa
Des renforts sont arrivés
On a fait la peau à neuf agents
Et ils ont emmené des gamins
La police ne connaît pas la pitié
Et nous on ne connaît pas la peur
On a lancé des Molotov
De toutes parts.

1

Ils nous ont tiré dessus
Mais nous n'avons pas peur
Et ne baissons pas la tête
Même si on meurt de faim.

1

On a entendu parler de nous aux alentours
Et ils sont venus nombreux
Avec de l'essence et du gaz
Et on a encore tout brûlé.

1

Les lions du quartier
Ont mis la police en morceaux
La crème s'est transformée en B13
Le monde en a entendu parler
Vendredi après-midi
Jour du grand massacre
Le poste de police et la délégation
Avaient la fumée qui montait
D'énormes renforts sont arrivés
De Sousse et de Mahdia
Et notre faction renforcée
Par les youyous des femmes.
Mohamed Ammari a été le premier martyr.

1

Mon feu s'est encore attisé
Quand j'ai appris ta mort, voisin
Ainsi que Chawki qui fut un lion
Mais le destin est aux mains de Dieu.

1

Même à la veille de l'Aïd
Tu es méprisée Bouzid
Ton feu augmente chaque jour
L'étincelle a bien pris
On a entendu parler de vous mes frères
Depuis Menzel Bouzaïene
Alors on a tout brûlé
Écoutez ce qu'il s'est passé.
Même à la veille de l'Aïd
Tu es méprisée Bouzid

Ton feu augmente chaque jour
L'étincelle a bien pris
On a entendu parler de vous mes frères
Depuis Menzel Bouzaïene
Alors on a tout brûlé
Écoutez ce qu'il s'est passé.

« La chanson du premier martyr de Menzel Bouzaïene », lequel est, en réalité, Chawki Nasri (il fut suivi, quatre jours plus tard, de Mohamed Amari), est composée la nuit même où il tombe, le 24 décembre 2010, par son groupe de camarades, pendant leur planque. Les paroles se déroulent sur un de clips constitués par un montage de vidéos de scènes « révolutionnaires » : incendies de bureaux officiels, scènes de mobilisations ; les images montrent des actes des manifestant·e·s filmés par des participant·e·s. Les paroles pleurent les ami·e·s perdu·e·s sur une mélodie dont la trame est celle des chants religieux. Un des membres du groupe l'enregistre quelques jours après.

Cette vidéo raconte un événement traumatique en insistant sur le sort réservé à la ville de Bouzaïene, comme à l'ensemble de la région. La tonalité générale de la complainte rejoint le thème des régions délaissées, voire méprisées, qui subissent l'histoire, sans jamais rien récolter que les malheurs. Bouzaïene, gare ferroviaire sur la route du phosphate, fait partie du gouvernorat de Sidi Bouzid abandonné par les autorités [► [Le suicide comme contestation sociale](#) • PAGE 29].

Une radio locale y est installée le 23 décembre 2013 pour faire entendre la voix des habitant·e·s et les besoins de la ville.

Dans le cadre des premiers procès de l'instance Vérité-dignité, une audience a lieu le 10 octobre 2018 durant laquelle les assassins des martyrs de Bouzaïene comparaissent, ainsi que les ayants droit des deux martyrs et tou·te·s les blessé·e·s.

Acte II. Suez

1

Allons-y, allons-y
Libérer nos terres
Et les os de nos frères
Nous les ramassons et les aiguïsons
Nous en faisons des canons
Et nous défendons
Et nous offrons la victoire à l'Égypte
Et nous écrivons nos noms dessus

Ce chant de la résistance à Israël qui remonte à la défaite de la guerre des Six-Jours en 1967, écrit par le capitaine El Ghazali, le « poète de la résistance populaire » de Suez, refait surface lors des mobilisations révolutionnaires de 2011. Si ce chant fait partie intégrante du répertoire populaire des villes du canal de Suez, il est beaucoup moins connu dans le reste du pays. Son imagerie radicale ne peut que frapper. Cela renforce l'image historique de Suez comme ville martyre et comme ville de martyrs, à l'avant-garde de la lutte pour l'indépendance et de la résistance. La ville, comme les autres villes du canal, a en effet joué un rôle prépondérant dans différentes luttes historiques : anticoloniales, durant l'agression tripartite, ou encore contre Israël (en 1967, durant la guerre d'usure, ou encore en 1973).

Tout au long de la journée du 25 janvier 2011, les manifestations secouent le pays, mais les manifestant·e·s peinent encore à se vivre comme des révolutionnaires. Les nouvelles qui arrivent de Suez jouent un rôle important dans la transformation des perceptions de la situation. En effet, la gestion par la police des manifestations est immédiatement violente, et le début de soirée voit la première victime de la révolution égyptienne, un jeune homme âgé d'à peine vingt et un ans. La nouvelle fait le tour du pays ; la révolution a son premier martyr. La mobilisation doit tenir, ne serait-ce que pour venger ce jeune homme et l'honneur de Suez.

fig-057

Fig.3.05.jpg

Image extraite d'un épisode de la série *Top Goon. Journal d'un petit dictateur*. Syrie, 2011.

Humour, absurde et révolution

► Algérie, Égypte, Syrie

L'humour est au cœur des révoltes arabes, comme il est au cœur de la plupart des moments révolutionnaires. Un rapide tour d'horizon des pancartes utilisées lors des rassemblements, de l'Algérie à l'Irak, en passant par le Yémen ou le Soudan, le montre aisément. Les caricaturistes, vignettistes et autres producteurs de petites saynètes humoristiques se multiplient pendant les journées révolutionnaires, se frayant une voie dans la situation dramatique, captant l'esprit du temps dans sa légèreté et ses potentialités. Les dessins d'Ali Ferzat en Syrie, ceux de Willis From Tunis ou de Z en Tunisie, les commentaires dessinés décalés de Karl reMarks au Liban, les dessins parfois cruels de l'Homme jaune en Algérie... tous peuvent écrire une histoire des révolutions. Ces œuvres plus ou moins artisanales circulent, se partagent, comme le rire qu'elles suscitent. Plus particulièrement, la satire politique a pris une place centrale avec l'émergence de figures iconiques comme le chirurgien, devenu comédien satirique, Bassem Youssef, par son émission « Al-Bernameg » (« Le programme ») qui, au pic de sa popularité, avait une audience de trente millions de téléspectateurs et téléspectatrices dans le monde arabe, ou son pendant plus associé aux Frères musulmans JoeTube (devenu JoeShow). Reprenant le modèle du *talk-show* satirique à l'américaine, et adossé à des équipes de production importantes, le travail de Bassem Youssef a reçu beaucoup d'attention. La démocratisation des outils de production de vidéo et de diffusion en ligne a également permis le lancement de dizaines d'initiatives satiriques sur les réseaux sociaux, souvent marquées par une ironie et une absurdité irrévérencieuse à l'égard des pouvoirs (mais aussi des oppositions). Parmi ces initiatives, les différentes performances du caricaturiste et humoriste égyptien Mohamed Andeel sont notables à bien des égards.

La première vidéo publiée par Andeel sur sa page YouTube date de novembre 2011, même si elle semble avoir été tournée au moment du référendum constitutionnel de mars 2011. « Tournée » est un bien grand mot : on y voit Andeel et l'un de ses acolytes filmés par la webcam de l'ordinateur, et usant d'un filtre qui leur fait des visages difformes et comiques. Elle dure 43 secondes et propose un dialogue décousu et absurde : Andeel demande à son camarade s'il a voté « oui » ou « non » au référendum.

Dans les semaines et mois qui suivent, Andeel publie plusieurs vidéos du même type. Courtes, absurdes, avec une production minimale, elles commentent de manière directe ou allusive des événements d'actualité, que ce soit les élections législatives, une controverse menée par les courants islamistes sur la définition du libéralisme, etc. L'aspect improvisé des productions fait le succès du format, Andeel n'hésitant pas à mettre en ligne des vidéos de quelques secondes coupées presque immédiatement par un fou rire des protagonistes. Cette matrice va ouvrir la voie à la création de la « Radio de Kafr El Cheikh Chérie », du nom d'une ville du nord du delta dont est originaire Andeel. Le format parodie les émissions de radio. Monsieur Mohamed, le personnage d'Andeel, présentateur de l'émission parlant avec l'accent du delta, reçoit des appels téléphoniques de personnages plus ou moins récurrents. Le premier épisode est mis en ligne en septembre 2012 et dure huit minutes. Enregistré de manière improvisée durant un embouteillage cairote, le format rencontre beaucoup de succès en ligne, pour son absurdité et son imitation fidèle des codes de la radio. Une dizaine d'épisodes suivent, rencontrant de plus en plus de succès et impliquant davantage d'invités.

Le 5 juillet 2013, deux jours après la destitution de Mohamed Morsi par les forces armées et les mobilisations de masse du 30 juin, Andeel et ses acolytes mettent en ligne un épisode intitulé « Vers où ? ». L'épisode de quarante-quatre minutes prend à bras-le-corps la situation politique du moment et met le doigt sur l'incertitude qui règne tout comme la variété des positions (morales et politiques) prises à l'égard des événements en cours. Trois invités réguliers participent à l'émission, en plus des appels téléphoniques : un professeur en science politique soudanais, directeur du « département des coups d'État » ; un activiste des droits humains et porte-parole du « mouvement tolérance » dont toutes les interventions, souvent classistes, se soldent par un appel à l'extermination des islamistes ; et, enfin, un personnage récurrent de la radio, joué par le frère d'Andeel, censé représenter l'Égyptien « ordinaire », peu éduqué, et essayant de comprendre la situation politique mouvante. À un moment de polarisation extrême de l'espace politique égyptien, la performance permet d'avancer un ensemble de propositions politiques, voire de tentatives de décryptage et d'interprétation de la situation d'une grande lucidité. L'ironie véhiculée par le personnage de l'activiste démocrate défenseur des droits de l'Homme, dont la préoccupation principale semble être de trouver le moyen de rassembler tou-te-s les Égyptien-ne-s... afin d'exterminer les islamistes, met le doigt sur l'une des contradictions politiques majeures de cette période. Dans des moments de grande incertitude et de fluidité, cet objet apparemment absurde, désinvolte et rigolard consiste en réalité en une forte (et rare) tentative d'intelligence d'une séquence politique.

Zenga zenga !

► Libye

C'est un discours télévisé de Mouammar Kadhafi du 22 février 2011, diffusé par la télévision d'État libyenne. Le colonel apparaît très agité derrière un pupitre de conférence, ponctuant son discours, qu'il lit sur une feuille, de plusieurs coups de poing. Il porte un turban sur la tête et le drap traditionnel en laine brune épaisse des Bédouins.

Ils [les rebelles] leur donnent des pilules, ils n'agissent pas de leur plein gré.

Allah akbar.

Si tout ne rentre pas dans l'ordre, je vais déclarer la grande marche.

Je déclarerai la marche sacrée.

Oui.

Parce que je suis Mouammar Kadhafi, le leader internationaliste.

Des millions de personnes sont prêtes à me défendre.

J'adresse un appel à ces millions de personnes d'une extrémité à l'autre du désert.

Je marcherai avec elles pour purifier la Libye pouce par pouce, maison par maison, chambre par chambre, ruelle par ruelle [« *zenga zenga* »], individu par individu, jusqu'à ce que le pays soit débarrassé des saletés et des impuretés.

Je ne laisserai pas la Libye se perdre entre leurs mains sans justification.

Qui laisserait faire cela ?

Les millions sont avec moi, j'ai Dieu aussi qui m'a fait triompher des grandes puissances.

J'ai des millions de partisans et pas seulement ceux de l'intérieur mais des autres nations.

J'adresse un appel aux millions de partisans dans le désert.

D'une extrémité à l'autre, le désert marchera et personne ne pourra l'arrêter.

Dépêchez-vous, fuyez avant que je ne donne le signal de départ de la grande marche.

Ce soir, la marche sera pacifique. Elle débutera de l'intérieur, de nos villes, villages et oasis pour sauver nos enfants et arrêter ceux qui font du mal.

Cette nuit et demain, descendez dans les rues.

Si cela n'aboutit pas, il y aura une autre marche mais cette fois-ci elle partira de l'extérieur et vous savez ce que cela signifie.

Et après, il y aura une marche internationale dont je prendrais la tête moi-même.

Parce que la Libye est importante pour toutes les nations.

La Libye est un modèle mondial.

Je reste assis à ma place. Ne les laissez pas vous mentir.

Moi, partir au Venezuela ?

Par Dieu.

Moi, laisser la dépouille de mon grand-père Abd el-Salam Boumenyar, le premier martyr de la guerre de 1911 à Al-Khoms, et partir au Venezuela ?

Par Dieu, je ne laisserai pas l'Histoire retenir cela contre moi.

Partir et abandonner mon père, le mujâhid Mohamad Abd el-Salam Boumenyar, dans sa tombe à Al-Hani et mon oncle, le mujâhid Shaykh Al-Saadi dans sa tombe à Mnyadir ?

Vous n'y pensez pas !

Ils vous mentent. Hier, ils vous ont dit que Kadhafi s'était enfui.

Me voici !

Les chaînes de télévision arabes sont le plus grand ennemi. Elles se réjouissent de vos malheurs. Elles veulent vous voir détruire le pétrole, la liberté, l'autorité populaire et la Libye.

Mais la Libye est une forteresse mondiale.

Ils sont jaloux, ils veulent vous détruire.

Que Dieu bénisse nos frères au Qatar !

Que Dieu bénisse nos frères au Qatar !

Tout ça pour ça !

Nous avons pourtant mangé dans la même écuelle. Le sang et la fraternité nous lient [à nos frères au Qatar].

Vous vous opposez à nous au lieu d'être à nos côtés.

Mais dans l'intérêt de qui le faites-vous ?

Par Allah, dites-le, dans l'intérêt de qui ?

Vous le regretterez. Ce sera trop tard. Celui dont la maison est en verre ne jette pas de cailloux sur celle des autres.

Qui êtes-vous ?

L'heure a sonné. L'heure de marcher a sonné.

L'heure de la victoire a sonné. En avant toute !

Révolution, révolution !

[Kadhafi quitte la salle aux cris de « *Allah akbar* », quelques hommes s'approchent et lui baisent le front ou la main.]

Ce discours est diffusé sur les chaînes arabes alors que les manifestations et occupations se sont installées en Tunisie, en Égypte et au Yémen. La folie du dictateur libyen est parfaitement visible à travers son agitation mais également son texte (à partir duquel il improvise sûrement).

Il résume et exagère les stratégies discursives des dictateurs arabes contre leurs peuples révoltés : les manifestant·e·s sont drogué·e·s, ils et elles sont soutenu·e·s de l'extérieur (le Qatar comme figure honnie), le réseau de télévisions satellitaires arabes ment. Le monde arabe regarde à la fois avec stupéfaction et amusement cette vidéo d'anthologie. La situation libyenne est, à cette époque, très scrutée en Syrie où la révolution en est à ses débuts. En effet, il était courant de comparer la structure autoritaire kadhafiste, qui s'appuie sur quelques divisions militaires d'élite, à celle d'Assad. La fébrilité du dictateur est déjà en soi une première victoire, il est le parfait contre-exemple pour ce type de discours que les différents autocrates s'emploient à prononcer face aux mobilisations.

La ponctuation délirante de ce discours l'a fait entrer dans la postérité avec les répétitions de « pouce par pouce, maison par maison, chambre par chambre, ruelle par ruelle [« *zenga zenga* »], individu par individu » et lui donne son nom : « *Zenga zenga* ». Très rapidement, le texte est détourné, notamment en chanson. Noy Alooshe, un journaliste israélien, sort le 24 février 2011 un remix de « *Zenga zenga* » en déformant la voix de Kadhafi par Auto-Tune sur un *sample* emprunté au tube « Hey Baby » de Pitbull avec T-Pain. La vidéo devient virale et atteint les 2,7 millions de vues en une semaine.

Il existe un nombre incalculable de versions et de reprises du texte en chanson, que ce soit par des partisan·e·s ou des opposant·e·s au régime. « *Zenga* » devient même un slogan de manifestations en Syrie. L'une de ses premières attestations se situe très tôt dans la révolution : la vidéo mise en ligne le 22 avril 2011 est celle d'une manifestation à Deir ez-Zor du jour même. Les manifestant·e·s scandent : « *Zenga zenga*, maison par maison [« *dar* »], on va te virer, Bachar », Bachar rimant avec « *dar* », la « maison ». Ce slogan est audible dans plusieurs villes insurgées syriennes dès 2011. Ce détournement des paroles a aussi un écho plus inattendu, puisque la répétition de « *zenga zenga* » a évoqué une blague populaire à l'époque dans le pourtour méditerranéen et qui concernait le fameux scandale des soirées « *bunga bunga* » de Silvio Berlusconi, dénomination désignant les parties fines qu'il organisait. Cette expression, « *bunga bunga* », a également fait l'objet de plusieurs détournements musicaux assez semblables.

fig-059

Fig.3.06.jpg

Le journaliste irakien Mountazer al-Zaïdi lance ses chaussures sur le président américain George W. Bush, lors d'une conférence de presse en décembre 2008, à Bagdad. D.R.

Chaussures

► Égypte, Irak, Tunisie

Le lancer de chaussures est une discipline politique qui semble débiter avec l'épisode du lancer de chaussures sur le président Bush par un journaliste irakien en décembre 2008, lors de la conférence de presse tenue à Bagdad avec le Premier ministre Nouri al-Maliki, pour saluer le départ des troupes américaines d'Irak et célébrer leur prétendue contribution au bien-être du pays. Le journaliste, Mountazer al-Zaïdi, crie au président américain, responsable de la mort de milliers d'Irakien-ne-s, après lui avoir lancé une chaussure, puis l'autre : « Et ça, c'est le baiser d'adieu ! » Ce geste a donné lieu à de nombreuses reprises dans le monde arabe, sous la forme de caricatures et de vignettes. C'est le journal *The Economist* qui se sert de cette référence pour mesurer les chances des dictateurs de la région d'être « les prochains sur la liste » à partir de janvier 2011. Les journalistes créent alors le « *Shoethrower's Index* », l'index du lanceur de chaussure, fondé sur des indicateurs très sérieux. Si la filiation est ici un peu métaphorique, on peut néanmoins s'interroger sur la place de ce geste particulier, et de la chaussure de manière plus générale, dans le langage révolutionnaire à partir des années 2000. La chaussure renvoie en effet à des registres qui ont affaire avec des notions de respect – on se déchausse pour entrer dans un lieu qu'on respecte, la chaussure est considérée comme un attribut sale ; d'arrogance et de mépris de ceux qui sont bien chaussés vis-à-vis de ceux qui vont nu-pieds ; mais aussi de force dans le geste de piétiner ou d'écraser quelque chose ou quelqu'un avec ses chaussures.

Lancer ses chaussures, ce n'est pas seulement essayer d'atteindre quelqu'un pour lui faire mal, c'est lui signifier son mépris, l'équivalent, en quelque sorte, de lui cracher dessus. C'est le geste que font par exemple les supporters émiratis vis-à-vis des joueurs qataris lors de la demi-finale de la Coupe d'Asie en janvier 2019.

Du côté de l'ostentation, la chaussure a une place de choix. Les dictateurs, et leurs femmes en particulier, en possèdent un nombre considérable, et les entassent même si l'on en croit la collection possédée par Leïla Trabelsi, l'épouse de Ben Ali. En novembre 2011, un rapport livré par la Commission nationale d'investigation sur la corruption et la malversation révèle l'étendue de la mainmise du clan Ben Ali-Trabelsi sur l'économie tunisienne : « mise en place de sociétés-écran, participations forcées dans le capital d'entreprises privées pour en toucher les dividendes, octrois de permis de vente de boissons alcoolisées, fraudes à l'export de ciment, appels d'offres publics truqués ». Alors que les sites spécialisés dressent un bilan juridico-financier, la presse généraliste s'arrête sur un symbole de cette richesse volée : le sous-sol du palais de Sidi Dhrif, bâti sur un terrain accaparé par Ben Ali, abrite une collection de mille paires de chaussures de luxe ayant appartenu à sa femme. La saisie est tellement démesurée qu'elle fait souvent la une : « Le butin de Leïla Trabelsi : mille paires de chaussures de luxe », « Les mille et une chaussures de luxe de Leïla Trabelsi », « La caverne de Ben Ali Baba ». Le nombre disproportionné de chaussures élégantes, dans une Tunisie en proie au chômage, témoigne non seulement du décalage entre un pays appauvri et une classe politique rapace, mais aussi de « l'ampleur d'une mégalomanie furieuse et d'une vénalité inassouvie », selon le journal en ligne Oumma.com. Leïla Trabelsi est comparée à Imelda Marcos, la femme du dictateur des Philippines, fameuse elle aussi pour avoir entassé des milliers de chaussures. « J'ai honte. Il y a de quoi avoir honte pour la communauté nationale », déclare le juriste Néji Baccouche en présentant la saisie à la presse tunisienne.

L'exhibition de la chaussure de luxe est l'un des lieux de l'humiliation ressentie par le peuple face au train de vie des élites corrompues, mais elle se marque aussi dans la chaussure qui cette fois n'est pas rangée dans des placards ou exhibée mais utilisée pour écraser. On la retrouve souvent comme métaphore du régime, ou du système dans son ensemble. Un metteur en scène syrien déclare ainsi : « Personnellement, je hais les chaussures militaires et je ne les ai jamais portées. Je suis resté en Syrie pendant un certain temps pour faire mon service militaire. J'ai fait l'impossible pour ne pas porter ces chaussures avant de pouvoir payer le service militaire, même à l'université. Selon moi, un militaire n'est pas représenté par les insignes qu'il met sur son épaule, ni par le fusil qu'il porte, mais par un autre emblème : la chaussure. » Dans ce cas, les grosses chaussures, les godillots de l'armée, sont le symbole de l'oppression. Ce sont des chaussures avec lesquelles on piétine. Elles sont au cœur de la représentation de la loi du plus fort. En juillet 2011, le dessinateur syrien Ali Ferzat utilise encore le symbole des godillots militaires, il en articule deux paires pour qu'elles forment un svastika. Un commentateur ironise avec beaucoup d'amertume : « Je propose que ce dessin [...] devienne le nouveau slogan du régime après la réforme et qu'autour de l'image on inscrive "Suprême parti assadien nazi démocratique arabe des masses". » C'est donc tout ce mépris et cette violence que portent en eux les manifestant·e·s réuni·e·s sur la place Tahrir, au Caire, où elles et ils écoutent un nouveau discours de Moubarak, le 10 février 2011, qui ne parle pas de démission ; ils se saisissent alors de leurs chaussures pour accompagner le slogan « *Irhal !* » [« Dégage ! »] [► « Dégage » • PAGE 41]. Ce geste, mimétique et massif, encapsule une forme de désespoir et de dégoût à l'égard d'un leader qui se moque de leurs aspirations, de leur existence même, de celles et ceux qui ont donné leurs vies.

fig-061

Fig.3.07.jpg

Capture d'écran d'une vidéo présente sur YouTube, intitulée « Tunisie Ben Ali Cartouche Ariana 16/1/2011 ».

La cartouche

► Tunisie

Tout au long des révolutions arabes, l'usage de certaines armes et munitions par les forces de police a suscité de nombreuses réactions. L'élévation des degrés de violence et celle du nombre des victimes dans plusieurs pays sont ainsi directement liées à l'usage de balles réelles, mais aussi de balles en caoutchouc ou de chevrotine, lesquelles ont fait beaucoup de blessé·e·s [► **Perdre les yeux** • PAGE 239]. L'usage de ces armes a pourtant fait l'objet de multiples controverses. En Égypte, les dénégations des ministres de l'Intérieur successifs d'avoir fait usage de ces armes, que ce soit sous la régence des militaires ou durant la période durant laquelle les Frères musulmans sont au pouvoir, suscitèrent bien des commentaires ironiques. En effet, en novembre 2011 par exemple, le ministre Mansur Al-Issawi déclare qu'aucune balle réelle ni de chevrotine n'a été tirée sur les manifestant·e·s [► **Le tireur embusqué** • PAGE 171].

À peine quelques mois plus tard, début février 2012, alors que les affrontements font rage dans la rue Mohamed-Mahmoud, aux alentours du ministère de l'Intérieur au Caire, le président du Parlement nouvellement élu et membre des Frères Musulmans, Saad Al-Katatni, informe les députés que le ministre de l'Intérieur l'a assuré

qu'il n'avait pas fait usage de chevrotine lors de manifestations. En réponse, l'un des députés de l'opposition se dresse avec des douilles à la main, interpellant l'Assemblée : « Voici les douilles, monsieur, voici les douilles », le tout couvert par un brouhaha massif.

Ces argumentations concurrentes visent à affirmer la légitimité ou l'illégitimité de l'usage de ces armes pour contrôler des mobilisations protestataires. Mais ces constructions de sens ne se font pas uniquement aux plus hauts niveaux de l'État, au Parlement et dans les ministères de l'Intérieur. Elles émergent aussi dans la rue, au gré des affrontements. Au lendemain du 14 janvier 2011, un peu partout en Tunisie, la fuite de Ben Ali ne met pas fin aux affrontements entre forces de l'ordre et manifestant-e-s. Au contraire, ces confrontations sont légion et la répression est dure. On en veut pour preuve le décompte des mort-e-s qui est bien supérieur après le 14 janvier qu'avant. Dans de nombreux quartiers populaires du grand Tunis, des groupes surtout composés de jeunes hommes bravent le couvre-feu et s'engagent dans des face-à-face avec les forces de l'ordre. Souvent désarmés ou utilisant des armes de fortune, ces insurgés subissent le feu de l'armée et de la police.

Une vidéo de une minute cinquante-sept secondes, intitulée « Une balle israélienne a été utilisée à l'Ariana », datée du 16 janvier 2011, illustre bien ces tensions et le rôle important qu'y prend la matérialité des instruments de répression, en l'occurrence ici les cartouches. Dans le quartier de l'Ariana, à Tunis, un homme d'une trentaine d'années, dont on ne voit jamais le visage, filme avec son téléphone portable. La qualité de l'image est moyenne et une lueur orange domine. On l'entend durant la vidéo témoigner –

Pour le peuple tunisien voici, regardez les cartouches !

Il a en main cinq douilles, on entend des bruits d'affrontement non loin et des cris (de ralliement ?). Il filme le sol jonché de centaines de douilles et répète –

Voyez les cartouches à Ariana,

Voyez les cartouches à Ariana.

À mesure qu'il avance en filmant le sol, il donne de petits coups de pied dans les douilles pour bien montrer leur nombre et redit –

Voyez les cartouches, voyez les cartouches, voyez : il y en a partout.

Voyez les cartouches, voyez les cartouches à Ariana, regardez la guerre qui a lieu à Ariana.

Ça c'est des cartouches, ces cartouches on ne les a jamais vues, ce genre de cartouches il me semble que c'est la première fois qu'ils les utilisent.

Voyez les cartouches, voyez les cartouches, ils nous tuent, ils sont en train de nous tuer, regardez toutes les cartouches avec lesquelles ils nous visaient.

Il se penche, ramasse une douille, il rapproche la caméra de son téléphone du culot de la douille et commente –

Regardez cette cartouche, lisons ce qu'il y a écrit dessus, on ne sait pas de quelle contrée elle est.

[Un compagnon lui souffle : « D'Israël, elle vient d'Israël ! »]

C'est écrit en hébreu, les Juifs nous frappent.

[Le second homme : « Fabriqué en Israël. »]

Made in Israël. Les Juifs nous tuent, les Juifs nous tuent, les Juifs nous tuent !

La caméra filme désormais en face, on y voit un mur de feu. Le feu fait rage d'un bout du trottoir à l'autre, couvrant toute la largeur d'une rue ; on devine des bennes à ordures en flammes. Il dit avec une voix mêlant fierté et virilisme, alors que trois jeunes hommes passent devant l'objectif et que l'un d'entre eux jette un objet dans le feu –

Ça, c'est Ariana, et ça, ce sont les hommes d'Ariana !

À ceux qui ont dit qu'Ariana n'est pas sortie se battre, qu'ils voient les jeunes et les hommes d'Ariana comme ils sont sortis et ce qu'ils ont fait.

Ça, c'est Ariana, cher monsieur !

Ça, c'est Ariana. Les cartouches fusent, et les gens combattent, et plus personne n'a peur, plus peur de rien.

Ça, c'est Ariana, les hommes.

Il s'avance vers les flammes, et on découvre petit à petit un pick-up de la police en proie aux flammes. Il le filme en faisant le tour de la voiture, puis ajoute –

Ça, c'est Ariana, ça, c'est un véhicule de la police.

La police qui a torturé les gens et les citoyens.

Regardez la voiture de la police.

[Il zoome sur la plaque d'immatriculation arrière de la voiture.]

Celle-ci là,

Allah akbar, les cartouches ! [► « Allah akbar » • PAGE 159]

Ça, c'est le couvre-feu en Tunisie,

Ça, c'est le couvre-feu en Tunisie.

[On entend des coups de feu, la caméra tremble, mais il reprend, solennel.]

Ceci est la première réponse aux policiers !

Allah akbar !

Cette scène dit beaucoup de choses sur les contextes de négation, de censure de l'information relative à la répression et de l'usage des cartouches. La légitimité de la répression et de sa gradation est discutée en Tunisie comme dans d'autres pays en regard des pratiques habituelles ou admises. Si l'usage du gaz lacrymogène est commenté et peut soulever l'indignation pour des manifestant·e·s qui revendiquent leur pacifisme, les tirs à balles réelles sont au cœur d'une bataille, et on entend par exemple le slogan : « Ça suffit avec les balles réelles, Ben Ali » dès avant le 14 janvier.

Les vidéos qui circulent ont pour objectif d'attester, et donc de contredire le discours officiel, de montrer ce qu'il tait. Elles sont aussi des témoignages, montrant à la fois la crudité de la violence et la nature de la réaction des manifestant·e·s. Elles permettent aussi de mobiliser et font alors appel à des ressorts plus complexes, avec un recours aux théories du complot, un usage très fréquent de la surenchère virile dans un contexte où les quartiers se font concurrence dans leur course à l'héroïsme – ainsi, dans la vidéo retranscrite, le quartier de l'Ariana est mis en exergue comme haut lieu de la révolution. Le complot, ici israélien, est mis au jour pour faire le lien avec des luttes dont la légitimité s'impose, est naturalisée, celle des Palestinien·ne·s dont chacun·e a un souvenir, une image.

La vidéo et le témoignage jouent aussi un rôle pour les révolutionnaires. On y voit à l'œuvre un jugement par le code d'honneur. Celui qui fait usage de telles armes, disproportionnées, « n'est pas un homme ». Dans une des premières vidéos de manifestation dans le centre de Lattaquié, ville côtière du nord-ouest de la Syrie, le 25 mars 2011, on entend des coups de feu. Un des manifestants s'égosille : « Regarde le fils de pute où il est ! Il tire, le connard... tu tires sur quoi ? Ça c'est des hommes ? » Cela renvoie à la matérialité de la répression et ses effets : héroïsme, peur, stratégies défensives de contre-attaque.

Enfin, ce corpus de vidéos constitue un savoir, avec des dénominations locales, des connaissances qui se développent sur les tirs, les armes, les bruits. Les insurgé·e·s syrien·ne·s peuvent vite reconnaître les projectiles, les classer en fonction de leur dangerosité, ce qu'ils autorisent ou marquent, ce qu'ils rendent impossible en termes d'action. À la suite des attaques menées par le régime et suspectées d'être à l'arme chimique, des militant·e·s et activistes locaux·les sont formé·e·s au relevé des traces sur les lieux. L'expertise militaire des militant·e·s s'enrichit en quelque sorte d'un pan chimique. Ils et elles deviennent capables d'identifier la nationalité des balles, leur type et leur origine. Bien vite, ils et elles sont en mesure aussi de les comparer avec celles dont ils et elles vont eux-mêmes faire usage.

fig-063

Fig.3.08.jpg

Photo de la campagne « *Thawritna 'uyunkom* », « Arrêtez de viser les yeux ». Liban, janvier 2020. D.R.

Perdre les yeux

► Algérie, Égypte, Liban, Tunisie

Au cours des contestations dans le monde arabe, les blessures aux yeux des manifestant·e·s ont pris une importance accrue. Certes, ces blessures sont apparues avant tout du fait d'une augmentation générale des niveaux de répression et, en conséquence, des blessé·e·s. Mais elles font aussi émerger des types particuliers de mobilisation (politique, discursive, artistique) autour de la figure du ou de la manifestant·e éborgné·e et que l'on retrouve, sous des formes différentes, dans différents pays. Les éborgné·e·s sont aussi au cœur du mouvement de protestation que l'on a vu fleurir au Chili ces dernières années, tout en faisant l'objet d'une campagne spécifique pour l'interdiction des LBD dans la répression des manifestations des Gilets jaunes en France.

En Tunisie, un épisode important de l'histoire protestataire récente est intimement lié aux yeux des manifestant·e·s comme cible de la répression. Fin novembre 2012, une coalition tripartite dominée par le parti islamiste Ennahdha est au pouvoir depuis un an. Déjà fortement critiqué, notamment par l'opposition de gauche, pour son inaction jugée complaisante face à la multiplication des violences salafistes, le gouvernement est de moins en moins légitime. En effet, un pacte moral engage l'Assemblée nationale constituante, élue le 23 octobre 2011, à rédiger une nouvelle Constitution au bout d'un an. Un an plus tard, le gouvernement est toujours au pouvoir et la Constitution est loin d'être rédigée. La situation socio-économique du pays se détériore et le gouvernement en est jugé responsable. Les tensions politiques s'intensifient et des protestations se multiplient partout dans le pays, surtout dans le nord-ouest et le centre-ouest. Le gouvernement tente de discréditer ces mobilisations soutenues par la gauche radicale, ennemie jurée des islamistes.

C'est dans ce contexte que « l'épisode de Siliana » a lieu. Le 27 novembre 2012, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) décrète une grève générale dans ce gouvernorat du nord-ouest, bastion du syndicalisme et de la

gauche marxiste. Des centaines de manifestant·e·s répondent à l'appel, réclamant emplois et développement, et exigeant la démission du gouverneur. Un rassemblement se forme devant le siège régional de l'UGTT, puis se dirige vers le siège du gouvernorat. Des militant·e·s de la gauche radicale sont présent·e·s dans la mobilisation. Elle est violemment réprimée par la police qui utilise ses armes de manière aléatoire, tire des bombes de gaz lacrymogène, mais surtout de la chevrotine sur les manifestant·e·s et les personnes qui se trouvaient autour de l'espace de mobilisation. Rarement utilisées contre des manifestant·e·s, ces munitions dont on se sert surtout dans la chasse aux oiseaux ont fait perdre des yeux à beaucoup de victimes, dont de simples passant·e·s. Dans une vidéo de douze minutes sur YouTube, plusieurs victimes de tirs de chevrotine témoignent. Un homme avec un pansement à l'œil gauche est interviewé par un journaliste, visiblement dans un hôpital. Dans le fond, on entend un téléphone qui sonne. À sa gauche, un homme, qui s'appelle Mahjoub, est allongé sur un lit. Le journaliste lui demande : « Mahjoub, raconte-nous comment tu as été blessé ? » L'homme répond :

— Je suis directeur d'une école publique... L'UGTT est intervenue pour qu'il y ait des protestations dans tout le gouvernorat. Nous sommes allés à l'UGTT, puis nous sommes allés au gouvernorat pour revendiquer nos droits, ceux des marginaux et des chômeurs de ce gouvernorat. On était à cent mètres du gouvernorat, loin. On voulait que le gouverneur démissionne, parce qu'il n'a pas répondu aux attentes des gens, beaucoup de choses. Normalement... il aurait dû comprendre et s'en aller. Un policier a commencé par la provocation, il a frappé un gosse, et c'est là que ça a explosé. Nous, on était loin. Je me tourne soudain et je me rends compte qu'ils ont commencé à tirer à balles réelles dans l'air, et nous on était à côté de l'horloge, à cent mètres du Gouvernorat.

Le journaliste lui demande alors :

— Donc on a commencé à vous tirer dessus avec de la chevrotine dès le premier jour ?

— Dès le premier jour. J'ai subi une opération avant hier. Mais ça n'a pas réussi, parce que la balle a touché la veine à l'intérieur, donc il y a eu une hémorragie. Maintenant, je ne peux pas voir avec cet œil, maintenant je ne peux pas voir avec. Et le médecin m'a donné un mauvais pronostic, je ne pourrai plus voir avec parce que la balle m'a coupé la veine. Là, voilà (il montre son œil). On n'est pas des gamins pour casser notre pays, ou pour insulter ou pour faire du n'importe quoi. Nous avons des revendications pacifiques et ce gouvernement, c'est nous qui l'avons fait, il faut qu'il réponde à nos demandes, c'est notre leadership. Notre leadership nous tire dessus ? Tu donnes l'ordre de nous tirer dessus ?

— ... avec de la chevrotine.

— (*L'homme acquiesce*) ... avec de la chevrotine ? Normalement, c'est toi qui viens... même si un gosse cherche les problèmes, tu ne donnes pas l'ordre aux policiers de tirer. Va voir à Siliana, les hôpitaux, les gens sont criblés. C'est comme s'ils chassaient des pigeons ! Israël n'a pas fait comme ça !

— Donc c'était des tirs aléatoires ?

— Bien sûr, partout ! Imagine, il y a deux balles logées dans mon œil maintenant et les médecins n'ont pas pu les retirer ! Parce que c'est allé dans un endroit sensible, ils tiraient sur les têtes et pas au niveau des jambes. Qu'est-ce que nous avons fait pour justifier l'usage de la chevrotine ?

Cet homme n'est pas le seul à avoir reçu de la chevrotine à l'œil ce jour-là. Dans la même salle, d'autres hommes plus ou moins jeunes se reposent, un pansement à l'œil. L'un d'entre eux, la trentaine, un pansement à l'œil droit, raconte comment la police l'a attaqué alors qu'il était juste curieux. Il montre les traces de la chevrotine qu'il a sur le torse. Un autre plus âgé, la cinquantaine, relate comment il a été pris pour cible par la police en rentrant de la mosquée après la prière de midi. C'est son œil gauche qui en a pâti. Un jeune homme de vingt et un ans a les yeux fermés. Son visage est criblé de chevrotine et il a l'œil droit au beurre noir. C'est sa mère qui décrit l'état de son fils, comparant la répression policière à Siliana à celle d'Israël.

Un autre blessé, âgé de quinze ans, est allongé sur un lit. Il a un pansement à l'œil gauche. On entend sa mère dans le fond qui l'encourage à parler. Il raconte au journaliste comment il a été blessé en rentrant du collège :

On a fini les cours, on est descendus et on est sortis. Quand on a vu la police, on a eu peur et on s'est enfuis. Un policier nous a sommés : « Arrêtez-vous ! » Je me suis arrêté et j'ai levé les bras, et puis il a pointé son arme sur moi immédiatement et il a tiré.

Sa mère, pour illustrer son récit, dévoile son torse criblé de chevrotine. Il lui dit : « Doucement maman », en étouffant un gémissement.

Les événements de Siliana ont marqué l'histoire protestataire de la Tunisie post-2011. Dans un contexte où le droit de protester publiquement vient d'être gagné, cet épisode répressif a surtout nourri une forte contestation contre le ministère de l'Intérieur et le gouvernement. Depuis, on se réfère beaucoup à ce dernier comme « le gouvernement de la chevrotine ». En effet, la répression d'envergure du mouvement a été considérée comme arbitraire, injuste et disproportionnée, puisqu'elle a touché des personnes qui n'avaient même pas participé aux mobilisations. D'un autre côté, les munitions utilisées et leurs effets visibles, durables et parfois irréversibles sur les corps ont interpellé la société civile et la classe politique du pays. Pour les victimes de ces blessures à l'œil, l'usage de la chevrotine a été perçu non seulement comme violent, mais aussi comme insultant.

Or ce type d'épisodes ne s'est pas uniquement déroulé en Tunisie. De l'Algérie à l'Égypte, de nombreux manifestants ont perdu des yeux sous le coup des tirs de chevrotine et de balles en caoutchouc. En Égypte, l'une

des icônes les plus célèbres du soulèvement, Ahmed Harara, a perdu un premier œil le 28 janvier 2011, et le deuxième lors des affrontements de la rue Mohamed-Mahmoud le 19 novembre 2011.

C'est durant ce dernier épisode que le nombre de manifestant·e·s qui perdent des yeux explose, puisqu'on compte plusieurs dizaines de victimes. La question des yeux des révolutionnaires devient alors un enjeu central pour différents acteurs. Tout d'abord, la fuite d'une vidéo filmée du côté des forces de police laisse voir une préméditation des officiers et des sous-officiers de viser les yeux des manifestant·e·s. On y voit ainsi un jeune officier viser, tirer et être félicité par l'un de ses subalternes pour avoir « eu les yeux du gamin ». La vidéo fait le *buzz* sur les réseaux sociaux. Les internautes s'activent et finissent par identifier l'officier en question. S'ensuit une large campagne en ligne, relayée aussi par des graffitis avec la tête de l'officier, l'inscription « WANTED », et l'appel « Cherchez avec le peuple », pastichant l'habituel « Cherchez avec la police » que l'on retrouve sur les avis de recherche. L'étendue de la mobilisation oblige les autorités à mettre l'officier à pied, puis à le poursuivre. Il est condamné à une peine de prison en 2013.

La question des yeux fait l'objet d'une attention médiatique et artistique notable. En effet, la chaîne Al-Jazeera produit, début 2013, un documentaire intitulé « Les yeux de la liberté », portant notamment sur cette journée du 28 janvier 2011, et Mohamed Mahmoud. De même pour des artistes de graffiti qui recouvrent les parois de la rue Mohamed-Mahmoud de portraits de manifestant·e·s éborgné·e·s. Cette rue est d'ailleurs rebaptisée rue des Yeux-de-la-Liberté, à l'issue des affrontements. Enfin, une figure de la poésie populaire et politique, Abdel Rahman Al-Abnudi publie un poème intitulé lui aussi *Rue des Yeux-de-la-Liberté* durant la même semaine de novembre, et dont l'une des strophes met en lumière leur symbolisme dans la lutte contre l'opresseur –

Les balles viennent d'en haut et d'en bas
Droit comme un i, face à elles, tu ne vas ni ne viens
Tu tombes en martyr et tu te redresses avec eux
Des yeux roulent sur le bitume

En Algérie, plusieurs manifestant·e·s ont été éborgné·e·s par la police lors de protestations publiques. Le 12 décembre 2019, jour de l'élection présidentielle, des mobilisations du *hirak* contre le processus électoral se déroulent en Kabylie. Suite à une charge policière violente, plusieurs manifestant·e·s perdent un œil à Tizi Ouzou, Béjaïa et Boumerdès. Quelques jours plus tard, des mobilisations de solidarité avec les éborgné·e·s sont organisées dans le pays. Dans des rassemblements à Alger, beaucoup de manifestant·e·s arborent un cache-œil, parfois en mettant les mains derrière la tête. D'autres postent leurs photos sur les réseaux sociaux en se cachant un œil de la main. On voit notamment deux maçons, chacun cachant un œil avec sa truelle. Le site satirique El Manchar raille la répression en publiant un billet intitulé « Gaïd Salah déclare : “Je suis solidaire des manifestants éborgnés, je dirige le pays à l'aveuglette” ». Dans un *post* sur Facebook, le célèbre écrivain Yasmina Khadra dénonce l'éborgnage de manifestant·e·s, lequel·le·s pourtant « voient clair ».

figp244a

Fig.3.09-1.jpg

figp244b

Fig.3.09-2.jpg

fig-078

Fig.3.09-3.jpg

Posts annonçant la participation aux manifestations du 25 janvier 2011 en Égypte.

Le post

► Tous pays

Les écrits sur le rôle (ou l'absence de rôle) d'Internet dans les révolutions arabes sont légion. Que les auteurs y voient des outils d'une quatrième vague de démocratisation ou bien un leurre, alors que leur contribution est restée mineure, on trouve assez peu de récits situés des usages des réseaux sociaux dans les révolutions. Il est pourtant difficile d'en faire abstraction durant toute la décennie 2000. Dans le discours même des acteurs et actrices des révolutions, Internet semble jouer un rôle fondamental. L'un des protagonistes essentiels de la révolution égyptienne, Wael Ghonim, l'un des administrateurs de la page « Nous sommes tous Khaled Saïd » qui comptait près de 300 000 membres et appela aux mobilisations du 25 janvier 2011, a ainsi écrit un ouvrage intitulé *Révolution 2.0*. Huit ans plus tard, la révolution algérienne semble aussi, sous certains aspects, prendre l'allure d'une « révolution 2.0 », au cours de laquelle les réseaux sociaux occupent une place non secondaire aussi bien dans la diffusion de l'appel anonyme à manifester que dans la construction de l'économie générale et

du soutien du *hirak*. Très rapidement, le terme « *Djazair 2.0* » (« Algérie 2.0 »), qui deviendra le nom d'une des organisations de soutien au *hirak* nées dans l'après-22 février, s'impose pour signifier à la fois la volonté populaire d'instaurer une Deuxième République et la conscience que cela se joue aussi sur la toile.

Sans statuer de manière définitive sur le rôle (général et non spécifié) d'Internet, il semble intéressant de relater des usages concrets et situés d'un réseau social, Facebook, par les militant·e·s et les futur·e·s révolutionnaires ordinaires dans l'événement. Ces quelques extraits issus du contexte égyptien permettent de voir la volatilité et l'incertitude des journées qui mènent au 25 janvier, nuançant ainsi le déterminisme d'une vision diffusionniste, faisant découler la mobilisation égyptienne du précédent tunisien. Ils permettent aussi de voir comment les jeunes tentent de se convaincre, et de se motiver à participer. Enfin, les extraits permettent de saisir les usages logistiques des réseaux sociaux par les militant·e·s.

Le 19 janvier 2011, Ihab, un jeune Égyptien, change sa photo de profil sur Facebook. On le voit désormais debout, face caméra, tenant une pancarte portant l'inscription suivante : « Je participe le 25 janvier, je suis libre. » En commentaire sur sa nouvelle photo, Ihab ajoute : « Je participe le 25 janvier... Je participe parce que je suis un être humain qui a une dignité... Je participe parce que je suis un être humain... Je participe par ce que j'aime l'Égypte... Il faut que je participe... Je suis liiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiibre. » Dans les jours qui suivent, c'est au tour de l'un de ses amis, Ragab, d'écrire à son tour sur le réseau social : « Je participerai de toutes mes forces le 25 janvier, le jour où on se débarrassera du régime pourri. »

Entre la fuite de Ben Ali, le 14 janvier, et la « fête de la police » prévue en Égypte le 25 janvier, des messages de ce type essaient sur les réseaux sociaux. Ils visent avant tout à conjurer le sort. En affichant leur enthousiasme, en prenant position, les un·e·s et les autres se contraignent à participer à l'événement. Les publications et les *likes* permettent de se compter, et leur multiplication de renforcer la croyance en la possibilité d'un changement. Ils permettent également de propager cette croyance en soulignant un ensemble d'indices contextuels, qui sont autant de facteurs (dés)inhibiteurs en puissance quant aux engagements à venir. Ces différents indices permettent de percevoir le climat comme conducteur et ce faisant de redoubler d'efforts dans le processus d'auto-conviction. À l'issue de sorties de tractage dans un quartier populaire d'Alexandrie, un·e militant·e note ainsi sur sa page Facebook : « Des indicateurs positifs d'une réelle participation populaire le 25... à condition qu'il y ait une étincelle... Bien sûr que ce ne sera pas une révolution... Mais peut-être que ça contribuera à sortir le peuple de sa torpeur. »

Cependant, il ne faut pas croire que l'enthousiasme atteint tout le monde en amont du 25 janvier 2011. Bien au contraire, nombreux·ses sont les Égyptien·ne·s persuadé·e·s que leur pays n'est pas la Tunisie, et qu'au vu de l'histoire récente, rien ne va se passer. Un·e autre jeune activiste n'hésite ainsi pas à écrire sur sa page :

Petit sondage mené auprès des collègues de travail : personne n'est au courant de l'appel du 25 janvier.

Facebook leurre beaucoup de gens. La révolution ne va pas commencer en changeant des photos de profil ou en postant des vidéos enthousiasmantes. La rue est très loin de ce qu'on raconte ici. Ce qui va se passer le 25, c'est que les mille qui y vont chaque fois vont y aller comme chaque fois, ils vont se faire tabasser comme chaque fois, ils vont se faire arrêter. Et ceux qui ne se feront pas arrêter vont se mettre sur

Facebook et changeront leur photo de profil à « Libérez les détenus ». Et voilà tout.

À l'approche du 25 janvier, les publications sur les réseaux sociaux deviennent de plus en plus solennelles. Ce *post* publié par Ragab, un jeune militant alexandrin, à l'aube du 25, à 3 h 03, le montre bien :

Mes salutations à tous, je sors dans quelques heures participer à la journée de la dignité du 25 janvier, pour libérer mon pays de la pauvreté, de la honte, de l'humiliation, du chômage et de la pourriture, etc., etc. Car parmi les actes les plus respectables pour Dieu, il y a le fait de dire une parole juste face à un chef tyrannique. Je vais demander mes droits, les droits de mon pays et de mes frères et sœurs. Que l'Égypte vive libre et que ses habitants vivent dignement !

Ces publications sont également accompagnées de *posts* plus logistiques, donnant des directives et des consignes pour les manifestations, du moins jusqu'au soir du 27 janvier, moment où Internet est coupé dans tout le pays. Par exemple, du fait d'arrestations qui se multiplient durant la journée du 26 janvier, un militant alexandrin avertit ses amis Facebook, à 15 heures :

À tous les activistes d'Alexandrie. Prière de ne pas s'approcher de Manshiyya en ce moment. J'ai essayé d'y aller et je n'ai pas pu. Ils sont en train de fouiller tous les citoyens dans un périmètre de 250 mètres autour du quartier. Prière de garder la raison et d'éviter de se laisser emporter par les émotions, nous avons besoin de chaque activiste. Il faut qu'on se rassemble et qu'on les surprenne... On ne peut pas répéter les mêmes vieilles erreurs et les laisser nous attraper facilement.

Les *posts* sont utilisés dorénavant dans l'ensemble de la région pour signifier une adhésion, comme une signature de pétition, ou une participation à un mouvement virtuel. C'est sur ce principe même que se fonde le mouvement La Révolte des femmes dans le monde arabe [► *Femmes en luttes* • PAGE 65]. Chacun·e des participant·e·s poste une photo d'elle ou de lui arborant un message qui commence toujours par « je suis avec la révolte des femmes dans le monde arabe parce que ». Ce groupe, qui existe uniquement sous la forme d'une page Facebook, accueille des témoignages sous la forme de *posts* écrits ou de vidéos, préfigurant en quelque sorte la forme que prendra le mouvement *#metoo*.

On lit –

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe parce que je suis un sujet et non un objet. (Femme. Tunisie, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe parce qu'une femme n'est pas une honte et parce que les femmes sont la moitié de la société. (Femme. Tunisie, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe parce que j'en ai assez que vous me traitiez et me décriviez comme un objet. Je ne suis pas une tasse d'eau, pas un cristal et certainement pas un bonbon ! (Femme. Libye, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe parce que j'aime la liberté. (Homme. Syrie, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe car je porte tous mes droits de citoyenneté et je paie des impôts exactement comme vous, cependant je ne prends pas mes pleins droits exactement comme vous. (Femme. Jordanie, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe car pendant 20 ans, je n'ai pas pu sentir l'air dans mes cheveux et mon corps. (Femme.Syrie, 2012)

Je suis avec le soulèvement des femmes dans le monde arabe parce que je ne veux pas que les intellectuels voient dans mon voile la cause de l'arriération de la société. (Femme. Syrie, 2012)

La forme de la campagne elle-même est déterminée par les usages qui se diffusent. Un de ses effets marquants est de montrer les visages et de fonctionner comme des *coming-out* politiques.

fig-065

Fig.3.10-1.jpg

Alaa Salah lors d'une manifestation à Khartoum, au Soudan, le 8 avril 2019. Photo : Lana H. Haroun.

fig-066

Fig.3.10-2.jpg

Un homme filme avec son téléphone portable un sniper, lorsqu'il est abattu par celui-ci. Syrie, supposément le 1^{er} juillet 2011, lors d'une manifestation demandant la destitution de Bachar al-Assad.

Les téléphones mobiles comme extension de la révolution

► Tous pays

Une caméra fixe un sniper du régime syrien sur un toit. L'image, granulée, incertaine et tremblotante, est filmée avec un téléphone mobile d'un toit adjacent. On entend la voix basse de l'homme qui filme, la caméra formant l'extension de son regard. En tant que spectateurs et spectatrices, nous sommes transposé·e·s sur ses toits, guettant le sniper à travers cette vidéo. Mais en même temps, nous sommes les juges pour qui cette vidéo est filmée comme preuve de la férocité du régime syrien [► [Le tireur embusqué](#) • PAGE 171]. C'est une morale expérientielle et sensorielle que cette vidéo suscite, en nous transposant au cœur de l'action pour pouvoir la juger. À un moment, le sniper remarque l'homme et sa vidéo. Il se retourne vers lui, mais la caméra continue à le fixer, l'homme marmonnant quelques mots à voix basse. Le fusil fait face à la caméra pendant un moment, puis on entend un coup de feu. La caméra tombe. L'homme aussi.

Les téléphones mobiles et leurs caméras vont devenir avec la révolution syrienne la façon principale de faire circuler, de documenter. Depuis le début des années 2000, les téléphones mobiles et les plateformes Internet sont devenus un des outils majeurs pour couvrir certaines expériences du point de vue des participant·e·s et les faire circuler. Cette transformation est d'autant plus importante dans les pays autoritaires où les médias sont contrôlés par les régimes. La documentation et la circulation des informations deviennent partie intégrante de l'appareil de résistance. C'est notamment le cas pour les mouvements altermondialistes, avec la fondation de plateformes de médias alternatifs comme Indymedia, en 1998.

À Tunis comme à Sanaa, au Caire ou à Tripoli, ces médias alternatifs sont créés par de simples citoyen·ne·s pour documenter la révolte. Ce travail de contre-information se fonde dès lors en grande partie sur ce que les petits téléphones peuvent capter. Mais c'est peut-être pendant la révolution syrienne que cette façon de vivre et de documenter l'événement politique en cours s'est le plus développée. Au début de la révolution, l'acte de filmer les manifestations ou les actes de répression du régime était encore hésitant et imprécis. Des milliers de vidéos, filmées à la sauvette, ont fait circuler des fragments de l'action, parfois sans aucune information à part l'action

brute filmée par un participant anonyme. La charge véridique de ces vidéos était faible, puisque les informations nécessaires pour comprendre et utiliser l'information transmise étaient absentes. C'était une forme de témoignage, privé des éléments de la preuve. Des milliers de vidéos sont produites de cette façon, et une très grande partie disparaît dans les archives d'Internet. C'est leur quantité qui fait leur force. Ce que ces vidéos « prouvent » c'est que quelque chose se passe en Syrie, malgré le silence des médias officiels. On ne sait pas très bien quoi et où, mais cette quantité de fragments non identifiés montre que sous le silence officiel, une explosion sociale est en train d'avoir lieu.

Avec l'extension de la révolution syrienne et la répression violente du régime il ne suffit plus de prouver l'existence de la révolution, il faut pouvoir documenter avec plus de précision les activités des révolutionnaires et les exactions du régime. Une explication de l'objet filmé devient nécessaire. Un certain style commence à émerger : une caméra plus stable, des visages filmés de dos, une banderole ou un panneau présentant les informations nécessaires. Ces vidéos circulent davantage, étant plus utilisables par les médias traditionnels, et sont une forme de témoignage plus concret, qui pourrait être présenté devant un tribunal. Une certaine audience, morale ou juridique, imaginée, devient le destinataire de ces vidéos et force le monde à faire face à la tragédie syrienne.

Quelle que soit la fonction de ces vidéos filmées sur les téléphones mobiles, elles deviennent une partie constitutive de la révolution. Une extension des corps et du regard des manifestant·e·s, les téléphones mobiles permettent un élargissement de l'expérience de la révolution, surtout à celles et ceux qui vivent cette expérience de loin. Les informations que ces vidéos présentent deviennent moins importantes que la capacité que ces vidéos ont d'élargir l'expérience. Filmant de l'intérieur de l'action, sur le rythme du mouvement collectif, et plongés dans l'univers sonore des manifestations, les téléphones mobiles offrent cette possibilité de participer de dedans à l'action, et plus seulement de la position d'un témoin extérieur. Ce genre de vidéos crée une forme d'esthétique visuelle, qu'on va retrouver dans un grand nombre de films sur la révolution syrienne : une image saccadée, granulée, rapide qui capte le rythme de l'action et plonge le spectateur ou la spectatrice en son cœur ; une transformation technologique qui va marquer la mémoire visuelle de la révolution syrienne.

Alaa Salah Le 8 avril 2019

► Soudan

Elle est toute de blanc vêtue. C'est une silhouette longiligne juchée sur une voiture et tendue vers la foule qui déclame de la poésie. Vous l'avez certainement aperçue, au hasard des nouvelles du monde, émergeant au milieu de la foule. Si vous avez regardé de plus près, vous avez vu que, sous son long voile blanc, on voit une jeune femme en noir, chaussée de baskets. Elle s'est juchée sur une voiture. Et si vous avez prêté l'oreille vous l'avez entendue scander d'une voix assurée. Elle chante une chanson, elle lance les paroles qui sont reprises par la foule tout autour. La chanson qu'elle interprète s'intitule « Thawra », c'est-à-dire « Révolution ».

Ils nous brûlent au nom de la religion !

[La foule répond :] *Révolution !*

Ils nous tuent au nom de la religion !

Révolution !

Ils nous emprisonnent au nom de la religion !

Révolution !

Mais la religion n'a pas à être accusée !

Révolution ! Révolution !

La balle ne tue pas, ce qui tue c'est le silence de l'homme...

– chante encore la jeune manifestante, avant d'ajouter plusieurs fois : « Ma bien-aimée est une Kandaka. » Elle est étudiante à l'université de Khartoum et n'a que vingt-deux ans au moment où elle invoque la puissance de ces reines qui régnaient sur le royaume de Nubie à l'époque antique. Entre légendes et références historiques, c'est bien à un monde matriarcal qu'elle se réfère en se mettant sous la protection de ces femmes.

Quelques semaines plus tard, elle est invitée à Marrakech au Sommet des femmes africaines et elle y porte la parole des insurgé·e·s soudanais·es. Elle y dit, convoquant la puissance tutélaire des femmes souveraines de Nubie :

J'appelle à la paix et je rappelle que les manifestations et la révolution soudanaise ont été pacifiques. Mon peuple, entier, porte la paix dans son cœur et je ne suis qu'une femme parmi des milliers d'autres. Nous, les

femmes soudanaises, nous sommes des Kandakas, ces princesses de Nubie. C'est notre héritage. Nous avons toujours été considérées comme des femmes combattantes. Et cette révolution de décembre a fait sortir des milliers d'entre nous dans les rues, moi je ne suis que l'une d'entre elles.

Si la figure d'Alaa Salah reste dans les mémoires, c'est par cette image d'abord, une énième variation sur *La Liberté guidant le peuple* pour certains, une illustration de son charisme personnel pour d'autres, l'incarnation d'une figure mythologique. Elle est saisie, dans son aura personnelle, par des milliers de téléphones portables qui capturent ce moment quasi mystique [► [Les téléphones mobiles comme extension de la révolution](#) • PAGE 251]. Et l'on se prend à se demander en combien de fragments il est possible de retrouver cette image, combien de temps dure la somme des films qui ont été tournés sur cette place, ce 8 avril 2019. La somme infiniment réfractée de cet instant forge l'icône.

Mais par-delà l'image, Alaa Salah, ce 8 avril, est entourée de nombreuses femmes [► [Femmes en luttes](#) • PAGE 65] et joue une autre partition ; elle accuse, demande la chute du régime et affirme, après tant d'autres, la place des femmes dans la révolte soudanaise. Elle affirme cela par son chant, mais aussi par sa tenue, ses bijoux ostensiblement affichés, et l'invocation des Kandakas, princesses lointaines du royaume africain de Kush, convoquées par les luttes féministes qui l'ont précédée, aussi bien dans les années 1950 que dans les mobilisations étudiantes de la décennie tout juste écoulée. Juchée sur cette voiture, bien campée dans ses baskets, elle prend ses marques dans l'histoire de ses sœurs.

fig-069

Fig.3.11.jpg

« Sidi Bouzid brûle ! » Une page du blog de celle qui se nomme « A Tunisian Girl », citoyenne-journaliste.

Le·la citoyen·ne journaliste

► Algérie, Liban, Libye, Tunisie

À la fin de l'année 2010, le monde découvre une jeune femme. Son blog, « A Tunisian Girl », après avoir été un blog plus tourné vers des questions intimes, avait déjà fait la place à des questions politiques, visant notamment la politique de censure du régime. En décembre 2010, elle se rend à Sidi Bouzid, puis à Kasserine et figure parmi les premières à rapporter les événements qui se déroulent sur place. Elle diffuse photos et vidéos des opérations de police, des blessé·e·s et des mort·e·s, les listes des victimes, visite des hôpitaux et interroge des familles qui ont perdu l'un·e des leurs en raison de la répression policière. « A Tunisian Girl » devient alors un point central pour l'opposition, formant avec d'autres blogs un véritable réseau de contre-information qui s'oppose à la propagande du régime. Les blogueuses et les blogueurs tunisien·ne·s, déjà visé·e·s par des campagnes de répression depuis le début des années 2000, sont parmi les personnalités emprisonnées les plus visibles du moment révolutionnaire. Le cyberdissident Zouhair Yahyaoui, emprisonné et torturé, avait été libéré en 2003, grâce à une campagne internationale très active. Il décède néanmoins d'une crise cardiaque en 2005, à trente-sept ans, devenant un symbole de la résistance pour les jeunes en Tunisie. À sa suite, Sofiane Belhaj lance un blog sous le nom de Hamadi Kaloutcha. À la fin de l'année, il se lance dans une entreprise particulièrement subversive en traduisant toutes les informations de *Wikileaks* concernant la Tunisie et en les mettant en ligne. Il est arrêté le 6 janvier 2011, ainsi que cinq autres activistes du Web.

Ces jeunes femmes et ces jeunes hommes, tou·te·s issu·e·s de la classe moyenne, forment une cohorte clé de révolutionnaires. Ils et elles accompagnent, témoignent, diffusent et jouent, via Internet, le rôle de médiateurs et médiatrices. Elles et ils nourrissent également les réseaux sociaux, mais aussi des médias plus classiques comme la chaîne transnationale arabe Al-Jazeera qui contacte fréquemment des correspondant·e·s, en réalité des citoyen·ne·s, simplement armé·e·s d'une caméra, d'un ordinateur et d'une connexion.

L'envoi instantané et libre des informations filmées ou photographiées a permis à beaucoup de volontaires de casser le mur des censures officielles, et de créer de nouveaux canaux de diffusion qui passent souvent par la diaspora. Certaines de ces expériences journalistiques deviennent – ou s'affirment comme – de véritables médias ; le plus souvent en ligne, tels le magazine *Nawaat* en Tunisie, ou le journal *Mada masr* en Égypte. Ces expériences se fondent essentiellement sur l'usage du texte et de l'enquête. D'autres accompagnent les révolutions en accueillant des analyses et contributions intellectuelles de voix dissidentes. On peut penser alors au journal *Al-Jumhuriya*. Fondé en mars 2012 par un groupe d'écrivain·ne·s et d'universitaires syrien·ne·s, à la fois présent sur le sol syrien et en dehors, le journal, dont le siège est aujourd'hui à Berlin et qui est devenu pour partie bilingue (arabe et anglais), accueille des analyses et questionnements sur la révolution syrienne et sur la question démocratique dans le monde arabe.

Par-delà ces expérimentations venues renforcer, témoigner ou analyser le moment révolutionnaire, la presse révolutionnaire se développe aussi dans le courant des événements. Elle prend souvent la forme, aujourd'hui plus immédiate, du reportage sur le vif, très peu éditorialisé, ou même celle d'un journal produit sur les places, le plus souvent sous une forme numérique – une belle exception est celle du journal papier *Tuk-Tuk*, rédigé et produit sur la place Tahrir de Bagdad. La présence de « *centres medias* » dans les lieux d'occupation a permis le développement de ce type d'infrastructures légères, qui peuvent être de simples mises en réseau de preneurs d'images, sur le modèle du réseau Mosireen en Égypte, ou de véritables objets éditoriaux nouveaux, créatifs, fondés sur du reportage monté mais assez brut, et des analyses elles-mêmes assez courtes. C'est le modèle choisi par le média indépendant Megaphone, monté peu avant le surgissement contestataire d'octobre 2019 au Liban, qui épouse l'évolution des événements pour devenir un véritable porte-voix du mouvement révolutionnaire, produisant à la fois des images saisies sur le vif et des textes d'intervention réunissant une génération d'intellectuel·le·s et d'observatrices et observateurs politiques.

En Syrie, l'information est très vite un enjeu crucial. Filmer les manifestations n'est plus seulement une pratique militante, mais un véritable acte journalistique. Les activistes développent des méthodes d'authentification des vidéos notamment à l'aide de pancartes qu'ils brandissent devant les caméras donnant le lieu et l'heure. Les comités de coordination [► **Comités de la révolution** • PAGE 125], qui s'appuient sur des découpages territoriaux, jouent bien souvent le rôle de bureaux journalistiques où sont réunies les vidéos des actions locales.

C'est lors de cette organisation d'urgence d'alternative à la propagande du régime qu'émerge la figure du ou de la journaliste-citoyen·ne. Il s'agit dès lors d'envoyer aux différents canaux médiatiques les vidéos des actions et des exactions, mais également d'assurer un recensement des victimes, des détenu·e·s. Écrire et délivrer des rapports devient un des nerfs de la contestation. Certaines voix deviennent des habituées des plateaux des chaînes arabes. Ces agences militantes montent leurs propres sites, devenant de véritables plateformes d'information. L'effort s'effectue également vers la formation prise en charge par des professionnel·le·s : Bassel Shehadeh (1984-2012), étudiant en cinématographie à l'université de Syracuse aux États-Unis, décide ainsi de rentrer en Syrie pour mettre ses compétences au service de la révolution. Il documente, filme et témoigne, et entreprend de former de jeunes activistes au maniement de la caméra. Son activisme lui vaut d'être assassiné à Homs par les supplétifs du régime. Si la dimension vidéo d'une pratique de reporter en temps de guerre semble évidente, les citoyen·ne·s-journalistes syrien·ne·s se spécialisent dans les différents domaines du journalisme notamment radio et photo. Des formes originales voient le jour comme les « *Lens Young* » (littéralement, « jeune focale »), des blogs photographiques rattachés à un secteur géographique délimité. Les médias sont conçus à la fois comme un moyen de diffuser des informations vers l'extérieur et de se rassembler, de faire communauté, à l'intérieur [► **Kafranbel** • PAGE 263].

Partout, les initiatives de témoignage et d'archivage se multiplient et tendent à se diffuser dans l'ensemble de la société. Les réseaux sociaux transforment chacun·e en détenteur et détentrice d'images et en collectionneur·euse. Les partages en *live* multiplient encore les possibilités. Chaque citoyen·ne devient *un peu* journaliste pour participer à un débat ouvert et démocratique que chacun·e tente de construire, à l'échelle de son réseau et de sa sociabilité numérique. Les divers supports sont exploités pour approfondir cette expérimentation, du *post* enragé ou humoristique à l'enquête documentaire [► **Le post** • PAGE 245]. Ainsi la réalisatrice algérienne Drifa Mezener crée-t-elle dès le deuxième vendredi du *hirak* une chaîne YouTube et une page Facebook pour diffuser les images montées des manifestations. On y voit les formes évoluer de formats plutôt courts à des documentaires plus longs et plus approfondis, dont l'objectif est de donner à voir « de l'intérieur », en immersion.

Des journalistes professionnel·le·s peuvent aussi faire sécession et rejoindre l'information engagée. Khaled Drareni, journaliste algérien, démissionne en février 2019 du groupe Echourouk, où il était rédacteur en chef et présentateur du journal télévisé du soir. D'autres journalistes sont écarté·e·s ou limogé·e·s car mobilisé·e·s sur le terrain et œuvrant pour une information libre et démocratique. C'est le cas de Mahrez Rabia, mis à la porte de Canal Algérie en décembre 2019. « Je confirme mon départ de Canal Algérie après quatorze années passées en son sein », écrit le journaliste qui, depuis le début du *hirak*, n'a cessé d'en documenter les dynamiques sur sa page Facebook et de filmer les marches du vendredi. Il poursuit :

La raison invoquée pour l'arrêt de mon contrat a été, étonnamment, mon surpoids actuel. Je ne suis malheureusement pas dupe. Je sais assez que mon travail de couverture du *hirak* et le documentaire que je réalise en dehors des murs de Canal Algérie n'étaient pas bien reçus par ma direction. Je ne regrette pas mes années passées à la télévision publique algérienne. Je crois à la mission de service public que devrait endosser la télévision algérienne, et je déplore que ça ne soit pas toujours le cas. Nous sommes nombreux à avoir essayé de changer les choses de l'intérieur. Je suis certain que d'autres continueront le combat pour rendre la télévision publique au peuple algérien. Je ne me considère pas comme une victime. On m'a demandé de partir, je m'en vais, dignement, je l'espère. Je le fais, le cœur apaisé et la conscience tranquille, en sachant que j'ai fait mon devoir de journaliste. Ça n'est pas la fin de mon aventure, c'est le début d'autre chose pour moi.

« Nous avons des rêves simples. La vie, la paix et notre pays, sans Assad. » Banderole déployée par les enfants de Kafranbel, en Syrie, le 14 juillet 2013. D.R.

Kafranbel Une ville entière

► Syrie

Kafranbel, petite ville du nord de la Syrie, dans le gouvernorat d'Idlib, a acquis la dimension iconique de « conscience de la révolution ». En Syrie, elle est fameuse pour son intransigeance vis-à-vis du régime, qu'elle a payée au prix fort. Le 23 mars 2011, alors que le pays vient tout juste de s'engager dans les protestations et que la vaste majorité des Syrien-ne-s demandent des réformes, Kafranbel appelle au départ de Bachar al-Assad et à la fin de la dictature, en affichant des bannières sur la coupole de sa grande mosquée. Le 1^{er} avril, le régime riposte en déployant des militaires dans les rues et devant les écoles. Cet acte ouvre une phase que les habitant-e-s qualifient, à juste titre, « d'occupation », et qui s'accompagne d'une répression brutale. Pourtant, « Kafranbel occupée » continue de faire entendre sa voix. Tous les vendredis, ses habitant-e-s arborent des pancartes remarquées non seulement pour leur franc-parler, mais aussi pour leur créativité.

Elles sont souvent un chef-d'œuvre d'humour, même dans les situations les plus désespérées. En janvier 2012, quand la ville en révolte souffre depuis des mois sous l'occupation du régime, des requêtes apparaissent :

Nous demandons la construction d'hôtels cinq étoiles pour attirer une mission d'observateurs de l'ONU !

Nous demandons un vaisseau spatial qui vienne nous sauver.

Le 13 mars de la même année, une pancarte représente un homme traînant un grand chariot chargé de bâtiments de toutes sortes, avec en exergue :

Le retrait des villes des zones aux mains de l'armée.

264

Ainsi, par un revirement de perspective qu'on peut qualifier de carnavalesque, les pancartes de Kafranbel illustrent l'impossibilité de vivre sous le régime de Bachar al-Assad tout en faisant allusion au champ des possibles ouvert par la révolution elle-même, à commencer par la prise de parole publique.

Une caractéristique constante de cette prise de parole est son caractère collectif. Kafranbel dit « nous » : parfois au nom de tou-te-s ses habitant-e-s, parfois au nom de catégories spécifiques, comme « les enfants de Kafranbel », qui demandent le départ de Bachar al-Assad « pour pouvoir vivre en paix », ou « une Constitution qui nous représente ». Par ce *nous*, Kafranbel s'adresse au monde entier, en apostrophant les représentants politiques qui ont un rôle à jouer dans la crise syrienne. Les nombreux slogans écrits directement en anglais s'expliquent d'abord par la volonté d'interpeller ces acteurs internationaux, que l'on critique sans ménagement. Les responsables politiques sont accusés tour à tour d'attentisme, d'incompétence, et même de complicité avec le régime : « Clinton, tire sur Assad avec des Tomahawk au lieu de tes absurdes expressions de profonde inquiétude, condamnation ou ressentiment » (le 20 avril 2012) ; « Obama, ton rôle en Syrie ne passera jamais pour une erreur comme celle de Clinton au Rwanda, mais pour un crime prémédité » (le 11 avril 2014) ; « Captain America de Mistura [allusion à Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie] ! C'est les Martiens qui bombardent les Syriens, pourquoi ne les fais-tu pas tous tomber ? » (le 30 janvier 2016).

Mais la prise de parole en anglais va au-delà des récriminations, en devenant un moyen de constituer Kafranbel comme un acteur de la scène globale. Kafranbel commente d'une seule voix l'actualité bien au-delà des frontières syriennes, en livrant des déclarations dont le ton s'apparente à celui d'un communiqué de presse.

Après l'attentat au Marathon de Boston du 15 avril 2013, la ville déclare : « Les attentats à la bombe de Boston sont une représentation douloureuse de ce qui se passe quotidiennement en Syrie. Nous vous prions d'accepter nos condoléances. » En août 2014, Kafranbel célèbre l'acteur Robin Williams, récemment disparu, en s'appropriant une de ses citations : « Être libre. Cela serait plus grand que toute la magie et tous les trésors du monde. »

En parallèle, par ce *nous* lancé au monde, Kafranbel se construit comme communauté citoyenne, « formant une nouvelle collectivité » selon les recommandations esquissées dans les règlements des « comités du peuple » [► **Comités de la révolution** • PAGE 125], afin de donner de la chair aux institutions civiles qu'on espère voir succéder à celles de la dictature. La préparation des pancartes est aussi un acte fédérateur, soumis à des règles précises. On propose et on vote le contenu, on choisit le texte et les dessins, on se partage les tâches pour les réaliser, et toute la communauté, y compris les enfants, y est associée [► **L'enfance révoltée** • PAGE 55]. Selon

une habitante de Kafranbel, cette entreprise collective est possible car 65 % de la population a fait des études supérieures, et seuls 20 % sont engagés dans la police, alors que les autres ont des emplois civils, notamment dans le monde des arts vivants ou visuels. Ils ont souvent été formés en Turquie ou en Russie, tout en apprenant aussi l'anglais, ce qui explique les slogans élégamment élaborés dans cette langue, en regard de la volonté pédagogique de se faire comprendre par le plus grand nombre :

Ces bannières ne sont pas seulement destinées au régime, mais au monde entier et nous nous adressons au monde en anglais parce que c'est une langue globale, même pour ceux qui ne maîtrisent pas la lecture.

Mais nous avons fait des dessins pour eux et ils comprennent.

Les activités de communication du collectif prennent de l'ampleur avec l'avancée de l'Armée syrienne libre et le retrait des forces du régime de la zone d'Idlib au cours de l'été 2012. Le comité du peuple de Kafranbel pense faire de cette communauté un centre médiatique de la Syrie libre. Une radio indépendante est fondée, Radio Fresh, à l'initiative des journalistes et activistes Raed Fares et Hammoud Juneid, ayant joué un rôle de premier plan dans le ralliement de leurs concitoyen-ne-s lors des protestations. Radio Fresh naît avec des moyens très limités et sans personnel qualifié, dans le but d'informer les habitant-e-s sur les bombardements du régime à un moment où les civils manquent cruellement de renseignements pour se protéger. La radio se développe jusqu'à former des journalistes, devenant un véritable pôle d'information de la Syrie révolutionnaire [► [Le-la citoyen-ne journaliste](#) • PAGE 257]. Comme les bannières, elle accompagne l'expérience de celles qu'on appelle « les villes libérées » de la Syrie du Nord, en marquant les étapes cruciales de leur parcours. Elle suit la libération de l'été 2012, les offensives du régime, l'arrivée des mouvements islamistes, tels al-Nosra et les groupes salafistes qui tentent d'accaparer le pouvoir géré par les institutions civiles, la mainmise de Daech puis sa défaite, les bombardements russes de 2018, l'assassinat par balles de Raed Fares et Hammoud Juneid le 23 novembre 2018, ce qui représente une perte à la fois stratégique et symbolique pour Kafranbel. En avril 2019, Radio Fresh interrompt ses transmissions à cause de la recrudescence des bombardements. Elle est complètement rasée en décembre 2019.

Si la radio s'est tue et si, en février 2020, Kafranbel est une ville déserte, les vieux slogans ne cessent de circuler sur la Toile : « Ce n'est pas une guerre civile. C'est un génocide. Laissez-nous mourir, mais sans mentir » (le 2 décembre 2012) ; « C'est une révolution qui est en cours en Syrie. S'il vous plaît, comprenez-nous » (le 11 janvier 2013).

fig-081

Fig.3.13.jpg

Logo des Casques blancs syriens, brigade de volontaires pour la protection des populations civiles.

Pouvoir civil Madani

► Tous pays

Le terme de « civil », « *madani* » en arabe, a de multiples usages dans la période révolutionnaire. Avant de devenir un mot-clé pour les tenants de la transition démocratique, recouvrant les acceptions traditionnelles associées à la société civile, il vient d'abord caractériser une aspiration. Le civil s'oppose d'abord au militaire, et aspirer à un gouvernement civil, c'est vouloir en finir avec les militaires. Il s'oppose ensuite, secondairement, au religieux, au sein d'un répertoire forgé dans le contexte de la compétition entre les séculiers et les religieux. Il est aussi, très simplement, un lieu du « non-armé ». Ainsi, la désignation de ceux qu'on appelle les « Casques blancs » comme équipes de défense civile (« *difâ' madanî* ») ne pose pas de problème.

Ce mot, *madani*, a une histoire spécifique dans la région, qui permet de comprendre la place qu'il prend à partir de 2011. Aux indépendances, c'est le prisme national et patriotique qui s'imposait comme un mot d'ordre consensuel et rassembleur. Ce registre est ensuite mobilisé – et sensiblement démonétisé – par les régimes autoritaires. Si les symboles nationaux reprennent leurs droits en 2011, c'est précisément en les débarrassant de la langue de bois qui s'y étaient engouffrée, voire en les rafraîchissant (les retours au drapeau national des indépendances en Syrie et en Libye en sont des exemples clairs).

Néanmoins, le langage de la nation mobilisée, du peuple en révolte n'est pas suffisant pour marquer la rupture avec l'ordre ancien. C'est là que le registre du civil s'impose. Le mot est entré dans le lexique politique à partir des années 2000 avec la prolifération des ONG, par des financements extérieurs. *Madani*, qui veut autant dire « civique » que « civil », s'impose pour définir un gouvernement et un répertoire d'actions qui incorporent la société civile, sans recourir à des catégories confessionnelles. L'usage de cette notion est très différencié dans les

différentes régions du monde arabe. En Irak, par exemple, l'État civil (« *dawla madaniyya* ») s'oppose aux religieux et aux milices armées. Au Liban, le mot *madani* est entré dans le lexique à travers la revendication du mariage civil et non confessionnel depuis la sortie de la guerre civile, revendication encore actuelle qui est portée par la révolution. Elle équivaut à une remise en cause radicale du système confessionnel. Au Yémen, il est d'emblée mis au centre des revendications, autour du concept d'État civil, lequel est conçu comme une société nouvelle, défendue par la jeunesse révolutionnaire contre le personnel politique en place. Certain·e·s manifestant·e·s trouvent dans la figure d'Ibrahim al-Hamdi, président du Yémen de 1974 à 1977, un exemple de ce bon gouvernement, pacifique et civil. D'autres se réfèrent à des figures religieuses, à une conception réformatrice de l'État, forgée au début du XX^e siècle.

Ailleurs, le civil définit un espace non partisan et insiste sur l'implication dans les mouvements révolutionnaires de personnalités qui ne sont pas des militant·e·s. C'est alors une manière de souligner le discrédit qui touche la classe politique et les organisations traditionnelles.

Néanmoins, ce champ sémantique a été troublé par son usage dans les catégories des institutions internationales et des ONG. Il a également été manipulé, parfois avec une grande habileté, par les pouvoirs autoritaires. Loin de faire immédiatement consensus, il peut à son tour définir des fractures au sein des révolutionnaires. En Algérie, son usage peut être associé à une accusation d'allégeance à l'étranger, terrain mouvant et sensible pour ceux qui peuvent se retrouver désignés comme « *hezb frança* » (le parti de la France, c'est-à-dire par extension le parti de l'étranger).

Malgré son appropriation par une partie des révolutionnaires dans l'ensemble de la région, cette notion reste difficile à manier et ne parvient pas à résoudre les ambiguïtés dont elle est chargée. Elle rassemble dans son ambiguïté même les difficultés à faire émerger un projet politique et social dans des pays où les débats politiques se sont longtemps résumés à un affrontement entre pouvoir autoritaire et opposition majoritairement islamiste. L'espace du civil, censé être un espace du « ni-ni », ne parvient pas toujours à se donner un contenu. Il le trouve, avec de grandes difficultés, quand peuvent s'installer des négociations comme celles qui ont mené à la rédaction et à l'adoption de la Constitution tunisienne de 2014 –

Article 2.

1

La Tunisie est un État à caractère civil, basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit. Il n'est pas permis d'amender cet article.

Épilogue

autreSECT-001273

La révolution comme expérience

Les archives ne sont pas closes, et les révolutions en terres arabes qui, dès la fin de l'année 2010 en Tunisie, ont commencé à remettre en cause l'inéluctabilité de régimes autoritaires qui bâtissaient leur règne sur le mépris du peuple, poursuivent leur histoire. Elles ajoutent à l'écriture de l'histoire de la région, et de l'histoire globale, de nouveaux épisodes de confrontations, d'inventions, d'explorations de possibles politiques et sociaux. Elles ont d'abord été, et sont encore ici et là, l'occasion d'expérimentations à l'échelle de la vie matérielle. Cette notice-épilogue a pour ambition de recenser les questions qui se posent aux révolutionnaires durant ces moments particuliers, de répertorier des réponses créatives et des alternatives à la « vie habituelle ». Dans ce temps étrange, où presque plus rien ne va de soi, ni ne va comme avant, il faut faire face à des exigences qui, elles, ne changent pas : dormir, manger, faire sa toilette, stocker du matériel, prier, s'informer, se protéger, lire, apprendre, garder les enfants, se déplacer... Tous ces gestes sont transformés par la lutte révolutionnaire et nécessitent la mise en place d'une logistique.

Voici ce que l'on a vu.

Pour tenir les espaces de jour comme de nuit, on a vu des tentes se monter, apportées par les manifestant·e·s, construites à partir de tentures colorées ou prêtées par des organisations, notamment par des syndicats. Les tentes sont ainsi devenues l'un des signes globaux de la contestation, d'Occupy à Nuit debout, et de Tel Aviv à la place Tahrir au Caire, de la place de la Perle à Manama à Gezi Park à Istanbul. On a vu aussi, à Bagdad en 2019, un immeuble en construction tout entier réquisitionné par les insurgé·e·s pour se mettre à l'abri des tirs et avoir une vue surplombante sur la place occupée. Dans ces configurations d'occupation nocturnes, la sécurité est une question clé, particulièrement pour les femmes. Tout s'organise alors autour de ces campements. On prend l'électricité, revendiquée comme un bien commun, pour recharger les téléphones : au Caire, en 2011, en éventrant les lampadaires, à Beyrouth en 2019, des camions électrogènes équipés de ports USB son affrétés.

Avec l'électricité peuvent aussi s'installer les « *centres medias* », cœur de l'information autoproduite par les manifestant·e·s, bien ô combien précieux.

Il a fallu se nourrir. Au Caire en 2011, dès les premiers jours, tout s'organise très vite. On mange essentiellement des *koshari*, un plat de rue, roboratif et économique, composé de lentilles, de pâtes, de riz, d'oignons et de sauce tomate, qui viennent des commerces alentour. L'enjeu est surtout de réussir à s'en procurer. Passé l'intensité et la surprise des premiers jours, des commerçant·e·s viennent se greffer à la vie de la place et facilitent l'accès à la nourriture. Ailleurs, des systèmes de cantines solidaires s'installent, avec des voisin·e·s qui apportent des aliments et des brigades spéciales qui se montent, ou bien pour cuisiner sur place, ou pour emporter. Les insurgé·e·s beyrouthin·ne·s de 2019 ont ainsi monté une cuisine géante au milieu des tentes, qui devient un secteur de l'occupation. Waël Lazkani, chef distingué, prend l'initiative de monter ce qu'il nomme la « cuisine du pays » (« *matbakh al-balad* »), qui reçoit de multiples dons. Des ONG, habituées à la logistique alimentaire, aident aussi à les monter. Ces distributions de repas, gratuites ou à prix libre, attirent les plus démun·e·s. En Algérie, on a vu des familles descendre dans les rues avec des plats pour offrir à manger aux marcheurs et aux marcheuses. Certain·e·s cuisinent et distribuent des plats chauds, et en particulier du couscous, à l'intention notamment de celles et ceux qui viennent de loin pour manifester. En Irak, on nourrit les manifestant·e·s comme on nourrit les pèlerins qui commémorent le martyr de Hussein. De grosses marmites chauffées au réchaud sont installées dans les rues.

On décore ensuite ce nouvel espace de vie avec des posters, des graffitis, des tentures. Des rituels peuvent dès lors se mettre en place. On prie. On l'a vu à de nombreuses reprises, les prières prennent leur place dans les rituels protestataires. Elles sont des moments de communion particulièrement spectaculaires sur les places, et sont protégées par les non-priants. Elles peuvent aussi intervenir dans le cadre d'une confrontation, comme une stratégie de non-violence radicale. On se divertit en organisant des fêtes et des concerts, on se cultive en mettant en place des bibliothèques révolutionnaires, constituées à partir de dons, à Tripoli, au Liban, par exemple. On se forme, également, par la tenue de conférences et de cours : en Algérie, des juristes organisent des séances de décryptage de la Constitution dans différents espaces des villes ; à Beyrouth, on a vu des conférences se tenir dans l'impressionnant bâtiment surnommé « l'Œuf », en plein centre-ville. À Bagdad, des artistes protestataires organisent des projections quotidiennes de films dans l'une des tentes.

Ces espaces révolutionnaires, tenus pour une heure ou pour un mois, sont marqués par la fragilité. Une bonne partie de l'énergie de leurs occupant·e·s est tournée vers leur protection. Pour ce faire, des techniques se développent et circulent : constitution de services d'ordre, apprentissage des techniques de protection, apprentissage de la manifestation. Les recommandations peuvent être rassemblées dans une brochure de préparation au 25 janvier en Égypte, qui a circulé par e-mail et de main en main, et qui donne quelques conseils de base pour les nouvelles et nouveaux manifestant·e·s : porter des baskets, une veste à capuche, avoir un foulard, des gants et des lunettes de protection, un couvercle de casserole comme bouclier et une bombe de peinture pour aveugler les policiers. Plus tard, lorsque la place est assaillie, celles et ceux qui sont dans la bagarre prennent l'habitude de taper sur les surfaces métalliques pour faire savoir que des renforts sont nécessaires. En Tunisie, on entend beaucoup qu'il faut avoir du Cola pour lutter contre les brûlures des gaz lacrymogènes. En Irak, on fabrique des boucliers avec des bidons.

La circulation est souvent un enjeu important, pour se rendre au rassemblement, accéder à l'occupation, identifier les rues sûres et les rues dangereuses. Elle se règle souvent par le bouche-à-oreille, aidé parfois d'applications comme Twitter pour faire circuler les informations. Mais en Irak, en 2019, l'utilisation des tuk-tuk, ces triporteurs qui servent habituellement aux livraisons commerciales, a permis d'innover. Ce sont eux qui vont vérifier si les accès sont ouverts ou bloqués et transmettent l'information aux manifestant·e·s. Ils sont aussi au cœur de la logistique et du transport de l'eau et de la nourriture.

Petit à petit la question du soin devient centrale, et l'on convient qu'il n'est pas prudent d'aller se faire soigner dans les hôpitaux officiels car on y prend le risque de se faire arrêter. Les groupes de *street medics* se mettent en place et installent de véritables hôpitaux de campagne un peu partout. Cette logistique se met en place et se maintient grâce à des dons individuels. Les caisses de solidarité circulent dans les manifestations et permettent aussi à chacun·e de s'associer à l'action sans forcément mettre en jeu sa propre sécurité. Elles sont parfois étendues à des dons plus importants, qui peuvent venir de la diaspora. Dans certaines situations plus critiques, comme en Syrie, les médecins finissent par avoir un rôle central. Celles et ceux qui, parmi le personnel médical, choisissent de s'installer dans les zones tenues par l'opposition, font face à l'urgence sanitaire et aux attaques régulières. Le documentaire *Pour Sama*, tourné presque entièrement à l'intérieur d'un hôpital révolutionnaire d'Alep, montre bien dans quelles conditions critiques ont travaillé les soignant·e·s pendant de nombreux mois.

Faire tomber le régime et faire contre-société

Rétrospectivement, les soulèvements tunisien et égyptien de fin 2010 et début 2011 se caractérisent par l'urgence qui les animait. Les manifestant·e·s, en occupant les places, ont joué le Grand Soir : le régime devait tomber immédiatement. L'expérience de ces séquences de mobilisation reflète ainsi la fébrilité des manifestant·e·s. La

vie pratique était globalement subordonnée à l'objectif principal : tenir. La culture collective du contrôle populaire de la rue s'est ensuite profondément enrichie dans les deux pays, et ailleurs. Le niveau d'élaboration de la tactique insurrectionnelle des protestataires irakiens de 2019 tranche avec les autres situations nationales. L'organisation du vivre ensemble – se nourrir, se défendre, se soigner, etc. – participe alors étroitement de la capacité à résister quasi militairement à la répression. Politiquement cruciale au Liban en 2019, l'élaboration de la contre-société fait l'objet d'une importante mise en scène. Montrer le bon fonctionnement du vivre ensemble, la capacité d'inventer la société, participe de la dénonciation de l'incurie des gouvernant·e·s et de la critique de l'ossification du système politique. Si les Libanais·es ont pu ainsi réinvestir et développer la culture de l'occupation des places déjà mise en œuvre lors des manifestations de 2005 pour exiger la fin de la présence syrienne. Les manifestations algériennes de 2019 bénéficient elles aussi du calme, relativement aux autres situations révolutionnaires. Celui-ci est d'ailleurs vécu comme une victoire en lui-même, parce qu'il rompt avec les violences islamistes et militaires en œuvre depuis les années 1990. Les protestataires manifestent plus qu'ils et elles n'occupent, se libérant ainsi d'un certain nombre de contraintes logistiques. Cependant, ces rendez-vous réguliers permettent de mettre en scène courtoisie, bienveillance et générosité, autant d'attributs moraux de la société algérienne désirée.

Organisation vs innovation

Les militant·e·s, politiques ou associatif·ve·s, sont, en premier lieu, ceux qui disposent de ressources pour soutenir l'organisation pratique des manifestations et des occupations. La présence des militant·e·s ordonne et facilite l'action, comme l'UGTT lors de la seconde grande occupation à Tunis, « Kasbah 2 », ou les Frères musulmans lorsqu'ils s'impliquent sur Tahrir en janvier 2011. Au Liban, la présence massive des ONG teinte de professionnalisme la gestion logistique de l'urgence. Mais naturellement, cette présence limite l'inventivité du grand nombre des protestataires, ou l'investissement de ressources venues d'autres milieux sociaux.

Les relations entre les sphères plus organisées et les parties plus « spontanées » du mouvement ne sont pas toujours simples. Elles sont faites de sympathie, de défiance et de rejet, et déterminent grandement le climat politique. Ainsi à Bagdad, en 2019, les protestataires rejettent toute intervention d'ONG qu'ils accusent d'être subordonnées aux partis politiques et donc au régime. À Tunis ou à Khartoum, les relations avec les ONG sont acceptées.

L'indépendance du mouvement dépend aussi de ses finances. Caisses de solidarité et dons individuels soutiennent l'effort collectif. Donner aux manifestant·e·s est une manière de participer, chacun à sa mesure, tantôt mise en scène, tantôt discrète – en déposant quelques couvertures à l'occupation, en finançant quelques repas.

Subvertir et rester digne : quand la marge touche le centre

Rester digne, c'est rester moralement acceptable pour la majorité. Ce qui peut devenir contradictoire quand, précisément, il s'agit de subvertir les règles sociales et morales en vigueur plus généralement. Les manifestations et occupations sont ainsi traversées par cette tension, inhérente à l'inversion révolutionnaire.

Cette négociation est en jeu en matière de présence des femmes sur les occupations ou d'hygiène. Les protestataires savent être sous le coup des accusations d'immoralité de la part de leurs détracteurs et détractrices. En même temps, se joue sur place l'harmonisation des normes morales entre les différent·e·s participant·e·s à l'occupation qui peut amener son lot de tension et d'émerveillement fraternel. Le vivre ensemble intime entre les groupes sociaux est l'exemple de ce que la société peut être.

Par ailleurs, l'occupation produit une inversion. Celles et ceux qui disposent alors du plus de ressources ne sont pas nécessairement les plus doté·e·s en capital. Pensons à celles et ceux qui pratiquent le nomadisme, habitué·e·s à se déplacer, à recréer l'espace familial. Il en va de même de celles et ceux que l'on appelle les « enfants des rues », rompu·e·s à la violence des autorités et aux techniques de survie dans la ville.

L'intégration des rythmes religieux dans la protestation participe d'une subversion de l'ordinaire : la vie ordinaire ne s'arrête pas pour la révolution, elle devient révolutionnaire. Il en va ainsi de la poursuite des luttes pendant les mois de Ramadan. Dans les cas d'occupation, comme en juillet 2011 sur la place Tahrir au Caire, cela contribue à étendre la résistance aux espaces familiaux.

1

Toutes ces questions peuvent paraître techniques, seulement logistiques, voire terre à terre. Elles forment pourtant le fondement de ce que nous avons nommé ici *l'esprit de la révolte*. Car si les révolutions arabes ont bien eu lieu, c'est sous la forme d'une expérience partagée, et prolongée. Elles ont créé peu d'institutions et de textes de référence – même si elles laissent aussi des jalons pour penser des institutions démocratiques prêtes à faire face à l'après-autoritarisme, mais aussi aux nouveaux défis démocratiques. Elles ont laissé des traces dont on pourrait estimer qu'elles sont légères et fugaces, faites d'images et de sons captés sur le vif qui forment, mis

bout à bout, comme un récit renouvelé d'une quête pour la dignité, la liberté et la justice sociale, dans des contextes où l'on pensait ces questions remises pour bien longtemps. C'est en ce sens que l'esprit de la révolte coïncide avec son expérience même : toujours empêchée, voire inenvisageable, la révolution se fait, elle ne se projette pas – sous peine de ne jamais pouvoir exister. Mais cette expérience construit un savoir, et permet de poser des repères pour des révoltes futures.

Chronologie

Cette chronologie pose des jalons dans l'histoire des mouvements révolutionnaires arabes. Elle commence le 17 décembre 2010, à Sidi Bouzid, en Tunisie, par l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi. Ce point de départ s'impose comme un coup d'envoi, mais non comme une source explicative pour tout ce qui suivra dans de nombreux pays. Il va de soi que d'autres moments, avant ce 17 décembre, auraient pu être indiqués comme des « avant-postes » des révolutions à venir – ils sont évoqués dans le livre. La chronologie s'arrête au cœur des mouvements révolutionnaires, lesquels ont, pour beaucoup, été interrompus par les mesures mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19, à partir des mois de février et mars. Cette période a mis fin à une présence continue dans la rue et les espaces publics de peuples en colère – en Algérie, au Liban, en Irak, au Soudan. Elle a aussi aggravé les problèmes économiques et les questions de subsistance qui se posent pour une bonne partie de la population. Alors que nous terminons la rédaction de cet ouvrage, les conditions de vie des plus modestes se sont considérablement dégradées dans la région.

La chronologie, tout comme les notices que nous avons rédigées pour le livre, agglomère de multiples temporalités et fait le choix de se mettre du côté de la révolte et des révolté·e·s, pour prendre leur rythme. Elle n'évoque pas les « grandes dates », sinon parfois, lorsqu'elles ont été forgées par la révolte, ou qu'elles ont dialogué avec elle. Elle intègre quelques fois des événements qui peuvent paraître mineurs, mais qui ont pu avoir un écho ou forger un symbole ; ils sont uniques et peuvent être particulièrement étonnants.

Cette chronologie a des silences, des moments où « il ne se passe rien ». Elle marque nettement les deux moments forts des mobilisations intenses de 2011 et de 2019. Elle dessine aussi, autant que possible, la carte de la révolte, les liens qui se construisent entre les territoires, en permettant de voir les circulations, mais aussi en prenant la mesure des changements induits par ces mobilisations. Elle est évidemment imparfaite, se concentrant sur un passé très récent et un présent tumultueux dans lequel l'écume des événements ne permet pas toujours de se repérer avec une grande lucidité. Il sera certainement intéressant de la relire lorsque, dans quelques années, ces bouleversements auront poursuivi leur œuvre. Nous la livrons pour partie en témoignage de l'instant où nous l'avons composée.

2010

17 décembre, Tunisie Mohamed Bouazizi s'immole par le feu à Sidi Bouzid.

19 décembre, Tunisie Un mouvement populaire se déclenche dans la région de Sidi Bouzid, notamment dans la localité voisine de Menzel Bouzaïene. Des affrontements nocturnes opposent de jeunes manifestant·e·s et la police.

22 décembre, Tunisie Le mouvement s'élargit à plusieurs localités de Sidi Bouzid, dont Jelma, Sabbala, Regueb et Meknassi.

24 décembre, Tunisie Premiers morts par balles à Menzel Bouzaïene.

27 décembre, Tunisie Des avocat·e·s se mobilisent à Tunis.

28 décembre, Tunisie Premier discours de Zine el-Abidine Ben Ali dénonçant les protestations, qu'il renvoie à une ingérence étrangère.

29 et 30 décembre, Tunisie Remaniement ministériel, remplacement des gouverneurs de Sidi Bouzid, Jendouba et Zaghuan. Un reportage et un débat sur la chaîne Nessma TV rendent compte des événements le 30 décembre en soirée.

2011

3 au 10 janvier, Algérie Des émeutes d'une ampleur inédite secouent l'ensemble du pays contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base.

3 janvier, Tunisie Le mouvement gagne les localités de Thala et Feriana dans la région de Kasserine avec la reprise scolaire. Les locaux du parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), sont incendiés. Premières mobilisations d'étudiant·e·s à Tunis et à Sousse.

6 janvier, Tunisie Grève des avocat·e·s pour protester contre les violences policières.

8 janvier, Tunisie Enterrement de Mohamed Bouazizi (mort le 4 janvier à l'hôpital de Ben Arous) à Sidi Bouzid. La police tire sur les manifestant·e·s à Kasserine et à Thala.

9 janvier, Tunisie L'état de siège est décrété sur tout le territoire.

9 janvier, Algérie Un appel est lancé par le Comité des lycées d'Algérie (CLA), la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) et plusieurs syndicats autonomes, pour une rencontre nationale en vue d'une action unitaire.

10 janvier, Tunisie Deuxième discours de Ben Ali ; il y menace les manifestant·e·s. Les mobilisations gagnent plusieurs villes dont Gafsa, Sfax et Bizerte.

11 au 13 janvier, Tunisie Les manifestations s'étendent, à l'appel de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Elles parviennent à Tunis et dans ses banlieues. Le 13 janvier au soir, Ben Ali intervient pour la troisième fois, déclarant qu'il a « compris ».

13 janvier, Libye Premières manifestations en Libye. Le régime libyen interdit les rassemblements et prend des mesures sociales.

13 janvier, Algérie Plusieurs dizaines de personnes se rassemblent à Alger, place du 1^{er}-Mai.

14 janvier, Tunisie Une grande manifestation a lieu le matin à Tunis. Ben Ali quitte le pays avec sa famille en fin d'après-midi. Son avion atterrit en Arabie Saoudite pour un exil qui durera jusqu'à son décès, le 19 septembre 2019.

14 janvier, Jordanie D'importantes manifestations ont lieu.

14 janvier, Égypte La page Facebook « Kullina Khaled Saïd » (« Nous sommes tous Khaled Saïd ») publie son premier appel à manifester, pour le 25 janvier. Cette page, qui porte le nom d'un jeune homme assassiné par la police, le 6 juin 2010, était devenue un espace de cristallisation de la colère contre les violences policières, et avait engendré des manifestations à Alexandrie et au Caire durant l'été 2010.

15 janvier, Tunisie La procédure de passation des pouvoirs s'opère. L'intérim est assuré par le président de l'Assemblée nationale, Fouad M'baza'â. En l'absence de police, des « comités de quartier » se montent dans tout le territoire pour assurer la sécurité.

15 janvier, Libye Manifestations à Benghazi.

15 janvier, Yémen Appels à manifester pour célébrer la fuite de Ben Ali.

17 janvier, Tunisie Formation du premier gouvernement provisoire Mohamed Ghannouchi. Plusieurs manifestations contestent la présence en son sein de ministres issus du RCD.

17 janvier, Oman Premiers mouvements de contestation ; grèves et manifestations, notamment dans la ville de Sohar. Le gouvernement annonce des mesures sociales de créations d'emploi public et d'indemnisation des chômeurs.

17 janvier, Yémen Premiers mouvements de contestation.

21 janvier, Algérie Création de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques d'opposition.

22 janvier, Tunisie Suppression de la police universitaire.

23 janvier, Tunisie Mouvement dit « Kasbah 1 » – des caravanes des différentes régions convergent pour un *sit-in* place de la Kasbah, siège du Premier ministre. Elles protestent contre la présence de ministres symboles de l'ancien régime dans la nouvelle formation du gouvernement.

24 janvier, Tunisie Trois des plus proches collaborateurs de Ben Ali, Abdelaziz Ben Dhia, Abdallah Kallel et Abdelwaheb Abdallah, sont placés en résidence surveillée.

24 janvier, Libye Le régime bloque l'accès au site YouTube.

25 janvier, Égypte Premières manifestations au Caire, à Alexandrie, à Tanta et dans d'autres villes appelant au départ de Moubarak. Premier mort à Suez.

27 janvier, Tunisie Deuxième gouvernement Mohamed Ghannouchi, toujours contesté dans plusieurs villes du pays.

27 janvier, Yémen Des dizaines de milliers de personnes manifestent dans les rues de Sanaa et dans tout le pays, demandant la fin du népotisme et du renouvellement des mandats présidentiels.

28 janvier, Égypte Des manifestations de masse ont lieu pour le « vendredi de la colère ». Le régime coupe les télécommunications. Les manifestant·e·s prennent le contrôle des villes de Suez et d'Alexandrie. Dans un discours, Moubarak affirme comprendre les souffrances du peuple. Des « 18-Jours », il s'agit de la journée dont le bilan est le plus lourd. Le soir, la police, qui avait brutalement réprimé les manifestations, est remplacée par l'armée.

29 janvier, Égypte Le Premier ministre Ahmad Nazif est limogé et remplacé par Ahmad Chafiq. Moubarak nomme Omar Suleiman vice-président.

31 janvier, Égypte Les Frères musulmans rejettent le nouveau gouvernement et appellent à manifester.

1^{er} février, Égypte La « marche d'un million ». Hosni Moubarak annonce qu'il ne se représente pas aux élections et somme le peuple de choisir « entre le chaos et la stabilité ».

1^{er} février, Jordanie Démission du gouvernement de Samir Rifai, remplacé par Maarouf Bakhit.

2 février, Yémen Rassemblement devant les portes de l'université de Sanaa, organisé par le Forum commun des partis d'opposition. Il rassemble plusieurs milliers de personnes. Le président Saleh déclare qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections présidentielles. Il promet la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

2 février, Égypte L'« attaque des dromadaires ». La place Tahrir, occupée, est assaillie par des miliciens montés sur des chevaux et des dromadaires. Les affrontements durent toute la nuit.

3 février, Yémen Une deuxième « journée de la colère » rassemble des dizaines de milliers de personnes aux abords de la place du Changement, à Sanaa. Dans le Sud, une manifestation des séparatistes du mouvement sudiste est réprimée par la police, qui tire sur les protestataires, faisant plusieurs blessé·e·s.

4 février, Égypte Le « vendredi du départ », manifestation demandant le départ de Moubarak.

5 février, Irak Nouri Al-Maliki, réinvesti au poste de Premier ministre en novembre 2010, estime que les Tunisien·e·s et les Égyptien·e·s sont en droit de se soulever après plusieurs décennies de dictature. Il promet de ne pas briguer un troisième mandat en 2014.

5 au 10 février, Bahreïn 1 300 ouvriers indiens du bâtiment, de l'entreprise GP Zachariades, font grève.

6 février 2011, Égypte Dialogue entre le vice-président Omar Suleyman et certaines forces d'opposition parmi lesquelles l'organisation des Frères musulmans.

7 février, Algérie Une grande manifestation organisée à Alger est dispersée par les forces de l'ordre.

7 et 9 février, Tunisie Le Parlement tunisien vote une loi permettant au président par intérim de gouverner par décrets-lois ; dissolution de l'Assemblée nationale.

7 février, Libye Kadhafi déclare que le mouvement populaire égyptien est une conspiration étrangère.

9 février, Égypte Des journalistes en grève chassent le président du syndicat des journalistes.

10 février, Égypte Lors de son troisième discours, Moubarak délègue ses pouvoirs au vice-président Omar Suleyman. Les manifestant·e·s ne s'en satisfont pas.

11 février, Égypte Moubarak quitte le pouvoir. La liesse s'empare des rues, en Égypte et dans d'autres pays (notamment en Tunisie). Le pouvoir est transféré à l'armée.

11 février, Tunisie Formation du Conseil national pour la protection de la révolution (CNPR) avec 26 organisations, dont l'UGTT.

11 février, Bahreïn Le roi Hamad de Bahreïn annonce la distribution de 1 000 dinars (environ 2 000 euros) à toutes les familles du pays, la baisse de 25 % des remboursements des bénéficiaires au programme d'accès au logement, et promet la création de 20 000 emplois.

12 février, Irak plusieurs centaines de manifestant·e·s se rassemblent à Bagdad, place Tahrir, aux cris de « Non, non à la corruption ! ».

Le 12 février, Yémen Quelques milliers de manifestant·e·s se heurtent aux forces de l'ordre et aux partisan·e·s du président Saleh. Ils scandent « Après Moubarak, c'est au tour d'Ali [Abdallah Saleh] », « Dégage, Ali ! » ou « La révolution yéménite après la révolution égyptienne ».

13 février, Libye L'opposition à Mouammar Kadhafi appelle à un soulèvement pour le 17 février.

14 février, Égypte Le Conseil suprême des forces armées annonce son intention de remettre l'État à un pouvoir civil et à un président élu d'ici six mois.

14 au 16 février, Bahreïn Premières protestations à Bahreïn. La répression de cette première journée de manifestations fait plus de vingt blessé·e·s et au moins un mort, dont les manifestant·e·s accompagnent la dépouille en cortège le 16 février. Le 15 février, les élus de l'opposition majoritairement chiites annoncent qu'ils se retirent du Parlement pour protester contre la violence de la répression.

15 février, Yémen Les milices attaquent les étudiant·e·s qui occupaient le parvis de l'université de Sanaa.

15 février, Libye Les manifestations à Benghazi sont durement réprimées. Le lendemain, les manifestant·e·s, qui protestent à nouveau contre la détention d'un avocat et militant des droits de l'Homme, sont attaqué·e·s par la milice défendant le pouvoir, les Gardiens de la révolution, armés de bâtons cloutés et de sabres.

16 février, Syrie Arrestation d'enfants à Deraa. Ils ont écrit des slogans contre le régime sur les murs.

16 février, Irak Vague de rassemblements dans plusieurs villes, à Mossoul, Ramadi, Bassorah, Nassiriyya et Kut. Trois manifestant·e·s sont tué·e·s par les forces de l'ordre.

17 février, Irak Des manifestations éclatent au Kurdistan ; deux personnes sont tuées par les forces de l'ordre devant le siège du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

17 février, Bahreïn L'assaut des policiers antiémeutes pour disperser les manifestant·e·s qui occupent la place de la Perle fait au moins cinq morts. Certain·e·s manifestant·e·s sont tué·e·s sous leur tente, dans leur sommeil.

17 février, Libye Début de l'insurrection libyenne en Cyrénaïque. Les villes de Benghazi et El-Beïda tombent aux mains des insurgé·e·s. On note plusieurs défections dans l'armée et la police. C'est le début de l'exode de milliers de réfugié·e·s, qui partent vers la Tunisie. Le lendemain, les insurgé·e·s s'emparent des villes de Benghazi et d'El-Beïda.

19 février, Bahreïn Les manifestant·e·s reprennent la place de la Perle.

20 février, Maroc Des marches de plusieurs milliers de personnes ont lieu à Casablanca et dans d'autres villes.

20 février, Bahreïn La grève générale est déclarée pour revendiquer le retrait de l'armée des rues de Manama.

20 février, Libye La contestation s'étend à Tripoli. Les 40 000 à 50 000 manifestant·e·s de la capitale affrontent les forces de l'ordre, qui auraient tué plus de soixante personnes en une journée. Deux tribus, les Toubous et la Warfala, se rallient à l'insurrection. Dans un discours retransmis par la télévision à minuit (dans la nuit du 20 au 21), le fils de Kadhafi, Saïd al-Islam, exige la fin des manifestations et menace de faire intervenir l'armée. Il promet des réformes politiques, et accuse les manifestant·e·s d'être ivres ou drogué·e·s.

20 février, Yémen Le mouvement est rejoint par l'opposition parlementaire (le Forum commun) et par les rebelles houthistes.

21 février, Tunisie Déclenchement du mouvement « Kasbah 2 », réclamant le départ du Premier ministre, Mohamed Ghannouchi.

21 février, Libye Kadhafi prononce un discours où il menace d'un ton véhément les insurgé·e·s. Il déclare : « Mouammar est le chef de la révolution jusqu'à la fin des temps » et lance un appel à ses « millions » de partisan·e·s : « Que ceux qui m'aiment sortent dans les rues ! »

21 février, Yémen Occupation de la place du Changement, aux abords de l'université de Sanaa.

23 février, Bahreïn Rassemblement de manifestant·e·s place de la Perle, à Manama. Une étudiante de l'université de l'Institut d'enseignement de Bahreïn, Ayat al-Qurmezi, lit un poème fustigeant les politiques du gouvernement bahreïni.

23 février, Arabie Saoudite Le roi Abdallah annonce des mesures sociales en faveur des fonctionnaires, des étudiant·e·s, des chômeurs à hauteur de 36 milliards de dollars.

24 février, Égypte Manifestations au Caire et à Alexandrie pour débarrasser les institutions des résidus de l'ancien régime.

24 février, Algérie Levée de l'état d'urgence instauré en 1992.

24 février, Libye À l'est du pays, la mainmise de la rébellion s'étend, avec la prise de l'oasis de Koufra. Les zones aux mains des forces révolutionnaires sont administrées par le biais de « comités populaires », et le premier journal libre est publié à Benghazi.

25 février, Irak Le « vendredi de la colère » à Bagdad, place Tahrir, rassemble 5 000 personnes.

25 février, Yémen Manifestations massives dans le pays.

25 février, Libye Les manifestant·e·s entament une marche pour libérer la capitale, défendue par la 32^e brigade, une unité d'élite de 10 000 hommes, considérée comme la plus performante des trois unités de protection du régime, et commandée par Khamis, le fils cadet de Kadhafi. Au même moment, Ajdabiya et Misrata tombent aux mains des insurgé·e·s.

26 février, Tunisie Des mobilisations antigouvernementales importantes à Tunis et des affrontements avec la police font cinq morts et douze blessé·e·s, du côté des manifestant·e·s.

27 février, Tunisie Béji Caïd Essebsi remplace Mohamed Ghannouchi en tant que Premier ministre.

27 février, Bahreïn Les dix-huit députés de l'opposition démissionnent.

27 février, Irak Le Premier ministre Nouri Al-Maliki demande aux manifestant·e·s de lui accorder un délai de cent jours pour répondre à leurs demandes de lutte contre la corruption et le chômage, et d'amélioration des services publics.

27 février, Libye Création du Conseil national de transition (CNT) à Benghazi, fusionnant deux instances provisoires, le Conseil national libyen et le gouvernement provisoire de l'ancien ministre de la Justice Moustafa Mohamed Aboud al-Djeleil. La Libye est partagée entre deux pouvoirs concurrents.

28 février, Libye Les États-Unis déploient un groupe aéronaval aux larges des côtes libyennes. C'est le début d'une contre-offensive loyaliste.

1^{er} mars, Libye Les forces de Kadhafi reprennent les villes de Sabratha, Zinten et Gharyan.

3 mars, Égypte Démission du Premier ministre, Ahmed Shafik, remplacé par Essam Sharaf.

5 mars, Libye Le CNT se proclame seule autorité légitime du pays.

7 mars, Bahreïn Les partis de l'opposition forment une Coalition pour la République.

8 mars, Yémen Soixante-dix à quatre-vingts manifestant·e·s sont blessé·e·s, un tué, et des émeutes éclatent dans les prisons de Sanaa.

9 mars, Égypte L'armée tente de faire évacuer celles et ceux qui poursuivaient l'occupation de la place Tahrir. Plus de 500 personnes sont arrêtées ; parmi elles, 17 femmes subissent des tests de virginité pendant leur détention. L'affaire est révélée par l'une des victimes, qui porte plainte contre le Conseil militaire.

10 mars, Libye Le CNT est reçu par le président Sarkozy à Paris. C'est la première reconnaissance internationale, suivie par celle du Royaume-Uni, le lendemain.

11 mars, Yémen La répression des manifestations s'intensifie, et fait des blessé·e·s à Aden. À Moukalla, quatre policiers sont tués dans une embuscade, et un enfant de douze ans lors d'une manifestation. La tentative d'expulsion des occupant·e·s de la place de l'Université à Sanaa se solde par un mort et environ 300 blessé·e·s.

12 mars, Libye La Ligue des États arabes déclare que le régime de Kadhafi a perdu sa légitimité.

15 mars, Syrie Première manifestation à Damas.

13 mars, Bahreïn Une nouvelle grève générale est déclarée.

13 mars, Oman Le sultan annonce une réforme constitutionnelle qui donnera davantage de pouvoir au Conseil législatif.

14 mars, Bahreïn Entrée des troupes envoyées par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le jour de l'arrivée de ces troupes étrangères, la répression d'une manifestation par la police, renforcée de *baltageyya* armés de sabres et de clubs de golf, fait des dizaines de blessé·e·s.

15 mars, Bahreïn Proclamation de l'état d'urgence pour trois mois. Le lendemain, les manifestant·e·s de la place de la Perle, à Manama, sont expulsé·e·s par la police, qui utilise des blindés et tire à la chevrotine. Les personnels de santé, qui tentaient de soigner les blessé·e·s dans la rue, sont matraqués ou pris pour cibles par les tireurs. Le ministre de la Santé démissionne.

16 mars, Bahreïn Dans la nuit, plusieurs opposant·e·s sont arrêté·e·s, dont cinq militant·e·s de Haq, mouvement chiite interdit. Ibrahim Charif, le chef du parti laïc Waad, et des dizaines d'autres dissident·e·s et militant·e·s des droits de l'Homme. Le procès de ces opposant·e·s est instruit par l'armée.

17 mars, Libye Vote de la résolution 1973 au Conseil de sécurité des Nations unies à l'initiative de la France, du Royaume-Uni et du Liban ; cela conduit à la création d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, au gel des avoirs de Kadhafi et à la protection des civils.

18 mars, Syrie Premier vendredi de manifestation dans plusieurs villes : Deraa, Damas, Homs, Baniyas, Deir-Ezzor. Premiers morts.

18 mars, Bahreïn Le monument de la Perle est détruit sur ordre du gouvernement. L'opposition continue d'appeler à manifester « de chez-soi » en scandant « *Allah akbar* » le soir, à heure fixe, pour marquer le soutien à la révolution. Les manifestations se déplacent dans les villages chiites.

18 mars, Yémen Lors du « vendredi de la dignité », cinquante-trois manifestant·e·s trouvent la mort, du fait de l'attaque des forces armées à l'entrée de la place du Changement. Face à ce massacre, plusieurs ministres quittent le gouvernement, les rebelles houtistes proclament leur soutien à la révolution de la jeunesse, plusieurs diplomates et vingt-trois députés du parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG), démissionnent, les tribus bédouines plantent leurs tentes place du Changement, le patronat, les dignitaires religieux et les chefs de tribus condamnent les violences.

18 mars, Libye Kadhafi annonce à nouveau un cessez-le-feu immédiat, et promet l'amnistie aux insurgé·e·s qui se rendraient. L'annonce de l'intervention imminente de pays membres de l'ONU provoque des manifestations de liesse dans les zones insurgées encore libres, comme Tobrouk, et amène les forces gouvernementales à se retrancher aux abords de Benghazi.

19 mars, Libye Début des opérations de la coalition internationale en Libye.

19 mars, Égypte Référendum sur une proposition d'amendements constitutionnels. La plupart des forces d'opposition y voient le signe d'une continuité du régime et s'y opposent. Les Frères musulmans soutiennent la proposition. Les résultats sont annoncés le 30 mars, le *Oui* l'emporte à 77 %.

22 mars, Égypte À Alexandrie, puis dans le reste du pays, des manifestant·e·s prennent d'assaut les bâtiments de la Sécurité de l'État (la police politique) et s'emparent de nombreuses archives.

25 mars, Syrie Deuxième vendredi de manifestation en Syrie. La contestation s'étend.

30 mars, Syrie Premier discours de Bachar al-Assad. Il dénonce un complot.

5 avril, Syrie Début du siège de Deraa par l'armée.

8 avril, Égypte Des officiers de l'armée, qui affichent leur soutien aux revendications de la révolution dans une manifestation place Tahrir, sont durement réprimés.

12 avril, Algérie Importante manifestation des étudiant·e·s devant la « Faculté centrale » d'Alger, dépassant les revendications sectorielles.

13 avril, Égypte Placement en détention pour quinze jours de Hosni Moubarak et de ses deux fils.

15 avril, Algérie Dans une intervention télévisée très attendue, le président Abdelaziz Bouteflika annonce la mise en place de consultations politiques devant mener à des réformes et des révisions constitutionnelles.

22 avril, Yémen Le « vendredi de la dernière chance ». Ce sont les plus importantes manifestations depuis le début du mouvement.

28 avril, Yémen En réaction au projet de transition constitutionnelle assurant l'immunité à Saleh, les jeunes de la place du Changement annoncent la création de la coordination Watan (« Patrie »), et la nomination d'un coordinateur, Wassim al-Qirchy.

15 mai, Palestine Des manifestations sont coordonnées pour la commémoration de la Nakba. Un groupe de manifestants tente de passer la frontière du Golan depuis la Syrie.

21 mai, Yémen Le jour de la fête nationale de l'Unité, l'opposition signe le plan de transition soutenu par le Conseil de coopération du Golfe, avec le parti présidentiel et ses alliés, et en présence de l'émissaire du CCG. Des millions de personnes manifestent sur la place du Changement, les partisans de Saleh défilent sur l'avenue de la Police. Pourtant, le dimanche 22 mai, le président Saleh tergiverse à nouveau, alors que ses partisans bloquent la circulation dans Sanaa et encerclent l'ambassade des Émirats arabes unis, provoquant le départ des émissaires du CCG.

25 mai, Syrie Le corps mutilé de Hamza al-Khatib, treize ans, est remis à sa famille.

29 et 30 mai, Yémen Le campement de 5 000 tentes établi place de la Liberté à Taëz est détruit par les forces loyalistes selon les méthodes habituelles : tireurs embusqués, miliciens utilisant bâtons à clous, gaz lacrymogènes, artillerie antiaérienne, bulldozers et chars, canons à eau chargés avec de l'essence pour incendier les tentes, prenant au piège de très nombreuses personnes. Le bilan est estimé à 250 mort·e·s et 2 000 blessé·e·s. Le Yémen s'enfoncé dans la guerre alors que les mouvements de contestations populaires sont éclipsés par de violents combats entre les forces du président Saleh et celles des chefs tribaux.

3 juin, Bahreïn Des centaines de manifestant·e·s parviennent à se rassembler à nouveau place de la Perle.

3 juin, Yémen Attentat à la bombe dans la mosquée attenante au palais présidentiel. Ali Abdallah Saleh est évacué en Arabie Saoudite pour soigner ses blessures et brûlures.

29 juillet, Syrie Proclamation de la création de l'Armée syrienne libre.

16 août, Yémen Le président Saleh annonce son retour d'Arabie Saoudite. Il revient finalement à la fin de septembre.

3 août, Égypte Début du procès de Hosni Moubarak.

2 octobre, Syrie Formation du Conseil national syrien (CNS).

4 octobre, Syrie Premier veto sino-russe à une résolution condamnant le régime syrien et imposant des sanctions.

9 octobre, Égypte Massacre de Maspero : des coptes se rassemblent devant le siège de la radio et de la télévision au Caire pour demander un meilleur traitement de leur communauté. Les forces armées interviennent brutalement, faisant vingt-cinq morts.

20 octobre, Libye Mort de Mouammar Kadhafi aux environs de Syrte. Son corps et celui de son fils Moatassem sont exhibés en place publique, à Misrata.

23 octobre, Tunisie Scrutin pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante.

7 octobre, Yémen Annonce du prix Nobel de la paix à Tawakkol Karmân.

7 et 9 décembre, Bahreïn Des manifestations antigouvernementales sont dispersées.

13 novembre, Syrie La Syrie est suspendue de la Ligue des États arabes.

19 novembre, Égypte Événements de la rue Mohamed-Mahmoud : des manifestant·e·s demandant au Conseil militaire de céder le pouvoir à des civil·e·s marchent vers le siège du ministère de l'Intérieur, rue Mohamed-Mahmoud. Quarante et un manifestant·e·s sont tué·e·s dans les affrontements, lesquels durent jusqu'au 25 novembre.

23 novembre, Yémen Signature de l'initiative du Golfe. Le président Saleh accepte de transmettre le pouvoir à son vice-président Hadi en échange de son immunité.

19 décembre, Syrie Des massacres ont cours dans la région d'Idlib.

22 décembre, Syrie Les observateurs de la Ligue des États arabes arrivent en Syrie. La mission sera suspendue le 28 janvier 2012. Les observateurs dénoncent la violence de la répression et le non-respect des engagements pris par le gouvernement.

23 décembre, Égypte Les manifestant·e·s de la rue Mohamed-Mahmoud, replié·e·s sur la place Tahrir, se rassemblent devant le Conseil des ministres. Dix-sept manifestant·e·s sont tué·e·s durant la bataille avec les forces armées.

2012

2 janvier, Égypte Manifestation devant le bureau du procureur général demandant la chute du Conseil militaire. La même revendication est portée par une occupation de la place Tahrir le 20 janvier.

1^{er} février, Égypte Massacre de Port-Saïd. Des supporters du club cairote al-Ahly sont pris au piège, dans une manœuvre contre les ultras d'al-Ahly, dans le stade de Port-Saïd lors d'un match contre l'équipe de la ville. Soixante-quatorze supporters sont tués.

3 février, Syrie Le quartier d'al-Khaldiyyeh à Homs est sévèrement bombardé par l'armée.

4 février, Syrie Deuxième veto sino-russe à un projet de résolution pour une transition.

21 février, Yémen Élection-plébiscite d'Abdrabbu Mansour Hadi, avec 99,80 % des suffrages exprimés.

16 mars, Syrie Kofi Annan propose un plan de paix pour la Syrie. Le régime approuve le plan.

14 avril, Syrie Le Conseil de sécurité de l'ONU envoie des observateurs en Syrie.

2 mai, Égypte Une manifestation demandant la chute du Conseil militaire à 'Abbassiyya, au Caire, est attaquée par des hommes armés qui tuent onze manifestant·e·s. Deux jours plus tard, la police militaire attaque les manifestant·e·s.

25 mai, Syrie Massacre de Houla, ville dans la province de Homs.

29 mai, Syrie Expulsion des ambassadeurs syriens de plusieurs pays européens, dont la France.

2 juin, Égypte Hosni Moubarak est condamné à la prison à vie pour sa responsabilité dans la mort de manifestant·e·s en janvier 2011.

30 juin, Égypte Mohamed Morsi, de l'organisation des Frères musulmans, est élu à la présidence de l'Égypte.

28 juillet, Syrie Le régime utilise des barils d'explosif lors des bombardements.

24 juillet, Syrie Barack Obama met en garde contre l'utilisation des armes chimiques en Syrie.

2 août, Syrie Kofi Annan, médiateur conjoint des Nations unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, démissionne. Lakhdar Brahimi le remplace à partir du 17 août 2012.

13 août, Égypte Mohamed Morsi limoge le maréchal Tantawi, ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées, ainsi que le général Sami 'Anan, chef de l'état-major des armées. 'Abd al-Fattah al-Sissi est nommé ministre de la Défense.

25 août, Syrie Massacre de Daraya, dans la province de Damas.

9 octobre, Égypte Des manifestant·e·s pacifiques coptes sont attaqué·e·s par les forces de l'ordre. On dénombre 28 mort·e·s et 212 blessé·e·s.

4 septembre, Palestine Des manifestations importantes ont lieu contre la vie chère, contre le Protocole de Paris, et contre le gouvernement de Salam Fayyad. Dans la municipalité de la ville d'Al-Dura, un homme de quarante-deux ans tente de s'immoler par le feu. Il est arrêté par la sécurité alors qu'il s'est déjà enduit d'essence. Le président Mahmoud Abbas annonce que le « printemps palestinien » a démarré.

6 au 10 septembre, Palestine Les manifestations se poursuivent dans les villes. À Bethléem, Beit Jala et Beit Sahour, de jeunes protestataires bloquent les routes. Les chauffeurs de taxi se mettent en grève pour protester contre le prix de l'essence. Le 9 septembre, les manifestant·e·s se mettent à demander la démission de Mahmoud Abbas. La grève s'étend aux transporteurs.

10 septembre, Palestine La grève générale est déclarée. Le leader du syndicat des transports publics déclare que plus de 20 000 chauffeurs sont en grève. Les villes semblent mortes. Des affrontements entre la police et les manifestant·e·s ont lieu. Ces derniers demandent les démissions de Mahmoud Abbas et de Salam Fayyad, et la renonciation au Protocole de Paris. Ils chantent « *Irhal, irhal* » (« Dégage, dégage »).

26 septembre, Palestine Manifestation dans la bande de Gaza contre le gouvernement.

8 novembre, Syrie Création de la Coalition nationale des forces révolutionnaires et de l'opposition syrienne regroupant différentes forces politiques en et hors de Syrie dont le CNS.

19 novembre, Égypte À la date anniversaire et sur le lieu des événements de la rue Mohamed-Mahmoud, des manifestant·e·s demandent justice pour les martyrs.

19 au 22 novembre, Égypte Les policier·e·s répriment dans le sang les centaines de milliers de manifestant·e·s, et font 43 mort·e·s et 3 000 blessé·e·s.

22 novembre, Égypte Mohamed Morsi publie une Déclaration constitutionnelle, où il s'attribue le pouvoir législatif et immunise ses décisions contre tout recours judiciaire. Trente-cinq mouvements d'opposition créent, en réaction, le Front du salut national.

27 novembre, Tunisie Déclenchement de protestations sociales importantes à Siliana, dans le Nord-Ouest. Le mouvement est réprimé par la police.

4 et 5 décembre, Égypte Des milliers d'opposant·e·s manifestent devant le palais présidentiel d'al-Ittihâdiyya contre la Déclaration constitutionnelle. Des partisans des Frères musulmans attaquent l'occupation ; dix manifestant·e·s sont tué·e·s.

26 décembre, Syrie Siège et évacuation du camp palestinien de Yarmouk, en banlieue de Damas.

2013

Janvier, Irak Vague de manifestations et de « *sit-in* de la fierté et de la dignité » dans les provinces sunnites à l'ouest et au nord-ouest de Bagdad tout au long de l'année. Ce *hirak* prend une tournure confessionnelle et reste limité aux régions sunnites.

25 janvier, Égypte Manifestation pour les revendications de la révolution et pour la chute des Frères musulmans.

6 février, Tunisie L'assassinat de Chokri Belaïd, fondateur du Front populaire et figure historique de la gauche radicale tunisienne, déclenche de grandes manifestations dans le pays.

4 Mars, Syrie Raqqa est le premier chef-lieu à ne plus être sous le contrôle du régime. La statue de l'ancien président Hafez al-Assad est détruite.

14 mars, Algérie À l'appel de la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs (CNDDC), une grande manifestation prend place à Ouargla. Elle est baptisée « *Millioniyya* », « la Marche des millions ».

19 mars, Syrie Élection du Premier ministre du gouvernement de transition en Turquie, organisée par la coalition nationale. Le Premier ministre n'est pas reconnu par toutes les forces de l'opposition.

7 avril, Syrie Début du siège de la Ghouta en banlieue de Damas par les forces du régime. Le siège va durer un an.

15 avril, Syrie Apparition de Daech. L'organisation commence à s'implanter à Raqqa.

23 avril, Irak Les forces de l'ordre démantèlent le *sit-in* dans la ville de Hawija dans la province de Kirkouk, et tuent plus de quarante personnes.

26 avril, Égypte La pétition « *Tamarrud* » (« Rébellion ») est lancée, pour des élections anticipées. Les organisateurs et organisatrices affirment avoir rassemblé 22 millions de signatures.

5 juin, Syrie La ville d'al-Qusayr est conquise par le régime, avec l'appui du Hezbollah.

23 juin, Égypte ‘Abd al-Fattah al-Sissi enjoint aux forces politiques de trouver, sous une semaine, une solution à la crise politique.

30 juin, Égypte Des millions de manifestant·e·s demandent la destitution de Mohamed Morsi et l’organisation d’élections présidentielles anticipées.

1^{er} juillet, Égypte L’état-major de l’armée donne quarante-huit heures pour répondre « aux demandes du peuple ».

3 juillet, Égypte Destitution de Mohamed Morsi prononcée par le ministre de la Défense, le général ‘Abd al-Fattah al-Sissi.

25 juillet, Tunisie Une deuxième figure du Front populaire et de la gauche radicale, Mohamed Brahmi, est assassinée.

26 juillet, Égypte De grandes manifestations ont lieu pour donner un mandat populaire à ‘Abd al-Fattah al-Sissi, afin de faire face au terrorisme.

14 août, Égypte Les forces de la police et de l’armée dispersent les *sit-in* des partisans des Frères musulmans sur les places Rabaa Al-Adawiyya et al-Nahda, quarante-cinq jours après leur début.

21 août, Syrie Emploi d’armes chimiques au gaz sarin dans la Ghouta. La ligne rouge de Washington est franchie (un premier usage du sarin avait été attesté dès le 18 mars).

28 août, Syrie Le président Barack Obama annonce des frappes imminentes. Elles seront finalement reportées.

7 septembre, Tunisie Début du mouvement Errahil (« le Départ ») devant le siège du Parlement. L’opposition réclame le départ du gouvernement et la dissolution de l’Assemblée nationale constituante.

28 septembre, Syrie Le Conseil de sécurité de l’ONU prend une résolution sur le démantèlement du stock d’armes chimiques en Syrie.

26 novembre, Égypte Manifestation de défenseurs et défenseuses de la révolution et des partisan·e·s d’une troisième voie contre la loi récemment adoptée restreignant la liberté de manifester ; s’ensuivent de nombreuses arrestations, et condamnations.

9 décembre, Syrie Enlèvement des militantes des droits de l’Homme Razan Zaytouneh et Samira El-Khalil.

25 décembre, Égypte Les Frères musulmans sont déclarés organisation terroriste.

2014

6 mars, Algérie La manifestation à Alger contre l’hypothèse d’un quatrième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, souffrant des suites d’un accident vasculaire cérébral, est durement réprimée.

13 mars, Algérie Le Forum des chefs d’entreprise (FCE) annonce son soutien à Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat présidentiel.

14 mars, Algérie le mouvement Barakat (« Ça suffit ») appelle à manifester contre le quatrième mandat d’Abdelaziz Bouteflika, et pour une vraie transition politique.

24 mars, Égypte Dans un procès tenu au tribunal de Minya, en Moyenne-Égypte, plus de 500 personnes accusées d’être des partisans de Mohamed Morsi sont condamnées à mort.

Mi-avril, Tunisie Lancement de la campagne « Moi aussi, j’ai incendié un poste de police », après la multiplication des procès des jeunes révolutionnaires de 2011.

17 avril, Algérie Le président Abdelaziz Bouteflika est réélu pour un quatrième mandat avec 81 % des voix au premier tour.

20 avril, Algérie Les forces de sécurité répriment une manifestation à Tizi-Ouzou célébrant le vingt-quatrième anniversaire du Printemps berbère.

28 mai, Égypte Élection d’‘Abd al-Fattah al-Sissi à la présidence de la République au premier tour, avec 97 % des voix.

10 juin, Algérie Réunion fondatrice de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) à Zeralda, à l’ouest d’Alger.

29 novembre, Égypte Hosni Moubarak bénéficie d’un non-lieu à la Cour d’appel du Caire pour sa responsabilité dans la mort de manifestant·e·s en janvier 2011.

2015

13 janvier, Égypte Les condamnations à des peines de prison pour corruption de Hosni Moubarak et de ses fils, Alaa et Gamal, sont annulées. Tous sont libérés sous peu.

15 janvier, Algérie Grande manifestation à In Salah, dans le sud du pays, pour dénoncer l’exploitation du gaz de schiste.

25 janvier, Égypte Au moins vingt-trois personnes sont tuées à l’occasion de la commémoration du 25 janvier 2011. Parmi celles-ci se trouve Shaima al-Sabagh, venue déposer des fleurs en hommage aux martyrs, et tuée par le tir de grenailles d’un policier.

24 février, Algérie Grande manifestation à In Salah, et dans plusieurs autres grandes villes du pays, coïncidant avec le quarante-quatrième anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, en 1971. Ces manifestations se répètent dans les mois qui suivent.

Juillet-août, Irak « Intifada de l'électricité » : vague de protestations dans le sud de l'Irak, en particulier dans la ville de Bassora, contre les coupures d'électricité, insupportables en période de forte chaleur estivale, et contre la corruption généralisée de la classe politique.

18 août, Tunisie Début de la campagne « Manich m'sameh » (« Je ne pardonnerai pas ») à Tunis. Les manifestant·e·s protestent contre le projet de loi de « réconciliation économique » élaboré par le président Béji Caïd Essebsi pour amnistier les hauts fonctionnaires et hommes d'affaires impliqués dans des actes de corruption.

23 août, Liban Manifestation d'environ 20 000 personnes contre la mauvaise gestion des déchets à l'appel du collectif « Vous puez ».

29 août, Liban Manifestation de plus de 100 000 personnes contre la corruption du gouvernement, et appelant à la révolution.

Août, Irak Bagdad rejoint la mobilisation grâce à des appels lancés sur les réseaux sociaux. Grève des ouvrier·e·s et des employé·e·s des chemins de fer. La campagne « Éteins ton portable » lancée par des activistes de la société civile pour protester contre l'imposition d'une taxe sur les recharges de téléphonie mobile.

13 septembre, Algérie Le général Mohamed Mediène, dit « Tewfik », chef suprême du Département de renseignement de la sécurité (DRS) depuis un quart de siècle, est limogé et remplacé par un proche, le général Athmane Tartag, dit « Bashir ».

30 septembre, Algérie Arrestation du général à la retraite Hocine Benhadid après une interview accordée à la web-radio Radio M.

2 octobre, Palestine Environ 200 personnes manifestent à Ramallah et demandent la démission de Mahmoud Abbas (« *Abu Mazen, irhal* », « Abu Mazen [Mahmoud Abbas], dégage »). Ils et elles contestent l'arrestation de partisan·e·s du Hamas par la police du Fatah, ainsi que l'arrestation de militant·e·s du Fatah par le Hamas à Gaza.

1^{er} novembre, Algérie À l'occasion de la célébration du déclenchement de la guerre de libération, dix-neuf personnalités nationales d'horizons divers interpellent publiquement le président Abdelaziz Bouteflika, et sollicitent formellement une audience car elles craignent que ce dernier, en raison de sa maladie, ne soit pas suffisamment informé sur « la dégradation du climat général dans [le] pays ».

2016

16 janvier, Tunisie La mort par électrocution d'un chômeur à Kasserine suscite une vague de colère. Un mouvement populaire pour le travail touche plusieurs villes du pays.

4 avril, Tunisie Des protestations sociales éclatent à Kerkennah pour l'emploi et l'environnement, contre la compagnie pétrolière Petrofac. Le mouvement dure quelques semaines.

30 avril, Irak Plusieurs milliers de manifestant·e·s entrent dans la zone verte de Bagdad, enclave hautement sécurisée instaurée en 2003, et occupent l'Assemblée nationale durant six heures.

8 mai, Maroc Des Rifain·e·s de Talarwaq demandent la restitution de leurs terres en installant un *sit-in*.

Juillet-août, Irak Des manifestant·e·s brûlent les sièges de plusieurs partis politiques et des bâtiments administratifs dans des villes du sud du pays.

28 octobre, Maroc Mohcine Fikri, vendeur de poissons de Hoceïma, est broyé dans un camion poubelle alors qu'il cherche à résister à la confiscation de sa cargaison.

30 octobre, Maroc Les funérailles de Mohcine Fikri se transforment en manifestation contre la violence policière à Hoceïma et dans d'autres villes du pays.

11 décembre, Algérie Le journaliste Mohamed Tamalt décède en prison, après avoir été arrêté en juillet et condamné à deux ans de prison pour atteinte aux symboles de l'État et au président de la République.

2017

6 février, Maroc Des milliers de jeunes manifestant·e·s se rassemblent à Hoceïma en mémoire de la mort du nationaliste rifain Abdelkrim al-Khattabi.

24 mars, Égypte Libération de Hosni Moubarak.

23 avril, Tunisie Début du mouvement social à El-Kamour dans le sud, après plusieurs mouvements protestataires pour l'emploi.

26 mai, Maroc Nasser Zefzafi interrompt le prêche d'un imam à Hoceïma pour appeler à la rébellion.

29 mai, Maroc Nasser Zefzafi est arrêté.

11 juin, Maroc Des dizaines de milliers de personnes défilent dans les rues de Rabat pour réclamer la libération des figures contestataires emprisonnées.

26 juin, Maroc Le jour de l'Aïd, un grand rassemblement est organisé pour demander la libération immédiate des prisonnier·e·s. La manifestation est brutalement réprimée par les forces de l'ordre.

Décembre, Irak Des manifestations ont lieu au Kurdistan irakien ; les sièges des deux partis au pouvoir (le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan) sont brûlés. Les forces de l'ordre tuent et blessent plusieurs dizaines de manifestant·e·s.

2018

3 janvier, Tunisie Une campagne de protestation contre l'austérité est lancée ; suivent plusieurs mouvements sociaux pour l'emploi.

6 juin, Algérie Première réunion pour la création du mouvement Mouwatana (« Citoyenneté-démocratie ») par un groupe d'intellectuel·le·s, de leaders politiques d'opposition, d'avocat·e·s, de journalistes. S'opposant au cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, le mouvement veut favoriser un élan politique renouvelé.

Été, Irak Intifada du sud de l'Irak contre les coupures d'électricité et les pénuries d'eau. Le consulat iranien à Bassora est incendié par des manifestant·e·s. Pour couper court à l'extension de la mobilisation dans le reste du pays, le gouvernement ferme l'accès à Internet. Plusieurs dizaines de manifestant·e·s sont tué·e·s.

12 novembre, Maroc Cinq mois après leur condamnation, le procès en appel de cinquante-deux activistes du mouvement du Rif débute devant la Cour d'appel de Casablanca. Certain·e·s de ces détenu·e·s, arrêté·e·s après la vague de protestations de l'été 2017, ont écopé de condamnations de vingt ans de prison, comme Nasser Zefzafi et trois de ses compagnons.

19 décembre, Soudan Manifestations contre la vie chère à partir d'un premier noyau à Atbara, ville du nord du pays. Les manifestant·e·s s'en prennent notamment aux sièges du Parti du congrès national.

21 décembre, Soudan Les accès aux réseaux sociaux sont coupés, des couvre-feux sont instaurés. Des étudiant·e·s de Sennar et de Khartoum sont arrêté·e·s et torturé·e·s, forcé·e·s à avouer leur appartenance au Mouvement de libération du Soudan (un mouvement rebelle du Darfour). Ces confessions sont diffusées à la télévision et sur Facebook le 29 décembre.

2019

7 janvier, Soudan Plus de 800 manifestant·e·s antirégime sont arrêté·e·s et 19 personnes sont tuées.

17 janvier, Soudan Lors de manifestations organisées par les associations professionnelles, un médecin trouve la mort alors que les hôpitaux sont visés par les forces de sécurité. Le Parti du congrès national, allié du pouvoir, annonce son retrait du gouvernement.

27 janvier, Algérie Hadj Ghermoul, membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs et de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme, brandit une pancarte sur laquelle on peut lire en arabe « *La li ohda khamissa* » (« Non au cinquième mandat ») et poste la photo sur Facebook.

29 janvier, Algérie Arrestation de Hadj Ghermoul, pour avoir exprimé son opposition au cinquième mandat.

9 février, Algérie Le Front de libération nationale (FLN) organise un meeting pour annoncer officiellement le soutien du parti à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat consécutif. Ce dernier est fortement diminué, il ne s'adresse plus à la nation et est régulièrement hospitalisé à l'étranger. Dans les cérémonies officielles, un tableau à son effigie du temps de sa première élection en 1999 remplace le président absent.

10 février, Algérie Un communiqué officiel annonce la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

13 au 21 février, Algérie Des manifestations contre le cinquième mandat, nommé « le mandat de la honte », ont lieu dans plusieurs villes du pays : Bordj Bou Arreridj, Kherrata, Khenchela, Annaba, Skikda. Des appels anonymes circulent sur la Toile, pour un rassemblement le vendredi 22 février à Alger.

22 février, Algérie Plusieurs milliers de manifestant·e·s s'emparent des rues de la capitale où, depuis le « Printemps noir » de 2001, tout rassemblement était évacué par l'intervention des forces de l'ordre.

22 février, Soudan Omar al-Bashir déclare l'état d'urgence pour un an. Il annonce la dissolution des gouvernements centraux et régionaux, remplacés par des gouverneurs, généralement militaires. Il nomme son successeur désigné, Mohamed Tahir Ayala, Premier ministre, et annonce qu'il renonce à se représenter à la tête du parti en 2020.

24 février, Soudan Des raids ont lieu sur les universités de Khartoum et Omdurman. Les forces de sécurité frappent les étudiant·e·s avec des bâtons. Un décret interdit les manifestations, le trafic de pétrole et la circulation d'informations, photos et documents appartenant à la famille du président.

23 février, Algérie Meriem Abdou, rédactrice en chef de la radio francophone publique, la Chaîne 3, démissionne après qu'aucune information sur les manifestations de la veille n'a été diffusée à l'antenne.

23 février, Soudan Instauration de l'état d'urgence et révocation du gouvernement. Malgré le couvre-feu, les manifestations se poursuivent.

24 février, Algérie Le mouvement Mouwatana mobilise environ deux mille personnes à Alger, alors que jusqu'à présent son écho avait été très faible. Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi-Saïd réaffirme son soutien à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika en mettant en garde la nation contre un retour « aux années de sang ».

25 février, Algérie Manifestation des avocat·e·s, qui défilent en robe à Alger.

26 février, Algérie Les étudiant·e·s descendent dans la rue à Alger et dans d'autres villes du pays. Des journalistes protestent devant le siège de la radio nationale.

27 février, Algérie Des journalistes de la télévision publique réclament leur droit à travailler librement.

28 février, Algérie Mobilisation de journalistes devant la Maison de la presse, après le refus de la part des autorités algériennes d'accorder l'accréditation à des médias étrangers ayant demandé à suivre les manifestations à venir. L'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia affirme devant les élu·e·s de l'Assemblée populaire nationale (APN) qu'« en Syrie, tout a commencé par une rose et s'est terminé par un bain de sang ».

1^{er} mars, Algérie L'ancienne combattante de la guerre de libération nationale, Djamila Bouhired se joint à la marche à Alger. Des échauffourées entre manifestant·e·s et forces de l'ordre en marge des cortèges, en fin de mobilisation, ont causé la mort de Hassane Benkhedda, fils de Benyoucef Benkhadda, premier président à l'indépendance du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA).

3 mars, Algérie Dépôt des candidatures présidentielles, les étudiant·e·s expriment leur colère devant l'ancienne faculté de droit sur les hauteurs d'Alger ; des manifestant·e·s protestent devant le Conseil constitutionnel, tandis que, dans la soirée, une foule se constitue dans le centre-ville.

4 mars, Algérie Les artistes se donnent rendez-vous pour débattre sur les marches du Théâtre national à Alger.

5 mars, Algérie Les étudiant·e·s occupent l'espace urbain dans la capitale et dans la plupart des autres villes du pays. Un préavis de grève du 10 au 14 mars a été déposé par la Cosyfop (la Confédération indépendante des forces productives) dans plusieurs secteurs, comme l'énergie, la santé, la justice.

7 mars, Algérie Environ un millier d'avocat·e·s marchent vers le Conseil constitutionnel à Alger, tandis que des journalistes se retrouvent devant la Maison de la presse.

7 mars, Soudan Manifestations en l'honneur du rôle éminent des femmes dans le soulèvement.

8 mars, Algérie Des millions de personnes envahissent les rues du pays. L'opération « Brassards verts » voit le jour à Alger pour protéger et orienter les manifestant·e·s. Cette troisième marche coïncide avec la journée des Droits des femmes : la présence féminine est massive, les slogans sur le code de la famille sont nombreux.

8 mars, Soudan Omar al-Bashir donne l'ordre de libérer les femmes arrêtées (et condamnées à la flagellation) pour leur participation aux manifestations antirégime. Selon l'alliance démocratique des avocats, au moins 870 personnes ont été jugées dans les cours d'urgence.

10 mars, Algérie Le chef d'état-major et vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah déclare que « l'armée et le peuple partagent la même vision de l'avenir ».

11 mars, Algérie Le président Abdelaziz Bouteflika adresse une lettre à la nation pour annoncer le report *sine die* de l'élection du 18 avril et l'organisation en amont d'une conférence nationale inclusive. Plusieurs centaines de personnes manifestent le soir. À Alger, un jeune des milieux populaires s'approche de la journaliste d'une télévision arabophone en duplex depuis l'axe principal du centre-ville, et lui précise que la population n'est pas en train de fêter la victoire. « *Yetnahaw ga'!* » (« Qu'ils dégagent tous ! ») répète-t-il plusieurs fois. Rapidement virale, l'expression viendra à résumer l'esprit du mouvement.

14 mars, Palestine Début du mouvement de protestation « *Bidna n'ish* » (« Nous voulons vivre ») à Gaza. Les manifestant·e·s protestent contre l'augmentation des taxes et la cherté de la vie. Le mouvement est également appelé « mouvement du 14-Mars ». Il est sévèrement réprimé par les autorités du Hamas.

18 mars, Algérie Le président Abdelaziz Bouteflika adresse une nouvelle lettre à la nation pour préciser qu'il ne se représentera pas à l'élection.

23 mars, Algérie Les avocat·e·s protestent contre la prolongation du quatrième mandat.

25 mars, Algérie Journée de mobilisation au siège de la Radio et de la télévision publiques algériennes. Suivent une assemblée générale des travailleurs et travailleuses de la Radio et un mouvement de protestation des journalistes de la télévision pour un service public indépendant, puis un rassemblement contre le système à la Grande Poste à Alger du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et des syndicats des mairies.

26 mars, Algérie Rassemblement antisystème devant la Grande Poste à Alger de chercheurs·euses, ingénieur·e·s, retraité·e·s et enfants de *chouhada*. Le chef d'état-major et vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah demande de recourir à l'article 102 de la Constitution pour déclarer le président inapte à l'exercice de ses fonctions.

28 mars, Algérie Rassemblement antisystème devant la Grande Poste à Alger d'architectes, de notaires, de soldats maintenus durant la décennie noire, de familles victimes du terrorisme.

29 mars, Algérie Lors du sixième vendredi retentissent, pour la première fois, des slogans hostiles au chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah. Le carré des femmes est violemment agressé, les militantes sont la cible d'attaques en ligne et de menaces. Elles décident cependant de maintenir la mobilisation féministe les vendredis suivants.

30 mars, Algérie Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah dénonce « les réunions suspectes qui se tiennent dans l'ombre pour conspirer autour des revendications du peuple et afin d'entraver les solutions de l'Armée nationale populaire et les propositions de sortie de crise ».

31 mars, Algérie Arrestation du patron du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad, riche industriel, proche d'Abdelaziz Bouteflika et de son frère Saïd, à un poste-frontière entre l'Algérie et la Tunisie. Arrestation de Kamel Eddine Fekhar, ancien élu du Front des forces socialistes (FFS) et militant pour les droits de la communauté mozabite, victime de harcèlement judiciaire de la part du système.

2 avril, Algérie Le président Abdelaziz Bouteflika démissionne de ses fonctions.

5 avril, Algérie Le général Athmane Tartag, dit « Bashir », chef des services de renseignement depuis 2015, est limogé.

6 avril, Soudan Après le retrait d'Abdelaziz Bouteflika en Algérie, les associations professionnelles soudanaises appellent à une marche en direction du Quartier général des forces armées. Les manifestant-e-s organisent ensuite une *sit-in* qui dure une semaine.

8 avril, Soudan La jeune étudiante Alaa Salah devient un symbole de la lutte en se dressant sur une voiture pour lancer les chants révolutionnaires lors du *sit-in*. Les images de ce moment font le tour du monde.

9 avril, Algérie Plusieurs arrestations ont lieu lors de la marche des étudiant-e-s, ainsi que de tirs de lacrymogènes et de jets d'eau. Le Conseil des nations maintient Abdelkader Ben Salah comme président par intérim pour quatre-vingt-dix jours. Celui-ci fixe l'élection au 4 juillet.

10 avril, Algérie Une marche est organisée à Alger par la Confédération des syndicats algériens (CSA), à laquelle participent les imams des mosquées, soutenus par le Conseil national autonome des imams (CNAI). Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah en déplacement à Oran déclare : « La période de transition destinée à la préparation des élections présidentielle se fera avec l'accompagnement de l'armée. »

11 avril, Soudan Un coup d'État militaire qui renverse Omar al-Bashir, alors au pouvoir depuis trente ans. Les manifestations continuent pour obtenir un pouvoir civil. Des négociations sont ouvertes le 13 avril, et les manifestant-e-s et les militaires se mettent d'accord pour une transition vers un pouvoir civil. Le porte-parole du gouvernement militaire, Shams al-Din Kabbashi, annonce des réformes et la tenue d'élections.

12 avril, Algérie Une manifestation est fortement réprimée par la police, laquelle lance des gaz lacrymogènes dans le tunnel des facultés, devenu l'un des lieux symboliques du mouvement. La police disperse la foule avec des canons à eau. Les arrestations en fin de marche, qui ont lieu depuis le début du mouvement, s'accroissent. Remzi Yettou, un jeune de dix-sept ans, est hospitalisé après avoir été frappé sur le crâne par la police alors qu'il rentrait chez lui.

16 avril, Égypte Le Parlement approuve massivement une réforme constitutionnelle qui prévoit notamment l'extension de quatre à six ans du mandat présidentiel. La réforme accroît le contrôle de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire et érige l'armée en gardienne de « la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale de l'État et sa nature civile ». Elle rétablit également le poste de vice-président et le Sénat.

17 avril, Soudan L'ancien président Omar al-Bashir est emprisonné à Khartoum dans un établissement de haute sécurité.

18 avril, Soudan Des manifestant-e-s se rassemblent pour demander l'établissement d'un pouvoir civil et le refus des interventions étrangères (notamment celle de l'Arabie Saoudite). Ils et elles annoncent la mise en place d'un conseil de transition indépendant pour veiller au processus. À partir du 21 avril, des mouvements de grèves et de blocages à Port-Soudan viennent soutenir ces revendications.

19 avril, Algérie Les forces de l'ordre quadrillent Alger et ses entrées. Remzi Yettou décède à l'hôpital des suites de ses blessures.

27 avril, Algérie Le collectif de la Société civile algérienne pour une transition démocratique et pacifique tient une première rencontre nationale.

30 avril, Algérie Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah annonce que des mesures seront prises contre les ennemi-e-s de la nation. Des étudiant-e-s sont violemment réprimé-e-s devant la « Faculté centrale » à Alger.

4 mai, Algérie Le général de corps d'armée à la retraite Mohamed Mediène, dit « Tewfik », le général à la retraite Athmane Tartag, dit « Bashir », ainsi que le frère et conseiller de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika, sont arrêtés après avoir été accusés, le 30 mars, par le général Ahmed Gaïd Salah de « conspirer autour des revendications du peuple ». Ils sont poursuivis pour atteinte à l'autorité de l'Armée nationale populaire (ANP) et complot contre l'État.

7 mai, Soudan Vingt et un anciens membres du parti d'Omar al-Bashir du Darfour du Sud sont arrêtés alors qu'ils essaient de fuir le pays.

9 mai, Algérie Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, qui soutenait le cinquième mandat, est arrêtée.

17 mai, Algérie L'accès à la Grande Poste est interdit sous prétexte d'un risque d'écroulement des escaliers. La police utilise plusieurs bombes lacrymogènes pour empêcher les manifestant-e-s de s'approcher des barrières.

18 mai, Algérie Trois personnalités, Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdennour et Rachid Benyelles, lancent un appel pour le report de l'élection et la mise en place d'un dialogue.

28 mai, Algérie Décès en prison du détenu d'opinion Kamel Eddine Fekhar, ancien élu du Front des forces socialistes (FFS) et militant pour les droits de la communauté mozabite. Il menait une grève de la faim.

1^{er} juin, Algérie Enterrement du détenu d'opinion Kamel Eddine Fekhar. Naissance du « réseau contre la répression » en soutien aux détenu·e·s d'opinion, rassemblant des acteurs·rices politiques d'opposition, des corps de métier (dont des avocat·e·s et journalistes), des familles et des citoyen·ne·s lambda.

2 juin, Algérie Le Conseil constitutionnel rejette les deux dossiers de candidature et reporte l'élection présidentielle, prolongeant de fait l'intérim d'Abdelkader Ben Salah, qui aurait dû prendre fin le 9 juillet.

3 juin, Soudan Répression très violente des manifestations par la junte au pouvoir, qui viole les négociations en cours – selon les rapports, on dénombre 118 morts, 70 viols, des centaines de blessé·e·s, des corps sont jetés dans le Nil, lors de ce que l'on appelle désormais le « massacre de Khartoum ». Le lendemain, l'Association des professionnels du Soudan (SPA) appelle à la désobéissance civile et à la grève générale.

8 juin, Soudan Face à une campagne d'enlèvements de militant·e·s politiques, la SPA renouvelle l'appel à la résistance non violente.

9 au 11 juin, Soudan L'appel à la grève générale est suivi par une énorme majorité des enseignant·e·s, des employé·e·s des transports, des employé·e·s de banque. L'électricité est coupée, les stations-service sont fermées. Les journaux ne paraissent pas. Les hôpitaux sont fermés.

12 juin, Algérie Arrestation de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (le RND, parti en faveur du pouvoir) et ancien chef de cabinet à la Présidence de la République.

12 juin, Soudan Les militaires acceptent de relâcher les prisonnier·e·s politiques en échange de la suspension de la grève générale pour rouvrir des négociations sur un gouvernement civil.

13 juin, Algérie Arrestation de l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, ancien directeur (par trois fois) de la campagne du candidat Bouteflika, et du général à la retraite Ali Ghediri, candidat à la présidentielle. Ce dernier est accusé de divulgation de documents à des puissances étrangères.

15 juin, Algérie La première « conférence nationale des Dynamiques de la société civile » se tient à Alger.

17 juin, Égypte Mohamed Morsi, dont la condamnation à mort a été annulée pour une condamnation à la prison à vie, meurt dans sa cellule, faute de soins.

19 juin, Algérie Le chef de l'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah déclare : « L'Algérie a un seul drapeau pour lequel des millions sont morts en martyrs. » Lors des marches, les drapeaux autres que l'emblème national sont interdits. « Des instructions fermes ont été données aux services de sécurité contre ceux qui brandissent des drapeaux autres que les drapeaux algériens », affirme-t-il. À la suite de ces déclarations, plusieurs personnes sont arrêtées pour port du drapeau amazigh.

20 au 21 juin, Algérie La première rencontre nationale du mouvement des femmes se tient près de Béjaïa.

24 juin, Algérie Rassemblement devant le tribunal de Sidi M'hamed à Alger pour réclamer la libération des manifestant·e·s placé·e·s sous mandat de dépôt pour port du drapeau amazigh.

26 juin, Algérie Rencontre des forces de l'alternative démocratique qui rassemblent les partis démocratiques (FFS, RCD, UPS, PST, PT, MDS, PLD), les syndicats, des associations (dont Raj et Tharwa) et des personnalités, dont Djamel Zenati, Lakhdar Bouregaa, Nacer Djabi autour du « Pacte politique pour une véritable transition démocratique ». Abdelaziz Rahabi a été officiellement chargé de la coordination de la prochaine conférence de l'opposition, prévue le 6 juillet. Les avocat·e·s de Béjaïa bloquent le tribunal et demandent la libération immédiate des détenu·e·s pour port du drapeau amazigh.

29 juin, Algérie Le vétéran de la Guerre de libération nationale Lakhdar Bouregaa, critique à l'égard du régime, est arrêté. Il est placé le lendemain en détention provisoire, et accusé d'outrage à corps constitué et d'atteinte au moral des troupes en temps de paix.

29 juin, Soudan Les forces de sécurité attaquent le siège de l'Association des professionnels du Soudan (SPA), empêchant la tenue d'une conférence de presse.

30 juin, Soudan Des dizaines de milliers de personnes manifestent dans le pays à l'occasion du trentième anniversaire du coup d'État d'Omar al-Bashir. La répression se poursuit.

30 juin, Algérie Marche unitaire de la « diaspora algérienne » à Paris.

5 juillet, Algérie Les manifestations-fleuve célèbrent le cinquante-septième anniversaire de l'indépendance.

5 juillet, Soudan Après une médiation africano-éthiopienne, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) et les putschistes acceptent la formation d'un « Conseil de souveraineté » composé de cinq militaires, cinq civils et d'un onzième membre, choisis par consensus. Le Conseil assurera la transition démocratique pendant un peu plus de trois ans jusqu'à la tenue d'élections en 2020, au cours desquelles il sera dirigé par un militaire les 21 premiers mois puis par un civil les 18 mois suivants.

11 juillet, Algérie Marche des avocat·e·s à Alger contre les incarcérations arbitraires.

17 juillet, Soudan L'accord est signé en présence de témoins internationaux. Il reste à définir une période de transition.

20 juillet, Algérie Libération du militant Hadj Gharmoul, emprisonné depuis fin janvier et devenu un des symboles du *hirak*.

29 juillet, Soudan Les forces de sécurité tirent à balles réelles sur des étudiant·e·s réuni·e·s pour protester contre les pénuries de pétrole, les coupures d'eau potable, la hausse des prix et le manque de pain à El-Obeid. Quatre étudiants meurent sur le coup, une quarantaine d'autres sont grièvement blessé·e·s. Une manifestation de protestation s'organise dans la journée. Les négociations sur la Constitution sont suspendues.

4 août, Soudan Mohamed Hamdan Dagalo (Hemetti) et Ahmed Rabee signent une première version de la Déclaration constitutionnelle. Elle établit un Conseil de souveraineté de cinq civils et de cinq militaires ainsi que d'autres instances pour mener la transition, laquelle doit durer trente-neuf mois.

6 août, Algérie Le tribunal militaire de Blida émet des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, ainsi que de son fils Lotfi et d'un homme d'affaires qui leur est proche, Farid Benhamdine. Ils sont accusés de complot et d'atteinte à l'ordre public dans le dossier de Saïd Bouteflika, Mohamed Médiène, dit « Tewfik », et Athmane Tartag, dit « Bashir ».

8 août, Algérie Le chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd Salah estime que les revendications ont été « entièrement satisfaites ».

24 août, Algérie Les Dynamiques de la société civile tiennent leur première rencontre.

26 août, Algérie Réunion d'installation du Comité national pour la libération des détenus (CNLD) à Alger, en présence des familles des détenu·e·s d'opinion, des avocat·e·s membres du collectif de la défense des détenu·e·s, des journalistes, enseignant·e·s universitaires, syndicalistes et militant·e·s politiques d'opposition et animateur·rice·s de la société civile.

27 août, Algérie La *wilaya* de Bejaia interdit la tenue de l'université d'été du Rassemblement actions jeunesse (RAJ) initialement prévue pour les 28, 29 et 30 août 2019. Les autorités refusent la réunion des forces du Pacte de l'alternative démocratique prévue pour le lendemain.

2 septembre, Algérie Le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah appelle à convoquer le corps électoral le 15 septembre pour que l'élection se déroule le 12 décembre.

6 septembre, Algérie Une marche imposante à Alger rejette l'organisation de l'élection présidentielle « avec la bande ».

8 septembre, Algérie Le chef de l'État par intérim Abdelkader Ben Salah convoque le scrutin pour le 12 décembre.

11 septembre, Algérie Arrestation de Karim Tabbou, figure charismatique de l'opposition pour « atteinte au moral de l'armée », et de nombreux autres militant·e·s lors de la marche.

18 septembre, Algérie Le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah demande à bloquer les entrées à Alger. Plusieurs militant·e·s sont arrêté·e·s.

19 septembre, Algérie Le secrétaire général du FLN, Mohamed Djemaï, est arrêté, ainsi que son épouse.

20 septembre, Égypte Quelques centaines de personnes, bravant l'interdiction de manifester, se rassemblent au Caire et dans plusieurs villes du pays pour demander le départ du président Abd al-Fattah al-Sissi. Plus de deux mille opposant·e·s sont arrêté·e·s. Ces actions inédites répondent à l'appel à manifester lancé par un entrepreneur du secteur du bâtiment exilé en Espagne, Mohamed Ali, qui diffuse depuis plusieurs semaines des vidéos accusant le pouvoir de gaspiller les fonds publics pour la réalisation de grands projets somptuaires.

25 septembre, Algérie Le général de corps d'armée à la retraite Mohamed Médiène, dit « Tewfik », le général à la retraite Athmane Tartag, dit « Bashir », ainsi que le frère et conseiller de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika, et Louisa Hanoune sont condamnés à quinze ans de prison. L'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar est condamné à vingt ans par contumace.

27 septembre, Égypte Alors que Mohamed Ali a lancé un appel à une nouvelle « marche du million », un déploiement policier exceptionnel dissuade les manifestant·e·s. Seul un millier de partisan·e·s du président Abd al-Fattah al-Sissi défilent dans les rues du Caire. Au cours de la semaine, le pouvoir accuse Mohamed Ali de mener une conspiration inspirée par les Frères musulmans.

1^{er} octobre, Irak Une vague généralisée de protestations a lieu dans Bagdad et les grandes villes du sud du pays, contre le chômage, l'indigence des services publics et la corruption. Les manifestant·e·s demandent la chute de Adil Abdul-Mahdi et protestent contre l'influence iranienne, notamment contre Qasem Soleimani, le chef des Forces Al-Quds. Le pouvoir coupe Internet et déclare le couvre-feu.

2 octobre, Irak Deux militant·e·s, Hussain et Sarah Almadani, sont assassiné·e·s par des inconnus dans leur maison de Basra.

3 octobre, Irak Le bilan de la répression est établi par Amnesty International : il est de 18 mort·e·s.

7 octobre, Irak Des dizaines de manifestant·e·s sont assassiné·e·s et des centaines blessé·e·s à Sadr.

8 octobre, Algérie Une forte répression policière empêche la manifestation des étudiant·e·s.

12 octobre, Algérie Des marches contre l'élection ont lieu à Kherrata et à Bouira.

13 octobre, Algérie Une marche importante a lieu à Alger contre le projet de loi sur les hydrocarbures.

17 octobre, Liban Dans la nuit, une centaine de manifestant·e·s se réunissent dans le centre-ville de Beyrouth et bloquent des axes routiers pour protester contre les nouvelles taxes sur les télécommunications. Les manifestations s'étendent rapidement et le gouvernement annonce la fermeture des écoles dès le lendemain. Le ministre des Télécommunications, Mohammad Choucair, annonce dès le 17 octobre, à 23 heures, avoir

abandonné l'idée de la « taxe WhatsApp ». Au deuxième jour de soulèvement, une jeune femme, Malak Alawiye Herz, donne un coup de pied dans l'entrejambe du garde du corps d'un ministre armé d'un fusil automatique. Elle devient une icône pour un mouvement très largement féminin, qui développe aussi des revendications spécifiques sur l'égalité des sexes et la liberté des femmes.

17 octobre, Algérie Marche des avocat·e·s à Béjaïa.

21 octobre, Liban Des dizaines de milliers de Libanais·e·s manifestent partout dans le pays pour demander le départ d'une classe politique jugée corrompue. Ils et elles demandent la démission du gouvernement.

22 octobre, Algérie Le commandant Lakhdar Bouregaa refuse de répondre au juge d'instruction.

23 octobre, Liban Le président de la République Michel Aoun s'adresse au public pour la première fois depuis le début des manifestations. Il déclare qu'il soutient les réformes proposées visant à lever le secret bancaire et à supprimer l'immunité juridique des présidents, des ministres et des membres du Parlement, une législation qui pourrait ouvrir la voie à des enquêtes sur la corruption.

24 octobre, Algérie Marche des avocat·e·s à Alger qui s'opposent « à la justice du téléphone ». Les Forces de l'alternative appellent à rejoindre la grève du 28 octobre lancé par les syndicats autonomes.

24 octobre, Irak Des milliers de manifestant·e·s se rassemblent sur la place Tahrir à Bagdad et tentent de gagner la zone verte. La répression fait une cinquantaine de morts.

25 octobre, Irak Certaines manifestations tournent à l'émeute. Des portraits sont arrachés, des sièges de partis, des bâtiments publics sont pris d'assaut dans le gouvernorat de Maysan et ailleurs sur le territoire.

26 octobre, Liban Des manifestations ont lieu à Tripoli, Beyrouth et dans tout le pays. Les manifestant·e·s installent des *sit-in* et des barricades sur les routes. L'armée intervient pour lever les blocages et des heurts opposent les manifestant·e·s aux forces de l'ordre, notamment à Beddaoui, près de Tripoli. À Tyr, des militants du Hezbollah et de Amal tentent de dissuader les manifestant·e·s.

27 octobre, Liban Des dizaines de milliers de manifestant·e·s se rejoignent au bord de l'autoroute qui longe la Méditerranée en une grande chaîne humaine. La diaspora libanaise organise également des manifestations, notamment en Europe.

28 octobre, Irak Le couvre-feu est prolongé *sine die* à Bagdad, après la mort de plus de soixante-dix manifestant·e·s lors des manifestations des jours précédents.

28 octobre, Algérie La grève générale est déclarée. Le commandant Lakhdar Bouregaa reste quatre mois supplémentaires en détention préventive.

29 octobre, Liban Le président du Conseil des ministres Saad Hariri annonce sa démission ainsi que celle de son gouvernement. Le lendemain, les blocages des routes sont levés. Le 31 octobre, après une allocution du président Aoun, les manifestant·e·s appellent à son départ.

31 octobre, Irak Le président déclare à la télévision que le Premier ministre est d'accord pour démissionner, « à condition que son successeur soit d'accord pour lui succéder ».

30 octobre, Algérie Le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah réaffirme que le port du drapeau amazigh est une atteinte à l'emblème nationale. Il rappelle que l'Armée est « déterminée et engagée à accompagner le peuple algérien jusqu'à la fin de cette phase sensible que traverse notre pays », « suit une stratégie judicieuse et bien étudiée, et œuvre à mettre en place toutes les conditions idoines permettant aux citoyens de s'acquitter de leur devoir national dans un climat de sécurité, de paix et de sérénité, et d'organiser ces élections, dans toutes leurs étapes, dans de bonnes conditions ».

1^{er} novembre, Algérie Grande marche nationale à Alger pour célébrer l'anniversaire du déclenchement de la lutte armée contre la France. L'ancienne combattante Zohra Drif porte le drapeau amazigh.

2 novembre, Irak Les manifestant·e·s bloquent le port de Umm Qasr, essentiel pour le ravitaillement du pays.

3 novembre, Irak Les manifestant·e·s prennent d'assaut le consulat iranien de Karbala et remplacent le drapeau iranien par l'irakien.

4 novembre, Liban Nouvelles mobilisations et blocages de routes.

7 novembre, Liban Manifestations de lycéen·ne·s et d'étudiant·e·s demandant un meilleur enseignement public. À Tripoli et dans plusieurs villes côtières, ils et elles bloquent les bureaux du ministère des Télécommunications ou de la compagnie de téléphone publique.

8 novembre, Irak L'ayatollah Ali al-Sistani demande l'arrêt des violences contre les manifestant·e·s.

10 novembre, Irak Le bilan établi par le Comité parlementaire pour les droits de l'Homme est de 319 mort·e·s, et de plus de 15 000 blessé·e·s.

16 novembre, Irak Une attaque à la voiture piégée sur la place Tahrir, à Bagdad, tue quatre manifestant·e·s et fait vingt blessé·e·s. Il n'y a pas de revendication.

28 novembre, Algérie Le Parlement européen adopte une résolution en soutien au *hirak* qui soulève de vives critiques de la part aussi bien des autorités que des activistes.

29 novembre, Irak Quarante-quatre manifestant·e·s sont tué·e·s dans le sud du pays. Le Premier ministre annonce sa prochaine démission.

1^{er} décembre, Irak À Najaf, les manifestant·e·s mettent à nouveau le feu au consulat d'Iran.

3 décembre, Algérie Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah dénonce de nouveau des « machinations qui se trament dans les laboratoires de la conspiration à l'étranger » et des « modes de trahison et de félonie à l'intérieur ».

6 décembre, Irak Des hommes armés ouvrent le feu sur les manifestant·e·s et tuent vingt-cinq personnes.

7 au 10 décembre, Algérie Des opérations se tiennent contre le vote devant les consulats à l'étranger ; on assiste notamment à une grande mobilisation en France, et particulièrement en région parisienne.

10 décembre, Algérie Début de la grève de la faim des détenu·e·s d'opinion, pour s'opposer à l'élection présidentielle du 12 décembre.

12 décembre, Algérie Élection présidentielle. Le taux de participation officiel fait état de 39,93 % votant·e·s. La Kabylie boycotte massivement le vote. Le président élu au premier tour, Abdelmajid Tebboune, est un ancien ministre et Premier ministre sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika.

19 décembre, Algérie Abdelmajid Tebboune prête serment.

23 décembre, Algérie Le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah décède à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

24 décembre, Irak Réforme de la loi électorale proposée par le Conseil des députés pour permettre un panachage des listes et pour favoriser des représentations plus locales. Elle est contestée, par une partie des opposant·e·s et par les Kurdes, comme inefficace.

26 décembre, Irak Le président Barham Salih refuse d'accepter la nomination d'un Premier ministre, Asaad al-Eidani, et préfère démissionner.

29 décembre, Irak Les États-Unis bombardent les positions des Katâ'ib Hezbollah (les milices chiites), tuant 25 membres et en blessant 51 autres. Des manifestant·e·s pro-Iranien·ne·s se rassemblent les jours suivants devant l'ambassade américaine. Les manifestant·e·s mobilisé·e·s dans la révolution pacifique de Tahrir se démarquent à la fois de ces manifestations et de l'action des autorités états-uniennes.

2020

2 janvier, Algérie Le vétéran de la guerre de libération Lakhdar Bouregaa et d'autres militant·e·s du *hirak*, dont Nime et Hakim Addad, sont libéré·e·s, en attente de jugement.

5 janvier, Irak Après l'assassinat de Qasem Soleimani par les Américains, les manifestations se poursuivent avec pour mot d'ordre : « Ni l'Iran, ni les États-Unis, notre révolution est celle de la jeunesse. » Les manifestant·e·s pro-Soleimani et les révolutionnaires s'affrontent en plusieurs lieux.

8 janvier, Algérie Le président Abdelmajid Tebboune nomme une commission de dix-sept experts afin d'émettre des propositions pour la rédaction d'une nouvelle Constitution.

10 février, Algérie La cour d'appel militaire de Blida abandonne les charges pour « atteinte à l'autorité militaire et complot contre l'autorité de l'État » contre Louisa Hanoune, qui est condamnée à trois ans de prison, dont neuf mois ferme, et est donc libérée.

12 janvier, Irak Après l'assassinat de deux journalistes, des manifestations ont cours à Basra. La conférence de presse du ministre de l'Intérieur est boycottée par les journalistes, en solidarité avec leurs confrères.

18 janvier, Liban Des affrontements violents entre les manifestant·e·s et la police dans le quartier du Parlement ont lieu, faisant 377 blessé·e·s. De nouveaux heurts ont cours le lendemain. La crise économique s'aggrave. Depuis l'automne 2019, la monnaie nationale a perdu 70 % de sa valeur et le taux de pauvreté approche les 50 %. Après une interruption due à la pandémie de Covid-19, les mobilisations reprennent progressivement en juin 2020.

23 janvier, Irak Amnesty International s'alarme des violences continues qui s'exercent contre les manifestant·e·s.

24 janvier, Irak À l'appel du leader chiite Moqtada al-Sadr pour une « marche du million », des milliers de personnes se rassemblent et demandent le retrait des forces américaines. Dans les jours suivants, les attaques contre les symboles de la présence américaine se multiplient.

1^{er} février, Irak Le président Barham Salih nomme un nouveau Premier ministre, Mohammed Tawfiq Allawi, qui annonce des réformes, la tenue d'élections et la justice pour les manifestant·e·s ayant subi des attaques. Les tensions entre les « sadristes » et les manifestant·e·s s'intensifient sur les places.

5 février, Irak Dans la ville de Najaf, les sadristes tentent d'évacuer violemment le campement des manifestant·e·s antirégime, faisant 8 mort·e·s et 52 blessé·e·s). Des violences similaires se déroulent dans d'autres lieux. Le lendemain, les manifestant·e·s retournent s'installer sur leurs campements. Ali al-Sistani condamne, dans son sermon du vendredi, ces violences et rend le gouvernement responsable, ayant failli à protéger les manifestant·e·s.

12 février, Irak Les manifestant·e·s regagnent la place Tahrir sous la protection des forces de sécurité.

13 février, Irak Manifestation des femmes contre la violence et contre l'appel de Moqtada al-Sadr, lequel condamne la mixité des manifestations et appelle à une séparation des sexes. Al-Sadr condamne la manifestation, qu'il considère comme immorale.

16 février, Algérie Marche historique à Kherrata pour célébrer le premier anniversaire du *hirak*.

21 au 22 février, Algérie Manifestations importantes pour le premier anniversaire du *hirak*. Le président Abdelmadjid Tebboune décrète que le 22 février est la « Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie ».

22 février, Algérie La conférence nationale des Dynamiques de la société civile n'a pu se tenir à défaut d'autorisation. Le texte principal est rendu public et devient le « Manifeste du 22 février pour la transition démocratique ».

25 février, Irak Malgré l'annonce des premiers cas de Covid-19, des milliers de manifestant·e·s antirégime sortent dans les rues de Bagdad, masqué·e·s.

7 mars, Algérie Le journaliste engagé Khaled Drareni est arrêté par la police avec d'autres militant·e·s.

13 mars, Algérie Dernier vendredi de marche avant le confinement à cause de la Covid-19. Avec la suspension des marches, de nombreux·euses activistes et militant·e·s sont poursuivi·e·s et parfois condamné·e·s, notamment pour leurs activités sur les réseaux sociaux. La peur s'installe, au point que le journal satirique en ligne El Manchar cesse son activité. Plusieurs sites d'information libre sur Internet, comme Radio M, Maghreb Émergent, Inter-Lignes, ne sont plus accessibles d'Algérie et nécessitent l'utilisation d'un VPN. Les Dynamiques du 22-Février reprennent leurs travaux pour aboutir à une feuille de route pour une transition de sortie de crise.

17 mars, Irak L'ancien gouverneur de Najaf, Adnan al-Zurfi, est nommé Premier ministre, alors que Mohammed Allawi se révèle, à plusieurs reprises, incapable de former un gouvernement et d'obtenir la confiance.

21 mars, Irak Les manifestant·e·s annoncent mettre fin à leurs campements et actions en raison de la pandémie. Des manifestations reprennent néanmoins sporadiquement au mois de mai.

Bibliographie

- Maha Abdelrahman, *Egypt's Long Revolution. Protest Movements and Uprisings*, New York, Routledge, 2015.
- Zeinab Abul-Magd, *Militarizing the Nation: The Army, Business, and Revolution in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2017.
- Gilbert Achcar, *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Arles, Actes Sud, 2013.
- Yassin Al-Haj Saleh, *La Question syrienne*, Arles, Actes Sud, 2016.
- Yassin Al-Haj Saleh, *The Impossible Revolution. Making Sense of the Syrian Tragedy*, Londres, Hurst Publishers, 2017.
- Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Amin Allal et Vincent Geisser (dir.), *Tunisie. Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, CNRS Éditions-Nirvana, 2018.
- Amin Allal, Assia Boutaleb et Marie Vannetzel, *Introduction aux mondes arabes en (r)évolution*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2018.
- Kevin B. Anderson, « Sudan's Revolution of 2019. At the Crossroads of Africa and the Arab World », *New Politics*, XVII, vol. 4, hiver 2020.
- Walter Armbrust, *Martyrs and Tricksters. An Ethnography of the Egyptian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 2019.
- Habib Ayeub et Ray Bush, *Food Insecurity and Revolution in the Middle East and North Africa. Agrarian Questions in Egypt and Tunisia*, Londres, Anthem Press, 2019.
- Jean-Nicolas Bach, « Ramadan de Sang. Le Soudan entre révolution et négociation (décembre 2018-juillet 2019) », 2019.
- Mona Baker (dir.), *Translating dissent. Voices from the Egyptian revolution*, New York et Londres, Routledge, 2015.
- Asef Bayat, *Revolution without revolutionaries. Making Sense of the Arab Spring*, Stanford, Stanford University Press, 2017.
- Joel Beinin et Frederic Vairel (dir.), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*. Stanford, Stanford University Press, 2013.
- Naoual Belakhdar, « "L'Indépendance, c'est maintenant !" Réflexion sur le soulèvement populaire en Algérie », *L'Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 105-116.
- Lina Ben Mhenni, *Tunisian girl. Blogueuse pour un printemps arabe*, Montpellier, Indigènes, 2011.
- Kmar Bendana, *Chronique d'une transition*, Tunis, Script Éditions, 2011.
- Kmar Bendana, *Parler en historique après 2011*, Tunis, Université de La Manouba, 2017.
- Omar Bendorra, François Gèze, Rafik Lebdaoui et Salima Mellah, *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique, 2020.
- Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Revue française de science politique*, n° 62, 5, 2012, p. 767-796.

Mounia Bennani-Chraïbi et Mohamed Jekhllaly, « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, n° 62, 5, 2012, p. 867.

Yasmine Berriane, « Inclure les “n’ayants pas droit”. Terres collectives et inégalités de genre au Maroc », *L’Année du Maghreb*, n° 13, 2015, p. 61-78.

Dina Bishara, *Contesting Authoritarianism. Labour Challenges to the State in Egypt*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

Laurent Bonnefoy et Marine Poirier, « La structuration de la révolution yéménite. Essai d’analyse d’un processus en marche », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, p. 895-913.

Laurent Bonnefoy, Franck Mermier et Marine Poirier (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Sanaa-Paris, CEFAS-Éditions Karthala, 2012.

Irene Bono, « Une lecture d’économie politique de la “participation des jeunes” au Maroc à l’heure du Printemps arabe », *Revue internationale de politique comparée*, n° 20, vol. 4, 2013, p. 145–166.

Hamit Bozarslan, « La figure du martyr chez les Kurdes », in Catherine Mayeur-Jaouen (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.

Matt Buehler, « Labour Demands, Regime Concessions: Moroccan Unions and the Arab Uprising », *British Journal of Middle Eastern Studies*, n° 42, vol. 1, 2015, p. 88-103.

François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie. Acteurs et défis de la crise 2011-2013*, Paris, La Découverte, 2013.

Estella Carpi et Andrea Glioti, « Toward an Alternative ‘Time of the Revolution’? Beyond State Contestation in the struggle for a new Syrian Everyday », *Middle East Critique*, n° 27, vol. 3, 2018, p. 231-246.

Myriam Catusse, Aude Signoles et François Siino (dir.), *Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales ?*, dossier de la *Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, vol. 2, 2015.

Kinda Chaïb, « Gérer la mort en temps de guerre dans le Liban-Sud contemporain », in Raphaëlle Branche, Nadine Picaudou et Pierre Vermeren (dir.), *Autour des morts de guerre. Maghreb – Moyen-Orient*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2013, p. 47-70.

John Chalcraft, « The Arab Uprisings of 2011 in Historical Perspective », in Amal Ghazal et Jens Hanssen (dir.), *The Oxford Handbook of Contemporary Middle-Eastern and North African History*, 2020.

John Chalcraft, *Popular Politics in the Making of the Modern Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

Amor Cherni, *La Révolution tunisienne. S’emparer de l’histoire*, Beyrouth, Dar Albouraq, 2011.

Igor Cherstich, « The Body of the Colonel. Caricature and Incarnation in the Libyan Revolution », in Pnina Werbner, Martin Webb et Kathryn Spellman-Poots (dir.), *The Political Aesthetics of Global Protest*, Édinburgh, University of Edinburgh Press, 2014, p. 93-120.

Elena Chiti, Touriya Fili-Tullon et Blandine Valfort (dir.), *Écrire l’inattendu. Les « Printemps arabes » entre fictions et histoire*, Louvain-la-Neuve, Belgique, Académia-L’Harmattan, 2015.

Elliott Colla, « In Praise of insult. Slogan Genres, Slogan Repertoires and Innovation », *Review of Middle East Studies*, n° 47, vol. 1, 2013, p. 37-48.

Collectif, *Chroniques de la révolte syrienne. Des lieux et des hommes, 2011-2015*, Beyrouth, Ifpo, 2018.

Laurent Damesin, « La Place du Changement et la Place de la Libération à Sanaa. Espaces révolutionnaires et contre-révolutionnaires », *Arabian Humanities*, n° 2, 2013.

Sabr Darwîsh, *Sûriyâ... Tajribat al-mudun al-muharrara*, Londres-Beyrouth, Riyad el-Rayyes, 2015.

Brecht De Smet, *Gramsci on Tahrir: Revolution and Counter-Revolution in Egypt*, Londres, Pluto Press.

Clément Deshayes, Elena Vezzadini, « Quand le consensus se fissure. Processus révolutionnaire et spatialisation du soulèvement soudanais », *Politique africaine*, n° 154, vol. 2, 2019, p. 149-178.

Ghaliya N. Djelloul et Aniss M. Mezoued, « Les ressorts spatiaux de la mobilisation révolutionnaire à Alger », sur le site du Forum Vies mobiles, 1^{er} juillet 2019.

Louisa Dris Aït-Hamadouche et Chérif Dris, « Le face à face *hirak*-pouvoir. La crise de la représentation », *L’Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 57-68.

Simon Dubois, « A Field in Exile. The Syrian Theatre Scene in Movement », in Felix Lang et Richard Jacquemond, *Culture and Crisis in the Arab World*, Londres, I.B. Tauris, 2019.

Youssef El Chazli, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie. Contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire en Égypte*, Paris, Dalloz, 2020.

Saker El Nour, « Small farmers and the revolution in Egypt. The forgotten actors », *Contemporary Arab Affairs*, n° 8, vol. 2, 2015, p. 198–211.

Dina El-Sharnouby, « In absence of a Hero Figure and an Ideology. Understanding new political Imaginaries and Practices among revolutionary Youth in Egypt », *Middle East. Topics & Arguments*, n° 9, 2017.

Mohamed Elloumi, « Trois ans après. Sur les origines rurales de la révolution tunisienne », *Confluences Méditerranée*, n° 87, vol. 4, 2013, p. 193-203.

Elsadig Elsheikh, « Sudan after Revolt. Reimagining Society, Surviving Vengeance », *Critical Times*, n° 2, vol. 3, 1^{er} décembre 2019, p. 466–478.

A. Elshobaki (dir.), *Al-harakât al-ihtijâjiyya fî-l watan al-‘arabî* [Les mouvements protestataires dans le monde arabe], Beyrouth, Markaz dirâsât al-wahda al-‘arabiyya, 2014.

Giulia Fabbiano, « Le temps long du *hirak* : le passé et ses présences », *L’Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 117-130.

Giulia Fabbiano, « À l’écoute de l’Algérie insurgée », *La Vie des idées*, 19 mars 2019.

Raja Fenniche (dir.), *Dans les mailles du filet. Révolution tunisienne et web 2.0.*, Presses universitaires de La Manouba, 2013.

Carmen Geha, « Politics of a garbage crisis. Social networks, narratives, and frames of Lebanon’s 2015 protests and their aftermath », *Social Movement Studies*, n° 18, vol. 1, 2019, p. 78-92.

Wael Ghonim, *Revolution 2.0. the power of the people is greater than the people in power: a memoir. Memoir and call to action*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Éric Gobe, *Les Avocats en Tunisie de la colonisation à la révolution (1883-2011)*, *Socio-histoire d’une profession politique*, Tunis-Paris, IRMC-Karthala, 2013.

Maggy Grabundzija, *Morceaux choisis d’une révolution, Yémen, mars 2011-février 2012*, Paris, L’Harmattan, 2015.

Christiane J. Gruber, « King of Kings of Africa », *Middle East Journal of Culture and Communication*, n° 11, vol. 2, p. 196–224.

Jeroen Gunning et Ilan Zvi Baron, *Why Occupy a Square? People, Protests and Movements in the Egyptian Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Bogumila Hall, « “This is our homeland”. Yemen’s marginalized and the quest for rights and recognition », *Arabian Humanities*, n° 9, 2017.

Amr Hâshim Rabî‘ (dir.), *Wthaa’k 100 youm a’la thourah 25 inair*, Le Caire, Markaz al-Ahrâm li’l Dirâsat al-siyâsiyya wa’l-istrâtiyya, 2011.

Amy Austin Holmes, *Coups and Revolutions. Mass mobilization, the Egyptian military, and the United States from Mubarak to Sisi*, New York, Oxford University Press, 2019.

Raymond Hinnebusch et Tina Zintl (dir.), *Syria from Reform to Revolt, vol. 1: Political Economy and International Relations*, Syracuse, Syracuse University Press, 2015.

Salwa Ismail, « The Egyptian Revolution against the Police », *Social Research*, n° 79, vol. 2, 2012, p. 435-462.

Kira D. Jumet, *Contesting the Repressive State. Why Ordinary Egyptians Protested During the Arab Spring*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Aïssa Kadri (dir.), *Algérie. Décennie 2010-2020. Aux origines du mouvement populaire du 22 février*, Paris, Éditions du Croquant, 2020.

Abou Kamel (Omar Aziz), *Sous le feu des snipers, la révolution de la vie quotidienne. Programme des « comités locaux de coordination » de Syrie*, Pantin, Antisociales, 2013.

Neil Ketchley, *Egypt in a Time of Revolution. Contentious Politics and the Arab Spring*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

Khalaf Amal, « The Many Afterlives of Lulu. The Story of Bahrain’s Pearl Roundabout », in Ala’a Shehabi et Marc Owen Jones (dir.), *Bahrain’s Uprising. Resistance and Repression in the Gulf*, Londres, Zed Books, 2015.

Laleh Khalili, « The Location of Palestine in Global Counterinsurgencies », *International Journal of Middle East Studies*, n° 42, vol. 3, 2010, p. 413-433.

Laleh Khalili, *Heroes and Martyrs of Palestine. The Politics of National Commemoration*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Lina Khatib et Ellen Lust-Okar (dir.), *Taking to the Streets. The Transformation of Arab Activism*, Baltimore, JHU Press, 2014.

Perrine Lachenal, « Être une fille autrement ? Self-défense féminine au Caire », in Laurent Bonnefoy et Myriam Catusse (dir.), *Jeunesses arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte, 2013, p. 211-220.

Marc Lavergne, *Soulèvements dans le monde arabe. L’exception soudanaise ?*, Moyen-Orient, Areion Group, 2020

Elisabeth Longuenesse et Laura Ruiz de Elvira (dir.), « Syrie : entre fragmentation et résilience », dossier de *Confluences Méditerranée*, n° 99, hiver 2016-2017.

Marc Lynch (dir.), *The Arab Uprisings Explained. New Contentious Politics in the Middle East*, New York, Columbia University Press, 2014.

Anne-Laure Mahé, « Soudan : après la chute d’Omar el-Béchir, les défis de la transition », *Politique étrangère*, n° 4, hiver 2019, p. 99-112.

Sarra Majdoub, « Ce “bataillon fantôme” qui a organisé l’insurrection populaire au Soudan », *Orient XXI*, 30 avril 2019.

Dina Matar et Helga Tawil-Souri, *Gaza as Metaphor*, Londres, Hurst, 2016.

Delphine Minoui, *Les Passeurs de livres de Daraya*, Paris, Seuil, 2017.

Mossallam Alia, *Hikâyat Sha'b. Stories of Peoplehood Nasserism, Popular Politics and Songs in Egypt, 1956-1973*, thèse de doctorat soutenue en 2012 à la London School of Economics and Political Sciences.

Mouvements, « Algérie en révolution(s) », n° 102.

Hatem Mrad, *Tunisie. De la révolution à la constitution*, Tunis, Nirvana, 2014.

Sihem Najjar (dir.), *Le Cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Tunis-Paris, IRMC-Karthala, 2013.

Wendy Pearlman, « Narratives of fear in Syria », *Perspectives on Politics*, n° 14, vol. 1, 2016, p. 21–37.

Wendy Pearlman, « Moral Identity and Protest Cascades in Syria », *British Journal of Political Science*, n° 48, vol. 4, 2018, p. 877–901.

Stacey Philbrick Yadav, « Tawakkul Karman as Cause and Effect », *Middle East Report Online*, 21 octobre 2011.

Caterina Pinto et Lorenzo Declich (dir.), *Prima che parli il fucile. Omar Aziz e la rivoluzione siriana*, Messina, Mesogea, 2017.

Ross Porter, « Freedom, power and the crisis of politics in revolutionary Yemen », *Middle East Critique*, n° 26, vol. 3, 2017, p. 265–281.

Elizabeth Rauh, « An Enduring Monument: Bahrain's 2011 Pearl Roundabout Protests », *Middle East Journal of Culture and Communication*, n° 11, 2018, p. 141–173.

Lucie Ryzova, « The Battle of Muhammad Mahmoud Street in Cairo: The Politics and Poetics of Urban Violence in Revolutionary Time », *Past & Present*, n° 247, vol. 1, 2019, p. 273–317.

Yezid Sayigh, « Armed Struggle and the Search for state. The Palestinian national movement 1949–1993 », Oxford, Oxford University Press, 1997.

Samuli Schielke, *Egypt in the Future Tense. Hope, Frustration, and Ambivalence Before and After 2011*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.

Christoph H. Schwarz, « Political Socialisation and Intergenerational Transmission. Life Stories of Young Social Movement Activists in Morocco », *The Journal of North African Studies*, 2019, p. 1–25.

Mona Tahawy, *Foulauds et hymens. Pourquoi le Moyen-Orient doit faire sa révolution sexuelle*, trad. Alison Jacquet Robert et Carla Lavaste, Paris, Belfond, 2015.

Thawra(t). Approche comparée des révoltes et révolutions (XIX^e-XXI^e siècles), Tunis, UMA-ISHTC, 2014.

Charles Tripp, *The Power and the People: Paths of Resistance in the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Frédéric Vairel, *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

Samar Yazbek, *Feux croisés. Journal de la révolution syrienne*, Paris, Buchet-Chastel, 2012.

Héla Yousfi, *L'UGTT, une passion tunisienne. Enquête sur les syndicalistes en révolution. 2011-2014*, Tunis, IRMC-Med Ali éditions, 2015.

Les auteur·e·s

Amin Allal est chercheur au CNRS, sociologue du politique, auteur d'une thèse sur « L'autoritarisme participatif. Politiques de développement et protestations dans la région minière de Gafsa en Tunisie 2006-2010 ». Il a coordonné plusieurs ouvrages sur les révolutions en Tunisie et dans le monde arabe. Il est l'auteur, avec Montserrat Emperador Badimon et Myriam Catusse, de *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Presses universitaires de Rennes, 2018 ; avec Vincent Geisser, *Tunisie. Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, CNRS éditions, 2018 ; avec Thomas Pierret, *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Armand Colin, 2013.

1

Kmar Bendana est professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université de Tunis-La Manouba. Après des travaux sur l'histoire intellectuelle et coloniale de la Tunisie, elle a été une chroniqueuse engagée et informée de la révolution tunisienne en publiant d'abord sous la forme de *posts* de blog, puis dans des ouvrages ses analyses sur les développements démocratiques et sociaux en cours. Elle s'intéresse particulièrement à l'art et à la culture comme langages de transformation sociale. Elle est l'auteure de *Histoire et culture dans la Tunisie contemporaine*, Éditions de l'Institut supérieur de l'histoire de la Tunisie contemporaine, 2015 ; avec Sylvie Dallet et Fadhila Laouani, *Ressources de la créativité. Une expérience franco-tunisienne*, Institut Charles-Cros-L'Harmattan, 2015 ; *Chronique d'une transition*, éditions Script, 2012.

1

Mohamed Slim Ben Youssef est doctorant. Il a été journaliste pour des sites indépendants tunisiens, et travaille aujourd'hui à une thèse sur les mobilisations sociales dans la Tunisie post-révolutionnaire.

1

Youssef el Chazli travaille sur le militantisme, les crises et les violences politiques, et les réseaux artistiques alternatifs en Égypte. Il a publié sur de nombreux aspects de ces sujets, et a coordonné un numéro spécial d'*Égypte. Monde arabe* consacré à la ville d'Alexandrie, « Everyday Alexandria(s). Plural Experiences of a Mythologized City », 2018. Il a par ailleurs publié *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, Dalloz, 2020.

1

Elena Chiti est historienne et traductrice littéraire, maîtresse de conférence à l'université de Stockholm. Sa thèse, « Écrire à Alexandrie (1879-1940). Capital social, appartenances, mémoire », se consacrait aux traces écrites ordinaires du « cosmopolitisme » alexandrin. Elle a depuis entamé des travaux sur la représentation du crime et de la justice dans la culture populaire égyptienne.

1

Leyla Dakhli est chercheuse au CNRS, historienne du monde arabe contemporain, et notamment de l'histoire des femmes et des mouvements sociaux au Levant. Elle a récemment publié *Histoire du Proche-Orient contemporain* (La Découverte, 2015) et *Le Moyen-Orient – fin XIX^e-XX^e siècle* (Seuil, « Points », 2016).

1

Simon Dubois est docteur en littérature arabe de l'université d'Aix-Marseille. Ses travaux de doctorat, réalisés sous la direction de Richard Jacquemond, ont porté sur les artistes syriens et leur exil, après la répression de la révolution syrienne en 2011.

1

Giulia Fabbiano est anthropologue. Elle a soutenu une thèse sur les « Générations post-algériennes. Discours, pratiques, recompositions identitaires ». Depuis, elle poursuit ses recherches sur les narrations identitaires et mémorielles postcoloniales en France, la participation politique et l'*agency* des femmes « de culture musulmane », les relations interethniques et les pratiques de mobilité dans l'espace méditerranéen.

1

Samer Frangieh est professeur à l'université américaine de Beyrouth. Il travaille sur la théorie sociale et la pensée politique arabe. Ses recherches se concentrent sur l'analyse des désillusions politiques et sociales dans le monde arabe contemporain, particulièrement pendant la période 1967-2011.

1

Mélanie Henry a soutenu une thèse d'histoire intitulée « Le trésor révolutionnaire : insurrections et militantismes à Alexandrie en 1946 et 1977, Égypte ». Ses travaux portent sur l'expérience révolutionnaire, en particulier les émotions qui l'accompagnent et les traces qu'elle laisse. Elle se concentre actuellement sur le rôle des savoirs de la psyché dans la médiation du vécu de l'insurrection en Algérie au XX^e siècle.

1

Loulouwa al-Rachid est chercheuse au Carnegie Middle East de Beyrouth, spécialiste de l'Irak. Elle a soutenu une thèse en science politique sur l'érosion de l'autoritarisme dans la dernière décennie du règne du Baath en Irak, « L'Irak de l'embargo à l'occupation : dépérissement d'un ordre politique (1990-2003) ». Elle a écrit de nombreux articles et chapitres d'ouvrages sur ces sujets. Elle s'intéresse par ailleurs aux formes de la contestation en Irak et dans le monde arabe.